

Université de Nantes
Département d'études hispaniques
UFR de Langues



L'ascension politique de José María Aznar (1989/1996) :

De la tête du PP à la présidence du gouvernement espagnol



Mémoire réalisé par François Gomez

Master II mention « Langues et Langage »

Spécialité « Identités Linguistiques,

Représentations Nationales et Transferts Culturels »

Sous la direction de Mme Pilar Martínez-Vasseur

Octobre 2012

Sommaire

Introduction.....p. 1

I. Le PP et le PSOE en 1990, deux dynamiques opposées.....p. 6

1.1. La modernisation de la droite espagnole.....p. 7

1.2. Le PSOE et les affaires de corruption..... p. 11

1.3. Pedro J. Ramírez..... p. 13

1.4. Le terrorisme d'état ou l'affaire des GAL.....p. 26

1.5. Le financement illégal de parti ou « L'affaire FILESA ».....p. 33

II. D'une opposition faible à une candidature crédible..... p.39

- 2.1. Historique des débats télévisés en Espagne..... p. 40
- 2.2. Le premier débat..... p. 46
- 2.3. Le deuxième débat..... p. 57
- 2.4. Les attentats de 1995.....p. 63
 - 2.4.1. ETA en 1995..... p. 63
- 2.5. Gregorio Ordoñez..... p. 66
- 2.6. L'attentat du 19 Mars 1995.....p. 70

III. Les pactes de 1996, une manœuvre électorale..... p. 73

- 3.1. Peut-on croire les sondages ?..... p. 74
- 3.2. Historique des pactes autonomiques en Espagne.....p. 78
- 3.3. Le cas galicien.....p. 81
- 3.4. Le cas canarien..... p. 82
- 3.5. Le cas catalan..... p. 83
- 3.6. Le cas Basque..... p. 92
- 3.7. Les pactes de 1996, une manœuvre électorale..... p. 96

3.8. Le gouvernement de 1996..... p. 98

Conclusion..... p. 103

Bibliographie..... p. 107

Documents annexes..... p. 114

Introduction

La frontière entre le journalisme, l'analyse politique et l'étude historique est des plus infimes, mais il paraît aujourd'hui indispensable que ces trois disciplines bien distinctes travaillent main dans la main dans le but de se rapprocher le plus près possible de la vérité historique et de l'objectivité maximale quant à la description des faits. Il est en effet essentiel de se rapprocher le plus possible de la vérité historique afin de mieux comprendre le présent et d'envisager le futur sereinement en évitant les préjugés et les jugements subjectifs, car comme le disait George Orwell, « celui qui maîtrise son passé maîtrise son présent¹ », une affirmation qui porte aujourd'hui tout son sens lorsque l'on voit que l'Espagne qui n'a jamais réussi à régler le conflit de la guerre civile puisque le « pardon » accordé par la génération de la transition vit naître une véritable « génération de l'oubli », n'arrive aujourd'hui pas à gérer son présent, tiraillée entre une crise économique et financière sans précédent, des révoltes sociales contre le système en place à Madrid, l'incapacité du groupe terroriste d'ETA à rendre les armes définitivement et à

¹ ORWELL, Georges, « 1984 », Gallimard, Paris, 1991, troisième partie, chapitre 2.

se dissoudre, ou encore entre un bras de fer pour l'indépendance engagé par les nationalistes catalans. Seules la connaissance et la compréhension de l'Histoire permettront à l'Espagne de résoudre ses conflits internes, en luttant contre l'oubli et les non-dits.

Le travail que nous nous proposons de réaliser ici est un travail d'Histoire dont le but est, grâce à une étude et à une connaissance du passé, de remettre les événements en contexte sans jamais prendre parti. L'étude historique se différencie du travail journalistique dans le sens où l'historien ne travaille pas dans l'immédiateté et n'a en aucun cas recours au « scoop » ou au sensationnel dans son travail, car il n'est pas dans un objectif de ventes ou de plaire à un certain public, mais dans un objectif de rétablissement de la vérité historique.

Cependant, si le but de l'historien est de rester objectif afin de mieux expliquer, sa sensibilité est toujours perceptible ne serait-ce que pour les raisons qui le poussent à choisir un sujet, une « émotion retenue qui reste sensible² » selon l'écrivain Pierre Pachet puisqu'en effet, lorsqu'un historien décide de choisir une période à étudier, il se trouve confronté à un éventail de choix des plus larges, l'Histoire des sociétés contemporaines étant des plus fournies et des plus riches. Il faut donc que l'historien cherche une source de motivation qui le pousse à choisir une période donnée, que certaines questions restent pour lui non soulevées et suscitent chez lui des interrogations. C'est là qu'apparaît ce que l'historien espagnol Javier Tusell nomme l' « égohistoire », c'est-à-dire que « face à la prétention de lever une muraille d'objectivité [...] les historiens révèlent les intérêts personnels qui les poussent à se poser des questions sur le

² Article écrit par l'écrivain et universitaire Pierre Pachet, paru dans le *Courrier International* de Février 2010 : « Le roman de l'Histoire ».

passé [...] une égohistoire qui peut dégénérer en narcissisme mais qui demeure un exercice d'autocritique sain et une source essentielle pour le jugement du lecteur³. »

Ainsi, lorsqu'un historien choisit son sujet, c'est souvent pour rétablir une vérité et la comprendre et non pour faire justice, un rôle appartenant au juge, car l'on se souvient souvent des personnages historiques et des politiques en fonction de leurs plus grosses erreurs et non en fonction de leurs réussites, en fonction de leurs paroles plus que de leurs actes, en fonction d'idées reçues considérées comme justes. Et c'est justement de là que vient le danger d'une mauvaise interprétation de l'Histoire, qui « ne vient pas tant de ce que l'on ignore mais plutôt de ce que l'on tient pour vrai et qui ne l'est pas » comme le disait l'écrivain nord-américain Mark Twain.

Cette envie de rétablir la vérité historique et un sentiment d'équité est présente dans ce travail, tout d'abord lorsque nous étudierons le parcours de Felipe González, un homme politique souvent critiqué et considéré par beaucoup comme un politique corrompu qui plongea le pays dans une crise économique sans précédent, une vision du peuple due comme nous le verrons dans ce travail à un acharnement de la part de certains groupes de presse qui poussèrent une grande partie des citoyens à le voir ainsi et à faire oublier tous les bénéfices apportés par cet homme politique à l'Espagne. Cette volonté de rétablir la vérité historique et l'équité est également présente dans l'étude du parcours de José María Aznar, qualifié aujourd'hui par beaucoup, de « fasciste », de « franquiste » ou de « tyran », alors qu'il fut élu deux fois de suite de façon démocratique par le peuple espagnol.

³ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 11.

Cette tâche de rétablissement de la mémoire, une lutte contre l'oubli et les préjugés n'est en aucun cas facile car la « vérité des faits [...] doit s'arracher non seulement au prestige du mythe ou aux mensonges de la propagande, mais à des entreprises énormes de dissimulation, de négation, de dissimulation de traces, de falsification, de destruction de restes de ceux qui furent assassinés⁴. » En cela, la vérité historique ou l'interprétation de l'Histoire dispose d'un caractère provisoire et n'est en aucun cas immuable, ce qui fait que ce travail n'est en rien exhaustif, mais qu'il se veut plutôt être une piste de travail et une interprétation objective de la période étudiée en fonction des sources disponibles au moment de la réflexion portée sur le sujet. Il n'y a en aucun cas dans ce travail une quelconque forme de parti pris, de délation ou l'existence d'une opinion, puisque comme le disait Paul Ricoeur, le rôle de l'historien est « de faire comprendre sans inculper ni disculper⁵ », afin « d'aider au surgissement d'une mémoire équitable ». Cette étude n'est en réalité qu'une tentative de réponse aux interrogations d'un citoyen cherchant à comprendre l'émergence de José María Aznar dans la vie politique espagnole suite à l'effondrement de son principal rival Felipe González à partir des années 1990.

Il est difficile d'avoir le recul nécessaire pour effectuer un travail sur cette période si proche de la nôtre, et seule l'accumulation de témoignages – bien qu'« une part importante de la bataille des historiens na[isse] de la confrontation des témoignages, principalement des témoignages

⁴ Article écrit par l'écrivain et universitaire Pierre Pachet, paru dans le *Courrier International* de Février 2010 : « Le roman de l'Histoire ».

⁵ RICOEUR, Paul, « L'écriture de l'histoire et la représentation du passé », *Le Monde* du 15 Juin 2000.

écrits⁶ » –, de réactions et de jugements, permet d'obtenir un nombre suffisant de sources divergentes nécessaires à un travail d'Histoire.

Ainsi, l'étude de la presse, indissociable du travail d'historien, a été largement exploitée dans ce travail, et la diversité du traitement de l'actualité en Espagne entre des quotidiens aux visions si différentes comme *El Mundo* et *El País* précieuse dans la récolte d'opinions contrastées.

L'ouverture des archives de ces journaux sur internet, un véritable gisement d'informations, a grandement aidé à une étude approfondie de la période.

Le but de ce travail sera donc de comprendre la victoire du PP en 1996, qui est la conséquence d'un long processus de démocratisation du parti et de changement d'image, associé à l'utilisation de tous les moyens modernes, qu'ils soient politiques, médiatiques, mis à sa disposition. Nous nous efforcerons donc de suivre l'évolution du parti et du personnage de José María Aznar, depuis son accession à la tête du PP en 1989 jusqu'à son élection comme chef du gouvernement espagnol en 1996.

Ce travail se situe dans la continuité du précédent travail sur José María Aznar, intitulé « Les gouvernements de José Maria Aznar (1996/2004) : Entre transition(s) et nouvelle approche du politique en Espagne » qui se voulait être une approche globale du personnage de José María Aznar, de son idéologie et de celle de son parti, et peut être envisagé comme un travail préliminaire à une étude plus approfondie centrée sur les deux législatures de l'ancien chef du gouvernement espagnol entre 1996 et 2004.

⁶ Traduction d'une conférence écrite et prononcée en anglais par Paul Ricoeur le 8 mars 2003 à Budapest sous le titre « Memory, history, oblivion », lors d'une conférence internationale « *Haunting Memories ? History in Europe after Authoritarianism.* », publiée dans la revue ESPRIT dans un article intitulé « La pensée Ricoeur », Mars-Avril 2006.

Partie I

Le PP et le PSOE en 1990, deux dynamiques opposées

1.1. La modernisation de la droite espagnole

Les origines phalangistes de José María Aznar⁷ et ses nombreux points communs avec le créateur de la CEDA José María Gil Robles⁸ ont été prouvés et remis en contexte dans un travail antérieur⁹, tout comme les points communs que l'ancien chef du gouvernement espagnol entre 1996 et 2004 pouvait avoir avec le général Franco¹⁰, ainsi que les origines franquistes de l'alliance populaire¹¹, devenue parti populaire quand José María Aznar devint le candidat officiel du parti aux élections générales en 1989 suite au douzième congrès du PP à Séville¹². Nous avons pu constater dans notre travail la volonté de la part de José María Aznar de gommer l'image franquiste que l'opinion publique associait alors à la droite espagnole et en particulier à son parti, dirigé jusqu'en 1989 par un ancien ministre franquiste, Manuel Fraga Iribarne. La stratégie du PP, dans une volonté de moderniser le parti et de changer son image fut donc de s'éloigner de l'image franquiste et radicale qui lui

⁷ Mémoire de Master 1 : « *Les gouvernements de José María Aznar (1996-2004), entre transition(s) et nouvelle approche du politique en Espagne* », Introduction, p. 3.

⁸ *Ibid.*, chapitre I : « *Portrait de José Maria Aznar et de la droite espagnole* », partie 1 : « *L'héritage de Gil-Robles et de la CEDA* », p. 10.

⁹ Mémoire de Master 1 : « *Les gouvernements de José María Aznar (1996-2004), entre transition(s) et nouvelle approche du politique en Espagne* ».

¹⁰ *Ibid.*, chapitre I, partie 3 : « *Franco/Aznar, les points communs* », p. 19.

¹¹ *Ibid.*, chapitre 1, partie 2 : « *L'alliance populaire ou la naissance d'un parti franquiste sous la démocratie* », p. 14.

¹² Lors de ce congrès, Manuel Fraga annonça qu'il serait à présent « président fondateur du PP » et que le nouveau leader du parti était José María Aznar. Il montra aux militants une lettre de démission rédigée par Aznar et donnée à Fraga pour qu'il l'utilise quand cela lui paraîtrait nécessaire. Fraga montra la lettre au public et l'arracha en disant : « Presenta su dimisión, que nunca la vamos a aceptar, esta carta yo la rompo delante de vosotros porque no hay putadas ni hay putillas, ahí está el líder del partido que solo por esta carta merece ser. »

collait à la peau en mettant en avant une « nouvelle droite¹³ » à tendance libérale qui s'inspirait de la droite Thatcherienne¹⁴ afin de récupérer un électorat centriste qui, en 1977, n'avait pas voté pour une idéologie précise mais pour un candidat qui pourrait apaiser les conflits internes qui rongeaient le pays depuis la guerre civile, en menant à bien la transition démocratique en Espagne et en permettant la rédaction de la Constitution de 1978. Un candidat qui représentait au mieux les idées de démocratie et de consensus véhiculées par le roi Juan Carlos suite à l'attentat raté du 23-F, puisqu'il l'avait lui-même choisi en 1976 pour être chef du gouvernement avant la tenue d'élections générales, Adolfo Suárez.

Suite à la démission du chef de L'UCD comme président du gouvernement espagnol en 1981, l'électorat centriste était alors un électorat « à récupérer¹⁵ » pour le PP qui se positionna alors comme un parti de centre-droit, prouvant une nouvelle fois le pragmatisme hérité des années franquistes qui caractérise encore la droite espagnole aujourd'hui, et qui permit à José María Aznar d'être élu comme chef du gouvernement espagnol à deux reprises.

Dans nos travaux antérieurs, nous avons également pu constater que le premier homme politique de droite à vouloir moderniser l'image du parti n'avait pas été José María Aznar mais son prédécesseur à la tête de l'alliance populaire, Manuel Fraga, et que plusieurs

¹³ *Idem*, chapitre 2 : « Une nouvelle droite espagnole », p. 30.

¹⁴ Mémoire de Master 1 : « Les gouvernements de José María Aznar (1996-2004), entre transition(s) et nouvelle approche du politique en Espagne », chapitre 3 : « La doctrine libérale, leitmotiv de la 'nouvelle droite' espagnole », partie 2 : « Aznar, un Thatcher à l'espagnole, la « nouvelle droite reaganienne comme inspiration », p. 77.

¹⁵ *Ibid.*, chapitre 1, partie 6 : « La récupération du Centre, une manœuvre électorale », p. 25.

scissions avaient eu lieu au sein du parti avant 1980 entre les partisans du changement et de la modernisation, Manuel Fraga et Laureano López Rodo par exemple, et les franquistes purs et durs, parmi lesquels on compte José María Velo de Antelo ou Gonzalo Fernández de la Mora, qui décidèrent alors de quitter l'AP¹⁶.

Cette modernisation qui améliora les résultats de l'AP aux élections de 1982 et de 1986 ne fut cependant pas suffisante et Manuel Fraga décida alors de rajeunir le parti en nommant José María Aznar comme candidat aux élections de 1989, qui continua l'opération de modernisation du parti entreprise par l'ancien ministre du tourisme et de la communication franquiste, afin de devenir chef du gouvernement en 1996.

La période que nous nous proposons d'étudier dans ce travail est la période qui précède l'élection de José María Aznar, à partir de son entrée dans la vie politique à la fin des années 1980 jusqu'à son élection en 1996. Nous ciblerons notre travail sur les années à partir desquelles il devint le leader incontesté du parti, afin de mieux comprendre les événements et les mécanismes qui permirent sa première grande victoire politique en 1996.

Mais avant d'étudier les étapes décisives qui permirent à Aznar de diriger le pays pendant huit ans, il paraît essentiel de se pencher sur le cas de son plus grand adversaire, le PSOE de Felipe González, à la tête du pays entre 1982 et 1996 et qui, après ses larges victoires aux précédentes élections qui lui donnèrent une légitimité incontestable à la tête du pays, était remis en cause par des affaires de corruption. Le parti au pouvoir commença alors à

¹⁶ *Ibid.*, chapitre 1, partie 4 : « Rupture au sein de l'alliance populaire », p. 20.

connaître une spirale négative dès 1987 avec l'affaire des GAL¹⁷, une spirale négative qui n'alla qu'en s'aggravant jusqu'à la légère défaite du PSOE aux élections de 1996.

Mais alors que le PSOE s'enfonçait comme nous le verrons plus tard dans les méandres de ses affaires de corruptions et de ses querelles internes, la modernisation du parti entreprise par Fraga et poursuivie par Aznar commençait à porter ses fruits au début des années 1990, et nul ne doute que les erreurs commises par le PSOE associées aux « circonstances critiques de la politique espagnole », abondamment dénoncées comme nous le constaterons plus tard par certains groupes de presse et par le PP, « favorisèrent l'exercice d'une opposition extrêmement dure¹⁸ » et aidèrent le parti populaire à redorer son image.

En effet, alors que nous évoquions auparavant la transformation interne du PP, qui portait en réalité bien plus sur la forme que sur le fond, une transformation et une modernisation superficielles qui n'avaient pas été suffisantes et qui n'avaient pas permis au PP de l'emporter en 1989 et en 1993, un autre facteur essentiel qui permit l'élection d'Aznar en 1996, bien qu'avec une marge des plus restreintes, fut en réalité l'écroulement du PSOE, gangréné par des affaires de corruptions, des querelles internes et par la crise européenne qui, comme nous le verrons plus tard toucha de façon violente la péninsule ibérique.

Ainsi, avant de comprendre comment la droite gagna les élections en 1996, il convient de comprendre comment la gauche et son leader charismatique Felipe González, un « héros de la nation » qui avait permis la consolidation de la démocratie en Espagne après près de 40

¹⁷ Voir partie 1.4. : « *Le terrorisme d'état ou l'affaire des GAL* », p. 24.

¹⁸ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 27.

ans de dictature, avait pu les perdre. Pour cela, nous commencerons par étudier les différentes affaires de corruption, du moins celles qui eurent un réel impact et qui favorisèrent l'élection de José María Aznar en 1996, tout comme le rôle de certains groupes journalistiques qui dénoncèrent de façon récurrente ces cas de corruption afin d'éclaircir certains faits et d'aider les citoyens à mieux comprendre la réalité, mais surtout pour permettre l'accession au pouvoir de leur candidat, José María Aznar.

1.2. Le PSOE et les affaires de corruption

Comme nous l'évoquions à l'instant, plusieurs facteurs permirent de changer l'image du PP et de José María Aznar et lui permirent d'être élu en 1996. Mais alors que le PP était dans une dynamique positive au début des années 1990, on peut constater que le PSOE se retrouvait lui dans une dynamique contraire. En effet, au début des années 1990, l'Espagne se trouva confrontée à une des pires crises économiques et sociales de son histoire, une crise traversée par tous les pays développés suite à l'éclatement de la bulle immobilière au Japon et à l'augmentation du prix du baril de pétrole suite aux conflits de la guerre du Golfe. La situation espagnole était cependant bien plus critique que celle de certains autres pays, avec un taux de chômage avoisinant les 20 % de la population active, de gros efforts en terme de dépenses publiques exercés par le gouvernement en 1992 avec l'organisation de l'exposition universelle de Séville et des Jeux Olympiques de Barcelone, ou encore le financement du projet Hispasat, un service de satellites qui permit de transmettre plus de mille canaux de télévisions et de radios à plus de 30 millions de foyers. Mais un autre phénomène vint également entacher le gouvernement socialiste : il s'agit des nombreux cas de corruption commis par différents membres du gouvernement socialiste et dans lesquels Felipe González fut parfois soupçonné d'être impliqué. On peut compter une quarantaine de cas de corruption commis par ce gouvernement, en particulier à partir des années 1990, alors que le pays commençait à affronter la crise.

Il paraît ici incohérent de lister ces cas de corruption sans en expliquer leur impact sur les élections générales de 1996. Nous étudierons donc en particulier deux affaires, ainsi que

leur traitement par la presse, qui eurent un impact sur la population et sur l'opinion publique et qui sont essentielles pour mieux comprendre la chute de l'ancien « héros de la nation », Felipe González, et l'ascension fulgurante de son opposant José María Aznar. Ces deux affaires sont celle des GAL, un terrorisme d'état destiné à affaiblir le groupe terroriste ETA et l'affaire FILESA, une affaire de financement illégal de parti.

Les GAL, groupes antiterroristes de libération¹⁹, étaient des groupes armés para policiers qui agirent entre 1983 et 1987, financés par le ministère de l'intérieur espagnol, et dont le but était de trouver et de tuer un certain nombre d'étrangers. Ce phénomène, également appelée « guerre sale », fut découvert grâce à l'enquête de certains journalistes de *Diario 16*, en particulier par Ricardo Arques qui découvrit grâce à ses enquêtes un coffre contenant des preuves de l'existence des GAL. *Diario 16*, le journal de Pedro J. Ramírez publia alors durant les cinq jours qui suivirent toutes ces preuves et les visages des membres supposés des GAL. Il sortit ensuite un éditorial très critique envers le parti socialiste dont le titre était, « La rosa y el capullo » et fut alors renvoyé. C'est alors que Pedro J. Ramírez créa le journal *El Mundo* grâce auquel il continua de traiter le sujet à sa façon.

Avant de traiter l'affaire des GAL, il paraît ici important de dresser un portrait de celui qui découvrit la trace de ce terrorisme d'état et qui le dénonça quotidiennement dans son journal lors de sa découverte puis qui ressortit ce thème de façon récurrente avant chaque élection, Pedro José Ramírez.

¹⁹ Film de Miguel Courtois, « GAL », 2006.

1.3. Pedro J. Ramírez

Né en 1952 à Logroño et ayant suivi un double cursus en droit et en journalisme à l'université de Navarre, Pedro José Ramírez, plus communément appelé PedroJotaRamírez dans les médias, commença sa carrière professionnelle comme professeur de littérature espagnole au Lebanon Valley College aux Etats-Unis, ce qui peut expliquer son attrait commun avec José María Aznar pour ce pays et sa culture²⁰, attrait qu'ils ont également en commun avec les technocrates²¹ qui marquèrent leur arrivée au pouvoir en relançant l'économie espagnole sous le franquisme dans les années 1960, en instaurant une économie de type capitaliste et libérale, défendue et prônée par Aznar comme par JotaRamírez.

A son retour en Espagne en 1977, Pedro J. Ramírez devint journaliste pour ABC, avant qu'on lui propose en 1980 et ce malgré son jeune âge la direction du journal *Diario 16* alors en difficulté.

Sous sa direction, le quotidien passa de 50 000 ventes par jour en 1980 à 200 000 en 1989, une réussite totale pour le nouveau directeur, ce qui n'empêcha pas son licenciement en 1989 de ce poste de directeur du journal par Juan Tomas de Salas, alors chef du groupe

²⁰ Mémoire de Master 1 : « *Les gouvernements de José María Aznar (1996-2004), entre transition(s) et nouvelle approche du politique en Espagne* », chapitre 3 : « *La doctrine libérale, leitmotiv de la nouvelle droite espagnole* », p. 72.

²¹ CARR, Raymond, FUSI, Juan Pablo: *España 1808-2008*, chapitre « *Del conformismo al conflicto* », Ariel Historia, Barcelona, 2009, p. 599.

Diario 16, et ce comme nous allons le voir pour des raisons politiques et non professionnelles. En effet, le 9 Mars 1989, quatre jours avant son licenciement, Pedro J. Ramírez avait publié un éditorial intitulé « La Rosa y el Capullo », dans lequel il s'en prenait au ministre de la culture du gouvernement González entre 1988 et 1991, Jorge Semprun, considéré comme une sorte de « héros national » pour avoir survécu à l'exil durant le franquisme et pour être passé par les camps de concentration allemands.

Dans cet éditorial, Ramírez joua sur le double sens de *capullo* en espagnol qui peut signifier un bouton de fleur ou être une injure personnelle. Le titre de l'éditorial fait donc référence à « la rosa » (le PSOE) et au « capullo » (Jorge Semprun). Dans cet éditorial on peut lire ce qui suit : « Dans le rosier fané du gouvernement socialiste, usé par les turbulences de la climatologie politique, on a pu voir fleurir de façon définitive avec l'arrivée du printemps le dernier bouton de fleur (*capullo*). » On peut constater dans cet extrait l'aversion profonde de Pedro Jota Ramírez pour le PSOE, une aversion que l'on peut encore aujourd'hui constater. Alors qu'un journaliste lui demandait il y a peu qui était pour lui le pire dirigeant de l'Histoire de l'Espagne, Ramírez répondit : « Je crois que Zapatero laissera un mauvais souvenir, le souvenir d'un homme qui n'a pas été à la hauteur des défis qu'on lui présenta. Le plus important chez un dirigeant est qu'il soit capable de gérer l'équilibre entre bien-être et défense de la nation. [...] Lui a été un mauvais gouvernant dans ces deux aspects.²² ». L'éditorial « La rosa y el capullo » provoqua la colère de Juan Tomas de Salas, ami proche de Jorge Semprun qui justifia le licenciement de celui qui avait fait quadrupler les ventes du journal en neuf ans en disant que « une des raisons pour lesquelles il avait fini par le

²² Documentaire de Miguel Arroyo: « *Pedro J. Ramírez.* »

licencier était justement parce qu'il avait profané des injures, chose que l'on ne peut faire dans les médias ». La même année et peu après son licenciement, PedroJotaRamírez fondait le quotidien *El Mundo del siglo XXI*, aujourd'hui *El Mundo*, aidé par certains collaborateurs qui avaient démissionné de *Diario 16* suite au licenciement de son directeur comme Francisco Umbral, les dessinateurs Gallego y Rey ou le célèbre caricaturiste Antonio Fraguas de Pablo, plus communément connu sous le nom de Forges. On peut constater aujourd'hui un clivage entre ces anciens membres qui se rapprochèrent pour la plupart du parti populaire, et les anciens de *Diario 16* comme Juan Tomas de Salas qui soutinrent le PSOE. Pour sa part, PedroJotaRamírez a toujours montré comme nous le verrons plus tard un soutien sans faille au PP et en particulier à José María Aznar, un ami personnel.

Dans une interview accordée en Mars 2011 sur Veo7, aujourd'hui Veo Television à son ami Pedro Ramírez, dans l'émission *La vuelta al Mundo*, le président d'honneur du PP remerciait son ami « d'avoir l'amabilité de faire l'éloge de sa première législature²³ » avant de confirmer « qu'il lisait son journal régulièrement » et qu'il avait « le même jugement » que son journal et que lui-même sur la société et en particulier sur la gauche, trahissant ainsi une complicité et un rapprochement qui ne respectent en aucun cas l'éthique journalistique et le recul nécessaire à une analyse objective de la réalité.

²³ Emission « *La vuelta al mundo* » du 11 Mars 2001 sur Veo7.

Une des preuves de cette amitié et que le créateur de *El Mundo* fut l'une des trois seules personnes autorisées à rentrer dans la chambre d'hôpital de José María Aznar suite à



José María Aznar et
Pedro Jota Ramírez

l'attentat du 19 Mars 1995, avec Juan Villalonga, choisi par les actionnaires d'Argentaria, de la Banque de Bilbao, de la Caixa et grâce à l'appui de José María Aznar pour être conseiller délégué de Telefónica entre 1996 et 2000, alors que l'entreprise allait être privatisée en 1997 et que le marché serait ouvert à la concurrence, une sorte de « capitalisme d'amis²⁴ » comme le nomme l'historien Javier Tusell qui permit à Aznar de garder un œil sur l'entreprise en y mettant un bon ami à sa tête, en maintenant ainsi des

« connexions excessives » et en gardant une « mentalité héritée du passé²⁵ ». La troisième personne qui put entrer dans la chambre de l'ancien chef du PP après l'attentat fut Miguel Blesa, un autre ami d'Aznar qui fut élu à la tête de Caja Madrid en 1996, avant d'être réélu en 1999 et en 2003. Il est aujourd'hui vice-président d'Iberia, entreprise également privatisée durant les années Aznar.

La seule exception quant à la fidélité de Ramírez au PP pourrait se trouver en la personne de Mariano Rajoy, décrié par le créateur de *El Mundo* qui réclame aujourd'hui le retour de José María Aznar²⁶ et qui critique sévèrement l'actuel chef du gouvernement espagnol.

²⁴ TUSSELL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 426.

²⁵ *Ibid.*, p. 426.

²⁶ Article du 3 Septembre 2012 sur Hispanidad.com: "Pedro J. Ramírez se apunta a la vuelta de Aznar", annexes p. 188.

Ramírez joue donc un rôle très important et est très influent dans la vie politique espagnole et est sans doute autant voire plus écouté que n'importe quel membre du PP aujourd'hui. Ainsi, lorsqu'il déclara ouvertement qu'il allait voter pour le PP aux élections du 20 Novembre 2011²⁷, ceci ne resta pas anodin et il influença une bonne partie de la population espagnole. Felipe González déclarait il y a peu qu'il n'avait « aucune considération pour PedroJotaRamírez²⁸ » et qu'il ne le voyait pas comme quelqu'un « d'immoral » mais comme quelqu'un « d'amoral » et qu'il n'avait donc « rien à voir avec cette personne²⁹. »

On peut constater cette guerre politique toujours présente en Espagne entre politiques et journalistes, des journalistes qui sortent de leur rôle de retranscription objective de la réalité pour donner leur avis et prendre parti dans la vie politique du pays.

A partir des années 1990, *El Mundo* ne fut plus le seul quotidien à fustiger le gouvernement González et les cas de corruptions supposés commis par celui-ci. Le journal ABC commença également à s'en prendre au PSOE, créant ainsi avec *El Mundo* une sorte d'alliance anti-González ou anti-PSOE. On pouvait ainsi lire le 18 Janvier 1990 dans ABC : « Les socialistes qui rôdent autour de la vie publique comme des bandits de grands chemins ne sont pas des cas isolés ; c'est le propre parti comme corporation qui, en les protégeant, se comporte comme un véritable gang. »

²⁷ Documentaire de Miguel Arroyo : « *Pedro J. Ramírez* ». Alors qu'un journaliste demande à Pedro J. Ramírez pour qui il va voter le 20 Novembre 2011, il répond : « pues probablemente al PP ». Lorsque le journaliste lui demande s'il écrira un éditorial pour inciter les électeurs à voter pour le PP, Ramirez répond : « Si, probablemente pediremos el voto para el PP... »

²⁸ Emission « *Salvados* » émise sur la chaîne de télévision espagnole « La Sexta » le 18 Mars 2012.

²⁹ *Ibid.*

Luis María Anson, directeur d'ABC entre 1983 et 1997 alors que le journal était le deuxième plus acheté de tous les quotidiens derrière *El País* en Espagne, et fondateur du journal conservateur *La Razón* en 1998 et de *l'Imparcial* en 2008, auto-qualifié « libéral et indépendant », trois quotidiens proches des idées du PP et de son fondateur José María Aznar voire de l'extrême-droite, avouait le 30 Novembre 2008 dans une interview accordée à Jordi Evole sur la Sexta qu'il existait en effet un complot destiné à destituer Felipe González au début des années 1990. Il évoque ceci lorsqu'il dit qu'à l'époque de González, ce qui l' « horrifiait dans ce qui se passait alors, était que Felipe González avait gagné sa quatrième élection et que si il gagnait la cinquième ou la sixième nous aurions connu une nouvelle période de 30 ans avec la même personne que l'on connaissait depuis 40 ans. Et cela n'est jamais bon pour une nation et encore moins pour une nation qui vient de sortir d'une période de dictature. Nous avons en effet organisé une opération de harcèlement et de démolition. Nous avons bien fait et cela nous a bien réussi par la suite. »

Luis María Anson avait déjà évoqué cette « conspiration », lorsqu'il donna une interview au journaliste de gauche Santiago Belloch dans la revue « Tiempo », qui titrait en première page ce jour-là : « Anson : la confesión ». A l'intérieur du magazine, un article qui reprenait les dires d'Anson intitulé « Al atizar el fuego de la Justicia se favorecía la erosión de González...asi se hizo » évoquait l'existence d'un complot anti-González de la part d'un groupe de presse et de communication décidé à faire chuter le président socialiste. Anson énumérait dans cet article les responsables dudit complot :

« Nous nous réunissions, en général dans mon bureau, avec le directeur de *El Independiente*, Pablo Sabastian : José Luis Gutiérrez de *Diario 16* : le directeur général de de

Antena3 qui était Manuel Martin Ferrand : celui des informations sur Antena3 Radio qui était Antonio Herrero ; le directeur de *El Mundo*, Pedro J. Ramírez. »

L'historien Javier Tusell évoque cette « alliance » entre le PP et *El Mundo*, un journal qui eut le mérite de faire connaître certains scandales de l'étape socialiste - GAL ou Filesa, entre autres - mais en même temps, on peut lui reprocher de graves et prouvés glissements³⁰. »

On peut constater une nouvelle fois ici le pouvoir d'influence des médias, leur parti pris et leur manque d'objectivité dans leur travail de retranscription objective de la réalité et des évènements. Car la vraie question n'est pas de savoir s'il est bon qu'un homme politique, qu'il soit de droite ou de gauche, soit élu démocratiquement de façon consécutive durant une longue période, même s'il est vrai que l'alternance favorise le jeu démocratique et le partage des pouvoirs, mais plutôt de savoir s'il est normal qu'un quotidien ou qu'un groupe de quotidiens influents et tous dévoués à la même cause puissent choisir ce qui est bon ou mauvais pour une nation et pour un pays. Car comme le dit Felipe González en réaction à cette déclaration de Luis Maria Anson, il est important de faire la distinction entre quelqu'un qui est au pouvoir durant une longue période « por los votos » et non « por las botas », car l'étymologie du mot démocratie³¹ est bien claire quant à son fonctionnement, elle doit laisser le pouvoir au peuple et le laisser décider de son avenir. José Antonio Sáenz de Santa María, ancien militaire franquiste, commandant chargé de diriger la répression

³⁰ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 27.

³¹ Le mot démocratie vient du grec ancien δημοκρατία / *dēmokratía* qui veut dire « souveraineté du peuple », de δῆμος / *dēmos*, « peuple » et κράτος / *krátos*, « pouvoir » : c'est le régime politique dans lequel le peuple est souverain.

contre le maquis puis colonel chargé d'organiser la lutte contre le nouveau groupe terroriste ETA en 1971, un des acteurs du passage réussi à la démocratie durant la Transition en devenant chef de la police nationale et en apportant son soutien au roi et à la Constitution suite au coup d'état du 23-F, déclara dans une interview donnée à Cadena Ser en 2000 que ce complot de journalistes contre Felipe González était « le pire attentat contre la démocratie depuis le 23-F³². » Il est clair que le pouvoir d'influence de ce groupe de journaux associé à leur parti pris est dangereux pour une démocratie et semble remettre en cause le principe d'autogouvernement, défini dans un article publié dans *El País* en Décembre 2010³³ par Ignacio Sánchez-Cuenca, professeur de sociologie à l'université Complutense de Madrid, comme « un des deux principes qui constitue les démocraties développées » et comme « un principe qui établit que les décisions collectives doivent se prendre en fonction des préférences des citoyens et non en fonction de critères établis par les sages, des aristocrates, d'une divinité ou des tout-puissants », et il paraît ici important d'éclaircir les intentions de ces journaux lorsqu'ils critiquent le PSOE et qu'ils se livrent à un véritable acharnement quotidien contre celui-ci.

Mais avant d'évoquer l'influence du journal *El Mundo* et de son directeur dans le traitement des cas de corruptions commis par le PSOE, en particulier celui des GAL, une affaire traitée de façon quotidienne par le quotidien « à tendance libérale³⁴ » et qui se rapproche de l'acharnement contre le PSOE et son leader de l'époque Felipe González, qui qualifie

³² Hemeroteca del Buitre, vidéo du 1^{er} Mai 2012: « *Anson desvela 'acoso y arribo' contra Felipe González de 'El sindicato del crimen'* ».

³³ Article paru dans *El País* du 17 Décembre 2010 : « *Habrá siempre democracia ?* », annexes p. 191.

³⁴ *El Mundo* définit sa ligne éditoriale comme libérale.

régulièrement le journal « el Mundo » de « el inmundo³⁵ », il paraît important de traiter d'une autre affaire qui prouve l'influence encore existante aujourd'hui de JotaRamírez dans la vie politique espagnole et l'influence qu'il peut exercer et qu'il a pu exercer sur l'ancien chef du gouvernement espagnol, José María Aznar. Il s'agit de l'acharnement exercé sur Juan Villalonga, ami d'enfance de José María Aznar et placé à la tête de Telefónica en 1996 comme nous l'évoquions précédemment, pour permettre au gouvernement de garder le contrôle de l'entreprise même après l'avoir privatisée, un acharnement médiatique dont le but était de pousser Villalonga à démissionner en 2000.

Après avoir créé la plateforme Via Digital en 1997, le groupe Telefónica racheta en Août 1999, la chaîne de radio Ondacero à la Once, peu après avoir acheté la chaîne de télévision Antena3 en 1997. En plus du quotidien *El Mundo* qui était déjà un soutien clair du PP, Juan Villalonga vit l'opportunité de créer un véritable empire médiatique destiné à soutenir le parti populaire de son ami José María Aznar.

Une fois Ondacero rachetée, la présentatrice de radio Julia Otero, qui animait l'émission « La radio de Julia » sur Ondacero, une émission qui battait des records d'audience tous les après-midis, fut licenciée pour ses idées progressistes et ses critiques récurrentes envers José María Aznar. Le quotidien *El País* prit immédiatement la défense de l'animatrice radio et remit en question les véritables intérêts du groupe Telefónica en publiant le 4 Août 1999 un article dont voici un bref passage :

³⁵ Discours de Felipe González du 6 Novembre 2011 durant la campagne électorale d'Alfredo Pérez Rubalcaba, 14 jours avant les élections générales du 20 Novembre 2011.

« Je ne crois pas que l'intérêt de la Telefónica soit de gagner de l'argent avec la radio, les télévisions ou avec ses journalistes, mais plutôt que son intérêt réside dans d'autres investissements qui peuvent donner d'autres satisfactions à d'autres personnes, à d'autres pouvoirs qui peuvent leur donner satisfaction à eux. Enlever la voix libre de Julia Otero d'au dessus de quelqu'un pourrait être un cadeau. » Le journaliste de *El País*, Manuel Vásquez Montalbán parlait quant à lui dans un article intitulé « Julia » publié de 8 Août 1999 de « nettoyage ethnique » en évoquant le licenciement de Julia Otero, qui rendait la « profession journalistique captive et désarmée. » Avec ce licenciement, les intentions de Villalonga et du PP étaient claires, avoir la mainmise sur les moyens de communication espagnols et des médias, afin de placer des proches du parti à la tête des émissions les plus regardées ou écoutées par le peuple espagnol. Une autre affaire du même type témoigne de l'influence de Pedro José Ramírez : il s'agit du licenciement du présentateur vedette d'Antena3, Pepe Navarro, célèbre pour son émission « la sonrisa del pelicano » et ses « jugements parallèles », lorsqu'il reprenait à la télévision de vraies affaires de justice pour les traiter à la télévision en invitant les accusés et les accusateurs. Peu importe le jugement que l'on peut porter sur ce type d'émission, force est de constater qu'elle plaisait au public et qu'elle battait des records d'audience. Cependant, le présentateur de l'émission fut subitement licencié en 1997, de manière « fulgurante » comme titra *El País*, après que le présentateur connu pour son côté polémique, un des seuls à traiter de sujets que personne n'osait aborder, ait tenté de faire un jugement parallèle de l'affaire d'une fausse vidéo lancée par certains membres du PSOE³⁶ et publiée par le journal « Ya » sur Pedro J. Ramírez

³⁶ Certains membres du PSOE dont Rafael Vera, secrétaire d'état sous Felipe González, Ángel Patón, conseiller

et ses supposées pratiques sexuelles perverses. Pepe Navarro voulait donc confronter dans cette émission le directeur de *El Mundo* et l'alors très controversé directeur de « Ya », Emilio Rodríguez Menéndez. Ramírez refusa, ce qui n'empêcha pas Pepe Navarro de plaisanter sur le sujet dans cette émission et de remettre en cause l'innocence de Pedro Jota, ce qui provoqua sa colère. Rappelons que neuf mois auparavant, la chaîne Antena3 avait été rachetée par le groupe Telefónica, dirigée comme nous l'avons vu auparavant par l'ami de José María Aznar et du directeur de *El Mundo*, Juan Villalonga. Pepe Navarro raconta dans une interview donnée à Gemma Nierga sur Cadena Ser en 2000 que son licenciement lui avait été annoncé directement par téléphone par Pedro José Ramírez, qui n'avait pourtant aucune responsabilité chez Antena3 et qui avait également appelé le directeur de Antena3 pour lui dire que « sa propagande ne passerait pas. » Pepe Navarro évoqua dans cette interview le côté « non démocratique » du directeur de *El Mundo* qui avait agi comme un « fasciste, en plus d'être un psychopathe. » L'acharnement du journal *El Mundo* et de ses journalistes suite au licenciement de Pepe Navarro fut une preuve de plus dans le parti pris

personnel de Felipe González et José Ramón Goni payèrent une civile, Exuberancia Rapu pour qu'elle témoigne avoir eu des rapports sexuels avec Pedro J. Ramírez et qu'elle parle de supposées pratiques perverses du directeur de *El Mundo*. Le controversé directeur de « Ya » à l'époque, Emilio Rodríguez Menéndez se chargea de publier de fausses photos et de faux reportages dans son journal. Pedro JotaRamírez porta plainte contre Rapu qui fut arrêtée, alors que le procureur général de Madrid, affilié au PSOE Fernández Bermejo demanda sa mise en liberté.

Antonio Rubio, alors journaliste et aujourd'hui sous-directeur de *El Mundo* fit avouer Exuberancia Rapu et tous les coupables furent démasqués. Alors que des journalistes de *El País* accusèrent le directeur de *El Mundo* d'avoir des problèmes psychiatriques, l'un des seuls à défendre Pedro J. fut José Herrero, ami personnel de José Maria Aznar à qui il accorda sa 1^{ère} interview après l'attentat du 19 Avril 1995, qui parla du PSOE sur radio COPE le 17 Janvier 1997 comme d'une « mafia dédiée à ces montages, à modifier la réalité et non sans une fin précise [...]. Il y a une fin qui est le contrôle d'un moyen de communication qui lui est inconfortable, une fin qui est d'en contrôler la ligne éditoriale. »

du journal et de son directeur dans cette affaire. Ainsi, le 3 Décembre 1997, le journaliste Carlos Boyero évoquait son « opinion viscérale et rationnelle à propos des immondes et triomphantes inventions de l'incontestablement communicant et amoral Pepe Navarro », un homme qu'il « n'oserait pas qualifier d'analphabète mais dont il paraissait évident que l'écriture n'était pas son truc. » Le même jour, Martin Prieto dans un article intitulé « Consuelo en Antena 3 » paru dans le journal de Pedro Jota Ramírez disait :

« Il est lamentable de mélanger la qualité de Consuelo avec le côté misérable d'un vautour fouilleur d'ordures déguisé en pélican. D'autres poubelles envahissent les écrans des foyers mais celle de la larve a toujours remporté la palme depuis qu'elle a importé cette grossièreté des Etats-Unis. » Toujours le 3 Décembre, Francisco Umbral parlait en évoquant le licenciement de Pepe Navarro d'une « réaction plausible et morale » en évoquant de « faux pélicans pour adultes qui ne sont que des oiseaux criminels, un troupeau de mauvais augure d'oiseaux noirs, une invasion létale. Plus que de simples pélicans, les oiseaux sombres d'Hitchcock sont parmi nous. »

Toujours dans la même interview de Pepe Navarro sur Cadena Ser, le présentateur dénonçait des journalistes de *El Mundo*, « les Umbral, Burgos, Martin Prietos qui despotisaient, calomniaient et insultaient. » On peut constater une nouvelle fois le pouvoir non seulement d'influence mais aussi décisionnel dans la vie médiatique espagnole de Pedro J. Ramírez, un pouvoir qui comme nous allons le voir lui servira pour pousser Juan Villalonga à démissionner de la tête de Telefónica en 2000.

Ce dernier se trouvait en effet en 1997 à la tête d'un empire médiatique des plus influents, et la démission de José María García, journaliste sportif et véritable vedette de la radio en

Espagne de la radio Cope pour rejoindre Ondacero et diriger le service des sports de tout le groupe Telefónica (Ondacero, Antena3 et Via Digital), donna un coup de fouet médiatique au projet. Ainsi, Juan Villalonga était devenu un homme de très grande influence en Espagne, une influence grandissante qui ne plut pas à PedroJotaRamírez qui « aspirait » comme l'évoqua Luis del Olmo, animateur radio sur ABC Punto Radio de l'émission « Protagonistas » depuis 1973 dans une interview accordée à Ondacero le 22 Juin 2000, « à ce que son ami de toujours, Juan Villalonga, le nomme responsable absolu de tous les médias informatifs de la Telefónica et qu'ainsi, Pedro puisse réaliser son rêve, contrôler depuis son bureau le journal *El Mundo*, Antena3, et cette maison, Ondacero. »

Ainsi, à partir de l'été 2000, le journal *El Mundo* s'en prit subitement et quotidiennement à Juan Villalonga, preuve qu'en politique les amitiés ne sont qu'éphémères, en l'accusant à juste titre d'avoir bénéficié d'informations privilégiées concernant le cours de certaines actions³⁷, et qu'il avait ainsi pu s'enrichir illégalement en revendant ses stock-options au début de l'année 2000. A ces accusations qui se firent quotidiennes à partir du mois de Mai 2000, qualifiées de « guerre personnelle contre Telefónica et Juan Villalonga » par Jaime Campmany, ancien journaliste puis directeur de la revue phalangiste « Arriba », fervent défenseur de la dictature franquiste et journaliste d'ABC à partir de 1977, vinrent s'ajouter des critiques sur l'éthique³⁸ de Juan Villalonga, à qui le quotidien reprochait d'avoir

³⁷ Article « *Flagrantes mentiras, escandalosas conductas* » du 17 Juillet 2000 dans *El Mundo* : « Villalonga sabía que los títulos de su compañía iban a tener una fuerte revalorización y, por eso invirtió en ellos. »

³⁸ Article « *Ayer y hoy de la España del pelotazo* » de Pedro J. Ramírez dans *El Mundo* du 18 Juin 2000: « Todavía me parece estar viendo visiones cuando constato que aquel Juan Villalonga que hace bien pocos años promovía con pasión desde la fundación FAES un manifiesto sobre la ética de la libertad, que debía servir de referencia ideológica al PP, es la misma persona que ahora abusa de todos los resortes de la mayor compañía española con

multiplié son salaire par 12 durant ses trois premières années à la tête de l'entreprise, une information qui n'avait pourtant pas choqué les journalistes de *El Mundo* au cours des trois dernières années, et forcèrent le chef de Telefónica à démissionner en Juillet 2000³⁹, une démission déjà suggérée en Mai 2000⁴⁰ par le directeur de *El Mundo*, ce qui prouve une nouvelle fois son influence dans la vie politique espagnole.

Le magazine *El siglo de Europa* n'hésita pas à titrer durant l'été 2000 « Ramírez, el jefe de Aznar », dénonçant le réel pouvoir et l'impact de l'homme de presse. Si les faits reprochés à Juan Villalonga sont vrais et qu'il méritât d'être jugé pour ces opérations illégales, le timing de ses révélations et le contexte nous poussent une nouvelle fois à nous interroger sur les réelles intentions de Pedro J. Ramírez et sur son traitement de l'actualité, où la priorité semble en réalité de servir ses intérêts personnels et ceux de son ami José María Aznar.

arbitrariedad despótica, comprando voluntades, diseminando engaños y mentiras, corrompiendo a unos y otros por doquier, purgando con reiteración enfermiza a sus colaboradores, y distinguiéndose sobre todo por una veracidad sin límites a la hora de engrosar su patrimonio por todos los medios y al mismo tiempo”, annexes, p. 167.

³⁹ Article de *El Mundo* du 25 Juillet 2000 « *Principio de acuerdo entre Villalonga y el 'núcleo duro' para su marcha de Telefónica* », annexes p. 156.

⁴⁰ Article de *El Mundo* du 21 Mai 2000 « *Una casa dividida* » de Pedro J. Ramírez: “En el caso de Villalonga, y teniendo en cuenta la correlación de fuerzas, solo cabría esperar que los actuales accionistas de referencia forzaran la dimisión de Villalonga”, annexes p. 174.

1.4. Le terrorisme d'état ou l'affaire des GAL

Le groupe des GAL, groupe anti-terroriste de libération, créé durant l'automne 1983 était formé de membres de la sécurité de l'Etat, de mercenaires espagnols et étrangers liés à l'ancienne brigade politico-sociale franquiste. Son objectif était de combattre le terrorisme basque d'ETA en assassinant clandestinement certains de ses membres, un phénomène de terrorisme d'état. Les GAL se trompèrent parfois de cible et des citoyens innocents furent tués, on répertorie ainsi aujourd'hui 28 victimes faites par le GAL.

Le terrorisme d'état n'était pas un fait nouveau en Espagne puisqu'il s'agissait là d'une pratique courante durant les années franquistes, avec des groupes comme le bataillon basque espagnol, un groupe formé de mercenaires et de policiers espagnols créé suite à l'assassinat du bras droit de Franco par ETA, Carrero Blanco en 1973. Cependant, le cas des GAL fut repris en boucle par le journal *El Mundo* qui ne cessa de chercher à impliquer le président González dans l'affaire, soupçonné d'être l'instigateur du groupe des GAL et qui en empêchant une enquête approfondie sur les fonds réservés utilisés pour financer les GAL, éveilla plus de soupçons sur son éventuelle implication dans l'affaire.

Ce dernier niera cependant toujours avoir eu connaissance des faits et aucune preuve suffisante ne permit de le condamner, ce qui ne fut pas le cas de son Ministre de l'intérieur, José Barrionuevo, condamné à 10 ans de prison avant d'être partiellement gracié par le président Aznar en 1998. En révélant quotidiennement de nouveaux rebondissements sur cette affaire, le but de *El Mundo* ne fut pas simplement de dénoncer l'affaire des GAL, mais plutôt de privilégier l'accession au pouvoir de la droite en fragilisant le gouvernement de

Felipe González. Ainsi, cette affaire, associée aux autres cas de corruption et à la crise économique et sociale que traversait l'Espagne furent le noyau des critiques quotidiennes adressées par José María Aznar et le PP au PSOE, et qui lui permirent de l'emporter en 1996. Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'avant chaque élection, que ce soit celles de 1989, de 1993 ou de 1996, le journal *El Mundo* ressortit toujours le thème des GAL pour empêcher le PSOE de l'emporter. On peut se demander si le rôle d'un quotidien lu par un grand nombre de la population espagnole est de prendre parti à ce point et de stigmatiser ainsi le PSOE. On peut également se poser la question de savoir si ce traitement de l'actualité et les choix éditoriaux faits par Pedro Jota Ramírez sont moralement corrects et s'ils respectent une certaine éthique journalistique, une éthique qui pousserait le quotidien à traiter les événements de façon objective.

Le 24 Octobre 1989, le lendemain de l'inauguration de *El Mundo*, quatre jours avant les élections générales du 29 Octobre 1989, le quotidien titrait « GAL, implicaciones de arriba⁴¹ », une interview de Julio Anguita, maire communiste de Cordoue entre 1979 et 1986, secrétaire général du parti communiste espagnol de 1988 à 1998 et coordinateur général de *izquierda unida* de 1989 à 2000, candidat aux élections générales de 1989 et donc adversaire de Felipe González qui se disait « convaincu qu'aucun commissaire de police n'aurait pu organiser les GAL sans une autorisation venant de très haut. »

Le 26 Octobre 1989, l'historien Javier Tusell Gómez, auteur de *El Aznarato*, un livre écrit en 2004 et destiné à faire la critique objective des années d'Aznar au gouvernement, alors membre du parti démocrate populaire, un parti de centre-droit à inspiration

⁴¹Article paru dans *El Mundo* du 24 Octobre 1989 : " GAL:Implicaciones de arriba ", annexes p. 117.

démochrétienne, dont les membres comme Javier Tusell faisaient anciennement partie de l'UCD avant que le parti ne s'en sépare en 1982 avant d'intégrer l'alliance populaire en 1989, écrivit un article très critique envers le PSOE de Felipe González intitulé « No a la mayoría absoluta.⁴² » Dans cet article, « un des articles qui le positionnaient dans l'opposition⁴³ » comme il l'évoque lui-même, une opposition à qui « il appartint⁴⁴ », l'historien appelait à ne pas voter pour le PSOE au nom de la « régénération de notre système politique » afin de ne pas lui offrir la majorité absolue car pour lui, « laisser les socialistes en minorité » n'était pas une « condition nécessaire mais oui suffisante pour que les choses changent », s'étonnant au passage et avec ironie que le PSOE « ne se pose pas plus de questions que ça sur les GAL ».

Javier Tusell fut toujours très critique envers le PSOE de Felipe González, tout comme il le fut avec Aznar et son gouvernement, « qui le déçut vite et beaucoup⁴⁵ », et fut l'un des premiers en 1995 à signer le « manifeste pour la démocratie », un document qui réclamait que José Barrionuevo, ancien ministre de l'intérieur de González impliqué puis condamné pour l'affaire des GAL, ne se présente pas aux élections législatives de 1996, et ce même si selon lui, ses idées politiques « étaient assez divergentes de la majorité des signataires⁴⁶ », qui étaient d'extrême gauche pour la plupart.

⁴² Article paru dans *El Mundo* du 26 Octobre 1989 : «No a la mayoría absoluta», annexes p. 192.

⁴³ TUSSELL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 12.

⁴⁴ *Ibid.*, p.12.

⁴⁵ TUSSELL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 15.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 14.

Tusell dénonça toujours une politique personnaliste du PSOE qui ne devait selon lui ses victoires qu'au « miracle de San Felipe González », alors que la « mystique du changement » (en évoquant le changement provoqué et clamé par la gauche lors de son arrivée au pouvoir en 1982) « provoquait une céphalée instantanée⁴⁷. »

La veille des élections, le 28 Octobre 1989, Pedro José Ramírez écrivait un article « Sombras sobre la democracia española ⁴⁸», dans lequel il se plaignait de la victoire assurée du PSOE. Une victoire nette une fois de plus en 1989 puisque comme nous l'évoquions auparavant le PSOE l'emporta avec 14 % d'avance sur le PP, ce qui lui assura la majorité absolue au parlement avec 175 sièges sur 350. Cela ne découragea en rien le quotidien *El Mundo* qui continua son entreprise de démolition du PSOE en publiant par exemple le 18 Novembre 1989, environ deux semaines après les élections et la victoire du parti socialiste, un article intitulé : « Investigar a los GAL⁴⁹ », dans lequel le PSOE était fustigé et ses membres considérés comme coupables avant même d'être jugés. Il ne s'agit pas ici de défendre les GAL ou le gouvernement socialiste dans cette affaire mais plutôt de replacer les évènements dans leur contexte afin de mieux comprendre les intentions de Pedro Jota Ramírez et de son journal. Les GAL ont bel et bien existé et étaient composés de criminels qui ont été jugés et condamnés pour leurs actes. Mais en 1989, en accusant les membres du PSOE et son chef Felipe González qui fut par la suite innocenté, le but du PP était clairement de faciliter l'accession au pouvoir de José María Aznar. Cet acharnement contre le parti socialiste alla plus loin suite aux élections de 1989 et la première défaite d'Aznar, deux ans

⁴⁷ Article paru dans *El Mundo* le 26 Octobre 1989, "No a la mayoría absoluta." Annexes p. 192.

⁴⁸ Article paru dans *El Mundo* du 28 Octobre 1989 : "Sombras sobre la democracia española", annexes p. 196.

⁴⁹ Article paru dans *El Mundo* du 18 Novembre 1989 : « Investigar a los GAL », annexes p. 116.

après la découverte de preuves pouvant indiquer la participation du gouvernement socialiste dans la création des GAL à la fin de l'été 1987 par le journaliste Melchor Miralles. Ce dernier alors journaliste de *Diario 16* devint par la suite premier adjoint du directeur de *El Mundo*, Pedro Jota Ramírez, et directeur de l'édition basque del *Mundo* jusqu'en 1997, avant de devenir le directeur de la chaîne de télévision El Mundo TV jusqu'en 2010. Aujourd'hui il commente le programme radio « Cada mañana sale el sol » sur ABC punto Radio. L'autre journaliste avec qui il découvrit les preuves de l'existence des GAL en 1987 était Ricardo Arques, également journaliste de *Diario 16* à l'époque, qui fut un moment rédacteur en chef d'investigation de *El Mundo*. Il est aujourd'hui directeur de radio W au Mexique.

A partir de 1989, le journal « à tendance libérale » en vint aux injures pour qualifier les membres présumés des GAL en titrant le 1^{er} Août 1990, « Los hijos bastardos del GAL⁵⁰ », lorsque huit membres présumés des GAL avaient été arrêté pour un attentat perpétré le 20 Novembre 1989 et qui causa la mort du journaliste et député nationaliste, Josu Muguruza, qui connut pendant longtemps l'exil en France pour ses rapports soupçonnés avec ETA. Mais le *modus operandi* de l'assassinat et la date du 20 Novembre, hautement symbolique chez les groupuscules d'extrême droite puisqu'il s'agit de l'anniversaire de la mort de Francisco Franco Bahamonde et de José Antonio Primo de Rivera, permit aux instances judiciaires de prouver que ce crime avait été commis par Ángel Dulce, membre d'un groupuscule d'extrême-droite et condamné à 99 ans de prison pour ce crime, et non par les

⁵⁰ Article paru dans *El Mundo* du 1^{er} Août 1990 : « Los hijos bastardos del GAL », annexes p. 118.

GAL, une preuve de plus que le journal *El Mundo* attaquait le PSOE, voire l'injurait, sans preuves réelles afin d'entacher son image.

Ainsi, en 1993 et peu après la seconde défaite d'Aznar aux élections générales, *El Mundo* titrait « Caudillismo y control del gobierno » dans un article qui évoquait une « corruption institutionnalisée du PSOE », un parti composé de « professionnels de la politique qui vivaient de la politique et non pour elle⁵¹. » Un mois plus tard, Pedro Jota Ramírez remettait en cause le système judiciaire espagnol dans un article paru le 20 Novembre 1993, « Pedro Jota Ramírez denuncia la pasividad de los jueces ante la corrupción política⁵². »

On peut ici se demander si quelqu'un qui accuse le gouvernement qui dirige son pays de ne pas respecter le jeu démocratique, en titrant par exemple le 19 Septembre 1993 « Caudillismo y control del gobierno⁵³ » en évoquant le gouvernement socialiste, est lui-même en faveur de la démocratie lorsqu'il remet en cause le système judiciaire d'un pays démocratique où le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif sont bien distincts, simplement parce que la justice ne partage pas son point de vue. Ainsi, Pedro Jota Ramírez et son journal ne seraient-ils pas anti-démocratiques en voulant imposer leurs idées et leurs vérités alors que la justice, qui se doit d'être impartiale et objective, n'est pas d'accord avec eux ? Le manque d'objectivité et le parti pris de ce journal nous poussent en tout cas à être méfiants quant à la véracité des faits qu'elle présente et quant à sa vision du monde et de la société.

⁵¹ Article paru dans *El Mundo* du 19 Septembre 1993 : « Caudillismo y control del gobierno », annexes p. 128.

⁵² Article paru dans *El Mundo* du 20 Novembre 1993 : « Pedro Jota Ramírez denuncia la pasividad de los jueces ante la corrupción política, » annexes p. 130.

⁵³ Article paru dans *El Mundo* du 19 Septembre 1993 : « Caudillismo y control del gobierno », annexes p. 128.

En 1996, neuf ans après la découverte des GAL et peu avant la tenue d'élections anticipées, le quotidien espagnol reprenait son entreprise de démolition du gouvernement socialiste dès le premier jour de l'année en reprenant les cas de corruptions et en particulier celui des GAL dans un article paru le 1^{er} Janvier 1996 intitulé « Suficiente⁵⁴ », dans lequel Pedro Jota Ramírez évoquait « la mise en marche des GAL » qui « n'a été qu'une affaire de plus - probablement la plus grave vu ses conséquences cruelles - parmi toutes les affaires de corruption commises par une administration amoral. » On peut se demander ici si le fait d'utiliser la mort de personnes dans des assassinats ou dans des attentats dans le but de stigmatiser un parti et de pousser les gens à voter pour le PP n'est pas en soi amoral et macabre.

Pablo Sebastian, candidat aux élections générales de 1977 pour le parti socialiste andalou avant de devenir journaliste pour *El País* de 1977 à 1982 et de fonder le journal *El Independiente* en 1987, qui exista de 1987 à 1991, date à laquelle il devint collaborateur de *El Mundo* et de radio Cope, deux collaborateurs aux antipodes des idées partagées par son parti politique lors de ses débuts dans ce domaine en 1977, est un journaliste auquel nous ferons souvent référence, tant ses critiques récurrentes envers le PSOE furent dures et dénuées de toute objectivité ou du recul nécessaire à l'analyse de la situation.

Le 21 Février 1996, deux semaines avant les élections du 4 Mars, Pablo Sebastian écrivit un article dans *El Mundo* dans lequel il qualifia des célébrités comme Antonio Banderas, Concha Velasco, Fernando Guillen, Adolfo Marsillach, Chus Lampreave ou Imanol Arias qui, dans une vidéo de campagne du PSOE appelaient à voter Felipe González de « famosos del

⁵⁴ Article paru dans *El Mundo* du 1^{er} Janvier 1996 : « Suficiente », annexes p. 131.

GAL⁵⁵ », faisant l'amalgame entre certaines personnes du gouvernement González impliquées dans une affaire de terrorisme d'état et tous ceux qui voteraient pour le PSOE ou du moins le supporteraient. Le 2 Mars 1996, deux jours avant les élections, le même journaliste de *El Mundo* titra : « No votes a los GAL⁵⁶ », faisant une nouvelle fois fi des décisions de la justice et de son jugement, assimilant une nouvelle fois tous les socialistes d'Espagne à des terroristes.

Il est clair qu'en reprenant l'affaire des GAL de façon récurrente avant chaque élection, le but de *El Mundo* était de récupérer des voix pour son candidat de centre-droit, une stratégie qui « fonctionna » comme le dit l'ancien directeur de ABC Luis Maria Anson puisque l'image du président socialiste ne cessa de se dégrader auprès de l'opinion publique et que beaucoup pensent encore aujourd'hui, et ce bien que son innocence ait été prouvée, qu'il a joué un rôle dans l'affaire des GAL ou dans d'autres cas de corruptions, ou du moins qu'il était au courant de ce qui se passait.

Cette vision que la société peut avoir de Felipe González n'est en réalité que la conséquence d'un acharnement exercé par *El Mundo* et d'autres journaux de droite depuis la fin des années 1980 pour destituer le président González, pourtant choisi par le peuple, et le témoignage d'une haine personnelle envers le leader socialiste de la part de Pedro Jota Ramírez et de tout son clan.

1.5. Le financement illégal de parti ou « l'affaire FILESA »

⁵⁵ Article paru dans *El Mundo* du 21 Février 1996 : « Los famosos del GAL », annexes p. 120.

⁵⁶ Article paru dans *El Mundo* du 2 Mars 1996 : « No votes a los GAL », annexes p. 119.

Comme nous l'évoquions précédemment, l'affaire des GAL ne fut qu'une des affaires, sans doute celle qui eut le plus de conséquences sur l'opinion publique car elle incluait la mort de personnes, qui remit en cause l'honnêteté et la légitimité du PSOE et de son leader.

Le journal *El Mundo* fut également à l'origine de l'ouverture d'une enquête sur une autre affaire de corruption, cette fois-ci de financement illégal de parti en 1991, deux ans après la réélection de González en 1989 alors qu'Aznar était déjà candidat, et deux ans avant les élections de 1993. Il s'agit de l'affaire communément appelée « affaire Filesa », du nom d'un groupement d'entreprises dirigées par des proches du parti socialiste, Filesa, Malesa et Time-export qui reversèrent un pourcentage de leurs bénéfices au PSOE entre 1988 et 1990 afin qu'il puisse financer la campagne de 1989. Le premier à éveiller des soupçons sur un possible financement illégal de parti fut Juan Guerra, un des frères du vice-président espagnol Alfonso Guerra, militant clandestin du parti socialiste sous le franquisme, vice-secrétaire général du parti avec Felipe González à partir de 1979 puis vice-président du gouvernement espagnol du 3 Décembre 1982 au 14 Janvier 1991. Bien qu'il ne soit pas considéré comme l'un des sept pères de la Constitution, honneur réservé aux sept députés qui en écrivirent l'ébauche, sa contribution à l'écriture de ce texte fut importante.

Alfonso Guerra était vraiment considéré comme le frère politique de Felipe González, un véritable lieutenant, toujours fidèle à son chef qui dut le convaincre d'accepter un poste de vice-président alors qu'il préférerait la direction du groupe socialiste. María Ángeles López De Celis, secrétaire de l'ancien président socialiste durant ses années à la Moncloa évoque

une « synchronisation parfaite⁵⁷ » entre les deux hommes et parle même de « synchronie⁵⁸ » pour évoquer leur relation.

Lorsque l'affaire de détournements de fonds de Juan Guerra, frère du vice-président Alfonso Guerra qui fut engagé par le PSOE en 1989 pour travailler dans un bureau officiel de la délégation du gouvernement en Andalousie en qualité d'assistant de son frère fut découverte et prouvée, l'opposition réclama immédiatement la démission du vice-président, mais aussi du président car selon les membres du PP, la proximité entre les deux hommes était telle que le chef du gouvernement devait être au courant de ces fraudes.

Juan Guerra fut accusé de fraude fiscale, de trafic d'influence, de malversation de fonds et de création d'emplois fictifs. Suite à la demande du PP de destitution du vice-président du gouvernement, véritable pilier du PSOE, Felipe González répondit avec la fameuse phrase : « deux pour le prix d'un », considérant qu'Alfonso Guerra n'avait rien à voir dans cette affaire. Cependant, Alfonso Guerra sera contraint de démissionner un an plus tard pour des accusations de corruption. Cette démission forcée porta un coup au président socialiste et confirma le déclin du PSOE et de son leader. Alfonso Guerra était un pilier des gouvernements socialistes et même de la démocratie espagnole depuis 1982, et sa démission affecta personnellement le chef du gouvernement qui se trouva désorienté.

Dans un tout autre contexte et dans d'autres circonstances, on se souvient que la mort de Carrero Blanco, mort en 1973 dans un attentat du groupe ETA avait considérablement affaibli le régime franquiste. Pour certains historiens, la mort de Carrero Blanco, bras droit

⁵⁷ LOPEZ DE CELIS, María Ángeles, *Los presidentes en zapatillas*, Madrid, Espasa, tercera edición, 2010, p. 96.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 96.

fidèle et ami personnel du dictateur marque la fin du franquisme. On peut aujourd'hui se demander si la démission forcée et provoquée par l'opposition d'Alfonso Guerra le 14 Janvier 1991, une sorte de mort politique pour Alfonso Guerra, ne marqua pas la fin des années González. En tout cas, il paraît clair que cette démission marqua la fin d'un cycle qui avait commencé en 1982 avec l'arrivée d'un gouvernement socialiste à la tête du pays, alors symbole de liberté et de consolidation de la démocratie. Ce cycle prenait fin en 1991 avec la démission du vice-président, symbole d'un PSOE noyé dans les cas de corruption et sans cesse attaqué par le PP et *El Mundo*.

Suite à l'affaire Juan Guerra, « la partie visible de l'iceberg » comme on put lire dans *El Mundo*, les journalistes Casimiro Garcia Abadillo, Jesús Cacho et Pedro Jota Ramírez enquêtèrent sur un possible financement illégal de parti et c'est ainsi qu'ils découvrirent « l'affaire Filesa ».

Le 29 Mai 1991, le quotidien de Pedro Jota Ramírez dévoilait l'affaire Filesa en titrant en première page « Sociedades del PSOE cobran cientos de millones a grandes empresas y luego pagan gastos electorales⁵⁹ » et en publiant le même jour un article intitulé « Sociedades ligadas al PSOE cobran cientos de millones por «asesorar» a empresas y bancos con informes inexistentes », un article dans lequel les journalistes Ana Aguirre et Jesús Cacho révélaient toutes les sommes détournées par le PSOE et les coupables de ces fraudes. Le premier concerné fut Carlos Navarro Gómez, député de Barcelone au congrès, coordinateur des finances du PSOE qui acquit en 1987 50% du capital de Time-export

⁵⁹Article paru dans *El Mundo* du 29 Mai 1991 : «Sociedades ligadas al PSOE cobran cientos de millones por «asesorar» a empresas y bancos con informes inexistentes », annexes p. 134.

avant de quitter son poste en 1988 quand la société Filesa, fondée quelques mois auparavant racheta Time-export pour la modique somme de 400 pesetas, soit environ 2 euros et 40 centimes. En 1988, Carlos Navarro plaça Luis Olivero Capellades, député du PSOE et ami politique comme unique administrateur des entreprises. Alberto Flores, frère d'Elena Flores, sénatrice et responsable des relations internationales du PSOE, était quant à lui propriétaire à 60% de l'entreprise Malesa et représentant de Filesa à Madrid et fut, comme Luis Olivero condamné à 10 ans de prison. José Sala y Griso, député socialiste catalan de 1984 à 1995 fut également impliqué dans l'affaire. Sénateur de 1989 à 1997, il fut condamné pour usages de faux et association illicite à 2 ans de prison et 6 d'inéligibilité. Interrogé sur les faits, Felipe González déclara, comme pour l'affaire des GAL que « réellement », il s'occupait de « diriger le gouvernement de la nation » et qu'il pouvait « difficilement trouver du temps pour rentrer dans ce type de détails. »

Cependant l'implication de son vice-président et l'accumulation des cas de corruptions commençaient à sérieusement entacher l'image d'un gouvernement déjà remis en cause par la gestion difficile de la crise qui touchait le pays. L'enquête fut réalisée par le juge Mario Barbero, magistrat du tribunal suprême à partir du 5 Mai 1995 et 39 personnes furent concernées. Finalement, le jugement ne porta que sur 12 personnes et il commença en 1997, alors que José María Aznar était déjà au pouvoir, et entraîna plusieurs condamnations à la prison et le financement illégal du parti fut prouvé, contrairement à l'implication de Felipe González, pourtant considéré comme coupable par *El Mundo* des mois durant. L'existence de cas de corruptions commis par certains membres du gouvernement socialiste n'est aujourd'hui plus à prouver et il est vrai que le travail

d'investigation effectué par certains journalistes d'*El Mundo* permit de les découvrir et que dans ce sens, ils rendirent un service à la démocratie. Cependant, il existe une différence entre un travail d'enquête correctement effectué qui permet de découvrir certaines fraudes afin de remettre les preuves de ces fraudes aux mains de la justice, et un journal qui cherche à faire justice soi-même en s'acharnant sur un président jugé coupable d'entrée de jeu alors qu'il n'a pas encore été jugé par les instances compétentes pour le faire. Cette influence exercée par ce journal et son rôle de plus en plus important dans la vie politique confirme une nouvelle fois l'hypothèse du sociologue Ignacio Sánchez-Cuenca qui dit que « la tendance actuelle, aggravée par la crise économique, consiste à abandonner peu à peu le principe d'autogouvernement⁶⁰. » Ainsi, ce n'est plus le peuple qui décide réellement de ce qui est bien pour lui mais des institutions, des groupes journalistiques qui manipulent l'opinion en traitant l'actualité dans le but de servir leurs intérêts. Et ceci est le lot quotidien de tous les citoyens des démocraties contemporaines, des « démocraties libérales » manipulés par des groupes de plus en plus puissants qui contrôlent l'opinion publique tout en respectant les règles basiques de la démocratie. Ainsi, comme le dit Ignacio Sánchez-Cuenca, « alors que les droits qui garantissent l'égalité politique sont maintenus de façon stable et qu'ils jouissent d'une solidité enviable, les décisions prises par les représentants politiques gardent une connexion de plus en plus lointaine avec les préférences individuelles des citoyens⁶¹ », ce qui entraîne également une baisse du pouvoir des représentants du peuple, forcés de servir les intérêts des groupes qui les ont placés et

⁶⁰ Article du 17 Décembre 2010 de *El País* : « *Habrà siempre democracia ?* », annexes, p. 191.

⁶¹ *Ibid.*

qui attendent un retour sur investissement. Ceci remet en question l'existence d'une vraie démocratie au sens étymologique du terme dans nos sociétés contemporaines et remet en cause la pérennité d'un tel système politique dans lequel les citoyens ne sont plus dominés par des régimes dictatoriaux et autoritaires mais par des « formes de dominations diffuses et technocrates, compatibles avec l'exercice de la liberté individuelle⁶². »

La plus grande erreur de Felipe González, en plus d'avoir sous-estimé son adversaire et ses réseaux, aura certainement été de ne pas avoir su gérer les discordances au sein de son gouvernement et de contrôler tout ce qui s'y passait. Toutes les affaires qui se succédèrent et qui entachèrent le gouvernement socialiste donnèrent l'impression d'une ingérence totale, alors que l'opposition, en la personne de José María Aznar proposait une image sérieuse et rigoureuse, une image de contrôle qui convenait plus au peuple espagnol qui cherchait un gouvernement qui pourrait le sortir de la crise économique. Ainsi au début des années 1990, deux visions du monde et de la société s'affrontaient entre le PSOE et le PP mais aussi deux personnalités opposées. Ce clivage entre les deux hommes fut d'autant plus clair avec les débats télévisés de 1993 qui permirent aux deux hommes de s'opposer en face à face, et ce à deux reprises devant dix millions de téléspectateurs.

⁶² *Ibid.*

Partie II

D'une opposition faible à une candidature crédible

2.1. Historique des débats télévisés en Espagne

L'année 1993 marque un tournant dans la vie politique espagnole, puisque 16 ans après les premières élections démocratiques postfranquistes de 1977⁶³, un parti de droite, le parti populaire est proche de remporter les élections législatives, ne perdant les élections générales du 6 Juin 1993 qu'avec 4% de différence, mettant ainsi fin à 11 années de majorité absolue du PSOE au Parlement espagnol. Comme le dit José María Aznar dans la conférence de presse qui suivit l'annonce des résultats, « en pulvérisant la majorité absolue du parti socialiste présente sans interruption depuis 1982, une nouvelle étape commence, un nouveau cycle politique dans la vie espagnole, caractérisé par un plus grand équilibre. Rien ne sera plus pareil à partir de ce soir, de ce que nous avons vécu depuis 1982 jusqu'à 1993. » Cette prédiction du leader de l'opposition en 1993 put être vérifiée plus tard avec la victoire de celui-ci en 1996 avec une courte majorité, puis en 2000 avec une majorité absolue. L'année 1993 marquait en effet un tournant dans la vie politique espagnole, un tournant qui marquait la fin d'un long processus de changement d'image du parti opéré par José María Aznar depuis 1989 et sa nomination par Manuel Fraga comme vice-président du parti et comme candidat aux élections législatives qui eurent lieu la même année.

En effet, l'alliance populaire de Manuel Fraga ne représentait que la quatrième force politique espagnole en 1977 derrière l'UCD, le PSOE et le PCE avec 8,21% de votes en sa

⁶³ Les premières élections démocratiques qui suivirent la mort du général Franco eurent lieu en 1977 et furent remportées par l'union de centre démocratique d'Adolfo Suarez. CARR, Raymond; FUSI AIZPURUA, Juan Pablo, "España 1808 2008", chapitre "La transición a la democracia", p. 637.

faveur⁶⁴. En 1982, année de l'arrivée au pouvoir du PSOE et de Felipe González⁶⁵, Fraga plaçait la droite espagnole comme première force de l'opposition en obtenant 26,36% des voix, loin derrière les 48,11% de González ⁶⁶. En 1986, si l'alliance populaire demeurait la deuxième force politique espagnole, la différence avec le PSOE était toujours abyssale, avec 44,06% des voix pour González contre 25,97% pour Fraga⁶⁷. En 1989, pour la première campagne législative de José María Aznar, l'écart entre PSOE et PP se réduisit légèrement avec 39,6% des voix pour González contre 25,79% pour Aznar⁶⁸, sans doute car l'arrivée d'un nouveau visage à la tête du parti de l'opposition permettait d'éviter l'assimilation de la droite au franquisme, phénomène impossible avec Manuel Fraga puisqu'il avait été ministre du parti unique⁶⁹. A ce sujet, l'historien espagnol Javier Tusell dit que « tant que Fraga était le candidat de la droite, le PSOE pouvait avoir la certitude de triompher⁷⁰. »

On peut constater une baisse progressive des voix destinées au leader socialiste depuis 1982 jusqu'à 1989, une baisse qui laisse sans doute présager la future défaite de celui-ci et sans doute car « le PSOE était paralysé et trop occupé par ses scandales et ses disputes internes.⁷¹ » Alors que la population espagnole cherchait en 1982 à assurer la continuité de

⁶⁴ http://es.wikipedia.org/wiki/Elecciones_generales_de_Espa%C3%B1a_de_1977

⁶⁵ CARR, Raymond; FUSI AIZPURUA, Juan Pablo, "España 1808 2008", chapitre "El turno democrático", p. 642.

⁶⁶ http://es.wikipedia.org/wiki/Elecciones_generales_de_Espa%C3%B1a_de_1982

⁶⁷ http://es.wikipedia.org/wiki/Elecciones_generales_de_Espa%C3%B1a_de_1986

⁶⁸ http://es.wikipedia.org/wiki/Elecciones_generales_de_Espa%C3%B1a_de_1989

⁶⁹ Mémoire de Master 1 : « *Les gouvernements de José María Aznar (1996-2004), entre transition(s) et nouvelle approche du politique en Espagne* », chapitre 1 : « Portrait de José Maria Aznar et de la droite espagnole », partie 2 : « *L'alliance populaire ou la naissance d'un parti franquiste sous la démocratie* », p. 14.

⁷⁰ TUSSELL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 71.

⁷¹ *Ibid.*, p. 71.

la vague de changement apportée par l'UCD d'Adolfo Suárez en 1977 et à écarter le plus possible une droite espagnole assimilée aux années franquistes, la majorité de ses membres et de ses créateurs étant d'anciens franquistes⁷², le soutien apporté au PSOE connaîtra une baisse régulière jusqu'à la défaite de celui-ci en 1996, sans doute par lassitude de la part du peuple espagnol et pour d'autres raisons que nous tenterons d'expliquer plus tard.

Dans le même temps, on peut constater que le pourcentage de votes obtenu par la droite espagnole n'évolua pas entre 1982 et 1989, se situant toujours aux alentours des 25%, ce qui laisse à penser qu'en 1989, l'opération de changement d'image du PP insufflée par José María Aznar n'avait pas encore porté ses fruits, contrairement à l'année 1993, où le PP réussit à convaincre 34,76% de la population espagnole, alors que le PSOE voyait une nouvelle fois son pourcentage d'électeurs se réduire avec 38,78% des suffrages en sa faveur. Nous verrons plus tard que plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette hausse soudaine de l'électorat du PP, une hausse soudaine qui ne fut que l'aboutissement de nombreux changements, plus sur la forme que sur le fond, apportés depuis 1989 par le parti et son nouveau leader.

L'année 1993 fut donc une année charnière pour le PP, l'année où l'opération séduction entreprise par Aznar depuis des années⁷³ porta ses fruits pour la première fois. Un

⁷² Mémoire de Master 1 : « *Les gouvernements de José María Aznar (1996-2004), entre transition(s) et nouvelle approche du politique en Espagne*, « Portrait de José María Aznar et de la droite espagnole », partie 2 : « *L'alliance populaire ou la naissance d'un parti franquiste sous la démocratie* », p. 14.

⁷³ *Ibid.*, chapitre 2 : « *Une nouvelle droite espagnole* », partie 1 : « *La modernisation du parti, l'éloge de la démocratie* », p. 31.

événement majeur, qui se trouve être également une des raisons de la montée en puissance du PP et qui permit définitivement de changer l'image du parti et de le faire connaître comme un parti démocratique et moderne, fut la participation des deux principaux candidats de 1993 à deux débats télévisés les 24 et 31 Mai 1993, respectivement sur Antena 3 et Telecinco, deux chaînes créées en 1990 dans le cadre de la libéralisation de la télévision espagnole entreprise par le gouvernement socialiste dès 1989.

Les débats télévisés entre deux candidats à la présidentielle sont une tradition nord-américaine, le premier débat télévisé de l'Histoire entre deux candidats ayant eu lieu pour la première fois en Octobre 1960 aux Etats-Unis entre Richard Nixon et John Fitzgerald Kennedy⁷⁴, un premier débat qui en précéda cinq autres entre les deux candidats.

Cette tradition fut ensuite adoptée par bon nombre de démocraties européennes, comme en France, où des débats télévisés ont lieu avant chaque élection depuis 34 ans et le premier débat entre Valérie Giscard D'Estaing et François Mitterrand en 1974⁷⁵. Seul Jacques Chirac refusa de débattre face au leader d'extrême droite Jean-Marie Le Pen lors du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002⁷⁶.

Cette tradition ne fut cependant pas adoptée par l'Espagne, le pluralisme politique étant inexistant jusqu'en 1975 et la mort de Franco qui entraîna la fin de la dictature. Mais même avec l'émergence de la démocratie et les premières élections de 1977, aucun débat télévisé n'eut lieu avant 1993. Une des raisons pouvant expliquer ce phénomène étant que la

⁷⁴ Annexes, article de *l'Express* du 15 Septembre 2008, "*Kennedy éclipse Nixon.*"

⁷⁵ Annexes, article de *France Soir* du 28 Avril 2012, "*Débat présidentielle: en 1974 Giscard triomphe de Mitterrand.*"

⁷⁶ Journal télévisé de France 3 du 22 Avril 2002 : <http://www.ina.fr/media/petites-phrases/video/1993060001005/jacques-chirac-refuse-le-debat-televisé-avec-jean-marie-le-pen.fr.html>

domination socialiste étant tellement forte et sa présence au pouvoir légitime après près de 40 ans de dictature, qu'aucun parti n'osa affronter le PSOE dans un débat télévisé suivi par un grand nombre d'espagnols. De plus, la personnalité charismatique et l'aura naturel du leader socialiste Felipe González firent qu'un débat direct face à lui se serait soldé par une défaite assurée. Miguel Angel Rodríguez Bajon, homme politique espagnol de droite, directeur de la communication du PP de 1988 à 1996 puis secrétaire d'état à la communication à partir de 1996 confirme cette hypothèse lorsqu'il dit que « l'hégémonie du PSOE était si forte en 1989 qu'Aznar refusa toute éventualité d'un débat télévisé face à González ⁷⁷», alors que le PSOE l'avait proposé la même année⁷⁸. On peut constater que les débats télévisés ont toujours eu lieu lorsque le PSOE était au pouvoir, en 1993 alors que González gouvernait, en 2008 entre les deux candidats au poste de chef du gouvernement, le candidat socialiste José Luis Rodríguez Zapatero et le candidat du PP Mariano Rajoy alors que le socialiste était au pouvoir, et en 2011 entre Mariano Rajoy et le socialiste Alfredo Pérez Rubalcaba, alors que Zapatero venait de convoquer des élections anticipées. De plus, la première fois où le PP refusa un débat télévisé, en 1989, le PSOE était également au pouvoir. En 1996, les deux grands partis espagnols en terme d'électorat, le PSOE et le PP ne purent se mettre d'accord sur les conditions de débat, mais tout laisse à penser que le PP, donné favori dans les sondages, ne vit pas dans son intérêt la tenue de débats télévisés

⁷⁷ Emission télévisée du 17 Février 2008 diffusée sur la Sexta "*González vs Aznar*".

⁷⁸ Alfonso Guerra, vice-secrétaire adjoint du PSOE entre 1979 et 1997 à propos du refus du parti populaire et d'Aznar de participer à un débat télévisé entre les deux candidats : « Yo creo que era una buena oportunidad, estaban dispuestos los cabeceras de listas del PP y del partido socialista y había otros debates para los otros también. Lamentablemente, hay quien no le gusta eso de los debates, quien no le gusta la libertad y no se ha podido celebrar, yo lo lamento, nosotros estábamos bastante dispuestos a que este debate se celebrara. »

entre les deux candidats, un exercice dans lequel González dominait son adversaire. Ensuite, José María Aznar refusa les débats télévisés en 2000 car il était sûr d'obtenir une majorité absolue face à Joaquín Almunia⁷⁹, et en 2004 car il pensait, avant les événements du 11-M⁸⁰, que son parti l'emporterait facilement. Ceci remet en cause le caractère démocratique du PP, qui choisit ou non de se confronter à l'adversaire et à ses idées selon la conjoncture, ce qui nous montre également une nouvelle fois le côté pragmatique du parti et de son ancien leader.

Miguel Ángel Rodríguez justifie lui la nécessité de débats télévisés en 1993 par « la présence de nouvelles télévisions⁸¹ et car on peut constater qu'il existe en 1993 une très grande rivalité entre González et Aznar. »

Mais la véritable raison de la volonté d'un débat par le PP en 1993 est autre puisque le contexte à cette époque est loin d'être le même qu'en 1982 ou même qu'en 1989 et moins propice au PSOE. En effet, alors qu'en 1982 le peuple espagnol était en demande de changement, de liberté et de démocratie suite aux années franquistes, la situation est différente en 1993 puisque l'Espagne est en pleine crise économique et sociale, qu'elle connaît un taux de chômage avoisinant les 20% de la population active et que des cas de

⁷⁹ Joaquín Almunia, membre du PSOE, ministre de Felipe González de 1982 à 1991, puis candidat défait aux élections législatives de 2000, élections où le PSOE réalisa son chiffre le plus faible depuis le retour de la démocratie avec 34% des voix et 125 députés, est aujourd'hui vice-président de la commission européenne et commissaire à la concurrence.

⁸⁰ Le 11 Mars 2004, plusieurs attentats perpétrés par le groupe terroriste d'Al Qaeda touchèrent la ville de Madrid, faisant environ 200 morts et 1400 blessés.

⁸¹ En Août 1989, le gouvernement de Felipe González lance la libéralisation de la télévision espagnole jusqu'alors monopole d'Etat. Trois nouvelles chaînes sont alors créées, Telecinco, Antena 3 et Canal+ d'Espagne.

corruptions entachent le gouvernement socialiste, mettant ainsi Felipe González dans une situation délicate. Dans le même temps, José María Aznar n'incarne pas encore l'idée de changement et il est en réalité encore peu connu du peuple espagnol, et est même qualifié « d'homme mystérieux » par le journal britannique *The economist*⁸², un homme politique discret, inexpressif, différent de celui qu'il est et qu'il deviendra une fois au pouvoir en 1996. En 1993, il est tout à fait dans son intérêt de passer à la télévision et afin de se faire mieux connaître du peuple espagnol. Comme le dit Miguel Ángel Rodríguez, « el

⁸²TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 84.

Aznar del 1993 no es el Aznar de hoy. » Alors que le José María Aznar d'aujourd'hui paraît sûr de lui et de ses accomplissements, l'Aznar de 1993 paraissait inexpérimenté et timoré. Dans ce sens, si le modèle politique de José María Aznar se trouve être Margaret Thatcher, à qui il voue une véritable « dévotion »⁸³, sa personnalité en 1993 semble être plus proche de celle du successeur de Thatcher, John Major, homme politique de droite, premier ministre du Royaume de 1990 à 1997, dont le caractère discret contrastait totalement avec la personnalité extravertie et imposante de la « dame de fer ». En effet, qualifié par les médias du sobriquet d' « Honnest John » pour son côté méthodique et sans artifices, Major fait penser au José María Aznar de 1993, froid, inexpressif et manquant de charisme. Le comportement de Jose María d'Aznar lors du premier débat, un débat qu'il avait préparé minutieusement et de façon méthodique le rapproche une nouvelle fois de John Major.

2.2. Le premier débat

Le 12 Avril 1993, Felipe González, alors chef du gouvernement espagnol, annonça la tenue d'élections anticipées pour le 6 Juin 1993. Le même jour, Manuel Campo, directeur général d'Antena 3 à l'époque écrivit une lettre aux deux dirigeants des deux principaux partis espagnols pour leur demander de tenir un débat télévisé sur sa chaîne. Cette demande fut acceptée, comme lors des élections précédentes par le PSOE mais aussi par le PP qui voyait là l'occasion rêvée de mettre le leader socialiste devant ses contradictions, de le

⁸³ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 72.

questionner sur les questions économiques et de dénoncer les nombreux cas de corruption auparavant dénoncés par les journaux *Diario 16* et *El Mundo*.

Cependant, la mise en place de tels débats ne fut pas chose aisée et les négociations furent âpres. Tous les détails furent traités au peigne fin, et il fallut comme le dit Jorge Del Corral, directeur des informations de Telecinco en 1993 « des heures de négociations, des jours, des semaines⁸⁴. » De la position des débatteurs à la taille des tables en passant par les temps de paroles ou la température du plateau, tout fut étudié. Le décor du plateau, peint dans un bleu qui n'était pas sans rappeler les couleurs du PP, fut retouché avec une touche de jaune au dernier moment à la demande du PSOE. Le PP insista pour que les deux hommes politiques soient assis afin « que les deux candidats puissent manier plus facilement leurs documents⁸⁵ », mais sans doute également car José María Aznar était plus petit que Felipe González, et aurait ainsi paru inférieur à son rival sous certains plans. Le quotidien espagnol *El País* alla plus loin dans ce sens en parlant « d'une exigence du PP pour ne pas donner l'avantage de la taille à Felipe González. »⁸⁶

Le débat devait durer 90 minutes, les temps de paroles devaient être égaux et il n'y aurait qu'une coupure publicitaire.

⁸⁴ Emission télévisée du 17 Février 2008 diffusée sur la Sexta "*González vs Aznar*".

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Article de *El País* du 25 Mai 1993 : « *Al borde de la ruptura.* », annexes p. 178.



Vue du plateau d'Antena 3 lors du premier débat entre les
deux candidats

Il est intéressant de voir à l'époque l'évolution et l'importance de l'image en politique qui prend parfois aujourd'hui le dessus sur l'énonciation claire des idées. Lors des débats, les deux rivaux passèrent parfois plus de temps à parler des conditions exigées par l'autre candidat qu'à parler de leurs idées. Felipe González insista à maintes reprises sur le fait que le PP avait exigé un débat assis, tentant également de montrer par là que le parti de droite « exigeait » sans négocier, assimilant la droite à une droite autoritaire et conservatrice proche de la droite franquiste, alors que González se montrait comme celui qui avait accepté le débat malgré les nombreuses conditions imposées par la droite et ce pour que les citoyens puissent comparer de façon démocratique les idées des deux candidats. Lors du premier débat, Aznar ne se montra en aucun cas irrité par ces allégations et ne se montra pas énervé et autoritaire, mais adopta un ton décontracté en insistant sur le fait

que les conditions avaient été acceptées par les deux partis et qu'il était prêt à faire le prochain débat « debout ou dans un fauteuil⁸⁷ » si telle était la volonté du leader socialiste. Le PP chercha également à réduire au maximum les plans d'écoutes, c'est-à-dire les plans où un candidat est filmé alors que l'autre s'exprime. La raison est que Felipe González étant très expressif, on aurait pu le voir en train de réfuter les dires d'Aznar, ou même les écarter d'un simple regard ou d'un simple geste, et les téléspectateurs n'auraient ainsi plus écouté les arguments d'Aznar, et se seraient concentrés sur la personne de Felipe González. De l'autre côté, le José María Aznar de 1993 était au contraire et comme nous l'avons vu auparavant d'une grande inexpressivité. On le voit ainsi se contenter de fixer son rival en l'écoutant sans qu'aucune expression ne ressorte de son visage, mis à part quelques rictus lorsqu'il était en total désaccord avec son adversaire. Il est donc évident que les plans d'écoutes auraient été à l'avantage de González qui avait une personnalité et une aura bien plus forte que son rival en 1993. Le leader socialiste, une sorte de « héros de la nation » puisqu'il était celui qui avait consolidé la démocratie et permis à l'Espagne de rentrer dans la C.E.E. en 1986 en menant à son terme la transition démocratique, jouissait d'une popularité forte auprès du peuple espagnol, une popularité qui lui donnait une grande confiance en soi et en ses idées, une sur-confiance et une suffisance qui furent peut-être à l'origine de sa défaite en 1996. Ainsi, le 24 Mai 1993, date du premier débat télévisé entre les deux candidats, le chef du gouvernement se présenta sûr de lui, persuadé qu'il allait une nouvelle fois mettre à défaut son adversaire du jour, comme il le faisait depuis une dizaine d'années avec Manuel Fraga ou même avec José María Aznar.

⁸⁷ Emission télévisée du 17 Février 2008 diffusée sur la Sexta "González vs Aznar".

Il tenta d'ailleurs d'assimiler Aznar à Fraga et à une droite proche du franquisme dès le début du débat lorsqu'il déclara : « Exactement ce que j'entends de Monsieur Aznar aujourd'hui, je l'entendais dans la bouche de Monsieur Fraga en 1983, en 1984 et en 1985, exactement la même chose, et après il fut remplacé par Monsieur Hernández Mancha et il disait exactement la même chose, et on arrive en 1993 et on entend exactement la même chose, car ils n'ont rien à offrir⁸⁸. » On voit ici encore une volonté de la part du leader socialiste de stigmatiser le parti populaire et de l'associer au passé, une rhétorique efficace depuis 1982 mais dépassée en 1993 alors qu'Aznar cherchait justement à moderniser l'image du parti et à se séparer de son sombre passé, accusant d'ailleurs son rival durant le débat de « dire qu'il représente l'extrême droite ou de le comparer à Herri Batasuna dans tous les actes officiels ⁸⁹ ». Comme l'évoque Tusell, le but du PP était de se montrer comme « une droite de confrontation, autre chose bien distinct d'une droite qui ne serait pas démocratique⁹⁰. » D'ailleurs, pour l'historien espagnol, « Le PP assumait toujours les règles de la démocratie, bien que de manière particulière.⁹¹ »

Comme nous l'avons vu auparavant, la conjoncture en 1993 était totalement différente de celle de 1982 et il ne suffirait plus pour González de persuader avec son charisme naturel mais il faudrait aussi convaincre avec des arguments fiables et des propositions pour lutter contre la hausse du chômage et pour venir à bout de la crise économique que traversait le pays. Lors du premier débat, il est possible que González ait sous-estimé Aznar, qu'il ne l'ait

⁸⁸ Emission télévisée du 17 Février 2008 diffusée sur la Sexta "González vs Aznar".

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ TUSELL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 73.

⁹¹ *Ibid.*, p. 73.

pas pris au sérieux⁹², car il était comme nous l'avons vu auparavant un homme mystérieux, peu charismatique et inexpérimenté. Lors d'un entretien avec Jordi Evole, Felipe González avoua d'ailleurs que sa plus grande erreur fut « de ne pas avoir pris suffisamment son adversaire au sérieux⁹³ ».

Les deux hommes étaient en réalité antithétiques, complètement opposés au niveau de leur personnalité et c'est sans doute ce qui permit à José María Aznar d'incarner plus facilement une idée de changement lorsque le pays était en pleine crise économique et que le peuple en venait à se lasser du personnage de Felipe González, un sujet sur lequel l'ancien chef du gouvernement espagnol entre 1982 et 1996 plaisante aujourd'hui en disant que si même lui « en avait assez de lui, comment cela aurait pu être différent pour le peuple espagnol⁹⁴ ». Pour évoquer l'image du chef du PP, Javier Tussel parle « de l'antithèse du leader charismatique, contre figure de Felipe González⁹⁵ », alors que José María Gallego, humoriste graphique qui forme avec Julio Rey le duo Gallego & Rey, dessinateurs pour *El Mundo* et collaborateurs de *El Jueves* et de *Marca*, dit à propos du duo González-Aznar, « On pouvait sentir chez Felipe González la confiance en soi, l'impudence, l'attitude du vendeur de rue, du type sûr de lui, du type qui va te vendre ce qu'il veut, l'enchanteur de serpents, l'homme éloquent que nous avons de plus connus personnellement et qui arrivait à nous convaincre de l'impossible, c'est impressionnant ! Une encyclopédie, un homme impressionnant, alors que de l'autre côté, Aznar est exactement son opposé. Aznar est cet homme coincé sur sa

⁹² *Ibid.*, p. 25.

⁹³ Interview de Felipe González dans l'émission "Salvados" du 18 Mars 2012 diffusée sur la Sexta.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ TUSELL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 55.

chaise derrière 4000 volumes de droit, on se l'imagine toujours dans une bibliothèque dans l'obscurité avec une petite lampe, avec sa petite moustache... « Silence ! Chutttt. »⁹⁶ L'ancienne journaliste d'ABC, Cristina de la Hoz, auteur du livre *Pacto de caballeros : las claves de la sucesion de Aznar*, évoque quand à elle « un style différent. Felipe González depuis ses premières années est une personne qui dispose de beaucoup de charisme, populiste et disposant de qualités de leader, qui est justement ce qui manque à Aznar⁹⁷. » Ceci explique que González se rendit au débat sans fiches, sans réelle préparation pour affronter le chef de l'opposition.

Ceci n'était pas du tout le cas de José María Aznar qui avait préparé ce débat minutieusement, attendant avec impatience de présenter son parti doté d'une nouvelle image démocratique, néolibérale et moderne et de se présenter comme la solution anticrise, une solution qui passerait par son accession au pouvoir et l'arrivée de la « seconde transition⁹⁸ » comme il l'appelait lui-même.

Quelques années plus tard, peu avant les élections générales de 1996, alors que Felipe González était toujours le chef du gouvernement, la perception que le peuple pouvait avoir des deux hommes n'avait pas changé, et le journal *El Mundo* chercha à se servir du manque de charisme de son candidat en le présentant comme un politique humble et travailleur, en titrant par exemple le 26 Février 1996, « Aznar, otro tipo de lider », un article dans lequel on pouvait lire :

⁹⁶Emission du 25 Avril 2004 sur Canal+ espagnol, "*Historias de Aznar y guiñol*".

⁹⁷*Ibid.*

⁹⁸AZNAR, José María, *España, la segunda transición*, Madrid, Espasa Calpe, séptima edición, 1995.

« Après 13 ans de dose intensive de charisme, avec double ration de messianisme comprise, on apprécie le ton de modestie adopté par le président du PP. »

Comme nous l'avons étudié dans nos précédents travaux, Aznar prit comme modèle pour faire rentrer son parti dans l'ère moderne les droites néolibérales nord-américaines et britanniques de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher. Comme eux il créa un think-tank, sorte de laboratoire à idées réunissant des penseurs et économistes de son bord politique, un think-tank nommée la FAES⁹⁹ et créé en 2002. De ce fait, très influencé par la culture nord-américaine, il n'est pas surprenant de voir qu'Aznar avait étudié en profondeur les débats qui avaient eu lieu aux Etats-Unis et qu'en 1993 il avait préparé le sien avec minutie, disposant d'un grand nombre de chiffres, de données qu'il connaissait même par cœur, alors que son opposant n'en avait aucun. Ainsi, Aznar assommait son rival à coups de chiffres durant le débat, et lorsque González tentait de le contredire en disant qu'ils étaient faux, il ne pouvait se justifier car ne disposant d'aucune donnée pour le contredire. A une seule reprise il avança que les chiffres avancés par le candidat du PP étaient faux, ce à quoi Aznar répondit que « s'ils étaient faux c'est sûrement car ils provenaient des ministères de González ¹⁰⁰. » Ce facteur n'est pas à sous-estimer car il donna à Aznar une certaine crédibilité auprès du peuple, l'image d'un homme sérieux et concerné, alors que González parut plus désordonné et désinvolte, tout comme son gouvernement de l'époque, tirillé

⁹⁹ La FAES, fondation pour l'analyse et les études sociales, "laboratoire à idées" du PP, s'autodéfinissant comme libérale conservatrice est une fondation privée à but non-lucratif créée le 11 Novembre 2002 et réunissant des chercheurs, des penseurs ou des hommes et femmes provenant de toutes les professions qui partagent les idées du PP et qui cherchent à le promouvoir. Son président est José María Aznar et son siège se situe à Madrid.

¹⁰⁰ Débat du 24 Mai 1993 diffusé sur Antena 3.

par ses conflits internes et les cas de corruption. Afin de compenser son manque de charisme et son naturel introverti, Aznar disposait donc de tous les documents nécessaires afin de mettre le leader socialiste face à ses contradictions, lui qui était déjà mis à mal par la situation économique et sociale de l'Espagne. Le débat, qui commença comme souvent par deux monologues des deux candidats, fut réellement lancé par Aznar qui se montra très incisif dès le début, à la surprise de González qui ne s'attendait pas à autant de virulence de la part de son adversaire du jour. Gustavo Pérez Puig, conseiller d'Aznar en 1993 résume bien cet état d'esprit en disant que « Felipe González se présente à ce débat sur Antena 3 comme un torero à qui l'on dit qu'il a un festival le lendemain et qui, la veille sort boire un verre avec des amis et se couche à 5 heures du matin. Et quand il arrive, il se rend compte qu'au lieu de se trouver face à un veau, on lui lâche un Miura de cinq ans et soudain, il se rend compte que cet agneau qu'était Aznar, et qui se trouvait être si facile à combattre, un pauvre petit homme à moustaches, était en réalité un homme politique splendide, parfaitement préparé, parfaitement lucide, qui connaissait des dates, des chiffres et tout ce qui était nécessaire pour le détruire¹⁰¹ ». Si les métaphores utilisées par Puig sont hyperboliques et qu'elles trahissent un manque d'objectivité étant donné son implication dans le débat et sa proximité avec Aznar, force est de constater que son interprétation est proche de la réalité et qu'elle explique la défaite de González lors de ce premier débat, un débat gagné par Aznar puisqu'il l'avait préparé et qu'il disposait de tous les arguments nécessaires pour mettre à mal González, mais également perdu par González qui prit son adversaire tout comme l'évènement de haut.

¹⁰¹ Emission télévisée du 17 Février 2008 diffusée sur la Sexta. "González vs Aznar"

Ainsi, dès le début de son monologue, José María Aznar chercha à attaquer le leader socialiste sur son terrain de prédilection, le côté social, en l'accusant de ne pas s'occuper suffisamment de cet aspect et d'être responsable de la crise économique traversée par le pays. Aznar commença ainsi en citant Nicolás Redondo, syndicaliste et homme politique espagnol, secrétaire général de l'Union Générale des Travailleurs en 1993, un syndicat généralement proche des partis de gauche, qui avait déclaré le 10 Septembre 1992 à la presse que « Felipe González , à propos de la question ouvrière montrait moins d'intérêt qu'une palourde. »

De plus, le leader socialiste, habitué aux grands discours, ne s'était pas préparé à donner des réponses en une minute trente et avait du mal à condenser l'information. Il pensait sans doute que ce type de débat serait comme une interview classique, alors qu'Aznar savait, comme le dit José María Maravall, responsable de la campagne du PSOE en 1993, ministre de l'éducation et des sciences de 1982 à 1988, « les trucs basiques par cœur, tels que de terminer chaque intervention en lançant comme sept balles de ping-pong sur la table de l'adversaire pour que l'adversaire ne sache pas à laquelle répondre et que cela lui provoque de la confusion. Cela Felipe González ne le maîtrisait pas du tout, et il ne l'avait pas du tout préparé¹⁰². » Se perdant dans des introductions trop longues et trop générales, perturbé par les attaques constantes d'Aznar et ne pouvant pas contredire les chiffres donnés par le leader de droite faute de préparation, le chef du gouvernement décida alors de se diriger directement vers le médiateur, Manuel Campo et de ne plus répondre directement à Aznar, ce qui fut très mal perçu à l'écran puisque lorsque l'on pouvait voir les deux candidats en

¹⁰² Emission télévisée du 17 Février 2008 diffusée sur la Sexta "González vs Aznar".

même temps à l'écran, le téléspectateur avait l'impression que les deux opposants regardaient dans la même direction, Aznar fixant González et González regardant Campo, et cela donna l'impression que le leader socialiste fuyait le débat et ses responsabilités.



Alors que Felipe González parle au modérateur, José María Aznar fixe son opposant lors du débat sur Antena 3

Le chef du gouvernement s'attendait cependant à être interrogé sur les cas de corruption dénoncés de façon quotidienne par le journal de Pedro J. Ramírez. Pour répondre à ces attaques, Felipe González annonça le recrutement du Juge Baltasar Garzón pour qu'il préside une commission d'investigation sur les supposés financements illégaux de partis, « à partir de la date que choisira Monsieur Aznar¹⁰³. » Mais cette nouvelle ne changea rien sur l'opinion que s'était faite le peuple espagnol après ce débat. Si González remporta les élections de 1993, il est possible qu'il ait perdu celles de 1996 ce soir-là. En tout cas, ce débat fut décisif pour le PP, puisqu'à partir de ce jour il fut vu comme un parti crédible,

¹⁰³ Emission télévisée du 17 Février 2008 diffusée sur la Sexta "González vs Aznar".

démocratique et potentiellement capable de gouverner. La phrase de Felipe González à propos d'Aznar à la sortie du débat est symbolique, puisqu'il déclara : « Este tío aguanta un debate ¹⁰⁴», preuve qu'il avait pris son adversaire de haut et qu'il était étonné de sa performance. José María Maravall confirme cela lorsqu'il déclare que « peut-être que Felipe González sous-estima le candidat, ici José María Aznar, qui avait tout bien préparé avec des fiches d'opposant, mais avec une grande efficacité, que l'on peut qualifier d'expositoire, bien que sur le papier, tout le monde pût penser que la capacité dialectique de Felipe González était supérieure¹⁰⁵. » Interviewé en Mars 2012 dans l'émission « Salvados » émise par la Sexta, l'ancien chef du gouvernement socialiste concéda que son erreur principale fut de ne pas avoir « considéré » son adversaire et acquiesça quand Jordi Evole, le présentateur de l'émission lui demanda s'il n'avait pas pris Aznar au sérieux.

¹⁰⁴ Article del *País* du 24 Février 2008, "*Este tío aguanta un debate*", annexes p. 179.

¹⁰⁵ Emission télévisée du 17 Février 2008 diffusée sur la Sexta, "*González vs Aznar*".

2.3. Le deuxième débat

A la sortie du premier débat, il était évident que l'écart entre les deux candidats s'était resserré et que le deuxième débat allait être décisif, puisque deux semaines avant les élections, 800 000 espagnols ne savaient pas pour qui ils allaient voter. Le PP aurait même pu être tenté de refuser un deuxième débat tant sa victoire lors de la première confrontation avait été « claire »¹⁰⁶. Le quotidien espagnol *El Mundo* avait même publié le 26 Mai 1993 un sondage révélant que 49,8% des personnes qui avaient suivi le débat considéraient qu'Aznar en sortait vainqueur, alors que 28,4% considéraient que González l'avait remporté¹⁰⁷. » Mais Javier Arenas, vice-secrétaire général du PP depuis 1991 avait signé des accords avec Txiki Benegas, membre influent du PSOE à l'époque et chargé de négocier avec Arenas les conditions du débat, sur la tenue obligatoire de deux débats.

De plus, comme l'évoque Miguel Ángel Rodríguez, « si nous avions fui ce débat, le peuple nous aurait pris pour des lâches¹⁰⁸. » Le deuxième débat eut lieu sur la chaîne récemment créée de Telecinco, inaugurée à peine trois ans auparavant. Selon les accords signés entre les deux partis et la chaîne, il ne pouvait être fait référence aux débats et aux candidats lors des informations télévisées du jour suivant le premier débat dans un souci de partialité. Cependant, l'interview du chanteur et acteur populaire espagnol Miguel Bosé aux informations de Telecinco du 25 Mai 1993, au lendemain du premier débat, dans laquelle il

¹⁰⁶ Article de *El País* du 29 Mai 1993 : « *Aznar mantiene el suspense sobre el debate con González, pese al acuerdo firmado por sus partidos* », annexes p. 182.

¹⁰⁷ Article de *El Mundo* du 27 Mai 1993 : « *Aznar vencedor por puntos* », annexes p. 184.

¹⁰⁸ *Ibid.*

soutenait ouvertement le PSOE de Felipe González¹⁰⁹ provoqua la colère du PP et du quotidien *El Mundo*, qui se plaint qu'aucun journal télévisé ne diffuse les sondages portant sur les intentions de votes pour les élections de 1993¹¹⁰.

Le second débat qui s'annonçait décisif ne démarrait donc pas sous les meilleurs auspices, et l'énervement de la droite espagnole pouvait se ressentir. Alors que les deux candidats avaient rendez-vous à une heure précise dans le couloir qui menait au plateau télévisé avec Luis Mariñas, journaliste espagnol et médiateur du second débat télévisé afin que le débat puisse commencer à l'heure, Felipe González arriva avec quelques minutes de retard, ce qui provoqua la colère du candidat de droite qui tenta de convaincre le présentateur de rentrer sur le plateau avec lui sans attendre son opposant du jour. Il est possible que ce retard n'ait pas été volontaire de la part du chef du gouvernement et qu'il s'agisse là d'une nouvelle forme de désinvolture et de manque de respect pour son adversaire, mais l'aspect psychologique paraît tellement important dans ce genre de débat que ce petit retard suffit à irriter un peu plus un José María Aznar déjà sur les nerfs suite à l'interview de Bosé sur Telecinco. De plus, le déroulement du second débat prouva comme nous allons le voir à présent que Felipe González ne prit pas cette fois-là son adversaire de haut comme il avait pu le faire auparavant, mais qu'il prépara ce second débat avec le plus grand sérieux.

¹⁰⁹ Journal télévisé de Telecinco du 25 Mai 1993, Miguel Bosé: "Si sale y espero que salga, y que tengamos una continuidad de este gobierno a pesar digo de los errores, y esas cosas yo creo que no hay que ser pasional, sino hay que meditarlas hay que pensarlas y decir bueno si ahí están nos conocemos todos pero cual es obviamente si es gente inteligente, gente practica con la que va a ser la continuidad. Y por otra parte decir vamos a conseguir que si este gobierno siga en el gobierno vamos a tener una oposición a la cual le vamos a dar tiempo de entrar más activamente en la política y darle tiempo para ver si realmente es una oposición que merece la pena o no."

¹¹⁰ Article de *El Mundo* du 27 Mai 1993 : « González no salió en el TD el día después », annexes p. 185.



Entrée des deux candidats accompagnés de Luis Mariñas
sur le plateau de Telecinco lors du second débat.

A peine le débat commencé, le chef du gouvernement chercha à critiquer son adversaire sur son programme, un programme qu'il avait cette fois étudié à la perfection avec ses proches collaborateurs, tout en cherchant une nouvelle fois à assimiler José María Aznar à Manuel Fraga et à une droite radicale. Ainsi, le leader socialiste s'adressa à son adversaire dans ces termes : « Vous nous présentez un vieux programme, et vous le présentez comme si il était nouveau¹¹¹ », critiquant ainsi la tentative de modernisation entreprise par José María Aznar depuis la fin des années 1990 et qui, comme nous l'avons vu dans d'autres travaux, se voulait plus être un changement d'image qu'un changement de fond. González poursuivit son assimilation à Fraga et à l'alliance populaire en déclarant : « Et vous nous présentez ce programme car des consultants de la Patronal vous ont dit que ce programme

¹¹¹ Débat télévisé du 31 Mai 1993 diffusé sur Telecinco.

est celui qu'il faut suivre. Mais cela fait 15 ans qu'ils essaient de nous le vendre, et jusqu'à aujourd'hui ils n'avaient pas trouvé quelqu'un d'assez inconscient pour le faire. » Cette attaque directe envers Aznar et son programme électoral provoqua son agacement et le poussa à sortir son programme, qu'il avait justement emmené avec lui, pour proposer à González de le lire. Ce qu'il ne savait pas c'est que le chef du gouvernement et son équipe, et en particulier Joaquín Almunia ancien ministre du travail et de la sécurité sociale puis des administrations publiques de González, simple député en 1993 avait lu avec attention le programme du PP, l'avait étudié et qu'ils y avaient trouvé une faille.

En effet, comme nous avons pu le voir dans nos anciens travaux, le chef du PP, s'inspirant une nouvelle fois de la droite Thatcherienne, était contre toute forme d'assistanat et pour une création massive d'emplois, qui passerait par la privatisation de nombreuses entreprises, par la création d'emplois précaires et par un surinvestissement dans l'immobilier sans doute en partie à l'origine de la crise actuelle vécue par l'Espagne. Ceci peut expliquer qu'en 1993 il n'y ait dans son programme aucune page consacrée à la protection des chômeurs. Durant le débat, une fois qu'Aznar sortit son programme pour le montrer à son opposant et lui dire qu'il était à sa disposition, González lui demanda de lui parler de la partie consacrée à la protection des chômeurs, une partie inexistante, « comme s'il n'y avait aucun chômeur en Espagne »¹¹² alors que plus de trois millions d'espagnols se trouvaient dans cette situation cette année-là. Le chef du PP, surpris de voir que son opposant avait étudié son programme, ne sut que répondre, se contentant de dire que la

¹¹² Emission télévisée du 17 Février 2008 diffusée sur la Sexta, "González vs Aznar".

solution était la création d'emplois, une réponse jugée « facile, puisqu'ils n'en n'ont pas¹¹³ » par González. Déstabilisé, Aznar adopta la même posture que son adversaire lors du premier débat en arrêtant de s'adresser à Felipe González pour demander au modérateur de demander au leader socialiste qu'il « se calme », alors que celui-ci n'avait montré aucun signe d'énervement. Ce manque de considération pour les sans-emplois, tout comme l'après-débat, est sans doute la principale raison qui fit perdre ce débat et les élections qui s'ensuivirent à José María Aznar. En effet, alors que le candidat du PP sortit directement après le débat pour rejoindre une foule qui l'acclamait à l'extérieur du bâtiment, Felipe González resta sur place pour répondre à la presse et même à Telecinco, une opération de communication qui lui permit de toucher un peu plus l'électorat encore indécis à ce moment-là. Cette « erreur¹¹⁴ » d'Aznar comme la qualifie Luis Mariñas est certainement celle qui lui fit perdre les élections de 1993, alors que plus de dix millions de téléspectateurs avaient suivi le débat et l'avaient vu partir rapidement alors qu'il venait d'être mis en difficulté par Felipe González.

Cependant, bien que l'issue de ces débats se soit soldée par une défaite pour le PP, cette défaite fut infime et laissait présager une victoire prochaine pour la droite espagnole. Le changement d'image entrepris par José María Aznar depuis plusieurs années portait ses fruits, et il était perçu par le peuple espagnol comme un gouvernant possible, un homme d'état et non plus un simple homme de l'opposition agressif de la lignée de Manuel Fraga et du défunt dictateur Francisco Franco. Il sut mettre à profit, bien aidé en cela par le journal

¹¹³ *Idem.*

¹¹⁴ Emission télévisée du 17 Février 2008 diffusée sur la Sexta "González vs Aznar".

El Mundo, qui se livra à un véritable acharnement contre le gouvernement González, les failles du PSOE et tira également profit de la crise économique qui terrassa le pays, une crise que l'on pourrait pourtant qualifier de globale et qui ne pouvait pas avoir comme seul responsable la gouvernance du PSOE, mais d'autres facteurs internationaux et hors de portée du gouvernement espagnol. De son côté, à la suite du résultat des scrutins, Felipe González dit avoir compris le message et promit du changement, un mot qui le caractérisait depuis son élection comme chef du gouvernement en 1982, en utilisant pour la première fois en 1993 la formule « El cambio sobre el cambio. »

Cependant, le changement avait déjà commencé depuis quelques années pour le parti populaire et c'est bien ce parti qui, en 1993, représentait la seule alternative possible pour le peuple espagnol. Plusieurs signes d'optimisme quant aux futures élections pouvaient être perceptibles chez le PP, notamment avec l'élection de José María Álvarez de Manzano comme maire de Madrid en 1991 alors que ce poste était occupé depuis 1979 par des membres du PSOE de 1979 à 1989 avec Enrique Tierno Galván et Juan Barranco, puis par Agustín Rodríguez Sahagún de 1989 à 1991, membre de l'UCD et ministre sous Adolfo Suarez. Depuis 1991, la mairie de Madrid a toujours été dirigée par des membres du parti populaire, puisque Alberto Ruiz Gallardón succéda à José María Álvarez de Manzano avant de devoir démissionner en 2003 pour passer ministre de la Justice du gouvernement Rajoy, laissant sa place comme maire de Madrid à Ana Botella, femme de José María Aznar.

De plus, les élections européennes de 1994 donnèrent une large victoire du PP sur le PSOE¹¹⁵ avec 40,1% des suffrages contre 30,8% pour le PSOE, un signe que le peuple

¹¹⁵ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 30.

espagnol était demandeur de changement. Mais les élections qui furent les plus marquantes à ce sujet furent les élections municipales et autonomiques célébrées le 28 Mai 1995, un « raz de marée bleu » comme le qualifia José María Aznar puisque le PP obtint 35,2% des suffrages contre 25,3 pour le PSOE aux élections municipales, s'adjugeant ainsi 42 des 50 capitales de provinces et 35,03% des votes contre 30,63% pour le PSOE aux élections autonomiques remportant ainsi 10 des 13 communautés autonomes¹¹⁶ pour lesquelles les espagnols devaient voter ce jour-là. Mais un autre évènement non prévu par aucun des partis politiques espagnols vint perturber le cours des choses et favorisa encore plus le leader du PP : il s'agit de la tentative d'attentat du groupe terroriste basque contre José María Aznar le 19 Avril 1995.

2.4. Les attentats de 1995

2.4.1. ETA en 1995

Après avoir étudié les débuts de José María Aznar en politique, son évolution ainsi que celle de son parti, on peut comprendre que la perception qu'eut le peuple du PP et de son leader ait changée. En effet, après avoir incarné pendant longtemps l'idée d'une droite radicale et intolérante, le PP était devenu un parti démocratique et moderne, et son leader n'était plus perçu comme un proche de la phalange¹¹⁷, qu'il avait été durant sa jeunesse, mais un démocrate apte à gouverner et à sortir le pays de la crise dans laquelle il était plongé. Si les

¹¹⁶ Article paru dans *El Mundo* le 1^{er} Janvier 1996 : « *Del rosa (puno) al azul (gaviota).* », annexes p. 122.

¹¹⁷ Mémoire de Master 1 : « *Les gouvernements de José María Aznar (1996-2004), entre transition(s) et nouvelle approche du politique en Espagne* », Introduction, p. 3.

débats entre les deux candidats au poste de chef du gouvernement espagnol de 1993 furent décisifs dans cette nouvelle perception de la droite espagnole, un autre évènement majeur fut également à la base de cette nouvelle perception du PP et de José María Aznar. Il s'agit de l'attentat perpétré le 19 Avril 1995 par le groupe terroriste basque ETA et destiné à atteindre le futur chef du gouvernement espagnol, un an avant les élections générales anticipées de 1996, alors que l'arrivée au pouvoir du PP se faisait de plus en plus probable, la situation économique et sociale du pays étant allée en empirant depuis 1993, venant s'ajouter à de nouveaux cas de corruption dans le gouvernement González.

Lors du premier débat entre José María Aznar et Felipe González le 24 Mai 1993, le leader socialiste avait annoncé le recrutement du juge Garzón pour enquêter sur de possibles cas de corruptions commis par le gouvernement socialiste. Le 18 Avril 1995, la veille de l'attentat d'ETA destiné à tuer le chef du PP, le quotidien *El País* titrait, « Garzón : Interior creó y pagó a los GAL », ne laissant aucun doute sur l'existence d'un terrorisme d'état en Espagne¹¹⁸ et sur l'implication du gouvernement espagnol, une accusation qui favorisait le PP, avant même que les attentats n'aient lieu. Mais avant d'évoquer l'attentat et ses répercussions, il paraît opportun de rappeler brièvement les origines du groupe indépendantiste et terroriste basque d'ETA.

ETA marque l'abréviation d'Euskadi Ta Askatasuna, qui signifie « Pays Basque et liberté » en basque, un groupe créé durant la période franquiste, en 1969. Il s'agit d'une association

¹¹⁸ Mémoire de Master 1 : « *Les gouvernements de José María Aznar (1996-2004), entre transition(s) et nouvelle approche du politique en Espagne* », Chapitre 2 : « *Une nouvelle droite espagnole* », partie 2 : « *Une stratégie d'opposition au socialisme et de dénonciation de la corruption* », p. 35.

à tendance léniniste et marxiste, créée par une branche du Parti Nationaliste Basque que l'on peut qualifier de radicale, et qui estima en 1959 que l'action du PNB était insuffisante et inefficace. Il est essentiel de ne pas faire d'amalgame entre le PNB, un des plus anciens partis démocratiques espagnols et le groupe terroriste ETA, bien que leur objectif principal, l'indépendance du Pays Basque, soit le même. Alors que le PNB choisit d'essayer d'obtenir plus d'autonomie pour le Pays Basque par la voie institutionnelle et donc démocratique, ETA choisit la violence, considérant le gouvernement espagnol comme un envahisseur. Le groupe terroriste basque commit son premier crime le 7 Juin 1968, avec l'assassinat du garde civil Jose Pardines. La forte répression franquiste envers les nationalistes, notamment l'interdiction de l'usage d'une autre langue que le castillan dans toute l'Espagne, expliqua en 1959 l'émergence d'un tel groupe, et l'assassinat de Carrero Blanco par ETA en 1973¹¹⁹, évènement qui mit le régime franquiste à terre, fut même félicité par bon nombre d'hommes politiques, dont le ministre de l'intérieur français socialiste entre 1981 et 1984, Gaston Defferre, qui qualifia les membres du groupe ETA de résistants.

La mort de Franco le 20 Novembre 1975 et le passage à la démocratie impliquèrent la fin de la répression en Espagne, et en particulier la fin de la répression envers les nationalistes, qui supposa la fin du groupe de libération basque. Ceci ne fut malheureusement pas le cas, puisqu'ETA déclara ne vouloir arrêter son action que lorsqu'elle obtiendrait l'indépendance totale du grand Pays Basque, c'est-à-dire un territoire incluant le Pays Basque espagnol, la Navarre et le Sud-ouest de la France. Ainsi, alors qu'ETA avait assassiné 45 personnes

¹¹⁹CARR, Raymond, FUSI, Juan Pablo, *España 1808-2008*, chapitre « *Del conformismo al conflicto* », Ariel Historia, Barcelona, 2009, p. 606.

durant la période franquiste, entre 1968 et 1975, elle a tué plus de 800 personnes sous la démocratie. Affaibli par la lutte anti-terroriste hispano-française et manquant de moyens pour continuer sa lutte, le groupe terroriste annonce « la fin de sa lutte armée »¹²⁰ le 20 Octobre 2011, une des grandes réussites du PSOE, bien qu'ETA n'ait pas annoncé sa dissolution totale, et attribuée en grande partie à Alfredo Pérez Rubalcaba, Ministre de l'intérieur jusqu'au 11 Juillet 2011 et candidat aux élections générales au moment de l'annonce d'ETA.

¹²⁰ Article de *El País* du 21 Octobre 2011 : « *ETA pone fin a 43 años de terror.* », annexes p. 140.

2.5. Gregorio Ordoñez

En 1995, deux ans après la réélection de Felipe González aux élections générales de 1993, le peuple espagnol était de nouveau sollicité pour voter, alors qu'allaient se tenir les élections municipales destinées à élire les maires de toutes les villes de la Péninsule ibérique.

La situation était particulièrement tendue au Pays Basque où le candidat du parti populaire Gregorio Ordoñez, membre des « Nuevas Generaciones » de l'alliance populaire depuis 1983, devenu conseiller municipal de la mairie de San Sebastián en 1984 à l'âge de 24 ans et ce jusqu'en 1991 avant d'être nommé premier adjoint au maire de la ville en 1991, présentait sa candidature comme maire de San Sebastián. Connu pour son aversion profonde pour ETA, sa femme, Ana Iribar dit même qu'il entra en politique « pour lutter contre ETA et HB. »¹²¹

Le 23 Janvier 1995, trois mois avant les élections municipales de Mai 1995, Gregorio Ordoñez fut assassiné par un commando d'ETA alors qu'il mangeait dans le restaurant « La Cepa » situé dans le vieux San Sebastián, rue Calle 31 de Agosto. Ce commando était constitué de Valentín Lasarte, de Francisco Javier García Gaztelu, également connu sous le pseudonyme de « Txapote » et de Juan Ramón Carazatorre, mieux connu sous le nom de « Zapata. » Seul Zapata n'a pas encore été jugé pour ce crime alors que les deux autres membres de ce commando ont déjà été condamnés pour l'assassinat de Gregorio Ordoñez. Quatre jours avant cet attentat, à l'occasion de la « fiesta grande » de San Sebastián,

¹²¹ Documentaire "El asesinato por ETA de Gregorio Ordoñez en 1995" diffusé sur RTVE.es.

célébrée tous les ans le 19 Janvier sur la place de la Constitution où a lieu la « gran tamborada », Gregorio Ordoñez dînait dans un restaurant de San Sebastián avec des membres influents du parti populaire, dont son chef, José María Aznar et son futur ministre de l'intérieur Jaime Mayor Oreja, ancien membre de l'UCD d'Adolfo Suárez qui avait abandonné la politique en 1986, avant d'y revenir lorsque José María Aznar lui demanda de réorganiser le parti populaire au Pays Basque¹²². La soirée se passa sans qu'aucun n'incident ne se produise, sans doute un mauvais présage pour le candidat à la maire de Donostia qui fut assassiné quatre jours plus tard. A l'époque, malgré certaines menaces téléphoniques qu'il avait pu recevoir¹²³, Ordoñez circulait librement dans les rues de sa ville sans escorte, car comme l'évoque María San Gil, présente dans le restaurant quand le candidat PP fut assassiné, personne n'imaginait alors que l'on pouvait se faire tirer dessus en pleine rue.

Alors que les coupables de l'assassinat n'étaient pas encore connus, plusieurs milliers d'habitants de San Sebastian manifestèrent silencieusement dans les rues de la ville pour protester contre la violence d'ETA. Si nous avons vu auparavant que l'action du groupe terroriste avait pu paraître légitime aux yeux de certains durant le franquisme, la grande majorité d'espagnols s'y opposait en 1995. Le parti populaire saisit l'occasion pour s'attirer

¹²² Mémoire de Master 1 : « *Les gouvernements de José María Aznar (1996-2004), entre transition(s) et nouvelle approche du politique en Espagne* », Partie 2 : « *Une nouvelle droite espagnole* », chapitre 6 : « *ETA et le terrorisme basque.* ».

¹²³ Documentaire "El asesinato por ETA de Gregorio Ordoñez en 1995" diffusé sur RTVE.es. Extrait de menaces téléphoniques adressées à Gregorio Ordoñez : "A ver Gregorio, estamos hasta los cojones de ti, una desgracia mas tuya y tu familia corre un riesgo de muerte, cualquiera de ellos. Estamos hasta los cojones ya de ti. Fuera de Euskadi ya."

les faveurs du peuple espagnol et pour se placer dans le rang des victimes du terrorisme. Après les attentats, un conseiller municipal de San Sebastián affilié au PP qualifiait les membres d'ETA de « subnormales » et de « descerebrados », en les accusant de vouloir instaurer un « régime dictatorial ». Il ajouta que le PP ne cèderait pas et qu'il ne partirait pas du pays basque car cette terre était plus la leur que celle des terroristes car ils la « défendait avec le dialogue. » Une fois de plus, le PP se présentait comme un parti démocratique, sûr de ses valeurs et apte à diriger le pays, à le guérir de tous ses maux, qu'il s'agisse du terrorisme ou des problèmes économiques. La stratégie du groupe terroriste basque de faire passer le PP pour un parti proche du franquisme et de le présenter comme un envahisseur avait ainsi totalement échoué. Au contraire, les attentats perpétrés contre différents membres du PP servirent la cause du parti et de leur chef. José María Aznar fut d'ailleurs présent aux funérailles de Gregorio Ordoñez, funérailles durant lesquelles l'évêque de San Sebastián, Monseigneur Setién implora le groupe terroriste de rendre les armes¹²⁴. Pour ce meurtre, Valentín Lasarte fut condamné à 30 ans de prison et à 82 ans pour l'assassinat en 1996 de l'avocat Fernando Múgica¹²⁵. Bien que le tribunal n'ait pu établir avec certitude si Txapote ait été celui qui a tiré derrière la tête d'Ordoñez, signature d'ETA lors de ses assassinats, alors qu'il mangeait, sa participation dans le meurtre a été prouvée. Après avoir été retrouvé à Anglet le 22 Février 2001, il a écopé de 30 ans de

¹²⁴ Discours de l'évêque de San Sebastian aux funérailles de Gregorio Ordóñez : "Quiero también desde este lugar sagrado hacer una vez más una grave llamada a ETA, a fin de que preste a este pueblo por cuya libertad dice luchar el mayor y el mejor servicio que le pueda hacer, que es el de dejar las armas y abrir así las vías adecuadas para lograr la paz por el camino de mutuo entendimiento."

¹²⁵ Article de *El País* du 28 Mai 1998 : « *El etarra Lasarte, condenado a 82 años por el asesinato de Múgica* », annexes p .135.

prison¹²⁶ comme auteur d'un délit de meurtre terroriste avec circonstances aggravantes. Il a également été condamné pour d'autres attentats et assassinats, cumulant ainsi 162 années de condamnation à la prison. Ainsi, l'année 1995 qui précédait l'année durant laquelle allait se tenir des élections législatives anticipées s'annonçait décisive et démarrait de façon douloureuse pour le PP. Cependant, la peur d'ETA de voir arriver le PP au pouvoir et qui se traduisit par cette violence prouve que la menace pour le groupe terroriste basque de voir José María Aznar remporter les élections était bien réelle, et que dès 1995, l'opération séduction du chef du PP entreprise depuis 6 ans et sa première candidature aux législatives avait déjà porté ces fruits. Un an avant les élections générales anticipées, Aznar était déjà pressenti comme le futur chef du gouvernement espagnol. Pour lutter contre cette réalité quasi inévitable et empêcher Aznar d'arriver au pouvoir, ETA utilisa son *modus operandi* habituel, la violence, et chercha à assassiner le leader du PP quelques mois seulement après l'assassinat de Gregorio Ordoñez.

¹²⁶ Article de *El País* du 29 Novembre 2006 : "*María San Gil, en el juicio de 'Txapote': 'Cuando vi la pistola en la nuca de Gregorio pensé que era una broma'*", annexes p. 136.

2.6. L'attentat du 19 Mars 1995

Comme nous venons juste de l'évoquer, José María Aznar fut lui-même victime d'un attentat à la bombe du groupe ETA le 19 Avril 1995, attentat qui échoua puisqu'Aznar survécut grâce au blindage de sa voiture, une Audi V8. *El País* considéra qu'en agissant ainsi, ETA avait tenté de « casser la continuité du système politique, faisant un parallèle impossible avec l'attentat qui coûta la vie à Carrero Blanco en 1973¹²⁷. » La réflexion faite par le quotidien espagnol n'est pas dénuée de sens et trahit l'amalgame souvent fait par le groupe de libération basque entre les années de dictature franquiste et les années de démocratie, ETA considérant toujours l'état espagnol et son gouvernement comme un envahisseur. Ceci explique pourquoi le groupe terroriste tenta de mettre à mal le régime démocratique comme il avait réussi à détruire le régime franquiste en tuant le vice-président du gouvernement et probable successeur de Franco, l'amiral Carrero Blanco en 1973.

Alors que l'explosion de sa voiture en plein centre ville de Madrid, rue José Silva, fit une trentaine de blessés dont une, Margarita González Mansilla qui trouva la mort, le chef du PP sortit indemne, du moins physiquement de cette tentative d'assassinat. Cet attentat provoqua un élan de compassion de la part du peuple espagnol, qui aida le chef du PP à être élu chef du gouvernement l'année suivante puisqu'il passa du camp des « coupables » lorsque son parti était assimilé au Général Franco et à l'extrême droite, au camp d'une opposition raisonnable et porteuse d'avenir suite au changement d'image du parti et aux

¹²⁷ Editorial de *El País* du 20 Avril 1995 : « *Reto al Estado* », annexes, p. 148.

débats de 1993, avant finalement de faire partie du camp des victimes du terrorisme, se rapprochant ainsi de la population qui ne pouvait pas adhérer au message de violence d'ETA. Alors que les sondages électoraux lui donnaient 12 % d'avance en Février, des sondages réalisés par Demoscopia après l'attentat lui donnaient 19 % d'avance, ce qui explique le titre du País du 23 Avril 1995, « El PP sube siete puntos tras el atentado. »

Selon le quotidien espagnol, « les données du sondage offrent une base de réflexion qui laisse penser que les soutiens envers le PP ont augmenté suite à l'attentat d'ETA, et ce qui est peut-être encore plus remarquable, qu'Aznar a amélioré son image de leader, ce qui lui était justement déficitaire auprès de l'opinion publique¹²⁸. » En déclarant suite à cet attentat « que nous ne nous inclinons pas devant ETA¹²⁹ », en utilisant la première personne du

pluriel pour population victimes du attentat et décrédibilisa son image d'homme d'état et délégitima l'action de la bande terroriste basque.



s'assimiler à la population espagnole et aux victimes du terrorisme, Aznar a amélioré son image d'homme d'état et délégitima l'action de la bande

¹²⁸ Article de *El País* du 23 Avril 1995 : « *El PP sube siete puntos tras el atentado.* », annexes p. 150

¹²⁹ Article de *El País* du 20 Avril 1995 : « *ETA no conseguirá doblegarnos* », annexes p. 152.

Après ces attentats, Aznar donna sa première interview à José Herrero, ami et présentateur de l'émission radio la Mañana sur la chaîne de radio COPE (confédération épiscopale), dans laquelle il déclara qu'en tant que Chrétien, il ne pouvait avoir de rancœur envers ceux qui avaient tenté de l'assassiner¹³⁰, mais qu'il voulait simplement faire appliquer la loi et que justice soit faite. Lors de la première conférence de presse qui suivit l'attentat, le chef du PP déclara qu'« ETA avait tenté de tuer l'espoir¹³¹ » ce jour-là, en considérant qu'il s'agissait là « d'un des risques de la profession¹³² », se montrant sûr de lui et se présentant une nouvelle fois comme un leader, comme un éventuel chef du gouvernement. Pour conclure, nous pouvons dire que bien qu'indépendants de sa volonté, l'attentat du 19 Avril 1995 ajouté à la mort de Gregorio Ordoñez a servi la cause d'Aznar et a modifié de façon positive l'image que le peuple pouvait avoir de lui.

¹³⁰ COPE, confédération épiscopale, 19 Avril 1995 : <http://www.youtube.com/watch?v=DX0inBLkrUc>

¹³¹ Article de *El País* du 21 Avril 1995 : « *Aznar: Considero este atentado gajes del oficio* », annexes p. 154.

¹³² *ibid.*

Partie III

Les pactes de 1996, une manœuvre électorale

3.1. Peut-on croire les sondages ?

L'un des débats qui fait aujourd'hui l'actualité est le débat sur la véracité des sondages. Peut-on croire les sondages et reflètent-ils la réalité? L'expérience nous prouve en tout cas qu'ils peuvent être trompeurs et que comme le dit le financier nord-américain Warren Buffet, « les sondages ne sont pas un substitut à la réflexion. » Les élections législatives célébrées le 3 Mars 1996 en Espagne furent très révélatrices à ce sujet.

En effet, des sondages hebdomadaires réclamés et publiés en grande partie par *El Mundo*, Antena3 ou radio COPE donnaient dès le début de l'année 1996 une avance remarquable pouvant atteindre les 13 ou 14 % au Parti Populaire, lui prévoyant ainsi une victoire écrasante et une majorité absolue. Le 8 Janvier 1996, *El Mundo* publiait un article donnant 6 % d'avance au PP. Une semaine plus tard, le 15 Janvier, *El Mundo* publiait trois sondages, qui donnaient le PP vainqueur aux élections prévues en Mars. Le 28 Janvier, un article publiait en première page les résultats d'un sondage demandé par *El Mundo* deux jours plus tôt, un sondage réalisé auprès de 11 000 espagnols et qui donnait une « majorité absolue » au PP et lui prévoyait entre 167 et 174 sièges au parlement sur 350.

Le journaliste allait même jusqu'à prévoir que « José María Aznar pourrait gouverner sans avoir à rechercher des alliances de façon permanente », une prédiction qui peut faire sourire lorsque l'on connaît les difficultés rencontrées par le chef du PP pour convenir d'accords avec certains partis nationalistes afin d'être élu la même année.

Un autre sondage publié le 29 Janvier dans *El Mundo* donnait cette fois-ci entre 6 et 7% d'avance au PP. De son côté, le PSOE critiquait les sondages et leur crédibilité, arguant

qu'ils ne représentaient en rien l'opinion générale et que seule la vérité des urnes trancherait. Le titre de l'article du 30 Janvier 1996 de *El Mundo* « PSOE et CiU critican la macroencuesta, mientras que el PP la aplaude » est assez révélateur de l'usage fait par les politiques des sondages, s'en servant et les rendant crédibles quand cela sert leurs intérêt et qu'ils vont dans leur sens, les dénonçant et les décrédibilisant quand ils les défavorisent. Lors d'un meeting à Oviedo le 18 Février 1996 devant 8000 personnes, Felipe González s'en prenait directement aux sondages et à l'usage qu'en faisaient certains journaux comme *El Mundo* en déclarant : « Les choses ne sont pas aussi simples que certains le pensent. Nous verrons bien si nous perdons les prochaines élections ou si, à la surprise générale nous battons les sondages. » Ce discours se faisait en réaction à un autre sondage publié le 12 Février dans *El Mundo* intitulé « El PP asienta su ventaja » qui donnait 9 % d'avance au PP lors des prochaines élections. Plus les élections approchaient et plus l'écart entre les deux candidats s'agrandissait selon les sondages, passant de 6 % en Janvier, à 9 % en Février pour atteindre les 11 % dans un sondage publié le 23 Février dans *El Mundo* dans un article de Pablo Sebastian intitulé « Encuesta y Anguita. » Felipe González quant à lui continua à déclarer que les sondages n'étaient pas fiables et dénonça le fait que « la droite se promenait comme si elle avait déjà gagné les élections », lors d'un discours devant 15 000 personnes le 25 Février à la Corogne. Cela n'empêcha pas *El Mundo* de publier un article le 26 Février, « El PP roza la mayoría absoluta », dans lequel le journaliste prévoyait un total de 175 sièges pour le PP.

On peut constater en lisant ce paragraphe la fréquence de publication des sondages et remettre en question leur rôle. Car en publiant autant de sondages, le journal *El Mundo* chercha-t-il à informer la population des tendances ou plutôt à influencer la population ?

Dans son livre, *A Chronology and Glossary of Propaganda in the United States*, le professeur en communication de masse et affaires publiques de l'université de Louisiana State, Richard Alan Nelson, définit la propagande comme une « une forme intentionnelle et systématique de persuasion, ayant le but d'influencer les émotions, les attitudes, les opinions et les actions des groupes cibles pour atteindre des objectifs idéologiques, politiques ou commerciaux, à travers la transmission contrôlée des messages d'information partielle (qui peut être ou ne pas être factuelle) via les canaux directs de masse et des médias. »

Nous avons déjà montré au cours de ce travail le parti pris du quotidien *El Mundo* qui chercha toujours à favoriser l'accession au pouvoir de José María Aznar. L'exemple de la répétition abusive et de l'utilisation des sondages afin de manipuler l'opinion publique et de pousser à faire le même choix que le journal se rapproche de la propagande, assimilant ainsi le journal *El Mundo* à un journal de propagande du PP.

Les résultats serrés des élections de 1996 nous montrent de plus que la sur-publication de sondages n'était pas cohérente dans le cadre d'un traitement objectif de l'actualité et des informations puisque le PP ne remporta les élections qu'avec avec 1,16% d'avance, avec 38,79% des suffrages contre 37,63% pour le PSOE, soit un total de 156 sièges sur 350 au parlement, ne disposant donc que d'une majorité minoritaire, insuffisante pour former un gouvernement stable, une victoire fragile et non écrasante comme l'avaient prévu certains.

L'historien Javier Tussel parle de ces élections comme d'une « victoire amère »¹³³ pour ceux qui la remportèrent, et comme d'une « douce défaite » pour les vaincus. Pour sa part, Felipe González déclarait il y a peu que « si il y avait eu une semaine de campagne supplémentaire, le PSOE l'aurait emporté »¹³⁴, une hypothèse invérifiable mais non dénuée de sens.

La tenue de débats télévisés aurait également pu favoriser le candidat socialiste et l'aider à remporter une nouvelle élection mais les deux partis majoritaires ne surent jamais se mettre d'accord alors que Luis Marinas, directeur des programmes de Telecinco en 1996 avait proposé que ceux-ci aient lieu une nouvelle fois sur la chaîne Telecinco, afin de renouveler ce qu'il avait baptisé de « premier show politique »¹³⁵ en 1993.

Mais au lieu du face à face tant attendu, les deux principaux candidats furent interviewés consécutivement sur TVE1 le 29 Février 1996, trois jours avant les élections, et Felipe González rejeta la faute de ce débat télévisé avorté entre les deux candidats sur le PP en déclarant que les membres du parti populaire « n'avaient pas confiance en la capacité de monsieur Aznar pour débattre face à lui et qu'ils ne le laissaient pas faire »¹³⁶.

Que González ait raison ou non, la stratégie du PP depuis plusieurs années se révélait enfin payante puisque José María Aznar remporta, certes avec un écart minime, les élections générales de 1996, un écart qui ne lui permettait cependant pas de diriger le pays. La seule issue possible afin d'obtenir une majorité suffisante pour diriger le pays était alors l'établissement de pactes entre le PP et les partis nationalistes basques, catalans, galiciens

¹³³TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p.33.

¹³⁴ Emission « Salvados » du 18 Mars 2012 diffusée sur la Sexta.

¹³⁵ Article de *El Mundo* du 3 Février 1996 : « Tele5 defiende los debates a 2 entre González y Aznar », annexes p. 186.

¹³⁶ Interview de Felipe González sur TVE1 le 29 Février 1996.

ou encore canariens, pactes qui furent signés en Mai 1996, des pactes qualifiés de « pactes pour la stabilité » par José María Aznar, après deux mois de longues négociations, et qui permirent au chef du PP de devenir le quatrième chef du gouvernement espagnol de l'ère post-transition.

La signature de tels pactes paraît difficile à comprendre de prime abord lorsque l'on connaît la politique antinationaliste pratiquée jusque là par la droite espagnole. Pour comprendre comment la signature de ces pactes fut réalisable, il paraît important de contextualiser la situation et de l'analyser au cas par cas. Mais avant cela, dressons un historique des pactes autonomiques les plus importants depuis le retour de la démocratie en Espagne, afin de mieux comprendre les revendications des partis nationalistes.

3.2. Historique des pactes autonomiques en Espagne

En 1981, six ans après la mort du dictateur Franco, l'Espagne vivait une période de grande instabilité politique. En effet, suite à la démission du chef du gouvernement centriste Adolfo Suárez et au coup d'état avorté du 23-F, interprété par Felipe González comme une volonté « d'empêcher la gauche d'accéder au pouvoir »¹³⁷, l'atmosphère ambiante était instable, un an avant la tenue d'élections législatives. Le centriste Leopoldo Calvo-Sotelo, alors chef du gouvernement suite à la démission de Suárez décida avec Felipe González, alors leader du premier parti d'opposition espagnol, le PSOE d'organiser une commission spéciale dirigée par le juriste García de Enterría, chargée d'évaluer la situation du pays, notamment sur le déséquilibre entre certaines communautés autonomes plus en avance que d'autres ou sur le déséquilibre entre le gouvernement central et les communautés autonomes.

La conclusion de ce rapport, donnée le 31 Juillet 1981 par Calvo-Sotelo et González donna lieu aux premiers pactes autonomiques en Espagne. Les deux dirigeants se mirent d'accord

¹³⁷ Emission Salvados du 18 Mars 2012 sur la Sexta.

sur l'existence de 17 communautés autonomes et de 2 villes autonomes, Ceuta et Melilla, point déjà abordé dans le préambule de la Constitution de 1978, disposant des mêmes institutions mais de compétences différentes. Ce premier pacte déboucha sur la LOAPA, loi organique d'harmonisation du processus autonome du 30 Juillet 1982, qui assurait un transfert de compétences progressif, au cas par cas selon les capacités des autonomies. L'immobilisme du gouvernement socialiste dans les années 1980, marqué par une volonté de ne pas transférer les compétences du gouvernement aux autonomies poussa les partis nationalistes à contester la LOAPA en affirmant que la décision de transferts de compétences du gouvernement aux autonomies ne devait pas simplement dépendre du gouvernement et d'une loi étatique. Ainsi, 14 des 38 articles de la LOAPA furent supprimés par le tribunal constitutionnel.

Une nouvelle loi censée remplacer la LOAPA vit le jour le 14 Octobre 1983, la loi de processus autonome, censée garantir un transfert de compétences équitable et contrôlé. En 1985, le tribunal constitutionnel dut résoudre 131 cas de transferts de compétences et, à partir de 1987, la situation devenait de plus en plus tendue entre le gouvernement et les autonomies.

En 1992, Felipe González, alors chef du gouvernement espagnol et José María Aznar, leader du premier parti d'opposition, le parti populaire, signèrent un deuxième pacte autonome¹³⁸, qui assurait le transfert de 32 compétences du gouvernement aux communautés autonomes, dont l'éducation ou le financement du système sanitaire.

¹³⁸ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 170.



Aznar et González lors de la signature du deuxième pacte autonome en 1992

La signature des pactes de 1992 n'empêcha pas les partis nationalistes de continuer à réclamer plus d'autonomie et plus de moyens, car même si les compétences furent transférées aux communautés autonomes, le budget qui leur est attribué est décidé par le gouvernement et voté par le parlement au début de chaque année.

Comme nous l'évoquions auparavant, José María Aznar avait besoin des votes des partis nationalistes en 1996. Ceux-ci, toujours dans le but d'obtenir plus d'autonomie pour leur C.C.A.A., négocièrent leur soutien avec José María Aznar, en échange d'un accroissement de leur autonomie. Les lois sur l'autonomie approuvées à partir des années 1980 mettent en avant et favorisent le cas par cas, chaque autonomie ayant des capacités différentes.

Etudions donc les négociations entre le PP et les partis nationalistes en 1996 au cas par cas afin de mieux comprendre comment de tels accords purent être signés.

3.3. Le cas Galicien:

Le ralliement du BNG, le Bloc Nationaliste Galicien fut facile à obtenir de la part du PP en 1996, car ce parti n'eut jamais le même impact que les partis nationalistes basques ou catalans. La mentalité du peuple galicien explique en partie ce phénomène, la Galice étant une terre d'émigration. L'écrivain galicien Alfonso Rodríguez Castelao écrivait qu'en Galice, « on ne proteste pas, on émigre »¹³⁹. La dure répression Franquiste¹⁴⁰, qui opéra dès le début de la guerre civile en 1936, parvint à éradiquer en grande partie le nationalisme galicien. Des lors, les Galiciens, peuple d'exil, préférèrent fuir la Galice, le plus souvent pour aller en Amérique, plutôt que de résister ou de coopérer, contrairement aux basques et aux catalans. Après la dictature, le BNG, parti nationaliste de Gauche, gagna en influence, notamment grâce à ses alliances avec le Parti Socialiste Galicien.¹⁴¹ Cependant, ce renouveau du Parti Nationaliste Galicien ne fut que de courte durée et il ne parvint plus, à partir de 1986, à séduire l'électorat. Pendant ce temps, le parti populaire, dans son entreprise de récupération du centre espagnol, gagna le soutien du centre galicien, ce qui permit au fondateur de l'alliance populaire, Manuel Fraga Iribarne de diriger la Galice à partir de 1990, poste qu'il occupera jusqu'en 2005.

¹³⁹ CASTELAO RODRIGUEZ, Alfonso Daniel, *Album Nos, "En Galicia no se protesta, se emigra"*, 1931.

¹⁴⁰ Film "La lengua de las mariposas" de José Luis Cuerda.

¹⁴¹ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004.

3.4. Le cas canarien

Le cas des îles Canaries est particulier, les îles n'appartenant à l'Espagne que depuis le 30 Mai 1481 et la conquête des îles par la couronne de Castille. Leur emplacement géographique, au large de l'Afrique et à environ 1400 kms des côtes européennes fit que leur développement fut plus tardif, notamment au niveau des infrastructures et de leur statut. De plus, contrairement à d'autres C.C.A.A. qui avaient rédigé des projets de statut d'autonomie avant l'arrivée de Franco en 1936, les Canaries partaient de zéro durant la Transition. Les îles Canaries obtinrent donc leur statut autonome en Août 1982, peu avant l'approbation de la LOAPA, qui contenait une version de la loi particulière pour les Canaries, la LOTRACA, loi organique de transferts complémentaires pour les Canaries.

Le transfert des compétences fut minime entre 1982 et 1996 pour les Canaries, et 1996 fut l'opportunité pour Coalición Canaria, une coalition de partis formée en 1993 et devenue parti unique en 2005 et à la tête de l'archipel depuis 1993, de réclamer une réforme de son statut, avec l'approbation du terme de nationalité pour désigner les Canaries et, en terme de détermination, l'acceptation du terme d'archipel pour désigner les îles.

De plus, les partis réclamèrent un plus grand transfert de compétences pourtant bien défini dans la LOTRACA mais peu appliqué depuis 1982.

3.5. Le cas catalan : Jordi Pujol

Les accords avec le parti nationaliste catalan de *convergencia y unión* furent beaucoup plus durs à obtenir de la part de son leader charismatique, Jordi Pujol, chef de la Généralité de Catalogne et de la coalition nationaliste catalane de *Convergencia i Unio*, qui paraissait alors être l'antithèse du chef du PP, et se révélèrent même parfois être un véritable casse-tête pour le PP.

CiU est une fédération de partis, composée de deux partis nationalistes catalans : *convergencia democrática de Catalunya* de Jordi Pujol et *Unió democrática de Catalunya*.

Ce parti s'inscrit dans la tradition nationaliste catalane qui, contrairement au nationalisme basque qui est défensif, est expansive, dans le sens où elle cherche toujours à aller vers la modernité et à obtenir plus d'autonomie en négociant avec le Gouvernement espagnol. Dans ce sens, le nationalisme Catalan n'est pas séparatiste par nature, contrairement au nationalisme basque, il cherche à obtenir plus de libertés et plus d'autonomie, afin de tirer tous les bénéfices possibles de sa relation avec l'Espagne, tout en profitant des avantages que lui accorde son autonomie. L'actualité nous prouve encore une fois cela puisqu'après la manifestation indépendantiste du 11 Septembre 2012¹⁴² à Barcelone qui réunit 1,5 millions de catalans, Artur Mas, secrétaire général de la *convergencia democrática de Catalunya*, président de CiU, président de la Généralité de Catalogne et ancien dauphin de Jordi Pujol se rendit à la Moncloa le 20 Septembre 2012 pour rencontrer Mariano Rajoy,

¹⁴² Article de *El País Cataluña* du 11 Septembre 2012 : « *El independentismo catalán logra una histórica exhibición de fuerz.* », annexes, p. 157.

afin de négocier un pacte fiscal qui favoriserait la Catalogne par rapport aux autres communautés autonomes. Suite au refus de Rajoy de signer ce pacte fiscal, Mas menaça de convoquer des élections anticipées en Catalogne, élections pour lesquelles son parti CiU ferait une campagne donc la thématique centrale résiderait dans l'indépendance de la Catalogne, une thématique qui pourrait lui permettre d'obtenir une majorité absolue et de faire le forcing pour obtenir l'indépendance de la Catalogne, lui qui n'obtint qu'une majorité relative aux élections régionales de 2010 au cours desquelles il eut à signer un accord avec le parti socialiste afin d'être élu président de la Généralité. Cependant, il paraît clair qu'en cherchant à négocier avec le gouvernement espagnol, la première préoccupation du chef de la Généralité n'était pas l'indépendance mais encore une fois de profiter de la relation bilatérale existante avec l'Espagne pour obtenir des bénéfices pour la Catalogne. Car si sa revendication principale était l'indépendance de la Catalogne, il ne chercherait même pas à négocier des accords avec le gouvernement espagnol.

Après avoir rencontré Rajoy au sujet du pacte fiscal, une réunion durant laquelle les deux hommes ne purent tomber d'accord, Rajoy arguant que les revendications d'Artur Mas allaient contre la Constitution, le catalan regretta qu'une « occasion historique de rapprochement entre l'Espagne et la Catalogne¹⁴³ » n'ait pu avoir lieu, preuve une nouvelle fois que son intention première n'était pas de réclamer l'indépendance. Un article de *El País* du 21 Septembre 2012 reprenait des propos de Rajoy disant qu'Artur Mas, lors de leur

¹⁴³ Article de *El País* du 20 Septembre 2012 : "Mas se prepara para las elecciones tras la negativa de Rajoy al pacto fiscal", annexes p. 158.

entretien n' « avait pas évoqué l'indépendance, ni un Etat propre à la Catalogne, ni rien qui y ressemblait¹⁴⁴ » mais « seulement le pacte fiscal. »

Suite à cette rencontre ratée entre Rajoy et Mas, le président de la Généralité décida de convoquer des élections anticipées le 25 Novembre afin d'obtenir la majorité absolue tant espérée. Dans le discours qu'il donna au Parlement, un discours orienté sur le thème de sa future campagne électorale, l'auto-gouvernance de la Catalogne, il ne prononça cependant pas une seule fois le mot « indépendance », ce qui nous oblige à nous poser des questions sur les réelles motivations de CiU. Cependant, l'annonce d'un referendum pour l'indépendance, « avec ou sans l'accord » du gouvernement espagnol nous pousse à nous interroger sur les réelles intentions de Mas. L'avenir nous dira si Mas chercha simplement à exercer une pression sur le gouvernement pour obtenir le pacte fiscal ou s'il est prêt, en cas de victoire aux élections du 25 Novembre et d'un « oui » à l'indépendance, si le referendum peut avoir lieu, à mener l'action indépendantiste à son terme.

En 1996, Jordi Pujol était tout à fait dans cette optique de relation bilatérale entre l'Espagne et la Catalogne, c'est pourquoi il accepta de négocier avec le PP, dans le simple but d'obtenir des avantages de ces pactes, mais en aucun cas pour un quelconque rapprochement idéologique. Depuis son rétablissement en 1980, la Généralité a toujours été dirigée par la CiU ou par des dirigeants de gauche, avec Jordi Pujol à sa tête de 1980 à 2003, puis avec Pascual Maragall du parti socialiste catalan de 2003 à 2006 et José Montilla Aguilera de

¹⁴⁴ Article de *El País* du 21 Septembre 2012 : « *Rajoy dice que Mas no le habló de Estado propio o independencia ni de elecciones* », annexes p. 156.

2006 à 2010, qui céda sa place comme nous le vîmes auparavant à Artur Mas, qui dut signer des accords avec le PSC pour être investi comme président de la Généralité.

Jordi Pujol s'était également rapproché du parti socialiste en 1995 suite à de nombreuses défaites subies par son parti. En effet, aux élections municipales pour la ville de Barcelone, le candidat de Jordi Pujol, Miquel Roca fut sévèrement battu par le socialiste Pascual Maragall, futur président de la Généralité de 2003 à 2006. CiU perdit également la majorité au Parlement catalan et Joan Rigol de CiU fut remplacé à la tête dudit parlement par Joan Reventos, propulsé à ce poste par une coalition des quatre partis de l'opposition, à la surprise de Jordi Pujol qui n'imaginait pas voir le PP négocier avec Esquerra Republica de Catalunya ou avec les écologistes, des partis fortement ancrés à gauche.

Interrogé aujourd'hui sur son soutien au PSOE au début des années 1990 alors que ce parti vivait des moments difficiles comme nous l'avions évoqué auparavant, Pujol déclarait en Mars 2012 « qu'il avait bien fait même si tout le monde l'avait critiqué pour cela¹⁴⁵.» Il fut même un soutien sans faille pour le ministre de l'intérieur de Felipe González, Barrionuevo condamné à 10 ans de prison pour être impliqué dans l'affaire des GAL, qui qualifie Jordi Pujol de « personnage de plus attractif de la démocratie espagnole, un personnage très influent en Espagne, et ce de manière positive », « un de ceux qui appelèrent ma femme pour lui proposer de l'aide pour elle et mes enfants » lorsqu'il fut arrêté pour l'affaire des GAL.

Cependant, forcé de convoquer des élections anticipées pour la Généralité en 1995, Pujol perdit la majorité absolue et dix sièges au parlement, passant de 70 à 60 sièges. Il rejeta

¹⁴⁵ Emission « *Salvados* » du 4 Mars 2012 diffusée sur la Sexta.

alors la faute de cet échec sur le parti socialiste en disant que le fait de s'être rapproché d'un parti entaché par des affaires de corruption dans le passé avait nui à l'image de son parti. Cependant, certains membres du parti de Jordi Pujol furent également impliqués dans des affaires de corruption. Ce fut le cas de Jaume Roma, « conseiller » de politique territoriale et de travaux publics, à l'origine du « cas Roma ».

Le jeune politique de la CiU se fit construire une maison luxueuse en profitant de faveurs accordées par des constructeurs à qui il avait auparavant vendu des chantiers publics. Ne pouvant justifier du coût d'une telle maison et ne pouvant présenter les factures de la construction, Pujol le força à démissionner.

Jordi Pujol reprocha également au gouvernement socialiste de privilégier le développement de la ville de Madrid à celui de Barcelone, notamment avec l'extension du métro madrilène et ne supporta pas le recouvrement de la dette de la capitale espagnole par l'Etat¹⁴⁶, ce qui rendit le dialogue entre Felipe González et les membres de CiU quasi inexistant¹⁴⁷.

En 1996, Jordi Pujol refusa donc d'approuver le budget du gouvernement socialiste et se positionna contre la continuité du gouvernement¹⁴⁸ de Felipe González qui se trouvait de plus en plus délaissé par ses anciens alliés.

Dans le même temps, Jordi Pujol se trouva isolé et dos au mur dans la vie politique espagnole, puisque de son côté, le PP ne lui pardonnait pas ses rapprochements avec le PSOE dans le passé. Un article écrit par Albert Montargut et paru dans *El Mundo* le 1^{er}

¹⁴⁶ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 177.

¹⁴⁷ Article paru dans *El Mundo* du 5 Mars 1996 : "Rodrigo Rato se encargara de los contactos con los nacionalistas catalanes y vascos", annexes p. 163.

¹⁴⁸ Archives *El Mundo*, Novembre 1995, annexes p. 160.

Janvier 1996 intitulé « Hacia el post-pojulismo » dénonçait le « pojulismo », qu'il définissait comme « un mouvement politico-social créé par Pujol dans le simple but d'obtenir une Catalogne adaptée à ses désirs et ses convictions, bien qu'éloignée d'un consensus global et d'une pluralité politique. » Pour résumer la situation du parti nationaliste catalan au début de l'année 1996, CiU avait donc perdu la majorité absolue au parlement, son leader Jordi Pujol s'opposait fortement à son ancien collaborateur Felipe González alors que le PP, traditionnellement antinationaliste, rejetait le parti de Jordi Pujol car il s'était allié dans le passé avec le PSOE, une situation bien inconfortable pour le président de la Généralité, qui fut près de tout perdre en 1996.

Cependant, « la victoire amère » du PP en 1996 poussa José María Aznar à se rapprocher de Jordi Pujol afin d'obtenir une majorité suffisante au Parlement, des accords qui seraient durs à trouver suite aux relations tendues entre les deux hommes dans le passé.

Le parti populaire, et en particulier José María Aznar, firent alors les yeux doux aux nationalistes dans le but de récupérer leurs votes. Un exemple frappant fut l'interview du récent vainqueur des élections générales de 1996 dans laquelle il déclara qu'il comprenait le catalan, qu'il lisait des textes en langue catalane depuis de nombreuses années, qu'il la parlait dans l'intimité et qu'il s'agissait d'une des plus belles langues qu'il lui avait été donné d'entendre.¹⁴⁹ Autant de flatteries qui témoignent une nouvelle fois du pragmatisme du leader du PP, prêt à tout afin d'accéder au pouvoir. Ces flatteries ne cachèrent cependant en rien le véritable mépris du parti populaire envers le chef de la généralité catalane, et l'on se souvient du slogan scandé par certains membres madrilènes peu avant les résultats

¹⁴⁹ <http://www.youtube.com/watch?v=9Sgty4Cey08>

électoraux qui disait, « Pujol enano, habla castellano ! »¹⁵⁰, que l'on peut traduire par "Pujol le nain, parle castillan !" Pujol déclarait il y a peu dans une interview accordée à Jordi Evole dans l'émission Salvados sur la Sexta que le trait principal qui caractérisait José María Aznar était « l'arrogance » et qu'il avait « beaucoup de caractère » mais qu'il avait pour vertu de « ne pas mentir », contrairement selon lui à José Luis Rodríguez Zapatero qui, toujours selon Pujol, « a menti à beaucoup de gens » lors des discussions sur le statut de la Catalogne, même si selon lui, qu'il s'agisse de Felipe González, un homme « habile » qui a « le don de plaire », d'Aznar ou de Zapatero, avec qui il a pu négocier, prouve une nouvelle fois du caractère pragmatique et non rattaché à une idéologie de gauche ou de droite du nationalisme catalan, « ils n'accomplirent pas tout ce qu'ils avaient promis¹⁵¹ ».

La raison principale de l'appui de Pujol à Aznar fut donc un objectif électoral et la promesse de concessions accordées par Aznar à la Catalogne, notamment la baisse de la taxe sur la valeur ajoutée sur les autoroutes catalanes ou la gestion de la politique de l'INEM¹⁵², l'institut national de l'emploi, fut suffisante pour obtenir l'accord du président de la Généralité. De plus, comme le raconte Pujol, Felipe González fut l'un des premiers à le contacter le lendemain des résultats de 1996 pour lui dire de signer des accords avec Aznar car « le pays avait besoin d'un gouvernement » et car Felipe González se refusait à « pactiser avec le parti communiste¹⁵³ », un des partis qui avait réalisé une opération de

¹⁵⁰ ALONSO PEREZ, Matilde, FURIO BLASCO Elies, BIRABENT CAMARASA, Christel, *Panorama de l'Espagne contemporaine ou 30 ans de transformations politiques économiques et sociales* (Ellipses Marketing, 2008).

¹⁵¹ Emission « Salvados » du 4 Mars 2012 diffusée sur la Sexta.

¹⁵² TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p.177.

¹⁵³ *Idem.*

« pince¹⁵⁴ » avec le PP comme la nomme Tusell , une opération par laquelle le parti communiste d'Anguita et le PP « s'opposaient » au gouvernement de Felipe González. Pedro J. Ramírez alla jusqu'à organiser des réunions dans sa propre maison entre Aznar et Anguita pour qu'ils puissent définir leur stratégie d'opposition commune au PSOE¹⁵⁵.

Une autre condition exigée par CiU lors des pactes de 1996 fut la tête d'un des membres influents du PP en Catalogne à l'époque, Aleix Vidal Quadras.

Après un court passage par Convergencia y Union, Aleix Vidal-Quadras devint député pour alliance populaire puis pour le PP au parlement catalan de 1988 a 1996. Président du parti populaire de Barcelone puis du parti populaire de Catalogne entre 1991 et 1996, il fut également conseiller municipal de Barcelone entre 1991 et 1996, ce qui faisait de lui le référent numéro un du PP en Catalogne. Choisi par José María Aznar pour être le numéro un du parti en Catalogne lors de congrès régionaux organisés par le PP à partir de 1990 pour restructurer le parti, la candidature de Vidal-Quadras connut quelques réticences.

En effet, Jorge Fernández Díaz, alors leader du PP en Catalogne et aujourd'hui Ministre de l'Intérieur de Mariano Rajoy voulait présenter sa candidature. Soutenu par son frère Alberto Fernández Díaz, aujourd'hui président du groupe municipal du PP en Catalogne et par Ignacio Oleart, candidat pour Alliance populaire au parlement catalan en 1984 puis membre influent du PP en Catalogne dans les années 1990, Jorge Fernández Díaz força les divisions au sein du parti puisque Vidal-Quadras ne fut choisi que par 58 % des militants du PP en 1990 pour présenter sa candidature unique soutenue par José María Aznar.

¹⁵⁴ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 28.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 28.

Réputé pour son aversion pour les nationalismes, puisqu'il pense que "fragmenter l'Espagne", la rendrait "plus faible et plus pauvre" et ferait de l'Espagne "bien moins que ce qu'elle est aujourd'hui¹⁵⁶", Aleix Vidal-Quadras qualifia le fondateur du parti nationaliste basque, Sabino Arana, de « psychopathe dangereux » dans une interview accordée en 2007 au journal *El País*. En 2009, il qualifiait ceux qui avaient sifflé l'hymne espagnol lors de la finale de la coupe du roi de football entre le FC Barcelone et l'Athletic de Bilbao et qui réclamaient l'indépendance de la Catalogne ou du Pays basque de « groupe d'écervelés¹⁵⁷», arguant qu'ils « ne savaient pas de quoi ils parlaient » car selon lui, la sécurité sociale catalane était déficitaire et que sans l'aide de l'Espagne, la Catalogne ne pourrait pas payer ses retraites et rembourser les frais médicaux à ses habitants.

Anti-nationaliste, Vidal-Quadras se montra toujours très critique envers la politique linguistique de Jordi Pujol qui voulait favoriser l'apprentissage du catalan par rapport au castillan dans les écoles catalanes. L'une des exigences de Jordi Pujol lors de la signature des pactes de 1996 qui permirent à José María Aznar de devenir président du gouvernement espagnol fut ainsi de demander la destitution d'Aleix Vidal-Quadras en Catalogne, une exigence acceptée par celui qui s'était pourtant battu pour placer le député catalan à la tête du PP catalan.

Comme nous l'évoquions auparavant, l'action politique de Pujol et des nationalistes, au pouvoir en Catalogne depuis déjà 16 ans au moment des élections était de plus en plus critiquée, et les résultats électoraux le faisaient bien sentir puisque la CiU se maintenait à la

¹⁵⁶ Emission "El gato al agua" du 19 Février 2012 diffusée sur IntereconomiaTV.

¹⁵⁷ *Idem*.

tête de la Généralité grâce à des alliances, tantôt avec la Esquerra Republicana Catalana, tantôt avec le parti populaire¹⁵⁸ et les rapports entre les catalans et le gouvernement González étaient devenus très tendus, ce qui explique qu'il n'est pas illogique que Jordi Pujol, afin de consolider sa majorité à la Généralité grâce à l'aide du PP et afin d'avoir un rôle dans la vie politique espagnole, d'avoir une influence sur le futur gouvernement et d'obtenir plus de droits et d'autonomie, ait privilégié un accord avec le PP et signé les pactes de 1996 avec José María Aznar.

Cependant, les dissidences entre CiU et le PP étaient tellement grandes que Pujol ne chercha pas à faire partie du gouvernement, mais à rester en position de force en exerçant simplement une pression externe¹⁵⁹, une pression semblable à celle exercée par Artur Mas aujourd'hui, même si la victoire aisée de Mariano Rajoy en 2011 ne l'obligea pas à signer des pactes avec les partis nationalistes.

¹⁵⁸ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p.180.

¹⁵⁹ *Ibid.*

3.6. Le cas basque :

S'il y a un ralliement au PP qui fut plus étonnant, c'est bien celui du PNB, le Parti Nationaliste Basque, parti traditionnaliste espagnol le plus ancien avec le PSOE, qui revendique l'existence d'une nation basque, différente de la nation espagnole.

Le PNB fut fondé en 1885 par Sabino Arana Goiri, considéré comme le père du nationalisme basque, qui tenait un discours xénophobe envers les espagnols et qui basait sa rhétorique sur la haine de l'Espagne¹⁶⁰. Il prônait donc un nationalisme défensif, c'est-à-dire de résistance face à « l'invasion castillane » et militait pour l'indépendance de la Biscaye, une des provinces du Pays Basque espagnol. Même si ce parti a depuis évolué vers une orientation plus démocratique et qu'il a adouci son discours, on peut tout de même se demander comment il put signer des pactes visant à aider José María Aznar, un homme politique qui refusait l'idée d'une nation basque¹⁶¹ et qui s'opposait à toute forme de nationalismes.

En effet, bien qu'il accepte l'existence de régionalismes et la pratique courante de langues autres que le castillan en Espagne, José María Aznar refuse de considérer le Pays Basque ou la Catalogne comme des nations à part entières et rejette donc l'idée de nation de nations ou d'état plurinational pour qualifier l'Espagne car selon lui, « l'impossibilité des propres nationalistes d'établir des critères objectifs qui leur permettent de s'identifier à une nation

¹⁶⁰ ARANA, Sabino, "Que somos?", annexes.

¹⁶¹ Mémoire de Master 1 : « Les gouvernements de José María Aznar (1996-2004), entre transition(s) et nouvelle approche du politique en Espagne », Partie 2 : « Une nouvelle droite espagnole », chapitre 4 « Sa vision de la Constitution », p. 46.

comme telle est bien connue¹⁶² », alors que les critères prévalant et communs à tous les espagnols seraient « la romanisation et la christianisation », des liens culturels unificateurs selon lui. Cette affirmation mérite d'être contrastée puisque certains historiens comme Pierre Vilar ont prouvé que la Catalogne par exemple avait toujours possédé des éléments constitutifs d'une nation puisque « dès le 13^{ème} siècle, la Catalogne apparaissait comme un état national, extrêmement précoce, disposant d'une forte solidarité interne, d'une conscience de l'empire, sans aucun doute unique en Europe¹⁶³ », un « plébiscite de tous les jours¹⁶⁴ » qui caractérise une nation selon Ernest Renan. En lisant ces déclarations d'Aznar, on comprend alors mieux pourquoi il choisit Aleix Vidal-Quadras pour diriger le PP catalan, un homme qui refusait l'idée d'une Espagne « fragmentée¹⁶⁵. »



On perçoit ici la réelle opinion de José María Aznar sur les nationalismes et sur le concept d'état plurinational, « réducteur et agressif¹⁶⁶ » selon lui, bien qu'il accepte cependant l'idée d'un état « plural¹⁶⁷ », qui disposerait d'un gouvernement fort, qui attribue les pouvoirs aux Communautés Autonomes et qui fixe leurs limites tout en leur imposant une ligne directrice, la réussite de la nation espagnole. Cette vision est

¹⁶² *ibid.*, p. 34.

¹⁶³ VILAR, Pierre, *La Catalogne dans l'Espagne moderne*, Paris, Flammarion, 1992.

¹⁶⁴ RENAN, Ernest, *Qu'est ce qu'une nation ?*, Flammarion, champs classiques, 2011.

¹⁶⁵ Emission "El gato al agua" du 19 Février 2012 diffusée sur IntereconomiaTV.

¹⁶⁶ AZNAR, José María, *La España en que yo creo*, Noesis, 1995, p. 194.

¹⁶⁷ AZNAR, José María, *España: La segunda transición*, Madrid, 7^e éd. , Espasa Calpe, 1995, p. 34.

aujourd'hui rejetée par les partis nationalistes, notamment par le CiU qui réclame plus d'indépendance et moins d'imposition de la part de l'Etat, mais qui refuse également le modèle fédéral proposé par le PSOE.

En effet, alors que le PSOE d'Alfredo Pérez Rubalcaba réclame aujourd'hui la mise en place d'un état fédéral même si cela venait à faire changer la Constitution, Rajoy justifie toujours ses refus en évoquant un non-respect d'une Constitution « non-immuable¹⁶⁸ » selon le leader socialiste. José María Aznar refusait lui l'idée du « mythe fédéral¹⁶⁹ » qui supposerait « une conception nationale unitaire¹⁷⁰ » inexistante en Espagne, ce qui reviendrait non pas à « unir ce qui ne l'est pas, mais à solidifier ce qui est mal uni ». Ce modèle fédéral est aujourd'hui également refusé par la Catalogne et son leader Artur Mas, qui considère que « personne en Espagne ne croit au fédéralisme » et que l'ancien président socialiste de la Généralité Pasqual Maragall, qui avait défendu ce modèle fédéral s'était pris un « portazo monumental¹⁷¹. » L'interprétation du fédéralisme faite par José María Aznar paraît cohérente et le modèle qui semble le plus à même de définir la réalité espagnole est le modèle autonome, défini par Aznar comme « un état territorial fortement engagé, tendant à équiper juridiquement et politiquement les communautés autonomes qui le composent, tout en garantissant leurs singularités¹⁷² ».

L'explication de l'alliance entre le PP et le PNB est en réalité similaire en quelques points au ralliement de CiU. En effet, le PNB dirigé en 1996 par Xabier Arzalluz, député pour Guipúzcoa au parlement basque et président du PNB entre 1980 et 2004, dirigeait jusque là la communauté autonome du Pays Basque en alliance avec le PSOE. Mais aux élections

¹⁶⁸ Journal télévisé de Telecinco du 24 Septembre 2012 présenté par Isabel Jiménez.

¹⁶⁹ AZNAR, José María, *España: La segunda transición*, Madrid, 7^e éd., Espasa Calpe, 1995, p. 35.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 36.

¹⁷¹ Article de *El Mundo* du 26 Septembre 2012 : « *Mas impulsara la consulta independentista aunque el gobierno no lo autorice.* », annexes p. 166.

¹⁷² *Idem*, p. 37.

générales de 1996, Le PNB fut battu par le PP et le PSOE. Le PNB, déjà en alliance avec le PSOE à Vitoria, décida alors d'adopter une stratégie de double alliance afin de pouvoir négocier avec chaque parti, tout en ayant la possibilité de contacter l'autre parti en cas de désaccord. Cette stratégie peut paraître astucieuse et pragmatique, mais en aucun cas idéologique, et elle permit au PNB de gagner en pouvoir en signant les pactes de 1996, notamment la participation d'Euskadi dans les décisions relatives à la communauté européenne et la dévolution du patrimoine perdu durant la guerre civile. De plus, le PNB exigea que l'on révisé tous les cinq ans les relations financières entre le gouvernement central et le Pays Basque et le développement d'un Trésor Public basque autonome.

Ceci nous montre bien que pour les catalans comme pour les basques, les signatures de pactes avec le PP de José María Aznar ne furent en aucun cas idéologiques mais plutôt stratégiques dans le but de gagner en autonomie et de se rapprocher de l'autogouvernance. Le fait de refuser les pactes de la part des partis nationalistes aurait remis en cause le système démocratique et constitutionnel encore jeune en 1996 en Espagne.

3.7. Les pactes de 1996, une manœuvre électorale

Si la signature de pactes par les partis nationalistes fut stratégique, on peut aujourd'hui constater que, du côté du gouvernement du parti populaire, la politique d'alliance avec les différents partis nationalistes espagnols fut très habile d'un point de vue stratégique de la part de José María Aznar qui, par pragmatisme et dans le simple but d'être élu, accorda quelques concessions aux partis nationalistes, concessions qui ne furent pas toujours respectées ou du moins durant peu de temps.

Car si Jordi Pujol disposait en 1996 d'un pouvoir d'influence important auprès du gouvernement du PP, il perdit toute cette influence durant les élections autonomes de 1999, élections durant lesquelles il eut besoin des votes des 12 députés PP pour être réélu chef de la Généralité de Catalogne. Il les obtint et eut la majorité avec une seule voix d'écart. Cependant, Aznar ne lui accorda pas ses votes gratuitement et, la situation s'étant inversée par rapport à 1996, Pujol devint alors un « otage »¹⁷³ du gouvernement d'Aznar, qui bénéficiait alors du soutien majoritaire du peuple, une sorte de revanche de la part du chef du gouvernement qui n'avait pas oublié les nombreuses conditions exigées par Pujol en 1996 et la longueur des négociations qui durèrent près de 2 mois.

La désillusion ne fut pas moins grande du côté du PNB puisque l'influence du PP ne cessa de grandir au Pays Basque, au point de menacer l'hégémonie du PNB, et José María Aznar n'hésita pas à fustiger la politique du PNB, faisant l'amalgame entre le terrorisme basque et

¹⁷³ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p.181.

le PNB, afin d'obtenir des voix aux élections autonomes et locales de 1998 et 1999¹⁷⁴, et à ne pas respecter les normes des accords signés en 1996¹⁷⁵. Dans un article publié le 9 Avril 2000 dans le journal basque Deia, Xabier Ardalluz évoquait cet amalgame fait par Aznar, bien aidé dans cette tâche par le quotidien *El Mundo*, entre le PNV et ETA. Voici ce que déclarait Ardalluz à ce sujet dans Deia :

« A mon avis, PedroJota est en soi un délinquant. L'intention de Mayor Oreja, de PedroJota et de tant d'autres qui nous ont blâmés depuis un moment parce que nous protestions contre le mensonge, la manipulation ou contre les insultes de certains journalistes sectaires et mercenaires est bien claire, nous mordre. »

Lors de sa première conférence de presse qui suivit son intronisation comme nouveau chef du gouvernement, José María Aznar voulut faire un bilan des pactes réalisés avec les différents partis nationalistes et assurer que ces pactes avaient été faits dans le but de procurer de la stabilité au pays. Il déclara ainsi :

« Des accords politiques profonds, comme on n'en avait jamais vu dans la vie politique de notre pays d'un point de vue parlementaire et d'un point de vue de l'engagement parlementaire et de l'engagement gouvernemental autour, non seulement d'une investiture mais autour de la stabilité d'un gouvernement et de la durée d'une législature. De plus, que cela serve également à produire en même temps des rencontres historiques jamais vues auparavant entre gouvernement et forces politiques, et bien je crois qu'il s'agit là d'une donnée très positive », qui apporte « la garantie de la stabilité et de l'action du

¹⁷⁴ *ibid.*, p. 192.

¹⁷⁵ *ibid.*, p. 192.

gouvernement. » Ainsi, le nouveau chef du gouvernement espagnol mettait en avant la bonne entente entre le gouvernement espagnol et les nationalistes, alors que les

négociations avaient été des plus âpres et avaient duré deux mois et que les accords ne résolvaient en aucun cas les questions d'identité soulevées par les partis nationalistes.

Interrogé il y a peu par son ami Pedro J. Ramírez sur la chaîne Veo7, Aznar déclara qu'ils avaient fait « à un moment donné, car c'est ce qu'avaient décidé les Espagnols, des pactes transparents et publics, qui étaient des pactes qui répondaient à un changement désiré par les Espagnols et qui se situaient plus ou moins dans la stabilité. » Afin de critiquer les supposés pactes effectués entre ETA et le gouvernement socialiste, il rajouta qu' « il y avait des pactes pour la stabilité et d'autres pour l'instabilité. »

Les actions antinationalistes entreprises par le gouvernement Aznar suite à son élection, notamment lors du second mandat lorsqu'il obtint la majorité en 2000, nous poussent à penser que cet attrait pour les nationalistes et cette envie soudaine de négocier avec eux et de les écouter n'était qu'une tromperie pour accéder au pouvoir, une nouvelle preuve du pragmatisme qui caractérisa José María Aznar et qui continue de le caractériser aujourd'hui. Voyons à présent la formation du gouvernement de 1996.

3.8. Le gouvernement de 1996

Une fois José María Aznar investi le 4 Mai 1996, les différents Ministres choisis par le nouveau chef du gouvernement pouvaient commencer leur travail lors du premier conseil des ministres organisé le 6 mai 1996. Son gouvernement, composé de 14 Ministres, bien loin de la parité pratiquée par certains gouvernements, était composé de 10 hommes et 4 femmes, tout de même le gouvernement composé de la « plus forte proportion de femmes

de l'histoire¹⁷⁶ » à l'époque. Le PP qui avait remporté les élections en se rapprochant du centre et en se qualifiant de parti de centre-droit exerça une légère ouverture en 1996 en nommant trois anciens membres de l'UCD comme ministres, Jaime Mayor Oreja, membre de l'UCD de 1977 à 1983, puis du parti démocrate populaire en 1983, avant de créer un parti centriste basque en 1987, « l'Union du peuple basque » puis de rejoindre l'alliance populaire en 1989. Il fut ministre de l'Intérieur jusqu'en 2001, un poste stratégique puisqu'il dut gérer la trêve annoncée par ETA en 1998 alors que le chef du gouvernement se trouvait à l'étranger et prit part aux négociations avec la bande terroriste suite à cette tentative de trêve. Parmi les anciens centristes du gouvernement Aznar on comptait également Javier Arenas, Ministre du travail de 1996 à 1999, membre de l'UCD de 1983 à 1986, puis du parti démocrate populaire de Mayor Oreja de 1986 à 1989, année durant laquelle il rejoint, comme Mayor Oreja, le PP. On comptait également comme ancien centriste dans ce gouvernement Rafael Arias-Salgado, ministre de l'équipement, ancien ministre de la présidence d'Adolfo Suárez de 1980 à 1981 puis Ministre de l'administration territoriale de Leopoldo Calvo-Sotelo de 1981 à 1982, avant de rejoindre le PP en 1993.

Si Aznar avait nommé des anciens centristes comme ministres, symbole de la modernité affichée par le parti depuis plusieurs années, il n'oublia pas les racines de son parti et de l'alliance populaire en nommant José Manuel Romay comme Ministre de la santé, qui faisait partie avec Isabel Tocino et Abel Matutes de la « vieille garde du parti » qui était le symbole « de la mainmise de Fraga¹⁷⁷ », secrétaire d'état sous le franquisme de 1963 à 1966 puis

¹⁷⁶ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 93.

¹⁷⁷ *ibid.*, p. 91.

sous-secrétaire de la présidence en 1974 et sous-secrétaire de l'Intérieur en 1975. D'ailleurs, si l'on inclut José Manuel Romay, membre de l'alliance populaire depuis sa création en 1976, 8 des 14 Ministres du gouvernement Aznar étaient des anciens membres de l'alliance populaire, des nominations qui rompaient avec l'image de modernité vendue par le parti depuis plusieurs années, avec des nominations comme celles de Rodrigo Rato, membre de l'AP depuis 1979 et longtemps favori pour succéder à Fraga à la tête du parti¹⁷⁸, « un entrepreneur fortuné qui avait intégré le directoire d'alliance populaire grâce à son père, un ami de Fraga¹⁷⁹ », Ministre de l'économie et des finances en 1996, directeur du fond monétaire international de 2004 à 2007, puis directeur de Bankia de 2010 à 2012, une des banques ayant bénéficié du fond de restructuration ordonnée bancaire du gouvernement espagnol et nationalisée le 9 mai 2012, ce qui poussa Rato à démissionner le même jour. Mariano Rajoy, membre de l'AP depuis 1981 et Ministre de l'administration sous Aznar, aujourd'hui chef du gouvernement espagnol depuis 2011 faisait également partie de ce gouvernement, tout comme Esperanza Aguirre, membre de l'AP depuis 1987, Ministre de l'éducation et des sciences en 1996, présidente de la communauté de Madrid jusqu'à sa démission en Septembre 2012. Francisco Álvarez-Cascos, membre de l'AP depuis sa création en 1976, vice-président et Ministre de la présidence, aujourd'hui leader du FAC, forum asturien des citoyens, parti créé suite à l'impossibilité d'Álvarez-Cascos de se présenter comme candidat pour le PP aux législatives en Asturies était également présent. Ignacia de Loyola de Palacio, membre de l'AP depuis 1977 avait été nommée Ministre de

¹⁷⁸ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 91.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 91.

l'agriculture en 1996, poste qu'elle occupa jusqu'en 1999 avant de devenir vice-présidente de la commission européenne. Abel Matutes, Ministre des affaires étrangères en 1996, se disait militant de l'AP les années 1980 bien qu'il ne se soit affilié officiellement au PP qu'en 2008. La ministre du nouveau ministère de l'environnement, un ministère anciennement inclus dans le ministère des travaux publics, des transports et de l'environnement sous González, un ministère dirigé par Isabel Tocino, membre de l'alliance populaire de Manuel Fraga depuis 1983. Enfin, les trois Ministres indépendants non affiliés à l'UCD ou au PP avant 1996 étaient la technocrate Margarita Mariscal, juriste jusqu'en 1996 lorsqu'elle fut nommée Ministre de la justice, Josep Piqué, entrepreneur catalan et ancien chef du Circulo de la Economía, la communauté internet des chefs d'entreprises, qui avait été directeur général de l'industrie de la Généralité, aujourd'hui à la tête de la compagnie aérienne Vueling, et qui fut nommé Ministre de l'industrie et de l'énergie par Aznar en 1996, et Eduardo Serra, ancien chef de cabinet du centriste Albert Oleart en 1981, alors Ministre de l'industrie d'Adolfo Suárez, puis secrétaire d'état du Ministre socialiste de la Défense en 1983 Narcis Serra avant de démissionner en 1987.



Photo du 1^{er} gouvernement de José Maria Aznar avec le couple royal en 1996

Le gouvernement fondé par José María Aznar était tout à fait représentatif du changement et de l'image de modernité prônée par le PP depuis 1989, un changement bien plus dans la forme que dans le fond. En effet, alors que le PP avait promis une baisse des dépenses publiques et s'était plaint du trop grand nombre de ministres sous Felipe González, Aznar nomma 14 ministres, le même nombre que sous González en 1996.

L'ouverture vers le centre n'était que superficielle et témoignait d'une manœuvre électorale entreprise par la droite depuis la fin de l'UCD dans le but de récupérer un électorat centriste indécis, puisque les trois anciens ministres de l'UCD s'étaient totalement ralliés au PP et en étaient devenus des membres à part entière¹⁸⁰. De plus, comme nous l'évoquons auparavant, 8 des 14 ministres étaient des membres de longue date de l'alliance populaire de Manuel Fraga, ancien ministre franquiste et condamné à l'échec de

¹⁸⁰ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 92.

par son passé proche du défunt dictateur. Il est alors légitime de se demander en quoi les 8 ministres du gouvernement qui soutenaient Fraga lui seraient-ils différents ?

Le changement prôné par le PP depuis plusieurs années ressemblait plus en réalité à un changement d'image qu'à un changement idéologique, comme si l'on avait repeint un vieux bâtiment afin d'en cacher les fondations pourries et inondables.

On peut également constater que malgré les négociations et les pactes conclus avec les différents partis nationalistes espagnols, aucun membre de ces partis n'était présent dans ce gouvernement, et l'on peut se demander en 1996 si ce gouvernement, composé d'anciens membres de l'AP, un parti traditionnellement antinationaliste, respectera les pactes signés avec les nationalistes.

Conclusion

L'arrivée de José María Aznar au pouvoir en 1996 marque l'émergence d'une nouvelle approche du politique en Espagne. En effet, en adoptant une stratégie de rapprochement vers le centre, le PP cessa d'être un parti de classes pour devenir un parti de masse, dont le but ultime serait d'arriver au pouvoir en séduisant un maximum d'électeurs. C'est ce que certains spécialistes politiques ont nommé la « politique professionnelle¹⁸¹ » ou « politique postmoderne », définie par les deux professeurs de l'université d'Oxford Brookes, Barrie Axford et Richard Huggins, sous le terme de « populisme postmoderne », que l'on « trouve dans de nombreux pays occidentaux de nos jours et qui peut être vu comme l'apparition dans la vie politique de partis médiatiques dominés par des leaders forts¹⁸² », qui vendent « systématiquement leurs partis comme des marques et dont les leaders politiques portent un discours hautement centré sur eux-mêmes ». C'est tout à fait le cas du PP de José María Aznar qui, s'il manqua au départ de charisme pour s'imposer

¹⁸¹ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 500.

¹⁸² Article écrit par Barrie Axford et Richard Huggins de l'université de Oxford Brookes : "Anti-politics or the triumph of postmodern populism in promotional cultures?", 1997.

dans la vie politique espagnole, fut toujours un leader respecté et incontesté au sein de son parti, et soutenu par un puissant groupe de presse et de communication. La fin des partis de classes dans nos sociétés contemporaines marque la fin des idéologies et tend à réduire les extrêmes, ce qui pousse les citoyens à voter pour des personnalités politiques et ce en fonction des circonstances, et non pour des idéologies précises. C'est ce qui explique l'élection de José María Aznar, puisque comme nous l'avons vu dans ce travail, les Espagnols étaient fatigués du personnage de Felipe González et de l'image d'un gouvernement corrompu, et virent dans la rigueur proposée par Aznar un changement possible qui sortirait le pays de la crise, « une alternative au socialisme de Felipe González¹⁸³. »

Dans un système politique polarisé, c'est-à-dire un système dans lequel « le processus d'accentuation des oppositions et la radicalisation des positions partisans¹⁸⁴ » se fait de plus en plus forte, José María Aznar, voyant que le message traditionnel diffusé depuis des années par son ancien leader Manuel Fraga ne fonctionnait pas, se tourna vers une troisième voie, le centre, défini par Charlotte Chevallier Perron comme « une tentative de créer des identités partisans 'nouvelles' par rapport aux autres formations politiques, et plus précisément une identité non conditionnée à une appartenance de classes¹⁸⁵ », une sorte de refuge pour le PP afin que l'on cesse de l'assimiler à une droite franquiste et

¹⁸³ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 24.

¹⁸⁴ Thèse de Charlotte Chevallier Perron de l'université de Paris 8 et L'Europa-Universität Viadrina : *Essai d'interprétation des phénomènes centriste européens : Analyse comparative France, Allemagne, Pologne*, Décembre 2006, p. 21.

¹⁸⁵ *ibid.*, p. 21.

radicale et une opportunité de séduire un nouvel électorat qui ne serait pas forcément de droite mais qui aurait une envie de changement, d'alternance.

Cependant, la vision du centre tel que le concevait Adolfo Suárez, c'est-à-dire autour d'un consensus, de l'unanimité et de l'unicité, une vision en réalité utopique qui ne prend pas en compte la pluralité politique et les divergences d'opinions possibles en démocratie et ainsi qualifiée « d'intransigeante¹⁸⁶ » par Charlotte Chevalier Bellon, est bien différente de la vision du centre proposée par José María Aznar, une vision dite « réaliste¹⁸⁷ » puisqu'elle ramène la décision à la majorité au sein du groupe. On ne peut en effet dire que la politique centriste prônée par le leader du PP jusqu'en 1996 fut basée sur le consensus puisqu'elle se basa sur « une addiction à la confrontation¹⁸⁸ » et sur la destruction de son rival Felipe González.

Comme nous l'évoquions précédemment, la vision de consensus « intransigeant » tel que le concevait Suárez est utopique et ne fut pas réelle, les tueries d'Atocha en sont le témoignage le plus flagrant. Cette vision ne pourrait en aucun cas s'adapter à nos sociétés contemporaines puisque les divergences entre les partis et les personnalités politiques sont les résultantes de longs et coûteux changements opérés dans les sociétés modernes. Il n'est pas bon pour autant de ne pas croire en l'avenir et en un possible accord entre plusieurs partis politiques semblables aux accords de la Moncloa de 1977 pour sortir de la crise actuelle, un accord qui se baserait sur l'avis de la majorité, un consensus « réaliste ».

¹⁸⁶ *ibid*, p. 67.

¹⁸⁷ *ibid.*, p. 67.

¹⁸⁸ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 503.

Les divergences entre les partis et les personnalités politiques, tout comme les manifestations contre les injustices auxquelles on peut assister en Espagne aujourd'hui, sont en réalité le symbole d'une démocratie qui évolue positivement. En effet, la démocratie, qui se doit d'être plus participative qu'elle ne l'est aujourd'hui, ne doit pas être considérée comme quelque chose d'acquis mais comme un perpétuel mouvement vers l'amélioration du système. Ainsi, il ne faut pas considérer que la Constitution espagnole soit bancale et qu'elle puisse être responsable des maux actuels de l'Espagne, car même s'il est vrai que cette Constitution n'est pas le résultat d'un consensus « intransigeant », et qu'en 1978 elle fut rédigée pour apaiser les conflits et contenter tous les partis, d'où son surnom de « café para todos », elle est faite pour aller vers un consensus « réaliste » qui prendrait en compte la majorité du peuple, ce qui explique que l'Espagne soit un pays en transition permanente.

L'inquiétude qui peut exister et qui est légitime lorsqu'un parti centriste de masse, dirigé par un « « homme mystérieux¹⁸⁹ » dont l'idéologie reste à préciser, c'est l'usage qu'il pourra avoir du pouvoir une fois qu'il l'aura entre ses mains. Lorsque José María Aznar arrive au pouvoir en 1996, personne ne peut être sûr des actions qu'il mènera et de la ligne directrice qu'il adoptera. Son champ d'action paraît limité en 1996 puisqu'il ne dispose alors pas d'une majorité absolue au Parlement et qu'il est obligé d'adopter une posture centriste. Mais que révèlera le vrai visage de José María Aznar une fois qu'il obtiendra la majorité absolue et qu'il sera libre d'agir à sa guise ?

¹⁸⁹ TUSSEL, Javier, *El Aznarato: El Gobierno del Partido Popular, 1996-2003*, Madrid, Suma de letras, 2004, p. 84.

Bibliographie

1. Corpus

AZNAR, José María, *España, la segunda transición*, Madrid, Espasa Calpe, séptima edición, 1995.

AZNAR, José María, *La España en que yo creo. Discursos políticos (1990-1995)*, Madrid, NOESIS, 1995.

AZNAR, José María, *Libertad y solidaridad*, Barcelone, Planeta, 1991.

2. Histoire de l'Espagne

Histoire de l'Espagne: ouvrages généraux:

CARR Raymond, FUSI AIZPURUA Juan Pablo: *ESPAÑA 1808 2008*, Fuenlabrada (Madrid), segunda edición, 2009.

PEREZ, Joseph, *Histoire de l'Espagne*, Fayard, 1996.

TUSSEL, Javier, *Historia de España*, Taurus, 1998.

VILAR, Pierre, *Histoire de l'Espagne*, coll. Que sais-je ?, Presses universitaires de France, Paris, 2001.

Le Franquisme (1939-1975) :

BENASSAR, Bartolomé, *Franco*, Paris, Perrin, 1975.

GUBERN, Román, *Raza, un ensueño del general Franco*, Madrid, Ediciones 99, 1977.

MOA RODRIGUEZ, Luis Pio, *los mitos de la guerra civil*, Madrid, La esfera de los libros, 2004.

MORADIELLOS, Enrique, *La España de Franco (1939-1975). Política y sociedad*, Madrid, síntesis, 2000.

PALOMINO, Ángel, PRESTON, Paul, *Francisco Franco*, Barcelone, 2003.

PRESTON, Paul, *Franco "Caudillo de España"* (traduit de la version originale anglaise *Franco. A Biography* (1993) par Teresa Camprodón et Diana Falcón), Grijalbo, Barcelone, 1994.

TUSSEL, Javier, *Dictadura franquista y democracia (1939-2004)*, Critica, Barcelone, 2005.

VASQUEZ-MONTALBAN, Manuel, *Autobiografía del general Franco*, Planeta, 1992.

YARZA, Alejandro, *Journal of Spanish cultural studies: The petrified tears of General Franco: kitsch and fascism in José Luis Sáenz de Heredia's Raza*, London, Routledge, 2004.

La Transition:

GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne, de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Minerve, 1989.

GONZALEZ DE VEGA, Javier, *A la sombra de Adolfo Suárez*, Barcelone, Plaza & Janes, 1996.

HERNANDEZ, Abel, SUAREZ, Adolfo, *Fue posible la concordia*, Madrid, Espasa hoy, 1996.

PALOMARES, Cristina, *The quest for survival after Franco: moderate Francoism and the slow journey to the polls, 1964-1977*, Sussex Academic Press, 2004.

TEZANOS, José Félix, COTARELO, Ramón, DE BLAS, Andrés, *La transición democrática española, sistema*, 1993.

TUSSEL, Javier, *La transición española a la democracia*, Historia 16, 1999.

TUSSEL, Javier, SOTO, Álvaro, *Historia de la transición y consolidación democrática en España (1975-1986), Volumen II*, Madrid, Universidad autónoma de Madrid.

La période post-Transition (1982 à nos jours) :

ALONSO PEREZ, Matilde, FURIO BLASCO, Elies, BIRABENT CAMARASA, Christel, *Panorama de l'Espagne contemporaine. 30 ans de transformations politiques, économiques, sociales et culturelles*, Paris, ellipses, 2008.

AMOSSY, Ruth, *Stéréotypes et clichés*, Armand Colin, 2007.

ANGOUSTURES, Aline, *L'Espagne, idées reçues*, le cavalier bleu, 2004.

CRISTOBAL MONTES, Angel, *La democracia en España, sobrevivirá?*, Barcelone, ediciones B, 1993.

DE MIGUEL, Amando, *La sociedad española 1996-97*, Madrid, Editorial Complutense, 1997.

FUSI AIZPURUA Juan Pablo, *España. La evolución de la identidad nacional*, Madrid, Temas de hoy, tercera edición, 2000.

FUSI AIZPURUA Juan Pablo, *Espagne. Nations, nationalités et nationalismes, des Rois Catholiques à la Monarchie Constitutionnelle* (traduit de la version originale espagnole *España. La evolución de la identidad nacional* (2000) par Denis Rodrigues, Presses universitaires de Rennes, 2002.

GARMENDIA, José María, *Historia de ETA*, Donostia, R&B ediciones, 1996.

LOPEZ DE CELIS, María Ángeles, *Los presidentes en zapatillas*, Madrid, Espasa, tercera edición, 2010.

LOPEZ RODO, Laureano, *MEMORIAS*, Volumen I, Esplugues de Llobregat (Barcelone), PLAZA & JANES, 1990.

LOPEZ RODO Laureano, *MEMORIAS, años decisivos*, Volumen II, Esplugues de Llobregat (Barcelone), PLAZA & JANES, 1991.

PRESTON Paul, *La destrucción de la democracia en España*, Barcelone, Grijalbo, 2001

SOLE TURA, Jordi, *Nacionalidades y nacionalismos en España, autonomías, federalismo, autodeterminación*, Madrid, Alianza editorial, 1985.

TUSSELL, Javier, *El Aznarato. El gobierno del partido popular 1996-2003*, Madrid, Suma de Letras, 2005.

VELO DE ANTELO, José María, *De ayer a hoy: Los orígenes del partido popular*, Valladolid, Galland Books, 2010.

VILAR, Pierre, *La Catalogne dans l'Espagne moderne*, Paris, Flammarion, 1992.

3. Histoire de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis :

EVANS, Brendan, *Thatcherism and British politics, 1975-1999*, Sutton modern British history, 1999.

FARBER, David, *The rise and fall of modern conservatism, a short story*, Princeton university press.

NELSON, Richard Alan, *A Chronology and Glossary of Propaganda in the United States*, Westport Connecticut, Greenwood Press , 1996.

RASKIN, Marcus G., *Liberalism, the genius of American ideals*, Maryland, Rowman & Littlefield publishers, 2004.

REITAN, Earl, *Tory Radicalism. Margaret Thatcher, John Major, and the transformation of Modern Britain 1979-1997*, Boston Way, Lanham, Maryland, ROWMAN & LITTLEFIELD PUBLISHERS, 1997.

THATCHER, Margaret, *10, Downing streets: mémoires*, 1993.

VAISS, Paul, *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne de 1945 à nos jours*, Armand Colin, 1997.

VAISSE, Justin, *Histoire du néoconservatisme aux Etats-Unis*, Paris, Odile Jacob, 2008.

4. Ouvrages d'économie :

HUETZ DE LEMPS, Alain, *L'économie de l'Espagne*, Paris, Armand Colin, 1998.

JESSUA Claude, *Le capitalisme*, coll. Que sais-je ?, Presses universitaires de France, Paris, 2001.

KEYNES, John Maynard, *La pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard, 2002

KOLM, Serge-Christophe, *Le Libéralisme moderne : Analyse d'une raison économique*, Paris, Presses universitaires de France, 1984.

LANDAIS, Bernard, *Le monétarisme*, Paris, Economica, 1987.

SMITH, Adam, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Economica, 2000.

5. Ouvrages généraux :

AUGE, Marc, *Un ethnologue dans le métro*, Hachette, 1986.

AYMES, Jean-René et SALAUN, Serge, *Etre espagnol*, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2000.

BARTHES, Roland, *Mythologies*, Seuil, 1957.

BROCH, Herman, *Notes in the problem of kitsch*, Dorflès.

DE CORTANZE, Gérard, *Jorge Semprun, l'écriture de la vie*, Paris, éditions Gallimard, 2004.

D'IRIBARNE, Philippe, *Les immigrés de la République, impasses du multiculturalisme*, Seuil, 2010.

ECO, Umberto, *Open work*, Cambridge, Harvard UP, 1989.

GAUTIER, Théophile, *Voyage en Espagne, de Madrid à Jerez*, La palatine, 1982.

GOSCINNY, René, UDERZO, Albert, *Astérix en Hispanie*, Dargaud, 1969.

KINDER, Marsha, *Blood Cinema: The reconstruction of National Identity in Spain*, Los Angeles, University of California Press, 1993.

KUNDERA, Milan, *L'insoutenable légèreté de l'être*, Paris, Gallimard, 1984.

LEVI STRAUSS, Claude, *Race et Histoire*, Gallimard, 1952.

LILLO, Natacha, *La petite Espagne de la Plaine-Saint-Denis, 1900-1980, Français d'ailleurs, peuple d'ici*, Editions Autrement, 2004.

MERIMEE, Prosper, *Carmen*, Pocket, 1990.

RENAN, Ernest, *Qu'est ce qu'une nation ?*, Flammarion, champs classiques, 2011.

SEMPRUN, Jorge, *Adieu, vive clarté...*, Gallimard, folio, 1998.

SIMENON, Albert, *Touchez pas au grisbi*, Gallimard, 1953.

TODOROV, Tzvetan, *Nous et les autres, la réflexion française sur la diversité humaine*, Paris,
Seuil, 1989.

DOCUMENTS ANNEXES

Articles GAL:

Un crimen contra la democracia

21/11/1989

(Viene de primera página) Muguruza, como el resto de los diputados y senadores de HB víctimas de este atentado, se disponía a dar un paso muy importante hacia el horizonte de la solución del problema vasco: hoy, los parlamentarios electos de la coalición abertzale iban a prometer acatar la Constitución -«por imperativo legal», iban a decir- y, por tanto, se iban a integrar en ese foro de palabra y discusión democráticas que es el Parlamento. Ayer se podía decir que hoy se daría, pese a todas las cautelas posibles, un salto adelante en la normalización de la vida política española, en la perspectiva de la erradicación de la violencia, en el camino hacia la paz. Tras el criminal atentado de anoche ya no se puede, probablemente, mantener idéntico optimismo. Una vez más, alguien, quienquiera que sea, ha alargado su mano negra para oscurecer el futuro. Se ha esfumado, tal vez, la mejor oportunidad habida en muchos años de sangre y dolor para encontrar un sendero transitable hacia la paz, sendero que las víctimas de anoche pretendían, por fin, recorrer apostando por hacer del Parlamento el escenario de un objetivo: la negociación con ETA para lograr entre todos que callen las armas. Pero las armas volvieron a escucharse anoche, el 20-N, catorce años después de la muerte del dictador, y también, exactamente, cinco años después del asesinato del dirigente abertzale Santi Brouard, crimen que continúa sin esclarecerse como continúan sin esclarecerse los crímenes cometidos por el GAL. Si los crímenes del GAL, que el Gobierno no ha sido capaz de depurar, poniendo dificultades a la investigación, propiciaban que ETA y los sectores más duros del nacionalismo vasco hablaran y actuaran desde la lógica de una guerra entre dos bandos, el atentado de ayer va a facilitar la persistencia etarra en ese esquema de pensamiento. Que los razonamientos que impulsan el execrable comportamiento criminal de ETA encuentren la más mínima apoyatura en la realidad es lo peor que le puede ocurrir a la democracia española. Cuando no existen, que se sepa, grupos terroristas organizados de ideología ultraderechista, es difícil imaginar a quién pueda corresponder la autoría del atentado de la medianoche de hoy. Al Gobierno le corresponde averiguarlo con la máxima celeridad. La credibilidad y la integridad moral de todo el sistema dependen de ello. Igual que se lleva ante los tribunales a los etarras, el Gobierno debe llevar ante la justicia a los autores de este atentado, que no deberá permanecer en la tiniebla que envuelve a otros crímenes cometidos contra etarras y abertzales. La sesión constitutiva del Parlamento debe ser hoy suspendida en señal de luto por la muerte inicua de un diputado electo. Y HB debe tener el coraje moral necesario para no retroceder en el camino elegido, acudiendo al Parlamento tal y como pensaba hacerlo. Aunque hoy la mirada se nuble por la barbarie, vale la pena seguir mirando hacia la paz.

Interior cree que los asesinos son «ultras», poco profesionales y que iban a por Esnaola

22/11/1989

MADRID.-

El Gobierno considera que elementos ultraderechistas podrían ser los autores del atentado que costó la vida el lunes en Madrid al diputado electo de Herri Batasuna Josu Muguruza e hirió de gravedad al también parlamentario Iñaki Esnaola, según fuentes policiales. La Policía cree que, a la vista de los primeros indicios, los terroristas tenían como objetivo acabar con la vida de Iñaki Esnaola y que los autores del atentado no son profesionales, debido, entre otros datos, a los errores en los disparos efectuados contra los parlamentarios. El ministro del Interior, José Luis Corcuera, encargó a Alberto Elías, comisario jefe de la Brigada de Interior y especialista en grupos de extrema derecha, la coordinación de las investigaciones. Los miembros de esta Brigada iniciaron ayer las investigaciones en torno a destacados ultras, significados por incidentes recientes en la capital. El Ministerio de Interior concede escaso crédito a las lla malas anónimas que ayer se atribuyeron el asesinato en nombre de los Grupos Antiterroristas de Liberación (GAL). Jon Idígoras, diputado electo de los abertzales, expresó ayer la intención de HB de acudir al Parlamento y calificó los hechos como «crimen de Estado». El sustituto de Muguruza en el Parlamento podría ser el siguiente en la lista de Herri Batasuna, Angel Alcalde, actualmente en prisión preventiva en la cárcel de Herrera de la Mancha, acusado de delitos relacionados con ETA. Ayer continuaron las muestras de repulsa por el asesinato. Así, el Congreso y el Senado hicieron pública una declaración institucional de condena y los parlamentarios guardaron un minuto de silencio antes de iniciarse la sesión de constitución de las dos cámaras. El presidente del Partido Popular, Manuel Fraga, señaló que «el que a hierro mata a hierro muere». Págs. 5 a 12 Editorial en pág. 3

Investigar a los GAL

18/11/1989

MADRID.-

Felipe González, el 29 de julio de 1988, aseguró en una rueda de Prensa: «Las investigaciones que han producido algún resultado respecto a los GAL las ha efectuado la Policía española. No ha habido ninguna otra investigación susceptible de ser tenida en cuenta. ¿Qué ha habido después otras investigaciones particularísimas? Sin duda alguna, con resultados particularísimos, también a veces de carácter profundamente contradictorio». Sorprenden estas palabras del presidente. Resulta increíble que González califique de particularísimas y contradictorias las investigaciones de la Justicia y de algunos periodistas. Y sorprende que afirme que la Policía ha investigado a los GAL, pues nunca lo ha hecho.

GAL: Implicaciones de arriba

24/10/1989

EL MUNDO.- ¿No cree que ha sido un poco tibia la crítica al Gobierno socialista sobre las presuntas implicaciones en el GAL?. J.A.- Por parte de Izquierda Unida desde luego que no ha sido tibia la crítica, al contrario, ahí están las intervenciones parlamentarias de Gerardo Iglesias y antes de Enrique Curiel. Además, con las pruebas y evidencias que hay, estoy convencido de que ningún subcomisario de policía monta eso si no es con autorización y de muy arriba. EL MUNDO.- ¿Usted suscribe las palabras de José María Aznar cuando aseguró que si él estuviera en la Moncloa no habría GAL en España?. J.A.- Está claro que habría otros sistemas. Ahora cómo, de qué manera sería sustituido, hasta dónde llegan las ramificaciones eso no lo sé. Supongo que cuando lo dice Aznar es porque sabe que hay que llegar a muchos sitios, a muchas implicaciones colaterales, aparatos del Estado, Defensa, lo otro... Aquí hay que desmontar todavía un aparato y desmontarlo sin que existan vacilaciones, con nombres y apellidos.

El guerracivilismo

FRANCISCO UMBRAL 7

22/11/1989

SEA quien sea quien ha asesinado a Muguruza (y no sé si consumado a la hora en que escribo, la muerte de Esnaola), uno aventuraría que inevitablemente esto ha sido un crimen ultra porque ultra es el que actúa ultrademocráticamente, más allá de la democracia, que es donde tiene su rojo horizonte la violencia. La derecha oficiosa sugiere deslizadamente que la propia ETA ha llevado a cabo este reajuste de cuentas. Personalmente no le vemos a eso explicación muy clara, pero en todo caso hay que decir que en ETA también existe una derecha, unos ultra/ETA que no quieren entender la entrada de Herri Batasuna en el juego democrático, aunque sea una entrada

táctica, ominosa y hasta un poco insolente. Siquiera sea por eliminar esta primera hipótesis, digamos que muy en sus postrimerías andará ETA si una discusión interna de HB sobre su democratización tienen que resolverla los terroristas a tiros. Tampoco cabe pensar, como le gustaría a quien ha dicho que «la derecha no asesina jamás», en una estrategia negra y provocadora para reiniciar la escalada de la violencia, que, por otra parte, bien reiniciada está con tres víctimas de ETA desde las elecciones. ETA, ay, no necesita coartadas para matar, y eso es lo que la hace diabólica. Pero no para matar a sus afines ideológicos. La derecha oficial, efectivamente, no mata, faltaría más, y pienso que tampoco la ultraderecha retrofranquista que el pasado día 20 se ha limitado a quemar un coche en Madrid y pegar cuatro gritos. Pero siempre hay una ultranza más allá de todo ultra, en política, que es quien lleva a la guerra. Por eso diría uno, sea quien sea el que mata, que ha matado la derecha, pues que en todas las izquierdas hay una derecha, y en todas las derechas, entendiéndolo por tal lo que se sale del esquema democrático por un lado o por otro. No vamos a entrar ahora en una filosofía de la izquierda, claro, pero, ateniéndonos a clisés que la Historie ha consagrado, y no en vano, la izquierda piensa y la derecha actúa. Stalin es la derecha de Marx y el retrofranquismo es la derecha de Fraga. Me lo decís anoche Susana Milans del Bosch, jugando a un lúcido cinismo: Mira, Paco, tener razón es de perdedores. En ningún pensador he leído tan lúcida y cínica definición de la izquierda. La izquierda suele tener la razón, pero nada más que la razón. La izquierda es perdedora nata. Ahora que la izquierda herribatista principiaba a democratizarse, sólo podemos llamar derecha, sean cuales sean sus emblemas, a quienes, en todo caso, no tienen otro emblema en su escudo/panoplia que las metralletas y las pistolas. Más allá de las acuñaciones políticas está el retroceso moral del hombre, tan denunciado por Sciascia, cuya muerte también nos tironea hoy hacia lo negro. Tiene que saberse, claro, quién ha matado a estos dos nuevos diputados vascos, pero en la lucha etarra hay mucho de fanatismo y el fanatismo siempre es de derechas. Alguien nos quiere llevar a la guerra civil y, en último extremo, España sólo se divide en guerracivilistas y demócratas. Los guerracivilistas han vuelto a golpear la democracia. Ahora vemos lo convencional que se queda la dicotomía izquierda/derecha, cuando el crimen político apunta contra la paz, la libertad y la democracia. El guerracivilismo, tan cruentamente arraigado en los genes de España, es lo que desde una perspectiva ideal de la izquierda tenemos que llamar siempre derecha para entendernos. No creo, y ya le he explicado las razones, que ETA tenga que ver en esto, pero ETA que empezó como guerrilla antifranquista, viene haciendo durante muchos años guerracivilismo contra la democracia, y ahora se han encontrado con una respuesta que no es sino la teoría en acto de los GAL, los etarras y la ultraderecha fáctica y no meramente retórica. Sobre todos ellos cae hoy la sospecha y condena de guerracivilismo.

Los hijos bastardos de los GAL

01/08/1990

LA detención por la Policía de ocho personas por el atentado contra los parlamentarios de Herri Batasuna que causó la muerte del diputado Josu Muguruza provoca en la opinión pública dos sentimientos contradictorios. Por un lado, la satisfacción de ver que las investigaciones, aunque lentas, parecen haber encontrado a los responsables de aquella acción criminal. Por otro lado, la constatación de que el caso aún guarda importantes interrogantes que la Justicia y la Policía deben esforzarse por aclarar. De la personalidad de los detenidos y del entorno en que se produjo el atentado se extrae un componente de venganza personal y de exaltación política que ya se sospechó en un primer momento. La identificación ideológica del comando, la fecha elegida para la comisión del delito (un 20 de noviembre, fecha emblemática por multitud de razones para la ultraderecha), el momento en que se produjo (los parlamentarios de HB

habían decidido acudir al parlamento español), la juventud de los presuntos asesinos y la presencia entre ellos del hijo de un comandante asesinado por ETA que había anunciado su venganza, son elementos que han de tenerse en cuenta a la hora de analizar lo sucedido hace ocho meses. Sin embargo, junto a estos elementos «clarificadores», aparecen otros indicios preocupantes que hacen sospechar que el atentado no fue -sin más- un acto aislado de jóvenes exaltados. Las víctimas elegidas no lo fueron al azar, sino cuidadosamente seleccionadas, lo que le da al crimen un carácter político innegable. Además, entre los implicados aparecen, al menos, un policía nacional y una funcionaria, secretaria del «número dos» de la cúpula policial, quien pudo manejar información privilegiada sobre las actuaciones de las fuerzas de seguridad. Junto a esto, la cuidada organización con que se desarrolló el atentado, la dificultad con han ido apareciendo las pruebas y la facilidad con que actuaron pese a que alguno de los implicados era conocidos por sus actividades desestabilizadoras, hacen sospechar que existen conexiones con miembros de los servicios de información aunque éstos hayan actuado al margen de su cometido oficial. Tampoco puede olvidarse que la preparación de un atentado contra el abogado de la acusación particular en la trama de los GAL ha acelerado las detenciones, y que una acción anterior contra el mismo Fernando Salas, preparada presuntamente por los detenidos, fue reivindicada en nombre de los GAL. Las palabras de José Luis Corcuera, que afirmó que el GAL había dejado de matar, se vuelven contra quien las pronunció, y aunque nada tuvieran que ver los detenidos con los orígenes de esta organización, a nadie se le escapa que quien la puso en marcha tiene una parte importante de . responsabilidad moral en las actuaciones de quienes ahora se consideran sus sucesores directos. Las versiones que lo limitan todo a la exaltación y la venganza deben tomarse con reservas, así como . aquéllas que pretenden despejar las dudas diciendo - como Ramón Jáuregui- que las detenciones frustran las estrategias desestabilizadoras de HB. Exactamente igual que cuando actúa ETA, la desestabilización parte siempre de los asesinos y contra ellos y sus inductores, sean quienes sean, debe actuarse hasta las últimas consecuencias.

No votes a los GAL

PABLO SEBASTIAN 9

02/03/1996

Se acabó la campaña electoral y puede que con ella más de 13 años de Gobierno socialista, o de régimen personal de poder de González. Así lo anuncian los sondeos y así se desprende de la tendencia electoral de los últimos comicios celebrados en España -europeos, municipales y catalanes-, a la vez que se confirmó en el discurrir de esta campaña donde el Partido Popular hizo todo un despliegue de fuerza -visto el jueves en el estadio de Mestalla en Valencia-, eficacia y moderación demostrando que está preparado para gobernar.

Por el contrario, el PSOE ha practicado una campaña agresiva, con vídeos y propaganda descalificadora y sin otro mensaje que el miedo a la derecha y el ataque a IU. Y todo ello en mal tono e intentando explicar lo imposible: el fracaso de gestión de los últimos años en la lucha contra el paro, el terrorismo y la corrupción, o el deterioro democrático y el desprestigio institucional que han supuesto una involución en el proceso de Transición española. Como, en el ámbito de la economía y de las relaciones internacionales, las cifras del paro (23 por 100), déficit

público (más de 45 billones) y déficit comercial (cerca de 200.000 millones de dólares desde el ingreso en la CE) señalan el fracaso económico y del proceso de integración española en la Unión Europea.

El balance de los 13 años largos de felipismo no puede ser peor. La presencia de Barrionuevo en las listas del PSOE, a pesar de estar procesado en el Tribunal Supremo por los delitos de dirección de banda armada (GAL), secuestro y malversación de fondos públicos, es el más claro ejemplo del pésimo final de esta etapa política de la Historia de España que tuvo todo a su favor y que fue arruinada por un régimen corrupto y personal de poder, marcado por el desgobierno, la intolerancia, el crimen de Estado y la corrupción. El caos llegó al propio PSOE (y a la UGT) donde el lunes empezará la lucha interna y el debate de la sucesión.

A estas alturas resulta difícil imaginar que entre las personas decididas a votar haya indecisos. Las cosas están demasiado claras como para dudar. El PSOE tendrá el voto de un sector sentimental que cree en la impostura de su líder y de clases pasivas -jubilados, funcionarios y parados- con un apoyo en el ámbito rural. El voto reflexivo de la izquierda no puede dudar y debe de estar al lado de IU y de Anguita si no quieren acabar votando a favor de los GAL, por la descarada presencia de los jefes de la banda en la listas de Madrid.

Es verdad que en estas elecciones hay dos votaciones. Una la de la alternancia política que ya está decidida en favor del PP, con o sin mayoría absoluta, que es lo que está por ver. Y la otra en el campo de la izquierda, donde está mucho en juego: la lucha entre la izquierda real (IU) y el felipismo, puesto que el PSOE está controlado por los renovadores de González y no por los seguidores de Guerra o los de Izquierda Socialista. Por ello son muchos los dirigentes y militantes del PSOE (hasta la propia revista del guerrismo) quienes han pedido el voto para IU y contra el felipismo. A sabiendas que, perdido el gobierno, lo más importante es regenerar la izquierda. Para ello es necesario el progreso de IU y el fin de González para conseguir la renovación del PSOE.

En estas elecciones, pues, se puede votar desde el centro y la derecha en favor del PP en pos de un gobierno fuerte que saque España de la grave crisis económica e institucional. Y en el centro-izquierda y en la izquierda se puede votar a IU, en favor de una izquierda honrada y decente. Lo que no se debe votar, de ninguna de las maneras, es la lista de los GAL, la corrupción y la incompetencia en la lucha contra el terrorismo y el paro. El PSOE tuvo muchas oportunidades y las desperdició. No merecen otra y menos pidiendo el voto descaradamente para los jefes de los GAL.

Los «famosos del GAL»

PABLO SEBASTIAN 9

21/02/1996

El Gobierno y el PSOE se preparan para abordar el tramo final de la campaña electoral con una serie de iniciativas y golpes de efecto que empezarán a ver la luz el próximo fin de semana y que buscarán, como en 1993, un vuelco de última hora en el electorado. Intentando frenar la progresión del PP y conseguir la caída de IU, como la que facilitó en los anteriores comicios el infarto de Julio Anguita.

Hasta ahora ha sido el PP quien ha llevado la iniciativa de la campaña y quien desplegó los mayores esfuerzos. Y esta vez los «populares» no corren el riesgo de un debate cara a cara, como lo reclamaba ayer desde París Borrell lamentando que González no disponga de una nueva oportunidad frente a Aznar. Y también esta vez las encuestas son más firmes y seguras para el PP que en 1993. Lo vamos a comprobar en el próximo fin de semana donde las grandes casas de sondeos se juegan la credibilidad con el último pronóstico que permite la ley antes de votar.

Y serán estas encuestas las que marquen, sin duda, el estado de ánimo de los votantes indecisos o «fronterizos» entre el PSOE y el PP, donde «habitan» un curioso y nutrido grupo de electores que, como en las carreras de caballos, suele jugar a ganador. Idea que puede beneficiar al PP, de igual manera que la necesidad de un cambio de Gobierno -o de régimen- es otro argumento de sentido común que cala en el electorado, aunque sólo sea para buscar un poco de aire limpio al margen del desgobierno y de la corrupción.

Aunque queda claro para muchos electores no militantes del PP que ésta es una buena oportunidad para intentar otra etapa y un gobierno más honrado y eficaz en la gestión y aquí incluida la lucha contra ETA. Los últimos atentados pusieron en evidencia la incompetencia y el desconcierto del Gobierno y PSOE, a pesar de que intentaron tapar todo esto con la manifestación de Madrid -«y ahora qué», dice Aznar- las denuncias contra HB -un jardín donde anda enredado el juez Garzón- y un vistoso despliegue policial por varias las ciudades como el que vimos ayer en la capital.

El PSOE sabe que el PP tiene un voto bastante firme en torno al 40 por 100 y su objetivo inmediato es el de desinflar el avance de IU. De ahí que tengan previstas para la última semana de la campaña toda una serie de iniciativas como la de las firmas de los artistas, escritores e intelectuales. Los «famosos del GAL» que apoyarán con su cara, firma y voz al PSOE y a

candidatos procesados por terrorismo, secuestro y malversación, como Barrionuevo. Da igual, están en su derecho y algunos en su obligación, para agradecer los favores recibidos del poder.

El más famoso de todos ellos parece ser el actor Antonio Banderas, quien en el final de esta campaña será exhibido como el fichaje «estrella», nunca mejor dicho. Banderas recogerá -por fuera de la política- el testigo que en otras elecciones anteriores tuvieron en sus manos personajes como Mohedano -¿donde está?- o Garzón.

Así el partido socialista -el de «los pobres», que decía Guerra- va pasando en sus fichajes electorales de un ex dirigente de los Derechos Humanos (que acabó trabajando para la ley Corcuera y tapando el GAL) como el ahora desaparecido Mohedano, al juez anticorrupción, Garzón (que desertó ante el engaño de González y Belloch), para acabar poniendo como emblema de su final de campaña electoral a un «latin lover» de Hollywood. La cara «bonita» de la falsa moneda, el revés de Barrionuevo. Un final feliz a todo color que compensará los famosos vídeos de «terror». Si a ello le sumamos que González espera mantener un cierto nivel de votos gracias a las clases pasivas (jubilados, parados y funcionarios) tendremos el retrato robot de lo que queda del PSOE. El nuevo perfil de partido socialista y de izquierda después de 13 años de Gobierno y corrupción.

Del rosa (puño) al azul (gaviota)

RAUL HERAS

01/01/1996

El 28 de mayo de 1995 se produce en España un vuelco histórico, similar al que tuvo lugar a comienzos de la década de los ochenta a partir de los diez millones de votos del PSOE en octubre de 1982, a los que siguieron en cascada la conquista del poder autonómico y municipal en casi todo el país en la primavera del año siguiente.

Un bandazo político de enormes proporciones, del rosa al azul, que coloca a la derecha española a las puertas del triunfo total.

El Partido Popular consigue tres mil quinientos concejales más que el Partido Socialista, copa casi todas las capitales de provincia, y se instala al frente de diez comunidades autónomas, si se incluye la Galicia gobernada por el fundador del partido, Manuel Fraga. Con trece puntos de ventaja sobre su gran rival, el PP «conquista» Asturias, Cantabria, Rioja, Aragón, Castilla y León, Madrid, Valencia, Murcia y Baleares, apoyando a Coalición Canaria en el Ejecutivo de las islas. Le deja al socialismo los reductos de Andalucía, Extremadura y Castilla la Mancha, merced en el caso de las dos últimas al indudable tirón de los líderes regionales: Rodríguez Ibarra y José Bono.

Y el PSOE obtiene el control de Navarra merced a la profunda división interna que se produce en el seno de la UPN, con el enfrentamiento entre Juan Cruz Alli y la plana mayor de esta formación. El terremoto es de tal magnitud que de forma inmediata José María Aznar pide, una vez más, elecciones generales, al tiempo que exige al presidente de la Generalitat y líder de CiU, Jordi Pujol, que deje de prestar apoyo parlamentario a un «régimen felipista» que se está hundiendo. A la izquierda del espectro político, IU consigue novecientos concejales más, pero ninguna plaza política representativa. Es más, su duelo a muerte con el PSOE, hace que incluso en aquellas autonomías como Asturias, y en aquellas ciudades como Málaga y Córdoba, en las que sumadas sus fuerzas superan a las del PP, se deje gobernar a la derecha por la imposibilidad de llegar a acuerdos.

Un dato esperanzador para la cohesión del Estado lo dan los resultados de los partidos nacionales: PP, PSOE e IU logran el 79 por ciento del total de los votos, con más de diecisiete millones de sufragios, tres millones y medio largos más que en los anteriores comicios. Desaparece el CDS que fundara Adolfo Suárez y quedan muy limitados los pequeños partidos regionalistas. Sólo se salvan de la «quema», CiU y el PNV, con la diferencia de que mientras la coalición liberal-democrristiana catalana retrocede en las ciudades más importantes, el histórico partido vasco gana votos y concejales a costa del resto de formaciones nacionalistas.

Si dos años antes el PSOE, en las elecciones generales, había logrado la victoria «in extremis» ante el PP merced al buen final de la campaña, la apelación al voto del miedo, y a la promesa de Felipe González de cambiar a fondo las formas de gobernar y comportarse, en la primavera de 1995 el descrédito del gobierno, la acumulación impresionante de escándalos, desde Mariano Rubio a Mario Conde, desde Filesa al Gal, desde la Cruz Roja al BOE hace que el «voto de castigo» se convierta en una realidad. Los ciudadanos dejan patente su deseo de cambio, de «pasar página» en la historia política de España, de su cansancio ante unas formas de ejercer el poder durante trece años. Tal vez si Felipe González hubiera convocado elecciones generales antes, algunos compañeros de partido se habrían «salvado» en las autonomías y en los Ayuntamientos, pero el inquilino de La Moncloa, atrincherado en el reducto del Ejecutivo, prefirió que el desgaste lo sufrieran otros.

Con el partido roto en su interior, creciendo el distanciamiento entre él y Alfonso Guerra, el presidente González tiene que ver como los pocos éxitos que logran sus ministros más emblemáticos se disuelven como azucarillos en el maremoto que le azota, y al que calificará de forma directa e indirecta, como «Conspiración». El y sus epígonos, como Luis Yáñez, por ejemplo, atribuyen todos los males a la existencia de una conjura de los enemigos, no ya del gobierno o

del PSOE, sino incluso de la propia democracia. Meten en élla a sus rivales políticos, Aznar y Anguita, a sus censores periodísticos más severos, El Mundo y ABC, y a dos financieros que comienzan el año dentro de la cárcel tras haber conocido momentos de gloria y esplendor, Mario Conde y Javier de la Rosa. De la «conspiración» se pasará en el otoño al «chantaje», incorporando al mismo y como víctima propiciatoria a la Casa Real y a Don Juan Carlos. Todo un entramado fantasmagórico que en realidad oculta largas negociaciones entre los implicados, y la acumulación de testimonios ante los jueces por parte de los principales protagonistas de muchos de los escándalos.

La guerra más feroz en la historia de nuestra joven democracia está servida y el líder del PSOE contempla como los dos «jueces estrella» que incorporó en 1993 a las listas de su partido como garantes de sus promesas de cambio, se convierten en sus más feroces críticos: Baltasar Garzón con sus actuaciones judiciales; Ventura Pérez Mariño con su petición pública de su dimisión. De poco vale que a finales de febrero el biministro Juan Alberto Belloch anuncie a bombo y platillo la detención del ex-director general de la Guardia Civil, Luis Roldán, en el lejano y desconocido Laos. Apenas unas horas después de su triunfal rueda de prensa se descubre el gigantesco montaje que ha hecho posible la «entrega», que no captura, del huido. Consciente de su situación, sintiéndose doblemente engañado, Luis Roldán, lanzará nuevas cargas de profundidad contra el Gobierno con sus declaraciones sobre los fondos reservados, la guerra sucia y el «informe Crillón» realizado por la agencia Kroll sobre el por entonces presidente de Banesto, Mario Conde.

El ex-banquero es uno de los personajes claves del año. Tras su salida de la cárcel comienza una negociación de siete meses con el Ejecutivo, que le lleva a él y a sus abogados a reunirse en varias ocasiones con el propio González en La Moncloa, con el ministro Belloch, con el ex-ministro José Barrionuevo, y a que se constituya en el complejo de La Moncloa un «Comité de crisis» en el que participan, junto a los anteriores, el ex-vicepresidente Serra, los ministros Suárez Pertierra y Pérez Rubalcaba, y el secretario general de la Presidencia, José Enrique Serrano, al que acompañará en dos ocasiones el número dos del Cesid, Jesús del Olmo. Y es que a mediados de año aparece en escena un personaje singular, al tiempo que se destapa otro gran escándalo, por el que van a tener que dimitir nada menos que todo un vicepresidente y un ministro de Defensa: el de las escuchas ilegales del Cesid a ciudadanos privados, incluido el Rey, y el archivo de las cintas en la sede del organismo de espionaje. El coronel Juan Alberto Perote acusa a sus superiores, es acusado a su vez de sustraer información confidencial, y da con sus huesos en la cárcel tras romperse a primeros de septiembre la negociación entre las dos partes.

El culebrón no lo mejora ningún telefilm norteamericano, por más imaginación que le echen los guionistas.

Nada más regresar de las vacaciones de verano, Felipe González se encuentra con que su aliado, Jordi Pujol, inicia el desmarque obligado de los períodos preelectorales. El presidente de la Generalitat desea que se celebren primero los comicios generales antes que los autonómicos, pero el tiempo juega en su contra. Su «tiempo» se acaba en la primavera de 1996, mientras que el secretario general de los socialistas puede «alargar su cuerda» hasta el otoño de ese año, pese a que no se aprueben los Presupuestos Generales, que no se aprueban. En el tira y afloja, Pujol no tiene más remedio que ceder e ir a las urnas, en las que recibe su particular «voto de castigo» mientras ve como su gran rival dentro del centro-derecha, el PP, escala posiciones en Cataluña merced a la hábil combinación de Alex Vidal Quadras y Trías de Bes, el «tránsfuga más notable» desde las filas de CiU. Perdida la mayoría absoluta, el «honorable» se apresta a recuperar posiciones en el futuro.

El cierre de 1995 le depara a González la «obligación» de anunciar la disolución de las Cortes y la convocatoria anticipada de elecciones para el mes de marzo de 1996. El tiempo no da para más, pese a sus hábiles intentos de recomponer el pacto parlamentario con la minoría catalana. La cumbre comunitaria que cierra la presidencia española, uno de los motivos esgrimidos para no entrar en procesos electorales durante ese semestre, se celebra en Madrid, con más fastos que fondo, pero le sirve para recuperar aliento e imagen ante una opinión pública cada vez más desalentada e impaciente por desembrollar la madeja del poder. El nombre de la moneda única europea, el «euro» es el más visible de los éxitos, junto a las alabanzas de los líderes europeos, con Helmuth Kolh a la cabeza. No basta. Lo interior, lo español, se convierte en una trituradora, que ese mismo mes, diciembre, aprieta entre sus fauces al ex-presidente de Navarra y ex-secretario general del PSOE de esa comunidad: Gabriel Urralburu ingresa en la cárcel. Otro palo para la imagen de los socialistas, que se toman las uvas con la sensación de que son las últimas que se toman sentados en el poder del Estado. Casi sin fuerzas se «meten» en una larga pre-campaña electoral mientras los «cachorros» del PP, a los que han despreciado y minusvalorado durante años, acarician con la vista los sillones de cuero del Consejo de Ministros.

todo un vicepresidente y un ministro de Defensa: el de las escuchas ilegales del Cesid a ciudadanos privados, incluido el Rey, y el archivo de las cintas en la sede del organismo de espionaje. El coronel Juan Alberto Perote acusa a sus superiores, es acusado a su vez de sustraer información confidencial, y da con sus huesos en la cárcel tras romperse a primeros de

septiembre la negociación entre las dos partes. El culebrón no lo mejora ningún telefilm norteamericano, por más imaginación que le echen los guionistas.

Nada más regresar de las vacaciones de verano, Felipe González se encuentra con que su aliado, Jordi Pujol, inicia el desmarque obligado de los períodos preelectorales. El presidente de la Generalitat desea que se celebren primero los comicios generales antes que los autonómicos, pero el tiempo juega en su contra. Su «tiempo» se acaba en la primavera de 1996, mientras que el secretario general de los socialistas puede «alargar su cuerda» hasta el otoño de ese año, pese a que no se aprueben los Presupuestos Generales, que no se aprueban. En el tira y afloja, Pujol no tiene más remedio que ceder e ir a las urnas, en las que recibe su particular «voto de castigo» mientras ve como su gran rival dentro del centro-derecha, el PP, escala posiciones en Cataluña merced a la hábil combinación de Alex Vidal Quadras y Trías de Bes, el «tránsfuga más notable» desde las filas de CiU. Perdida la mayoría absoluta, el «honorable» se apresta a recuperar posiciones en el futuro.

El cierre de 1995 le depara a González la «obligación» de anunciar la disolución de las Cortes y la convocatoria anticipada de elecciones para el mes de marzo de 1996. El tiempo no da para más, pese a sus hábiles intentos de recomponer el pacto parlamentario con la minoría catalana. La cumbre comunitaria que cierra la presidencia española, uno de los motivos esgrimidos para no entrar en procesos electorales durante ese semestre, se celebra en Madrid, con más fastos que fondo, pero le sirve para recuperar aliento e imagen ante una opinión pública cada vez más desalentada e impaciente por desembrollar la madeja del poder. El nombre de la moneda única europea, el «euro» es el más visible de los éxitos, junto a las alabanzas de los líderes europeos, con Helmuth Kolh a la cabeza. No basta. Lo interior, lo español, se convierte en una trituradora, que ese mismo mes, diciembre, aprieta entre sus fauces al ex-presidente de Navarra y ex-secretario general del PSOE de esa comunidad: Gabriel Urrialburu ingresa en la cárcel. Otro palo para la imagen de los socialistas, que se toman las uvas con la sensación de que son las últimas que se toman sentados en el poder del Estado. Casi sin fuerzas se «meten» en una larga pre-campaña electoral mientras los «cachorros» del PP, a los que han despreciado y minusvalorado durante años, acarician con la vista los sillones de cuero del Consejo de Ministros.

APOYOS

Solana, el supergendarme

El dos de diciembre, el ministro de Asuntos Exteriores y máximo candidato a la sucesión de Felipe González como candidato electoral, Javier Solana, era elegido nuevo secretario general de la OTAN (NATO para los angloparlantes). El militante antimilitarista y anti-atlantista se colocaba

al frente de la organización de defensa de Occidente, tras recibir el apoyo de Estados Unidos, Alemania y Francia, e incluso de la reticente Gran Bretaña. Se alejaba de España y de su «caliente» política interna y «obligaba» al presidente del Gobierno a convertirse en cabeza de cartel, pese a los continuos y reiterados ofrecimientos de José Borrell para ocuparse de esa labor. Una sorpresa más desde el interior del Partido Socialista. Una mutación que sumar a las anteriores, y tan fuerte como el abandono doctrinario del marxismo. Solana se convirtió desde aquel día en el español con más poder, todo un superejército a sus órdenes, metido de lleno en la paz de los Balcanes, y en la «protección» de medio mundo. Un profesor de Física metido a supergendarme.

La baraka de Aznar

El miércoles, diecinueve de abril de 1995, José María Aznar estrenaba vehículo blindado y dejaba claro ante todo el país que él tenía «baraka», suerte. A las ocho y diez de la mañana unas décimas de segundo y el blindaje salvaron su vida, y la de sus acompañantes, cuando ETA hizo estallar un coche bomba cuando se dirigía a su despacho. Los terroristas pretendían romper por dentro al Partido Popular, esta vez a nivel nacional, ya que en enero lo habían hecho a nivel del País Vasco, al asesinar a Gregorio Ordóñez en San Sebastián. Salvada su vida, y dando un gran ejemplo de serenidad, Aznar se ganó una buena parte de la simpatía popular, reafirmando su protagonismo político. ETA falló y todos nos evitamos una crisis importante. No tuvieron la misma suerte un comandante y un brigada del Ejército, que son asesinados, lo mismo que el jefe de la policía antiterrorista de San Sebastián. Ni la tuvieron los trabajadores de la Armada que regresaban a sus domicilios en la barriada madrileña de Vallecas cuando otro coche bomba ocasionó seis muertos, ni la tuvieron una mujer y su hija en Valencia, cuando un artefacto explosivo colocado en uno de los servicios del Corte Inglés, también en diciembre, quiso amargar la despedida de Felipe González como presidente de la Unión Europea. Un mes más tarde, ETA pasaría de los atentados indiscriminados a la «selección» de objetivos: Primero intentando asesinar a Juan María Atutxa, y más tarde matando a Fernando Múgica y Francisco Tomás y Valiente, otro año, la misma historia.

.La guerra sucia sale a la luz

.Si en 1987 las primeras pruebas de la implicación del estado en la guerra sucia contra ETA apuntaron, y se quedaron, en el subcomisario José Amedo, y el inspector Michel Domínguez, el retorno de Baltasar Garzón a la Audiencia Nacional y el caso de Segundo Marey sirvieron para abrir las puertas del Ministerio del Interior y subir en la escala de las imputaciones hasta el mismísimo presidente del Gobierno. Por el camino quedaron los comisarios Planchuelo y

Alvarez, el ex-director general de la Seguridad del Estado, Julián Sancristobal, y el ex-ministro José Barrionuevo, que tras manifestar un día sí y otro también su disposición a colaborar con la Justicia, y sus deseos de poder «decir» su verdad ante un magistrado que no fuera Garzón, puso todos los obstáculos políticos posibles para no tener que comparecer en el Tribunal Supremo por las acusaciones de colaboración con banda armada. Otro ilustre protagonista como Rafael Vera, auténtico motor de la lucha antiterrorista, pasó unos meses en la cárcel de Alcalá Meco, acusado de los mismos delitos del que fuera su superior en el Ministerio. El GAL mostró su voracidad en 1995, al tiempo que la aparición de los cadáveres enterrados en cal viva y con señales de torturas de Lasa y Zabala, arrojaban ante los ojos de la opinión pública el horror de la violencia del Estado. Por si faltara algún elemento en la tragedia, el cuartel de la Guardia Civil en el barrio de Inchaurreondo se convirtió en punto de mira, con su responsable, el general Rodríguez Galindo al frente.

Articles sur la Corruption:

Caudillismo y control del Gobierno

PABLO SEBASTIÁN 9

19/09/1993

Este Gobierno débil no se ha atrevido a indultar a Antonio Tejero y le ha otorgado, a la par que a José Amedo, el «régimen abierto» o una media libertad. En ello alguna influencia habrá tenido la memoria histórica del propio Felipe González quien no puede olvidar la soez proclama del «se sienten, coño», «al suelo, todos al suelo» del golpe militar del 23-F. Los gritos y amenazas golpistas, oídos por el entonces líder de la oposición y de la izquierda desde la alfombra del hemiciclo del Congreso, escondido bajo los respaldos del banco azul y mientras resonaba, entre disparos sueltos, la voz de la dignidad de Adolfo Suárez («isoy el presidente del Gobierno, soy el presidente del Gobierno!») jugándose, como era su «política» obligación, la vida en defensa de la legalidad. El comportamiento de González, que muchos justifican en la condición humana y que moral y políticamente no tiene la menor justificación (y no porque los políticos tengan que ser héroes sino porque también para afrontar estas situaciones representan a la sociedad), ha marcado desde entonces el mal carácter y la aviesa psicología del presidente del Gobierno. Y buena prueba de ello está en que, en los once años que lleva en el Gobierno, ha desaparecido de las pantallas de televisión el reportaje completo del golpe. No las imágenes de la entrada de Tejero en el Congreso, pero sí aquellas en las que se veían los bancos de la oposición y, si mal no recuerdo, a un Felipe González lívido, asomando la cabeza por detrás de la bancada azul y dando un manotazo de desconsuelo cuando el golpista teniente coronel y sus esbirros de la operación decían aquella chulesca ordinariez de «manitas fuera, que esto se mueve». Y este episodio, como lo de la corrupción institucionalizada del PSOE -denunciada ahora por el Juez Marino Barbero con el procesamiento del senador Josep María Sala-, o los crímenes del GAL (Amedo ya anda de picos pardos por la capital) está en la obligada biografía de González, que le acerca más a Bettino Craxi o a Carlos Andrés Pérez, que como deseaba él a Olof Palme o a Willy Brandt. Aunque lo que marcará en España el largo mandato político de González será, como se vio la pasada semana en los episodios protagonizados por Alfonso Guerra y Javier Sáenz Coscolluela, la «discreta» involución democrática al final de la transición y la transformación del PSOE en un partido oportunista y «asexuado», integrado y dirigido por unos profesionales del poder, que viven de la política y no por ella ni para ella. Los episodios del Congreso socialista sevillano y la fugaz rebelión (veremos lo que dura) del ex ministro Sáenz Coscolluela son claros exponentes del destroz democrático y del profesionalismo felispista del PSOE. En Sevilla, Alfonso Guerra pareció que, por unos instantes, plantaba por fin cara a Felipe González denunciando el giro oportunista del Gobierno hacia la derecha nacionalista catalana, a la que calificaba de chantajista, y advirtiendo del riesgo de ruptura en el PSOE y su derechización. Y aunque el vicesecretario general socialista dijo, por una vez, la verdad, pronto se acobardó ante el empuje del amo del poder y acabó pidiendo disculpas y rectificando lo dicho. Para, al final, rodilla en tierra, renunciar a la candidatura de Manuel Fernández que él mismo había organizado e ido a

defender, sometiéndola a la de Carmen Herмосín, y añadiendo a su curriculum de enfrentamientos con González una cuarta derrota personal: salida del Gobierno, votación en la Ejecutiva, votación en el grupo parlamentario y retirada sevillana. La última entrevista de Guerra en Ferraz con los integrantes menos representativos del llamado grupo renovador de Las Navas del Marqués (fallaron Solana, Lerma, Obiols, Saavedra y Yáñez) fue su escena final en aras de una falsa «unidad» del PSOE con vistas a su XXXIII Congreso socialista. La convocatoria en la que González espera consagrar su caudillismo y el fin de los objetivos del «Estado del bienestar», a cambio de la ambigüedad ideológica que permita la renovación permanente del poder. Que es, al fin y al cabo, la única renovación que le interesa y la que ha motivado el paso multitudinario de los guerristas hacia el felipismo. La cultura/ideología del cargo público y la subvención oficial es la que vence y convence en el PSOE. Sobre todo una vez que, en las pasadas elecciones, le han visto las orejas a la derrota y la cabeza al Partido Popular. Y los dirigentes y militantes saben muy bien que quien gana y reparte es González y que Guerra no tiene nada que ofrecer. Como lo sabe el entorno financiero y cultural del presidente, la nueva derecha bancaria, empresarial y «familiar». La misma que, aunque no gusta (como Guerra) del pacto de legislatura o de Gobierno con el nacionalismo catalán (Caballo de Troya en Madrid, que nadie sabe a dónde va a llegar) prefiere esa «estabilidad» o «governabilidad» a los delirios izquierdistas del guerrismo. Y, sobre todo, a su proyecto populista-peronista de coalición PSOE-IU, tan indefinido como innecesario. Porque no hay sino ver en IU el entusiasmo felipista del grupo Nueva Izquierda de Nicolás Sartorius, o los ofrecimientos entregados de pactos al Gobierno que en estos días propone, el otrora feroz parlamentario y hoy cordero conciliador, Rafael Ribó. Cosa bien distinta a las volteretas mortales de Alfonso Guerra por Sevilla fue el discurso ante el grupo socialista del Congreso del ex ministro Sáenz Cosculluela. Algo que, como el vídeo completo de Tejero en el Congreso, González no lo quiso ni ver. Pero el texto ahí está: la «renovación no consiste en seguir a una sola persona» (denuncia del caudillismo y del régimen personal felipista) y «el grupo parlamentario debe controlar al Gobierno» (denuncia de la falta de controles democráticos y de la acumulación de poderes). Los dos problemas esenciales del momento político español (y de los que son consecuencia la crisis económica y la corrupción) fueron claramente denunciados por Sáenz Cosculluela, desde dentro de los bancos del poder. Aunque el alegato del ex ministro sobre el necesario control del Gobierno fue incompleto porque lo redujo al Grupo Socialista del Congreso y se olvidó de todo lo demás. Del Parlamento, en general, la oposición, el poder judicial y la prensa oficial y oficiosa, la mayoría de la radio y toda la televisión, medios e instituciones sometidos al palacio presidencial. En España, al contrario de lo que ocurre en las democracias, el juego es al revés: González es el que controla su partido y todos los poderes e instituciones del Estado. Eso sí, en aras del progreso y de la modernidad, aunque ambos objetivos se desvanezcan por culpa de una «ajena y desafortunada coyuntura internacional» (a alguien hay que culpar), que a punto estuvo, y todavía lo está (veremos lo que ocurre en las elecciones europeas después del XXXIII Congreso del PSOE) de destruir su liderazgo caudillista y su régimen autoritario de poder. Algo que González intenta recomponer desesperadamente, con el deseo de que se olvide todo lo demás. Borrando, hasta de su memoria, como en el recortado vídeo del golpe del 23-F en el Congreso, las escenas más llamativas e impresentables de su mandato presidencial.

Pedro J. Ramírez denuncia la pasividad de los jueces ante la corrupción política

MARTA BAEZ 7

20/10/1993

MADRID.-

El director del diario EL MUNDO, Pedro J. Ramírez, denunció ayer la escasa capacidad de investigación de jueces y abogados en España en destacados casos de corrupción en los que se han visto implicados miembros del Gobierno, en un coloquio sobre «Abogados y medios de opinión pública», organizado por el Foro de la Abogacía Española. Al acto, en representación de los profesionales de la abogacía, asistieron el ex presidente del Consejo General del Poder Judicial y del Tribunal Supremo, Federico Carlos Sáinz de Robles, el abogado José María Stampa Braun. Actuó como moderador el jurista Bernardo María Cremades. Pedro J. Ramírez mencionó los cuatro grandes casos de corrupción política en los que se ha visto implicado el Gobierno socialista -GAL, Filesa, Ibercorp y Juan Guerra- y señaló que estos procesos han llegado a los tribunales gracias a la Prensa. El director de EL MUNDO destacó que la instrucción de estos casos ha sido «nula» lo que, en su opinión, demuestra que «la capacidad de investigación de jueces y abogados es más limitada que la de la prensa cuando la parte contraria es el Estado o protegidos del Estado». Por su parte, Federico Sáinz de Robles defendió la existencia del periodismo de investigación y lo definió como «palanca de la sociedad cuando la información es correcta, está contrastada y elaborada con seriedad». Uno de los temas centrales del debate, que dio cita a destacados miembros de la abogacía española, fue el de los «procesos paralelos» en referencia a aquellos juicios que son seguidos por los medios de comunicación mientras se están celebrando en los tribunales. En relación a la implantación del jurado en los procesos judiciales, Stampa Braun, abogado defensor en procesos judiciales como el de Lola Flores y el de la discoteca «Alcalá, 20», señaló que la experiencia de éstos en Estados Unidos demostraba que las personas que lo integraban estaban influidas por la opinión pública y los medios de comunicación y que estas tensiones deben solventarse con la «calidad que deben tener los jueces para no verse influidos». Pedro J. Ramírez defendió su implantación e indicó que «ningún jurado hubiera exonerado a Juan Guerra» lo que, según dijo, demuestra que existe «un divorcio entre la sensibilidad ciudadana y los que le juzgaron». En cuanto a la vinculación entre periodistas y abogados, Pedro J. Ramírez señaló que existe una relación de complicidad entre ellos y que ambos «eran los encargados de proteger los derechos fundamentales de los ciudadanos». «En una democracia imperfecta nuestra relación se establece de forma muy diversa. El abogado es cómplice, parte contaria y fuente de información, pero en la parte profesional me quedaría con el abogado como colaborador, amigo y asesor», añadió Ramírez. Por su parte Sáinz de Robles

ironizó con la vinculación entre abogados y periodistas. «El periodista debe preguntar todo al abogado porque la sociedad tiene derecho a saberlo todo y el abogado no debe contestarle nada porque se ampara en el secreto profesional», señaló.

Suficiente

PEDRO J. RAMIREZ 3

01/01/1996

El día en que el juez Moner dictó auto de procesamiento contra Barrionuevo por secuestro, dirección de banda armada y malversación de fondos públicos escribí que lo último que podían imaginar los reporteros Melchor Miralles y Ricardo Arqués, cuando a finales del verano del 87 descubrieron aquel zulo con pruebas decisivas sobre los GAL en el sur de Francia, es que su investigación sentaría casi una década después al ministro del Interior en el banquillo de los acusados. Esa es la grandeza del Estado de Derecho: el sometimiento de todos los ciudadanos por igual al imperio de la ley.

Ahora tras la celebración de las primeras elecciones generales con aquella verdad tremenda ya sobre la mesa podría pensarse que el castigo infligido por el electorado a González ha sido decepcionantemente pequeño. Pero viendo las cosas con mayor perspectiva histórica y sociológica debe cobrar mucha más importancia el hecho de que por primera vez en la transición la oposición haya sido capaz de ganarle unas elecciones al poder, sin que éste se haya desmoronado previamente como ocurrió en el 82. O la circunstancia de que ni siquiera las apelaciones más groseras a la España profunda, amplificadas a través de la televisión pública, hayan podido impedir que tanto el Partido Popular como Izquierda Unida -las dos formaciones que más contundentemente criticaron los abusos del felipismo- crecieran en porcentaje, escaños y votos, cosechando el apoyo de más de 12 millones de españoles, frente a los 9 que avalaron políticamente a González.

1995 pasará en todo caso a la historia como el año en que se destapó el secreto más inconfesable de nuestra joven democracia y se aportaron a los ciudadanos los suficientes elementos de juicio como para permitirles tomar decisiones con pleno conocimiento de causa.

Quando en diciembre del 94 Amedo y Domínguez empezaron a desgranar su relato, todas las piezas del puzzle comenzaron a encajar unas con otras. Cuando en junio y julio del 95 la plana mayor del equipo de Barrionuevo corroboró la versión de los policías, implicando a sus superiores, lo sucedido empezó a estar meridianamente claro. Sólo faltaba ya que Damborenea pusiera la guinda de la intervención personal de González para completar un edificio de indiscutible consistencia.

Lo más importante de estas revelaciones es que enriquecieron de base argumental y probatoria la tesis que tanto los editoriales primero de Diario 16 y luego de EL MUNDO, como yo personalmente habíamos venido manteniendo durante largos años: la puesta en marcha de los GAL no había sido sino uno más -probablemente el de mayor gravedad por sus consecuencias cruentas- de los casos de corrupción de una administración amoral. Lo había sido en el sentido más amplio y filosófico del concepto, pues todo lo ocurrido destilaba el utilitarismo de quien considera que el fin justifica los medios. Pero también lo había sido en la acepción más literal y doméstica del término corrupción, pues los secuestros y asesinatos, a menudo de personas totalmente desconectadas del entorno etarra -Marey, Goena, Caplanne- se entreveraban con el saqueo organizado de los fondos reservados de Interior.

En lugar de asumir sus responsabilidades políticas presentando la dimisión al Rey, Felipe González afrontó la situación con su implacable resistencia de siempre, convirtiendo la crisis en un prolongado pulso a la verdad. Nada ni nadie fueron capaces de sacarle de las numantinas negativas con que respondió en enero ante las cámaras de TVE el primer interrogatorio al respecto. Incluso en el otoño se permitió lanzar una contraofensiva en toda regla, haciendo circular la pueril teoría de la «conspiración» en la que implicaba por igual al juez Garzón a los partidos de oposición y, por supuesto, a nuestro periódico.

Ni esta ni otras maniobras de intoxicación habrían tenido trascendencia alguna de no ser por el apoyo del aparato de propaganda formado tanto por los medios públicos a sus órdenes como por los medios privados pendientes de sus privilegios y favores. Es muy significativo que todo este proceso de deterioro coincidiera con la pugna por el control de la televisión por cable y que fuera en el último Consejo de Ministros anterior al 3-M cuando se aprobara el expediente de concentración que suponía poner a disposición del grupo Prisa la impagable infraestructura de una empresa pública como Telefónica.

La denuncia por parte de la prensa independiente de esta operación o de los irregulares negocios del señor Polanco con créditos FAD en Iberoamérica provocó toda una campaña de manipulaciones, insultos y calumnias desde los medios que componen su imperio periodístico, en la que ni siquiera el más elemental derecho de réplica fue respetado.

La eficaz gestión del semestre de presidencia europea y el nombramiento de Javier Solana como secretario general de la OTAN proporcionaron a González la plataforma y la coartada para volver a presentarse a las elecciones, tras cumplir con el ritual de su irrevocable renuncia a hacerlo y «ceder» a los ruegos, presiones y unanimidades aclamatorias de sus compañeros. Al mismo tiempo la sentencia del Tribunal de Conflictos le permitía cubrirse las espaldas, bloqueando la entrega a la justicia de los documentos del CESID que podían constituir una prueba decisiva de su implicación personal en la organización de la guerra sucia.

En los meses anteriores a la consulta del 3-M el comentario general de la España ilustrada era de estupor cada vez que un sondeo de opinión seguía otorgando un «suelo» del 30% al PSOE. ¿Cómo era posible que una porción tan importante de ciudadanos siguiera respaldando a un partido y a un líder vinculados a tramas como las de Filesa, Ibercorp, Roldán-Urralburu o los GAL? Pues bien, a la hora de la votación, poniendo en evidencia a todos los institutos de sondeos, ese «suelo» ha terminado elevándose hasta más del 37%.

Detrás de ese inesperado buen resultado de González se percibe la existencia de una «España profunda» que no aflora en las encuestas, que oculta su intención de voto, permanece a menudo agazapada en el subsidio, no comparte la escala de valores vigente en las democracias occidentales y aún se moviliza bajo las atávicas consignas del miedo a la derecha, el doberman y el «No pasarán». Uno a uno todos los votantes son igualmente respetables, pues en eso consiste la grandeza y la servidumbre de la democracia. Las tendencias dominantes en la fotografía colectiva de ese amplio segmento de la población española resultan, sin embargo, gravemente preocupantes de cara a cualquier proyecto de auténtica modernización de España.

Precisamente es la incómoda y desagradable constatación de esta parte de nuestra realidad, lo que vuelve más meritorio y decisivo que el 3-M se haya producido, aunque sea por estrecho margen, el triunfo de la información sobre la desinformación y de la verdad sobre la mentira. Sólo las falsas expectativas introducidas en la campaña por unos institutos demoscópicos incompetentes explica la tristeza de los vencedores y la alegría de los derrotados. Más allá de estos elementos subjetivos, queda la realidad de lo ocurrido: un hombre decente de limitado atractivo personal le ha ganado a un adversario formidable que podía poner todos los resortes del poder al servicio de su inconmensurable capacidad escénica.

Si la racionalidad de la matemática parlamentaria y las afinidades ideológicas desembocan en un gobierno estable, tal vez el desasosegante resultado del 3-M resulte mucho más útil y beneficioso de lo que podía desprenderse de las primeras impresiones. Como fruto de una carambola un tanto inesperada podríamos encontrarnos ante una oportunidad histórica de integrar al centro-derecha español con los nacionalismos periféricos y dar paso a una concepción más plural y por ende más genuina de España.

Se trata de todo un reto para la capacidad política de los protagonistas de esta situación. En los próximos meses, con la espada de Damocles de las condiciones de Maastricht pesando ya sobre nuestras cabezas, veremos si son capaces de estar a la altura de las circunstancias.

.PEDRO J. RAMIREZ

Desvío de dinero público

17/11/1989

MADRID.-

El juez Baltasar Garzón ha establecido que el subcomisario José Amedo y el inspector Michel Domínguez organizaron los GAL, y lo financiaron con un «desvío doloso de fondos públicos». Es decir. Según este magistrado, parte del dinero con el que se financió este grupo provenía de los impuestos de todos los españoles, a través de los Fondos Reservados del Ministerio del Interior. El Gobierno se negó a informar a la Audiencia sobre las cantidades entregadas al subcomisario José Amedo. El juez Baltasar Garzón aseveraba en otro de sus escritos que algunas personas, en este caso, han confundido la seguridad del Estado con la de personas concretas que forman parte del Gobierno.

Sociedades del PSOE cobran cientos de millones a grandes empresas y luego pagan gastos electorales

ANA AGUIRRE / JESUS CACHO CASIMIRO GARCIAABADILLO 1

29/05/1991

MADRID.-

Desde 1988 a 1990 dos pequeñas empresas de Barcelona, Filesa y Time Export, ligadas al PSOE, cobraron cientos de millones a dos de los mayores bancos españoles y a empresas de primera fila por estudios de asesoramiento que no se llegaron a realizar. Una parte importante del dinero recibido fue utilizada para pagar los gastos publicitarios generados por la campaña electoral del PSOE para los comicios de 1989. Las empresas El Viso Publicidad y Hauser y Menet cobraron directamente de Filesa 432 millones. El video «Momentos», que causó gran polémica por la utilización por el PSOE de personajes públicos no ligados al partido, fue pagado por Filesa. La sociedad cabecera del grupo, Malesa, es propiedad de Alberto Flores, hermano de la responsable de relaciones internacionales del PSOE, Elena Flores, que controla el 60% del capital y de Luis Oliveró, tío político de Carlos Navarro, cerebro de la operación y coordinador de finanzas del

Grupo Socialista, con el 40%. Durante 1989 se producen los mayores ingresos de estas dos sociedades desconocidas en el mundo de la consultoría. El BBV pagó ese año 84 millones de pesetas por dos estudios encargados a Filesa. Según fuentes de toda solvencia, José Aureliano Recio, amigo de Carlos Solchaga y consejero director general del BBV, era el hombre que hizo de enlace para la contratación de los servicios de consultoría. Recio dijo ayer a EL MUNDO que él no había encargado ningún estudio. La entidad bancaria reconoció que se habían pagado las facturas. El Central y Cepsa han sido las entidades que realizaron mayores desembolsos durante 1989. Entre el banco y su filial ingresaron 446 millones ese año.

Articles sur ETA:

El etarra Lasarte, condenado a 82 años por el asesinato de Múgica

El terrorista deberá indemnizar con 50 millones a los herederos

JOSÉ YOLDI 28 MAY 1998

El etarra Valentín Lasarte, de 34 años de edad, fue condenado ayer a 82 años de cárcel por su participación en el asesinato, en 1996, del abogado Fernando Múgica Herzog, hermano del que fuera ministro socialista de Justicia Enrique Múgica. Sin embargo, la pena no tendrá ningún efecto debido a que Lasarte ya está condenado a otras superiores a los 30 años, el máximo tiempo de prisión que se prevé en la legislación española, como autor de varios asesinatos más.

Valentín Lasarte, natural de San Sebastián, deberá indemnizar con 50 millones de pesetas a los herederos de Fernando Múgica. Pero, como está considerado insolvente, no la pagará. El tribunal ha estimado todas las acusaciones del fiscal y ha apreciado la existencia de dos delitos de atentado a agente de la autoridad, ya que, en la fuga, Lasarte y sus compañeros dispararon

contra el coche ocupado por dos miembros de la policía vasca; robo con intimidación y falsificación de matrículas, por el vehículo sustraído para perpetrar el crimen, además del asesinato en sí.

La sentencia destaca la imposibilidad de defensa por parte de Múgica y la falta absoluta de riesgo para el agresor. También señala que, aunque Lasarte aseguró en el juicio que los etarras sólo quisieron asustar a los ertzainas, los disparos fueron realizados "con ánimo de matar, como se deduce del lugar de los impactos, y todo ello a sabiendas de que el vehículo estaba ocupado por policías".

Los magistrados declaran probado que Lasarte formaba parte de un comando de ETA desde 1992 y que, después de una campaña de atentados, se refugió en Francia, junto con otros integrantes del grupo, hasta el 12 de enero de 1996, cuando un dirigente de la banda terrorista les ordenó que pasasen a España con el fin de realizar nuevos atentados, entre los que figuraba el asesinato de Fernando Múgica como el más inmediato para que no coincidiese con la campaña de las elecciones del 3 de marzo.

Por la espalda

Lasarte y otros dos terroristas se escondieron en dos pisos francos, en Astigarraga y Andoain (Guipúzcoa). Durante varios días, y con el coche proporcionado por otro miembro de la organización, se dedicaron a comprobar los datos sobre los movimientos y costumbres de Múgica. El 5 de febrero de 1996, los tres integrantes del comando, junto a un miembro de la infraestructura del grupo, cambiaron las placas de matrícula de un coche y se dirigieron a San Sebastián, hasta las proximidades del despacho de abogado de la víctima. Pero, a pesar de que estuvieron esperándole, Múgica no apareció ese día, por lo que decidieron volver al siguiente.

El día 6 los terroristas chocaron con otro coche durante el trayecto, pero no se detuvieron, sino que llegaron al centro de San Sebastián y esperaron a Múgica en la esquina de la calle de San Martín con la plaza del Buen Pastor. Cuando éste pasó por el lugar, le siguieron y uno de los compañeros de Lasarte se aproximó a él por la espalda y le disparó en la cabeza, a muy corta distancia, causándole la muerte.

El hijo de la víctima, José María Múgica Heras, se enfrentó a Lasarte, pero fue encañonado por el otro terrorista y tuvo que dejarles huir. Los dos etarras se montaron en el coche que les esperaba y se dieron a la fuga.

En la huida, y por medio de un receptor de comunicaciones que llevaban en el vehículo, se enteraron de que habían sido localizados. Un coche de la policía vasca inició la persecución, pero los terroristas dispararon con una pistola y un subfusil contra los agentes y consiguieron huir y esconderse en el piso franco de Andoain.

Tres semanas más tarde, Lasarte se trasladó a Astigarraga, donde estuvo viviendo hasta que fue finalmente fue detenido.

María San Gil, en el juicio de 'Txapote': "Cuando vi la pistola en la nuca de Gregorio pensé que era una broma"

Visto para sentencia el juicio al terrorista Txapote por el asesinato del concejal donostiarra del PP Gregorio Ordóñez

AGENCIAS Madrid 29 NOV 2006 - 20:03 CET

La presidenta del PP en el País Vasco, María San Gil, ha testificado esta mañana en la Audiencia Nacional contra el etarra Francisco Javier García Gaztelu, alias *Txapote*, por el asesinato del concejal del PP de San Sebastián Gregorio Ordóñez, el 23 de enero de 1995. Ella estaba presente cuando lo mataron. Ha dicho: "En aquel segundo, cuando vi la pistola en la nuca de Gregorio, pensé: Menuda broma macabra". "Inmediatamente después, la cara de Gregorio se desfiguró completamente".

Durante su testimonio, la dirigente de los populares vascos, entonces secretaria personal del concejal del PP en el Ayuntamiento de San Sebastián, ha recordado que el 23 de enero de 1995 se encontraba comiendo con Ordóñez y otros tres compañeros en un bar de la Parte Vieja de San Sebastián. "De repente", ha relatado, "vi una pistola sobre su cabeza; inmediatamente se disparó. La cara de Gregorio, por supuesto, cambió completamente. En ese instante, la persona que le había pegado el tiro salió corriendo y yo salí detrás suyo. A la salida, se cayó, y me di cuenta de qué hacía yo corriendo detrás del asesino. Entonces, volví a entrar en el bar".

La presidenta del PP vasco ha contado que por entonces los concejales del partido no estaban escoltados. "En esos años era imposible pensar que en el casco viejo de San Sebastián viniese alguien a pegarte un tiro", ha explicado. La hermana del concejal asesinado, Consuelo Ordóñez, también ha acudido al juicio. Ha declarado antes de entrar en la sala que se siente "encantada" por la celebración de esta vista. Ha asegurado que tiene muchos compañeros "que son víctimas de ETA y no saben todavía quienes son sus asesinos" o "lo saben y se los cruzan en la calles de sus pueblos". "Espero que se le hayan bajado los humos a Txapote", ha añadido.

30 años de cárcel

El juicio de hoy es la última vista oral a la que asistirá el etarra antes de ser devuelto a Francia, donde fue detenido el 22 de febrero de 2001. Las autoridades francesas entregaron a Txapote a España el pasado 15 de diciembre y, desde entonces, ha sido condenado a 82 años de prisión por el asesinato del socialista Fernando Múgica; a 50 años por el del concejal del PP Miguel Angel Blanco; a 29 años por el del sargento Alfonso Morcillo y a 18 años por el atentado contra una discoteca de Deba (Guipúzcoa).

El proceso por el asesinato del concejal ha quedado visto para sentencia. En la vista, el fiscal Ignacio Gordillo ha mantenido su petición de 30 años de cárcel para Txapote, quien ha dicho que no iba a declarar porque no quería "formar parte de este teatro", y ha solicitado que una vez cumplida la pena se le prohíba acercarse a la localidad donde reside la familia de la víctima durante un período de 10 años.

Además, ha reclamado que el acusado indemnice con 300.000 euros a los herederos del primer edil del PP asesinado por la banda terrorista. La acusación particular, que representa a la viuda e hijo de Ordóñez, y las acusaciones populares -ejercidas por el PP, el Ayuntamiento de San Sebastián y Asociación de Víctimas del Terrorismo (AVT)- han pedido la misma pena de cárcel y la prohibición de acercarse a la familia durante 10 años y han reclamado 600.000 euros como indemnización.

Sabino Arana - “¿Qué somos?”

"La fisonomía del bizkaino es inteligente y noble; la del español, inexpresiva y adusta.

El bizkaino es de andar apuesto y varonil; el español, o no sabe andar (ejemplo, los quintos) o si es apuesto es tipo femenil (ejemplo, el torero).

El bizkaino es nervudo y ágil; el español es flojo y torpe.

El bizkaino es inteligente y hábil para toda clase de trabajos; el español es corto de inteligencia y carece de maña para los trabajos más sencillos. Preguntádselo a cualquier contratista de obras y

sabréis que un bizcaino hace en igual tiempo tanto como tres maketos juntos.

El bizkaino es laborioso (ved labradas sus montañas hasta la cumbre); el español, perezoso y vago (contemplad sus inmensas llanuras desprovistas en absoluto de vegetación).

El bizkaino es emprendedor (leed la historia y miradlo hoy ocupando elevados y considerados puestos en todas partes... menos en su patria); el español nada emprende, a nada se atreve, para nada vale (examinad el estado de las colonias).

El bizkaino no vale para servir, ha nacido para ser señor ("etxejaun"); el español no ha nacido más que para ser vasallo y siervo (pulsad la empleomanía dentro de España, y si vais fuera de ella le veréis ejerciendo los oficios más humildes).

El bizkaino degenera en carácter si roza con el extraño; el español necesita de cuando en cuando una invasión extranjera que le civilice.

El bizkaino es caritativo aun para sus enemigos (que lo digan los lisiados españoles que atestan las romerías del interior y mendigan de caserío en caserío); el español es avaro aun para sus hermanos (testigo, Santander cuando pidió auxilio a las ciudades españolas en la consabidas catástrofe).

El bizkaino es digno, a veces con exceso, y si cae en la indigencia, capaz de dejarse morir de hambre antes de pedir limosna (preguntádselo a las Conferencias de San Vicente de Paúl); el español es bajo hasta el colmo, y aunque se encuentre sano, prefiere vivir a cuenta del prójimo antes que trabajar (contad, si podéis, los millares de mendigos de profesión que hay en España y sumidlos con los que anualmente nos envía a Euskeria).

Interrogad al bizkaino qué es lo que quiere y os dirá "trabajo el día laborable e iglesia y tamboril el día festivo"; haced lo mismo con los españoles y os contestarán pan y toros un día y otro también, cubierto por le manto azul de su puro cielo y calentado al ardiente sol de Marruecos y España.

Ved un baile bizkaino presidido por las autoridades eclesiásticas y civil y sentiréis regocijarse el ánimo al son del "txistu", la alboka o la dulzaina y al ver unidos en admirable consorcio el más sencillo candor y la loca más alegría; presenciad un baile español y si no os acusa náuseas el liviano, asqueroso y cínico abrazo de los dos sexos queda acreditada la robustez de vuestro estómago, pero decidnos luego si os ha divertido el espectáculo o más bien os ha producido hastío y tristeza.

En romerías de bizkainos rara vez ocurren riñas, y si acaso se inicia alguna reyerta, oiréis sonar una media docena de puñetazos y todo concluido; asistid a una romería española y si no veis brillar la traidora navaja y enrojarse el suelo, seguros podéis estar de que aquel día el sol ha salido por el Oeste.

El aseo del bizkaino es proverbial (recordad que, cuando en la última guerra andaban hasta por Nabarra, ninguna semana les faltaba la muda interior completa que sus madres hermanas les llevaban recorriendo a pie la distancia); el español apenas se lava una vez en su vida y se muda una vez al año.

La familia bizkaina atiende más a la alimentación que al vestido, que aunque limpio siempre es

modesto; id a España y veréis familias cuyas hijas no comen en casa más que cebolla, pimientos y tomate crudo, pero que en la calle visten sombrero, si bien su ropa interior es "peor menealla".

El bizkaino que vive en las montañas, que es el verdadero bizkaino es, por natural carácter, religioso (asistid a una misa por aldea apartada y quedareis edificados); el español que habita lejos de las poblaciones, o es fanático o es impío (ejemplos de los primero en cualquier región española; de los segundo entre los bandidos andaluces, que usan escapulario, y de lo tercero, aquí en Bizkaya, en Sestao donde todos los españoles, que no son pocos son librepensadores).

Oídle hablar a un bizkaino y escuchareis la más eufónica, moral y culta de las lenguas; oidle a un español y si solo le oís rebuznar podéis estar satisfechos, pues el asno no profiere voces indecentes ni blasfemias.

El bizkaino es amante de su familia y su hogar (cuanto a lo primero, sabido es que el adulterio es muy raro en familias no inficionadas de la influencia maketa, esto es, en las familias genuinamente bizkainas; y cuanto a lo segundo, si el bizkaino por su carácter emprendedor se ausenta de su hogar no le pasa día en que no suspire por volver a él); entre los españoles, el adulterio es frecuente así en las clases elevadas como en las humildes, y la afección al hogar es en estas últimas nula porque no la tienen.

Por último, según la estadística, el noventa y cinco por ciento de los crímenes que se perpetran en Bizkaya se deben a mano española, y de cuatro de los cinco restantes son autores bizcainos españolizados.

Decid, pues, ahora si el bizkaino es español por su tipo, carácter y costumbres ."

Sabino Arana, "¿Qué somos?". Obras Completas. Editorial Sabindiar-Batza. Buenos Aires. 1965.
Páginas 627 y 628

ETA pone fin a 43 años de terror

La banda anuncia el "cese definitivo" de la violencia terrorista

La organización emplaza a España y Francia a abrir un "proceso de diálogo directo"

LUIS R. AIZPEOLEA Madrid 21 OCT 2011 - 00:05 CET3259

ETA ha anunciado esta jueves el fin a 43 años de terrorismo con 829 víctimas mortales. La banda anunció a las siete de la tarde a través de un comunicado, escrito y en vídeo, que ha difundido en las ediciones digitales de los diarios *Gara* y *Berria*, el "cese definitivo de la actividad armada" sin poner condiciones. El comunicado, leído por tres encapuchados, se limita a solicitar "un diálogo directo" con el Gobierno para resolver las "consecuencias del conflicto", esto es, la situación de presos y los etarras que viven en la clandestinidad, y superar lo que llama "la confrontación armada". Con este comunicado, difundido a un mes exacto de las elecciones del 20-N, responde a la petición que el pasado lunes le hicieron seis personalidades internacionales en una conferencia en San Sebastián y el martes la izquierda *abertzale*.

Pero el comunicado de ETA es más preciso y claro que el emitido el lunes por la Conferencia en San Sebastián. En dicho texto aparecían sugerencias, como la constitución de una mesa de partidos y de una consulta, que ETA no recoge en su texto. Con ello, ETA envía un mensaje claro y es que no se va a convertir en tutor político de nada. Sólo se va a ocupar del futuro de sus presos. Por eso no habla de disolución. Esto no sólo le da un valor inédito al comunicado de ETA. También histórico porque responde a lo que le han pedido los partidos desde la constitución de la democracia.

El presidente del Gobierno, José Luis Rodríguez Zapatero, le dio rango histórico al final de ETA. Lo mismo hizo el ex ministro del Interior y candidato socialista, Alfredo Pérez Rubalcaba. En una breve intervención en La Moncloa, Zapatero, en tono emotivo, atribuyó el final de ETA al esfuerzo de todos los gobiernos democráticos, a las Fuerzas de Seguridad, a la colaboración internacional, especialmente la francesa, a la unidad de los partidos y a la sociedad española, con un recuerdo especial para las 829 víctimas de ETA en estos 43 años.

Rubalcaba apuntó, además, que será el próximo Gobierno el que gestione la solución para los presos y clandestinos y para ello apeló a la unidad entre los partidos democráticos. El líder del PP, Mariano Rajoy, valoró positivamente el cese de la violencia etarra y atribuyó su final a la presión política, judicial, social, lo que juzgó como un triunfo del estado de derecho. Una posición especialmente valiosa a la vista de la posición de la derecha mediática y del sector más radical de su partido.

En su comunicado, ETA considera que la Conferencia Internacional celebrada recientemente en Euskal Herria "es una iniciativa de gran trascendencia política" y que "la resolución acordada reúne los ingredientes para una solución integral del conflicto y cuenta con el apoyo de amplios sectores de la sociedad vasca y de la comunidad internacional".

ETA añade que en "Euskal Herria se está abriendo un nuevo tiempo político" y subraya que se enfrenta a "una oportunidad histórica para dar una solución justa y democrática al secular conflicto político". Ya en su lenguaje habitual, dice: "Frente a la violencia y la represión, el diálogo y el acuerdo deben caracterizar el nuevo ciclo. El reconocimiento de Euskal Herria y el respeto a la voluntad popular deben prevalecer sobre la imposición. Ese es el deseo de la mayoría de la ciudadanía vasca".

Pero diga lo que diga ETA, la suma de los factores a los que se refirieron Zapatero, Rubalcaba y Rajoy es la que ha propiciado que en el último tramo de la larga lucha contra el terrorismo, el anterior brazo político de ETA , la izquierda *abertzale*, acuciada por la presión policial, judicial y social se volviera contra la banda terrorista y acelerara el final del terrorismo que ayer se consumó con el comunicado.

Así, el pasado 7 de julio, Otegi admitió en su alegato en la Audiencia Nacional, que le condenó a 10 años de cárcel por colaboración con banda armada, que el atentado terrorista de la T-4 de Barajas, del 30 de diciembre de 2006, con el que ETA rompió la anterior tregua marcó el origen del distanciamiento con la banda terrorista de su *brazo político* y de él mismo. El alejamiento de la izquierda *abertzale* de ETA, como consecuencia de esa ruptura del proceso de paz de 2006, ha sido el factor determinante que ha acelerado el final de la banda terrorista, materializado en el anuncio de cese definitivo de su actividad armada.

Ha sido el último y definitivo factor que ha contribuido a acabar con más de 40 años de terrorismo etarra, aunque para diciembre de 2006 ETA ya sufría un notable acoso policial, judicial, político y social. Otegi reconoció en su alegato en la Audiencia Nacional, el pasado julio, que la izquierda *abertzale* rechazaba el terrorismo porque la sociedad vasca ya no lo toleraba.

Pero para llegar hasta ahí, hasta ese rechazo social en Euskadi que ha obligado a la izquierda *abertzale* a reclamar a ETA su final, la lucha contra el terrorismo ha cubierto una larga

marcha, muy lenta en sus primeros treinta años; a paso acelerado desde el 2006, y muy acelerada en los últimos dos años.

La ruptura del proceso de diálogo entre el Gobierno y ETA, con el atentado de la T-4 es el punto de inflexión que marca la aceleración del final de ETA.

Zapatero y Rubalcaba abordaron aquel proceso con una doble intención. Tratar de lograr una paz negociada, agotando todas las posibilidades de diálogo con la banda terrorista que los pactos entre los partidos democráticos toleraban, como el de Ajuria Enea de 1988. Esto es, separar la negociación entre Gobierno y ETA, limitada a paz por presos, de la política, que debería ser asumida por los partidos.

En caso de que fracasara el proceso de diálogo, en el que jugó un papel crucial Jesús Eguiguren, el *plan B* del Gobierno consistía en poner en evidencia a ETA como responsable de su ruptura para que saliera más debilitada del proceso de lo que entró.

Otegi reconoció en la Audiencia Nacional que la sociedad vasca ya no toleraba el terrorismo

El presidente del Gobierno, José Luis Rodríguez Zapatero, pensó que el proceso de diálogo saldría adelante, porque cuando ETA llegó a él, llevaba tres años sin matar; había recibido importantes golpes de unas fuerzas de seguridad cada vez más profesionalizadas, el último de ellos con la detención en octubre de 2004 de su principal líder desde los años noventa, Mikel Antza; la izquierda *abertzale* estaba en la ilegalidad por la aplicación de la Ley de Partidos, que entró en vigor en 2003, y tenía un rechazo social ya considerable por la unidad de los partidos democráticos vascos, nacionalistas y no nacionalistas, y por la potencia movilizadora de las organizaciones sociales vascas contra ETA.

Esta marea había ido creciendo poco a poco desde el Pacto de Ajuria Enea, de 1988, primer hito importante en la política antiterrorista al iniciar la deslegitimación social de la banda terrorista por la movilización callejera y la unidad entre nacionalistas y no nacionalistas.

Además, para ese momento, año 2006, ETA ya tenía un contexto internacional muy desfavorable, con el terrorismo de Al Qeda en el centro de la escena y con el IRA, la única banda terrorista europea además de ETA, en su retirada final.

Con el fracaso del proceso de diálogo, el Gobierno logró al responsabilizar a ETA de su ruptura el aislamiento internacional de la banda. Con esa oportunidad perdida por ETA ya ningún país iba a pedir al Gobierno, como sucedía hasta entonces, que acabara con la banda por la vía del diálogo. Lo que se tradujo en una mayor intensidad en la colaboración internacional contra ETA.

Asimismo, el Gobierno, al contrario de anteriores treguas, no bajó la guardia en el seguimiento de los terroristas, y al año de que ETA rompiera la tregua, en el verano de 2008, había puesto fuera de combate a los cinco comandos que tenía preparados para atacar. La cifra de víctimas fue la quinta parte de las que hubo tras la ruptura de la anterior tregua, la de 1998.

Con ser muy importantes la suma de todos estos factores para explicar el final de ETA, el definitivo fue el alejamiento de la izquierda *abertzale* de la banda terrorista, tras el atentado de la T-4 en Barajas, esto es la desafección de su brazo político.

Tras la ruptura de la tregua en junio de 2007, Otegi fue encarcelado. Desde la prisión abrió un proceso de reflexión, con numerosas consultas con los partidos nacionalistas, y pergeñó un proyecto de polo soberanista, de unidad de los partidos independentistas vascos, utilizando sólo medios pacíficos y políticos. Su proyecto se daba de bruces con ETA, que reinició la actividad terrorista, con una decena de asesinatos desde la ruptura de la tregua en junio de 2007 hasta julio de 2009, en que se produjo el último.

El precio que pagó ETA por su regreso al terrorismo fue altísimo. En un año cayeron todos sus comandos activos y cuatro cúpulas dirigentes fueron detenidas en tan sólo dos. El acoso policial era absoluto.

El alejamiento de la izquierda abertzale de ETA, uno de los factores determinantes en la decisión de la banda

Otegi, respaldado por Rufi Etxebarria y Rafael Díez Usabiaga, apostó decididamente por el proyecto de polo soberanista. En noviembre de 2009, con Otegi encarcelado de nuevo, la izquierda abertzale presenta en Alsasua y Venecia el documento Zutik Euskalherria, que recoge su apuesta exclusiva por vías políticas y pacíficas. Lo llevan a debate en sus bases y en febrero de 2010, la izquierda *abertzale* aprueba por un 80% frente a un 20% el rechazo a la violencia.

Este hecho marca un hito en el llamado MLNV y Etxebarria se adelanta a reclamar a ETA a que se pliegue a la petición de las bases de la izquierda abertzale por una votación democrática que le obliga.

A partir de ahí, de febrero de 2010, la izquierda abertzale inicia una administración de los tiempos para convencer a ETA a que cese la violencia. Y lo hace a través de una liturgia para la que cuentan con el abogado surafricano, Brian Currin, mediador en los conflictos irlandés y surafricano, y al que también había recurrido la izquierda *abertzale* como asesor en el proceso de paz de 2006.

En marzo de 2010, Currin logra que varios premios Nobel, irlandeses y surafricanos, reclamen a ETA una tregua permanente y verificable, en lo que se ha denominado la Declaración de Bruselas. ETA tarda en responder seis meses, a septiembre, con un compromiso de cese de las actividades violentas sin más.

En septiembre, la izquierda *abertzale*, acompañada de Eusko Alkartasuna y Aralar, promueve una declaración, en Gernika, en la que reclama a ETA una tregua permanente y verificable. En enero de 2011 responde a la Declaración de Bruselas y a la de Gernika con la declaración de tregua permanente y verificable que le pedían.

En febrero de 2011, la izquierda *abertzale* sorprende con la presentación de los estatutos de un nuevo partido, Sortu, en los que rechaza expresamente la violencia de ETA y plantea el reconocimiento de todas las víctimas del terrorismo.

En mayo recupera la presencia institucional en ayuntamientos y diputaciones, a través de la coalición Bildu, en que se plasma el polo soberanista de Otegi. Bildu obtiene el mejor resultado histórico de la izquierda abertzale, el 25% de los votos.

A partir de ahí, la izquierda abertzale se impone sobre ETA. “La decisión de ETA ya está tomada”, dice Rufi Etxebarria, Y todo se acelera. En un primer momento, la izquierda *abertzale*, cuando Zapatero anuncia el adelanto electoral al 20 de noviembre, opta por esperar a la llegada de un nuevo Gobierno para dar más pasos.

Finalmente, y animada, entre otros, por el PNV, decide montar la escenografía para preparar el anuncio de ETA de cese definitivo de las armas. El argumento es que conviene avanzar lo suficiente en el proceso para que el nuevo Gobierno tenga muy difícil la marcha atrás.

La izquierda abertzale recurre al movimiento social Lokarri y al Grupo Internacional de Contacto, de Currin, para que organicen una Conferencia Internacional en San Sebastián.

Con ello consiguen que seis personalidades internacionales —el ex secretario general de la ONU, Kofi Annan; los ex primeros ministros irlandés y noruega, Bertie Ahern y Gro Harlem Brundtland; el ex ministro francés de Interior, Pierre Joxe; el ex jefe de Gabinete de Tony Blair, Joanthan Powell, y el líder del Sinn Féin, Gerry Adams— se dirijan a ETA para reclamarles el cese definitivo de la violencia a cambio de medidas a favor de los presos así como una serie de sugerencias, que no condiciones, a los gobiernos español y francés.

El acto se escenifica en una Conferencia Internacional en San Sebastián el 17 de octubre. Al día siguiente, la izquierda *abertzale* se suma a la reclamación de la Conferencia a ETA. La Conferencia es la última pista de aterrizaje para que ETA anuncie el cese definitivo.

Texto íntegro del comunicado

“Euskadi Ta Askatasuna, organización socialista revolucionaria vasca de liberación nacional, desea mediante esta Declaración dar a conocer su decisión:”

“ETA considera que la Conferencia Internacional celebrada recientemente en Euskal Herria es una iniciativa de gran trascendencia política. La resolución acordada reúne los ingredientes para una solución integral del conflicto y cuenta con el apoyo de amplios sectores de la sociedad vasca y de la comunidad internacional”.

“En Euskal Herria se está abriendo un nuevo tiempo político. Estamos ante una oportunidad histórica para dar una solución justa y democrática al secular conflicto político. Frente a la violencia y la represión, el diálogo y el acuerdo deben caracterizar el nuevo ciclo. El reconocimiento de Euskal Herria y el respeto a la voluntad popular deben prevalecer sobre la imposición. Ese es el deseo de la mayoría de la ciudadanía vasca”.

“La lucha de largos años ha creado esta oportunidad. No ha sido un camino fácil. La crudeza de la lucha se ha llevado a muchas compañeras y compañeros para siempre. Otros están sufriendo la cárcel o el exilio. Para ellos y ellas nuestro reconocimiento y más sentido homenaje”.

“En adelante, el camino tampoco será fácil. Ante la imposición que aún perdura, cada paso, cada logro, será fruto del esfuerzo y de la lucha de la ciudadanía vasca. A lo largo de estos años Euskal

Herría ha acumulado la experiencia y fuerza necesaria para afrontar este camino y tiene también la determinación para hacerlo”.

“Es tiempo de mirar al futuro con esperanza. Es tiempo también de actuar con responsabilidad y valentía”.

“Por todo ello, ETA ha decidido el cese definitivo de su actividad armada. ETA hace un llamamiento a los gobiernos de España y Francia para abrir un proceso de diálogo directo que tenga por objetivo la resolución de las consecuencias del conflicto y, así, la superación de la confrontación armada. ETA con esta declaración histórica muestra su compromiso claro, firme y definitivo”.

“ETA, por último, hace un llamamiento a la sociedad vasca para que se implique en este proceso de soluciones hasta construir un escenario de paz y libertad”.

“Gora Euskal Herria askatuta! Gora Euskal Herria sozialista! Jo ta ke independentzia eta sozialismoa lortu arte!”

JUEVES, 28 de mayo de 1998

El etarra Lasarte, condenado a 82 años por el asesinato de Múgica

- El terrorista deberá indemnizar con 50 millones a los herederos
-

JOSE YOLDI 28 MAY 1998

El etarra Valentín Lasarte, de 34 años de edad, fue condenado ayer a 82 años de cárcel por su participación en el asesinato, en 1996, del abogado Fernando Múgica Herzog, hermano del que fuera ministro socialista de Justicia Enrique Múgica. Sin embargo, la pena no tendrá ningún efecto debido a que Lasarte ya está condenado a otras superiores a los 30 años, el máximo tiempo de prisión que se prevé en la legislación española, como autor de varios asesinatos más.

Valentín Lasarte, natural de San Sebastián, deberá indemnizar con 50 millones de pesetas a los herederos de Fernando Múgica. Pero, como está considerado insolvente, no la pagará. El tribunal

ha estimado todas las acusaciones del fiscal y ha apreciado la existencia de dos delitos de atentado a agente de la autoridad, ya que, en la fuga, Lasarte y sus compañeros dispararon contra el coche ocupado por dos miembros de la policía vasca; robo con intimidación y falsificación de matrículas, por el vehículo sustraído para perpetrar el crimen, además del asesinato en sí.

La sentencia destaca la imposibilidad de defensa por parte de Múgica y la falta absoluta de riesgo para el agresor. También señala que, aunque Lasarte aseguró en el juicio que los etarras sólo quisieron asustar a los ertzainas, los disparos fueron realizados "con ánimo de matar, como se deduce del lugar de los impactos, y todo ello a sabiendas de que el vehículo estaba ocupado por policías".

Los magistrados declaran probado que Lasarte formaba parte de un comando de ETA desde 1992 y que, después de una campaña de atentados, se refugió en Francia, junto con otros integrantes del grupo, hasta el 12 de enero de 1996, cuando un dirigente de la banda terrorista les ordenó que pasasen a España con el fin de realizar nuevos atentados, entre los que figuraba el asesinato de Fernando Múgica como el más inmediato para que no coincidiese con la campaña de las elecciones del 3 de marzo.

Por la espalda

Lasarte y otros dos terroristas se escondieron en dos pisos francos, en Astigarraga y Andoain (Guipúzcoa). Durante varios días, y con el coche proporcionado por otro miembro de la organización, se dedicaron a comprobar los datos sobre los movimientos y costumbres de Múgica. El 5 de febrero de 1996, los tres integrantes del comando, junto a un miembro de la infraestructura del grupo, cambiaron las placas de matrícula de un coche y se dirigieron a San Sebastián, hasta las proximidades del despacho de abogado de la víctima. Pero, a pesar de que estuvieron esperándole, Múgica no apareció ese día, por lo que decidieron volver al siguiente.

El día 6 los terroristas chocaron con otro coche durante el trayecto, pero no se detuvieron, sino que llegaron al centro de San Sebastián y esperaron a Múgica en la esquina de la calle de San Martín con la plaza del Buen Pastor. Cuando éste pasó por el lugar, le siguieron y uno de los compañeros de Lasarte se aproximó a él por la espalda y le disparó en la cabeza, a muy corta distancia, causándole la muerte.

El hijo de la víctima, José María Múgica Heras, se enfrentó a Lasarte, pero fue encañonado por el otro terrorista y tuvo que dejarles huir. Los dos etarras se montaron en el coche que les esperaba y se dieron a la fuga.

En la huida, y por medio de un receptor de comunicaciones que llevaban en el vehículo, se enteraron de que habían sido localizados. Un coche de la policía vasca inició la persecución, pero los terroristas dispararon con una pistola y un subfusil contra los agentes y consiguieron huir y esconderse en el piso franco de Andoain.

Tres semanas más tarde, Lasarte se trasladó a Astigarraga, donde estuvo viviendo hasta que fue finalmente fue detenido.

Reto al Estado

- EDITORIAL

EL PAÍS 20 ABR 1995

ETA FRACASÓ ayer, rotunda y afortunadamente, en el atentado con mayor carga destabilizadora de los realizados por la banda terrorista contra la democracia. Al intentar asesinar a José María Aznar, líder de la oposición y principal candidato a la sucesión de Felipe González, los terroristas trataban de romper la continuidad del sistema político en un imposible paralelismo con el atentado que costó la vida al almirante Carrero Blanco en 1973. Entonces existía en España un régimen autoritario como el que ETA, en sus ensueños mesiánicos, desearía hacer regresar. Es evidente que los terroristas pretenden aprovecharse de la crisis política actual, relacionada precisamente con episodios de guerra sucia contra ETA que han afectado al crédito de las instituciones. **Pasa a la página 12**

Reto al Estado

Viene de la **primera página** Esa crisis se manifiesta en intentos de deslegitimación del Gobierno, en la crispación de las relaciones entre éste y la oposición y en una cierta división entre los partidos que ha afectado ya a la cohesión de los pactos antiterroristas. Por ello mismo, la respuesta de las fuerzas políticas, y de todos los ciudadanos, debe ser la contraria a la que esperan los estrategas de la desestabilización: unitaria, serena y legal.

El compromiso del Partido Popular, expresado con fuerza por el propio José María Aznar, de mantener el combate por la paz y de no, ceder en las convicciones democráticas fue la principal derrota de ETA en la jornada de ayer. La recomposición de la unidad de los partidos en tomo a los principios de los pactos de Ajuria Enea y de Madrid, cuestionada por algunas desafortunadas iniciativas recientes, debería ser el eje de la respuesta a este nuevo desafío. Mientras subsista ETA, la frontera esencial seguirá siendo la que separa a los demócratas de los violentos, y todo intento de relativizar esa distinción con consideraciones de otro tipo su pondrá hacer el juego a ETA.

Aznar ofrece argumentos en defensa de sus ideas, y si un día gobierna será porque habrá convencido con el los. á una mayoría. La inanidad de los argumentos de ETA es lo que lleva sus miembros a intentar imponer sus ideas por la fuerza. Por eso intentaron matar a Aznar. Fallaron en su intento, pero otras 16 personas resultaron heridas, y una de ellas se encontraba anoche en estado crítico.

Todo esto ocurre mientras una parte importante de la cúpula antiterrorista se encuentra en prisión o bajo proceso por haber organizado, financiado o encubierto el terrorismo de Estado tras las siglas de los GAL. No será, desde luego, este periódico el que rectifique su probada defensa de la legalidad en la lucha antiterrorista y, en consecuencia, el sometimiento a la justicia de quienes hayan cometido crímenes, aun si, eran para combatir a ETA. La historia ha demostrado con creces que el terrorismo de Estado justamente alimenta el terrorismo que pretende combatir.

Pero la pretensión de ETA y sus amigos de que los crímenes de los GAL justifican los suyos es una muestra de la lógica alucinatoria que les mueve. La misma que les lleva a invocar la

existencia de 600 activistas presos para justificar el recurso a la lucha armada por parte de esos mismos. activistas. Los 278 asesinatos reivindicados por ETA en los cinco años anteriores al primer crimen de los GAL ¿fueron realizados en respuesta al asesinato de Lasa y Zabala, que habría de producirse a finales de 1983?

La desaparición de los GAL hace casi una década no ha impedido que desde entonces ETA asesinase a otras 217 personas. Los sofistas encargados, de buscar razones a ETA escamotean sistemáticamente esa realidad de cerca de medio millar de cadáveres producidos por ETA con posterioridad a la aprobación del Estatuto de Gernika, que hace posible, desde hace 15 años, el autogobierno de los vascos.

Precisamente esa persistencia de ETA en el asesinato por encima de cualquier lógica hace que los ciudadanos de a pie no entiendan ya nada si las fuerzas políticas no son capaces de llegar a acuerdos en profundidad que impidan el riesgo real de que al calor de la pelea política se deslegitime el sistema en su conjunto. No otra cosa es lo que ETA ha pretendido alentar a partir de las nuevas revelaciones sobre los GAL o el descubrimiento de los cadáveres de dos de sus activistas asesinados hace más de diez años en Alicante. Respeto estricto a la legalidad y consenso máximo en la lucha contra ETA son hoy dos compromisos que los partidos políticos están obligados a asumir, sin que ellos impida en absoluto la legítima lucha partidaria.

La hipótesis de que ETA hubiera conseguido ayer triunfar en su propósito produce un cierto escalofrío: con un partido socialista seriamente desprestigiado y una alternativa de gobierno que hubiera tenido que, buscar un nuevo líder después de cinco años en los que hay que reconocerle a Aznar al menos el mérito de haber reconstruido el centroderecha de este país. Hoy, tras el atentado fallido, debemos felicitarlos, de seguir contando con él.

El PP sube siete puntos tras el atentado

Aznar obtiene la valoración más alta de un líder político en la democracia,
según Demoscopia

EL PAÍS Madrid 23 ABR 1995

Si se celebrasen ahora elecciones generales, el PP superaría al PSOE en 19 puntos (33,3% frente al 14,31%) y, al aplicar el vigente sistema electoral, dispondría previsiblemente de mayoría absoluta. Además, el país tendría un presidente con la valoración pública más alta que nunca tuvo otro líder, según un sondeo de urgencia realizado por Demoscopia para EL PAÍS el 21 de abril, 48 horas después del intento de asesinato del presidente del PP, José María Aznar. Tras el atentado este partido mejora sus expectativas de voto en siete puntos respecto al anterior sondeo, el pasado mes de febrero. Aunque es prematuro hablar de pautas consolidadas, la contundencia de los datos obtenidos sugiere que los efectos electorales de este cambio podrían ser decisivos.

Comparando este sondeo con los datos técnicamente homogéneos del anterior *flash* telefónico de Demoscopia para EL PAÍS, el PP mejoraría sus expectativas de voto en casi siete puntos porcentuales del censo electoral, mientras que el PSOE las empeoraría en más de cinco. Tras el atentado, uno de cada tres electores manifiesta intención de votar por el PP (33,3% frente al 26,5% en febrero pasado). La intención de voto a favor del PSOE, por el contrario, muestra una caída hasta el 14,3% desde casi un 19,6% en febrero pasado. Aunque de estos datos no puede derivarse estrictamente un pronóstico electoral, máxime en coyuntura tan dramática como en la que se realiza, los cambios en el indicador de intención de voto resultan estadísticamente muy significativos. Los datos del sondeo ofrecen una base para pensar que el apoyo al PP ha aumentado tras el atentado de ETA, y lo que puede ser aún más relevante, ha mejorado su componente de liderazgo, justamente en lo que más deficitario parecía a la opinión pública.

La acción terrorista de ETA ha tenido un efecto revulsivo de la conciencia democrática de la nación, en cierto modo similar al que produjo la intentona golpista del 23-F de 1981, y en el sentido de un mayor aprecio del régimen democrático. Se registra una mejora generalizada en la evaluación de todos los principales líderes políticos. Esto debe interpretarse como un renovado apoyo al conjunto de la clase política democrática.

En el caso de José María Aznar, el ascenso resulta tan espectacular como inédito. Su puntuación media en dicha escala hasta el pasado mes de marzo era de 315. Tras el atentado sube más de tres enteros, situándose en 67. Y, quizá lo que resulta más significativo, supera el valor convencional del aprobado entre todos los electores relevantes de las últimas elecciones

generales. Así, quienes votaron al PSOE le otorgan un 6,5; quienes lo hicieron por IU le asignan un 5,4, y los propios votantes del PP le conceden un 8,4.

Aunque lo más probable es que parte de este espectacular ascenso en su imagen pública sea efímero, lo cierto es que nunca antes se había registrado un salto de tal magnitud ni ningún líder había alcanzado esta cota, ni siquiera durante la transición o después del 23-F. El banco de datos del Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS) registra la puntuación más alta de Adolfo Suárez, a finales de 1979, con un 5,7, y la más alta de Felipe González, en el verano de 1981, con un 6,4.

. La mejora en la evaluación de los demás líderes políticos comporta saltos superiores a un entero en el caso de Julio Anguita (5,6 frente a 4,3 en marzo); casi un punto en el caso de José María Ardanza (4,3 frente a 3,4 en marzo) y de Jordi Pujol (3,8 frente a 2,9 en marzo), y de sólo tres décimas en el de Felipe González (4,5 frente a 4,2 en marzo).

La opinión pública aprueba masivamente la forma en que han reaccionado Aznar y el PP tras el atentado y rechaza comparecida contundencia la reacción de Herri Batasuna. Mayoritariamente también, aunque con menor intensidad, es bien valorada la reacción del Gobierno.

La imagen de Aznar ha mejorado en amplísimos sectores de la ciudadanía. Casi la totalidad de los españoles dice haber mejorado la imagen personal que tenía del líder del PP por la forma en que ha reaccionado y actuado tras el atentado (461/6). La otra mitad no se siente afectada ni positiva ni negativamente; y sólo un 1% declara que la imagen que tenía de Aznar ha empeorado.

De forma masiva, la ciudadanía se muestra crítica con la actuación de la Justicia respecto al terrorismo. Nada menos que el 80% de los españoles adultos considera que la Justicia no sanciona de forma adecuada a quienes apoyan a los terroristas o justifican sus acciones.

De otro lado, uno de cada tres ciudadanos opina que un Gobierno del PP lucharía contra ETA mejor que el actual Gobierno del PSOE (32%), mientras que sólo cuatro de cada 100 piensan que lo haría peor. El 27% cree que lo haría igual.

La opinión positiva respecto del PP entre sus propios votantes asciende al 70%. Entre los votantes del PSOE, sin embargo, sólo uno de cada cinco opina que un Gobierno del PP lucharía mejor contra ETA (19%). Una mayoría del 36% dice que lo haría igual; mientras que sólo un 8% de los votantes socialistas manifiesta una opinión negativa sobre el PP al respecto.

Aznar: "ETA no conseguirá doblegarnos"

Décimas de segundo y 500 kilos de blindaje le salvaron la vida

Los terroristas desafían a la democracia con un coche bomba contra el líder de la oposición

EL PAÍS 20 ABR 1995

ETA llevó a cabo ayer su desafío más grave al Estado democrático al intentar asesinar al presidente del Partido Popular, José María Aznar. El líder de la oposición salió ileso de un atentado con coche bomba perpetrado por la banda terrorista, a las 8.05, en una calle muy próxima, a su domicilio. Cuarenta kilos de explosivos y otros tantos de metralla fueron lanzados contra el automóvil blindado que conducía a Aznar desde su casa hasta la sede nacional de su partido. El presidente del Partido Popular sólo sufrió un rasguño, pero la violencia de la explosión fue tal que otras 19 personas resultaron heridas; una mujer de 73 años se debatía anoche entre la vida y la muerte en un centro hospitalario de Madrid tras ser aplastada por los cascotes de su vivienda. "Si los terroristas creían que iban a doblegarnos y hacemos cambiar nuestra línea, política, se han equivocado", declaró anoche Aznar, desde la clínica Ruber, de Madrid, a EL PAÍS.

Fueron apenas unas décimas de segundo -un ligerísimo error de cálculo de los terroristas- y el potente blindaje de su automóvil, unos 500 kilos de chapas, los que salvaron la vida al hombre que en estos momentos se constituye como alternativa a la presidencia del Gobierno. El coche quedó destrozado. Aznar y sus escoltas salieron por su propio pie del automóvil, y el líder de la oposición fue trasladado a una clínica de Madrid Para someterse a un reconocimiento

exhaustivo. Los terroristas provocaron la explosión por un procedimiento, un cable conectado a la carga explosiva, que no utilizaban desde que en diciembre de 1973 asesinaron al entonces presidente del Gobierno, Luis Carrero Blanco. "Estoy bien, estoy bien. ¿Cómo están los míos?", fueron las primeras palabras que el presidente del PP dijo a los médicos que le atendieron. Un total de 37 edificios y 20 vehículos resultaron afectados.

El presidente del PP, que en principio tenía previsto reintegrarse a sus actividades tras una revisión médica rutinaria -entre otras actividades, -tenía prevista para ayer una audiencia con el Rey-, fue obligado por los médicos a permanecer 24 horas en observación, al detectarle una arritmia cardiaca y no podrá volver hasta esta mañana a su despacho. En la clínica, Aznar recibió la llamada de los Reyes y del presidente del Gobierno, Felipe González, consternados por un atentado que estremeció a partidos, sindicatos e instituciones por su gravedad política. Herri Batasuna hizo su tétrico análisis del atentado: "ETA pretende abrir canales democráticos" con hechos como el de ayer.

VIERNES, 21 de abril de 1995

DESAFIO TERRORISTA A LA DEMOCRACIA

Aznar: "Considero este atentado gajes del oficio"

El líder del PP, "con más ánimo que nunca", afirma que "la violencia no tendrá la última palabra"

JUAN GONZÁLEZ IBAÑEZ Madrid 21 ABR 1995

José María Aznar decidió ayer aplicar el aforismo de que no hay mayor desprecio que no hacer aprecio. Así que guardó las grandes palabras, esbozó una sonrisa y tildó el atentado de ETA de "gajes del oficio". Se sentía tan bien que cuando unas estudiantes de enfermería le visitaron en la clínica Ruber les ofreció apadrinar su promoción a final de curso. Quería transmitir absoluta normalidad, porque probablemente eso es lo que más frustración puede producir a los terroristas. Aunque les advirtió: "La violencia no va a tener en España nunca la última palabra. Los terroristas tenían interés en matar la esperanza. Pero no lo han conseguido y no lo van a conseguir por mucho que lo intenten". Lo dijo con la sangre fría que se le atribuye, y de la que se enorgulleció.

El líder del PP salió a las 10.10 a la puerta de la clínica en mangas de camisa, con un jersey sobre los hombros, acompañado de Ana Botella. El análisis de sangre y el electrocardiograma habían corroborado que se encontraba perfectamente. La noche anterior ni siquiera quiso perderse por televisión la semifinal de la Liga de Campeones entre el Milan y el Paris Saint Germain, (2-0). Aznar fue aplaudido al salir y vitoreado por 300 personas al llegar a la sede del PP. La plana mayor, encabezada por Francisco Álvarez Cascos y Mariano Rajoy, salió a recibirle en la calle. Los vítores de "¡presidente!" y el saludo de todo el personal agolpado en un pasillo pusieron emoción al recibimiento.

"Estas cosas nunca se las espera uno, en frío, pero tenía asumido que podía ocurrir, que intentaran matar la esperanza y acabar con las posibilidades democráticas del país por una temporada". Vestido con una de sus típicas camisas de rayas azules, con un aspecto saludable más propio de quien ha vuelto de vacaciones que de quien acaba de sufrir un atentado, y con una herida tan leve en la mandíbula que podría ser un corte en el afeitado, Aznar trataba de probar una normalidad que sin duda ha de frustrar a quienes intentaron matarle. Una frustración que,

según Aznar, pagó la tumba de Gregorio Ordóñez con la profanación "vil y miserable" que hicieron en ella los simpatizantes de ETA la noche del miércoles.

Ese atentado, que a Aznar le indignó más que el sufrido por él, le hizo cambiar el tono y, en una rueda de prensa, enviar un mensaje político sobre el terrorismo. "No va a triunfar, y va a fracasar. Lo digo desde la más profunda convicción, firmeza y confianza en que la aplicación de la ley va a ser absolutamente invencible frente a todas las dificultades que nos quieran presentar. Ayer me tocó a mí, otro día le puede tocar a otros. Pero yo seguiré, en todo caso, trabajando por que dejen de pasar estas cosas. Merece la pena el esfuerzo de seguir luchando por la libertad, la tolerancia, la concordia. Por un país mejor".

"En todo caso y circunstancia", agregó, "la violencia no va a tener en España la última palabra. Hagan lo que hagan los terroristas, la respuesta es la misma: estoy ¡convencido! de que la última palabra la dirá el rigor, la ley, la firmeza, la entereza, la victoria de todos los españoles sobre ese grupo terrorista y quienes lo apoyan".

Para conseguir ese objetivo, Aznar pidió que nadie tire la toalla. "España es una gran nación a la que cualquiera no pone en jaque. Y esos cualequiera, miserables de terroristas, no van a poner en jaque a la gran nación que formamos los españoles".

A un mes de las elecciones, afirmó sentirse "con más ánimo que nunca" para afrontar el trabajo "extraordinariamente ilusionante" que tiene por delante. Hoy será recibido por el Rey.

Articles sur le nationalisme catalan:

Rajoy dice que Mas no le habló de Estado propio o independencia ni de elecciones

El presidente pidió al líder de CiU que lleve el pacto fiscal al Congreso, como Ibarretxe

CARLOS E. CUÉ ENVIADO ESPECIAL, ROMA 21 SEP 2012 - 19:30 CET

El presidente del Gobierno no tiene ninguna intención de echar leña al fuego de Cataluña. En conversación sin micrófonos con los periodistas en Roma, Mariano Rajoy ha explicado que él apuesta por seguir dialogando para “no llevar a la gente a una situación imposible”. Un día después de su reunión con Artur Mas, que según este último “no fue bien”, Rajoy sostiene que el presidente de la Generalitat no le planteó ni la independencia, ni el Estado propio, ni nada parecido, solo el pacto fiscal. El presidente cree contar, además, con el apoyo del líder de la oposición en este asunto. “Rubalcaba piensa como yo, lo ha dicho públicamente”, asegura.

Rajoy le contestó a Mas, según ha explicado tras intervenir en la reunión de la Internacional Demócrata de Centro, que si quiere el pacto fiscal debería llevar ese proyecto al Congreso de los Diputados como una propuesta. Es algo que en opinión del presidente toca la Constitución y no puede discutirse en una reunión en La Moncloa, sino en sede parlamentaria. Aunque Rajoy, según él, no apeló ante Mas al ejemplo del plan Ibarretxe, ese es el modelo que plantea. Ese plan, ideado por el entonces *lehendakari* Juan José Ibarretxe, fue rechazado en las Cortes y nunca más se supo de él. Por eso, CiU rechaza esa vía y se decanta más bien por ir a elecciones anticipadas con la propuesta de un Estado propio y después discutirla directamente con Europa ante el rechazo de Rajoy.

Rajoy insiste en su voluntad de diálogo. “Estoy dispuesto a dialogar, el año que viene podemos empezar a hablar del modelo de financiación que irá acompañado de una reforma fiscal, pero no se puede plantear las cosas así como esto o nada”, ha explicado el presidente. “No va a quedar por mí el esfuerzo para llegar a un entendimiento pero todo dentro de la Constitución, las leyes y teniendo en cuenta los demás también existen”, ha rematado, en referencia a toda los ciudadanos catalanes que no están de acuerdo con la deriva soberanista.

Según Rajoy, Mas tampoco le dijo nada sobre el posible adelanto electoral ni él le pidió por tanto que no lo haga. En el Ejecutivo hay preocupación porque esos comicios se pueden transformar en una especie de plebiscito a favor del Estado propio, pero Rajoy mantiene la tranquilidad e

insiste en la necesidad de diálogo para resolver el problema. “Lo peor es la inestabilidad. Yo voy a insistir, porque es mi obligación y es la verdad, en que hay que hablar no se puede poner a la gente en una situación imposible de lo tomas o lo dejas”, remató.

Rajoy también recordó que el Estado está ayudando a Cataluña, que tiene problemas, e incluso señaló que se permitirá a las comunidades usar el dinero del fondo de rescate, el FLA, para pagar a proveedores, algo en principio no previsto.

El independentismo catalán logra una histórica exhibición de fuerza

11 Septiembre 2012.

Barcelona ha vivido este martes una exhibición independentista sin precedentes, pacífica y sin un solo incidente. La manifestación de la Diada reunió a centenares de miles de personas procedentes de Cataluña. Fue una explosión secesionista, en la que participaron gentes de todas las edades y extracción social, que recorrieron el centro de Barcelona reivindicando la independencia. Con dos millones de asistentes, según los organizadores; 1,5 millones, según la Guardia Urbana, y unas 600.000 personas, según los cálculos de EL PAÍS, a las siete de la tarde, la manifestación rompió todas las previsiones y superó numéricamente a la de 1977, que reivindicó el Estatuto, y dejó pequeña la de julio de 2010, en contra del fallo del Tribunal Constitucional que recortó varios artículos de esa norma.

Convocada por un grupo independentista, la Asamblea Nacional Catalana (ANC), bajo el lema *Cataluña, nuevo estado de Europa*, la marcha, transversal y que abarcó políticamente desde Convergència a los ecosocialistas de Iniciativa (ICV-EUiA), sumó socialmente muchas sensibilidades con un denominador común: la independencia es la solución para Cataluña. Ya antes de empezar, el Paseo de Gràcia se vio desbordado, incapaz de absorber la marea humana roja, amarilla y azul, ya con *senyeres* o *estelades* (bandera independentista), ya fueran banderas o capas, que se dirigía al punto de salida. Al grito de *in-inde-indepèndencia*, Barcelona en realidad vivió varias manifestaciones simultáneas con cortejos en las calles paralelas al paseo.

La multitudinaria protesta dejó casi en anecdótica la presencia del Ejecutivo catalán que desfiló casi al completo tras una bandera catalana. Solo faltaron los consejeros de Interior (Felip Puig) y de Justicia (Pilar Fernández-Bozal). El democristiano Josep Antoni Duran Lleida, que llegó en silla de ruedas por una lesión de menisco, se apuntó a última hora y no se libró de los abucheos.

Esta Diada marcará un antes y un después. Queda por ver si el presidente de la Generalitat, Artur Mas, que el día 20 se entrevistará en La Moncloa con Mariano Rajoy, es capaz de administrar ese capital político a la hora de plantearle la propuesta de pacto fiscal aprobada por el Parlamento catalán en julio. “Desde fuera de Cataluña deben escuchar con atención lo que va a pasar hoy”, avisó Mas antes de la protesta. Y agregó que haría suyo el clamor de la calle: “Que escuchen lo que la gente pide, lo que la gente quiere y lo que la gente siente”. Y, a preguntas de un periodista de la BBC, añadió que sin el pacto fiscal “el camino hacia la independencia está abierto”.

Mas no quería inicialmente expresarse con esa contundencia pero le irritó el tono que empleó Rajoy al referirse al pacto fiscal, precisamente en la víspera de la Diada, cuando hasta ahora había despachado con evasivas el asunto. El presidente del Gobierno aludió a que no era momento de “algarabías, líos, polémicas y disputas” y que Cataluña tiene graves problemas de déficit, deuda y 700.000 parados. Pero la sensación que tiene el Ejecutivo catalán es que si se ha visto abocado a pedir un rescate de 5.023 millones de euros es porque su tesorería está asfixiada por una financiación injusta. Cataluña descendió en 2010 en el *ranking* de riqueza de las comunidades autónomas de la tercera a la octava posición tras hacer su aportación al Estado. Ni socialistas ni populares se manifestaron pero ese diagnóstico no lo discuten. Ninguno de los dos partidos estuvo en la marcha pero la corriente catalanista del PSC desafió a Pere Navarro y acudió.

El Gobierno de CiU se ha volcado en intentar centrar el debate político en torno al pacto fiscal como panacea y esa reivindicación ha calado entre la ciudadanía como una lluvia fina. Fue el propio Mas el que animó a salir a la calle, pero la respuesta le ha desbordado por completo. Espoleados por la crisis y el hartazgo de un Gobierno central, que buena parte de población cree insensible a los problemas de Cataluña, cientos de miles de personas dieron un paso al frente reclamando a Mas a través de un escrito entregado en el Parlamento catalán que inicie el proceso de secesión. La marcha superó ampliamente la representación parlamentaria de los partidos soberanistas (14 diputados sobre 135) y falta ver si la Generalitat será capaz de gestionar ese caudal. Oriol Pujol, secretario general de Convergència, apuntó que ya no jugarán a las ambigüedades. La pelota está también en el tejado de Rajoy, que gestiona, además, un momento crucial para España.

Mas se prepara para las elecciones tras la negativa de Rajoy al pacto fiscal

El presidente catalán asegura que la reunión “no ha ido bien” y que Rajoy le ha dicho que “no hay margen para negociar”

El guión estaba ya escrito y al final no ha habido la menor sorpresa. El pacto fiscal que perseguía el Gobierno catalán ha entrado en vía muerta y la gran duda es cuándo el presidente de la

Generalitat, Artur Mas, anunciará la convocatoria de elecciones anticipadas. Tras una reunión de dos horas en la Moncloa con el presidente del Gobierno Mariano Rajoy, Mas ha lamentado el fracaso de la cita. "No ha ido bien. Me hubiera gustado que hubiera margen o luz abierta, pero me ha dicho que el pacto fiscal no tiene ningún recorrido ni por parte del Gobierno ni tampoco por parte de los grandes partidos estatales", ha dicho con claridad el presidente del Ejecutivo catalán en su valoración en la Delegación de la Generalitat en Madrid. "Por tanto, no nos podemos ir dando más cabezazos contra la pared. Me he encontrado con un dique. Hemos perdido una ocasión histórica para mejorar las relaciones entre Cataluña y España", ha subrayado. Rajoy se ha mantenido firme a su no al pacto fiscal, el entender que es "contrario a la Constitución"

En medio de una enorme expectación, Mas ha insistido en que su voluntad era la de pactar hasta el punto que se hubiera "apuntado" a él si Rajoy hubiera dejado una puerta abierta. Pero solo le ofreció revisar la mejora del sistema de financiación para las comunidades del régimen común previsto para 2013. Con gesto grave, el presidente de la Generalitat ha expresado que se sentía "triste" y "decepcionado" y ha recalcado que Cataluña no puede aceptar el futuro "gris" que se propone cuando puede ser "más luminoso y brillante". "Cataluña no puede renunciar a su futuro. Si fuese así, sería una inmolación e incluso una traición", ha advertido.

Los escenarios que se abren a partir de ahora son una incógnita pero todo indica que Cataluña se verá abocada a unas elecciones anticipadas el 25 de noviembre o el 2 de diciembre próximos. Artur Mas se ha negado en redondo a detallar cuál será su hoja de ruta y ha afirmado que prefiere esperar por razones democráticas al debate de política general que se celebrará la semana próxima en el Parlamento catalán. La duda es si será en ese momento cuando anuncie el avance electoral que obligará a resituar ideológicamente a todas las fuerzas políticas, incluida la suya. "Tenemos que hacer todos un debate serio, reflexivo y constructivo. Y yo tengo que aportar soluciones", se ha limitado a señalar.

Tras definir el encuentro de "cordial" –"He dicho varias veces que es imposible pelearse con Rajoy"- Mas ha utilizado un tono pedagógico como el que empleó hace una semana en el hotel Ritz en Madrid sin citar esta vez la palabra Estado y mucho menos la de independencia. Según su opinión, la actual Constitución no responde a los anhelos de libertad del pueblo de Cataluña y se ha referido a la sentencia del Tribunal Constitucional que dejó el Estatuto "cepillado y vilipendiado".

Mas ha dicho que en la reunión apenas se ha abordado la carta del Rey en la que advirtió contra las quimeras soberanistas, pero sí ha contestado al monarca: "Lo que es una quimera es que Cataluña siga como está. No puede seguir subyugada e inerte". "¿Qué hacemos con el millón y medio de personas que salieron a la calle? ¿Nos olvidamos de esa realidad? No nos podemos sumergir como si no existiéramos".

El actual marco constitucional no es, a su juicio, un problema para la aspiración de Cataluña a tener instrumentos de Estado. Ni tampoco los probables problemas que podría tener Cataluña en el supuesto de querer ingresar en la Unión Europea. "No hay ningún marco legal que pueda aniquilar la voluntad de ser de un pueblo", ha avisado. "El Reino Unido permitiendo un

referéndum en Escocia ha dado una mayúscula de democracia". Y ha acabado enviando un mensaje a los grandes empresarios, reticentes con la vía soberanista emprendida por Cataluña: "Me dijeron que agotara la vía del pacto fiscal y lo he hecho".

Rajoy, según la nota hecha pública por Moncloa al final del encuentro, ha mostrado ante Mas su oposición "a un concierto económico para Cataluña" (similar al que tiene el País Vasco) al entender que dicha fórmula de pacto fiscal no es "compatible con la Constitución Española, que todos los gobernantes están obligados a cumplir y a hacer cumplir". El presidente le ha recordado al dirigente catalán "que muchos ciudadanos de Cataluña y sus representantes políticos", al margen de quienes se manifestaron en las calles de Barcelona el pasado 11 de septiembre, están de acuerdo en que "dentro de la Constitución hay mejores modelos de financiación para salir de las crisis, financiar los servicios públicos y garantizar la cohesión social".

Además, el presidente del Gobierno central -que ha telefoneado al acabar el encuentro a Alfredo Pérez Rubalcaba, máximo dirigente del PSOE- le ha advertido a Mas que "la inestabilidad que suscitan determinadas iniciativas políticas" -en referencia a las reclamaciones independentistas y a la propia posición de Mas de avanzar hacia un Estado catalán- "es un factor muy negativo a la hora de recuperar la confianza que exige la salida de la crisis".

Hacia el post-pujolismo

ALBERT MONTAGUT 140

01/01/1996

1995 no fue un buen año para Jordi Pujol. Los resultados de las elecciones autonómicas del pasado 19 de noviembre marcaron el fin de su «reinado» y su control total sobre la vida política catalana.

El apoyo de Pujol a Felipe González fue la principal causa de la caída de Convergència i Unió y el consiguiente cambio del espectro político en esta autonomía. La nueva situación se caracteriza por un nuevo aire de pluralidad política y la confirmación del PP como tercera fuerza parlamentaria.

El castigo electoral sufrido por Jordi el pasado 19 de noviembre tardará en olvidarse. La imagen del líder de Convergència i Unió (CiU) enfadado y gritando a sus militantes durante la rueda de

prensa de la noche electoral son ya imágenes clásicas de esta Cataluña del fin de siglo que se encamina directa y rápidamente hacia el post-pujolismo.

El 19-N, y a pesar de alcanzar el 41 por 100 de los votos escrutados, CiU no renovó su mayoría absoluta y Pujol perdió el control total del Parlament. Por primera vez en 11 años, la coalición nacionalista se vio obligada a pactar con los otros partidos y a comprobar, impotente, cómo el pluralismo regresaba a la Cámara, todo un acontecimiento que no se recordaba desde la época del president Josep Tarradellas.

El 19-N fue una fecha importante para los catalanes. El resultado electoral representó algo más que un castigo al líder nacionalista por su empeinado apoyo a Felipe González durante gran parte de la legislatura. Significó también la clara voluntad de los catalanes de renovar el ambiente de abrir las ventanas para oxigenarse y terminar con el pujolismo, un movimiento político-social creado por Pujol para conseguir una Cataluña adecuada a sus propios deseos y convicciones, aunque alejada de un consenso global y políticamente plural.

La caída de Pujol vino acompañada de un descenso del Partit dels Socialistes de Catalunya (24,9%) y un aumento del Partido Popular (13,1%), Esquerra Republicana de Catalunya (9,5%) e Iniciativa per Catalunya-Els Verds (9,7%).

Uno de los ejemplos más claros de la nueva situación política en Cataluña se demostró a los pocos días de celebrarse los comicios del 19-N. Indignados y sorprendidos por el poco caso que Pujol hacía a la nueva situación parlamentaria, el PSC, el PP y ERC e IC-EV decidieron llevar a cabo un pacto «cuatro contra uno» que, al implicar acuerdos «contranatura» entre socialistas, populares y republicanos, sorprendió a Pujol.

El primer resultado del pacto fue el nombramiento de un socialista, Joan Reventós, como president del Parlament, contrariamente a los deseos de Pujol, que deseaba ese puesto para el democristiano de Unió Democràtica, Joan Rigol.

Pujol enfureció y llegó a considerar los pactos entre la oposición como un hecho ilegítimo que violaba la voluntad popular. La rabieta de Pujol evidenciaba que 11 años de mayoría absoluta habían terminado por hacer olvidar al president el importante papel de control y decisión que los sistemas democráticos otorgan a la oposición.

El resultado electoral y el protagonismo adquirido por el PP contribuyó también a que viejos tabúes, como el de la lengua y las relaciones con el Gobierno central afloraran de nuevo y se situaran en el epicentro de la discusión política en Cataluña. El tema de la lengua se convirtió de inmediato en el plato fuerte de la polémica entre CiU y el PP, y en el motor de arranque de la precampaña electoral del 3 de marzo de este año 1996.

Si 1995 se caracterizó como un mal año para el PSOE, también lo fue para el PSC. La lucha por la sucesión del secretario general Raimón Obiols, la aparición en escena de una nueva figura política, el alcalde de Girona, Joaquim Nadal, y el intento de renacimiento político de Narcís Serra fueron también las noticias destacadas de un ajetreado fin de año político.

Los populares liderados por el durísimo y polémico parlamentario Aleix Vidal-Quadras, consiguieron aprovechar el buen momento de la derecha. Se situaron sin problemas como tercera fuerza política, aprovechando la «ola popular» que llegó a Cataluña con las elecciones municipales del 28 de mayo.

Los populares consiguieron un éxito importante a los pocos días de celebrarse las elecciones al Parlament. Vidal-Quadras logró convencer a Angel Colom, líder de ERC, de que aceptara el pacto «cuatro contra uno». La fotografía de Colom estrechando la mano de Vidal-Quadras provocó una fuerte polémica y otro fuerte enfado de los convergentes.

El pacto «cuatro contra uno» no fue el único golpe de efecto de los populares. Unos meses antes, en verano, el PP gestó un fichaje importante. José María Aznar logró hacerse con Josep María Trias de Bes, un histórico parlamentario convergente que se declaraba desilusionado con el pujolismo.

Trias de Bes, cabeza de lista de los populares en Cataluña en las elecciones legislativas de este año, puso en duda el modelo pujolista para la Cataluña del futuro. Apoyado por el abogado Jorge Trias, que también le acompañaba en su aventura catalana, Trias de Bes consiguió convertirse en una de las caras políticas del año y el principal valor popular para conseguir catalanizar definitivamente el partido.

El año también tuvo sus escándalos y el oasis catalán sufrió su dosis de corrupción. El más importante fue sin duda el «caso Roma». Se descubrió que el nuevo conseller de Política Territorial y Obras Públicas, un joven cachorro pujolista llamado Jaume Roma, se había construido un lujoso chalé aprovechando los favores de determinados constructores, los mismos a los que había beneficiado con la concesión de obras públicas desde su anterior destino en la consellería de Sanidad. Al no poder justificar el coste de las obras, ni poder demostrar las facturas correspondientes, Pujol, más expeditivo que nunca, le obligó a dimitir.

Era el segundo conseller que debía dejar el Consell Executiu por temas relacionados con el tráfico de influencias, después de que en 1994, Josep María Culler fuera relacionado con la compra-venta de terrenos en favor de su cuñado.

APOYO

El adiós de Miquel Roca

El 28 de mayo de 1995 será una fecha que Miquel Roca no olvidará jamás. Fue el día en que se jugó su carrera política a una sola carta. Y perdió la mano. Roca se presentaba ese día como candidato de CiU a la alcaldía de Barcelona. Se enfrentaba, ni más ni menos que a Pasqual Maragall. El alcalde olímpico le ganó con un amplio margen y batió sin problemas su discurso tecnócrata. Los barceloneses no quisieron que los convergentes dominaran la plaza de Sant Jaume y siguieron dando su apoyo a los socialistas. Maragall gobierna desde entonces con el apoyo de IC-EV y ERC en el que, según el mismo, será su último mandato. Roca fue rápido y muy noble a la hora de encajar su derrota. Dijo que se retiraría de la política activa y que aguantaría en su puesto de concejal de la oposición hasta el final. A principios de este año Roca también confirmó su retirada como secretario general de Convergència Democràtica de Catalunya (CDC) y anunció la apertura de un bufete de abogados. El día de su despedida, uno de sus grandes rivales políticos, Jordi Pujol, declaró que esperaba que Roca no cerrara la puerta de la política para siempre y que simplemente la dejara «entreabierta».

El rizo de Narcís Serra

Desde que se vio obligado a abandonar la vicepresidencia del Gobierno como consecuencia del escándalo y fulgurante «caso Cesid», Narcís Serra estuvo ideando cuándo y cómo podría volver a la arena política. Su anuncio como cabecera de lista de la circunscripción de Barcelona para las elecciones de marzo provocó muchas reacciones. Todas negativas. El Partido Popular lo consideró como una «falta de respeto al electorado». Pujol tres cuartos de lo mismo. El ex ministro Ernest Lluch y la senadora independiente Victoria Camps evitaron realizar manifestaciones y un dirigente comarcal del PSC fue destituido por criticar al ex vicepresidente. Serra, ex conseller, ex alcalde de Barcelona, ex ministro de Defensa y ex vicepresidente, no consiguió arrancar ningún elogio a su decisión de volver a la política. Su rizo, su maniobra, justificada en poder combatir a Mario Conde y a quienes, según él, atentan contra la democracia, no convenció a nadie. El anuncio de que José Barrionuevo también estará en las listas del 3-M y la decisión de Felipe González de presentarse como candidato a la presidencia, avalaron la opinión de que Serra supeditaba su propio honor político a la lealtad de su líder.

El Mundo, Martes, 5 de marzo de 1996

Rodrigo Rato se encargará de los

contactos con los nacionalistas catalanes y vascos

Aznar inicia la negociación con CiU

El líder del PP asegura que afronta las conversaciones con Pujol sin condiciones previas

Madrid.- Satisfacción «ma non troppo». Formar Gobierno será difícil, aunque está dispuesto a hacer todos los esfuerzos y a negociar sin condiciones para llegar a un acuerdo con los nacionalistas. Con este estado de ánimo y este mensaje compareció ayer ante los medios de comunicación el líder del partido que obtuvo la mayoría minoritaria en las elecciones del pasado domingo. José María Aznar ofrecía un aspecto sereno y sonriente, aunque algo inseguro, como perplejo ante la marabunta de periodistas, fotógrafos y cámaras que le aguardaban en una sala de prensa a reventar. Lejos quedaba la arrolladora sensación de triunfo que fue la tónica de toda su campaña electoral.

El rostro que ayer mostró el aspirante a presidir el Gobierno fue el del diálogo y el pacto. Nada de mirar hacia atrás. Nada de recordar los calificativos tan poco amables que los dirigentes de su partido han dedicado en los últimos años a los nacionalistas catalanes y vascos. La estrategia popular, debatida ayer por Aznar con sus hombres de confianza, sólo contempla un escenario posible: la consecución de un pacto con Jordi Pujol y que el acuerdo tenga el alcance más amplio posible.

Tentaciones centralistas

Para ello, el presidente del PP está dispuesto a renunciar a parte de su programa, a sus planes de Gobierno y a las tentaciones centralistas que existen dentro de su partido. Aznar reconoció que la tarea que tiene por delante no es fácil. «El PP está dispuesto a tomar el relevo en el Gobierno desde la nueva situación parlamentaria, sé muy bien que la situación es difícil», aseguró ayer en una multitudinaria conferencia de prensa convocada a mediodía en la sede de su partido.

De momento, el líder popular madrugó ayer para contactar con los responsables de los partidos que pueden ayudarle a ser presidente del Gobierno aunque sólo tenga 156 escaños en el

Congreso. Aznar habló ayer con Jordi Pujol, con Xabier Arzalluz, con los nacionalistas canarios y con los líderes de UGT y CCOO, Cándido Méndez y Antonio Gutiérrez, respectivamente. Pero para no quedarse parado, mantuvo una reunión con sus fieles en la que decidió designar a Rodrigo Rato, vicesecretario general del PP, para pilotar las negociaciones con los nacionalistas catalanes y vascos, preferentemente con los primeros, cuyo voto favorable necesita impenablemente para ser investido presidente del Gobierno.

La elección del ex portavoz del Grupo Popular en el Congreso para negociar con CiU no es casual. Rato es un hombre de la máxima confianza de Aznar, conoce bien la política económica -de hecho era el ministro del ramo «in pectore- y, sobre todo y más importante, es una persona muy bien vista por los nacionalistas catalanes.

A lo largo de los años de duros enfrentamientos entre el PP y CiU por el respaldo de Pujol a González, ha sido frecuente oír decir a los nacionalistas catalanes que con Rato se podían entender, a diferencia de lo que ocurría con otras personas del partido conservador.

Las primeras escaramuzas de un posible acuerdo se produjeron ayer. Dirigentes de CiU, según una información difundida por la agencia Efe, consideraban que la mejor solución era llegar a un «pacto de Estado» con los socialistas para que ambos partidos se abstuvieran en la investidura de José María Aznar como presidente del Gobierno. Según estas fuentes, los nacionalistas catalanes no querían tener que votar a favor del líder popular en el Congreso después de las duras polémicas que han protagonizado con él. Sin embargo, el «globo sonda» de CiU fue mal acogido por Felipe González, quien descartó en rueda de prensa un pacto de estas características.

Mientras, otros dirigentes de CiU como el portavoz parlamentario Joaquín Molins o el secretario general, Pere Esteve, aseguraron públicamente que no votarán a favor de la investidura de Aznar. Josep Antoni Duran Lleida, líder de Unió afirmó que el PP es el partido que tiene que gobernar, a pesar de su victoria «muy ajustada», por lo que le instó a «anclarse en el centro» y ser «dialogante». Duran advirtió a Aznar que es «prisionero» y está «hipotecado» por los ataques que ha lanzado contra CiU por su participación en la gobernabilidad de España.

José María Aznar dejó ayer bien claro que no pone condiciones al acuerdo, ni siquiera se quiso pronunciar acerca de cuál es la fórmula que él preferiría para dar estabilidad al Gobierno: coalición, pacto de legislatura o acuerdos puntuales. El presidente del PP aseguró que está dispuesto a asumir su responsabilidad e hizo un llamamiento al resto de las fuerzas políticas y sociales para que actúen con la misma actitud responsable.

Aznar quiere un pacto con CiU que garantice un Gobierno estable para toda la legislatura. De momento, el líder popular no se plantea la posibilidad de que las elecciones tengan que

adelantarse porque ningún partido sea capaz de gobernar. A buen seguro que numerosos dirigentes del PP se arrepienten estos días de las cosas que han dicho de los nacionalistas catalanes por su pacto con González. Pero Aznar, ahora, no quiere «mirar atrás». Fuentes de la dirección popular manifestaron que este partido está dispuesto a aguantar que CiU les ponga difícil el apoyo durante algunos días, con tal de poder lograr un acuerdo. Aznar dijo que sus relaciones con Pujol son «correctas» y espera que lo sigan siendo.

El presidente del PP se mostró ayer dispuesto a reconsiderar su programa electoral y sus planes para que el Gobierno tenga catorce ministros. «El cumplimiento de un programa está en el terreno de lo deseable, me gustaría cumplirlo por el bien del país y me gustaría que hubiera ya un Gobierno estable para poder cumplir todos mis compromisos, pero haremos lo que podamos y, si no podemos mantenerlos, le diremos a los españoles que no podemos hacerlo», manifestó.

Fórmula estable

En opinión de Aznar, no existe ninguna otra alternativa posible a un Gobierno del PP apoyado por algunos grupos nacionalistas. El preferiría una fórmula estable que le permita gobernar al menos tres años a través de un acuerdo de legislatura o un Gobierno de coalición, aunque ayer no quiso pronunciarse a favor de ninguna fórmula para no entorpecer el proceso de diálogo. «Haré todo lo que esté en mi mano para conseguir la fórmula más estable, cuánto mejor sea el grado de compromiso tanto mejor para la gobernación del país».

La dirección popular confía en poder alcanzar un acuerdo con CiU porque considera que Pujol no puede estar interesado en que se convoquen elecciones generales en un corto plazo de tiempo.

Sin embargo, la dirección popular no se confía. En la reunión celebrada por sus máximos dirigentes a primera hora de la mañana, se planteó como hipótesis la posibilidad de que Felipe González y Jordi Pujol no permitan gobernar a Aznar y provoquen unas nuevas elecciones antes de un año si el presidente del PP no logra sacar adelante su investidura.

Los máximos dirigentes populares se muestran dispuestos a hacer una «autocrítica» de sus posibles errores, aunque aseguran que el liderazgo de José María Aznar en el partido «es sólido» y «nadie lo pondrá en cuestión». Vidal-Quadras llama "cretino" a Blas Infante y "psicópata" a Sabino Arana.

Mas impulsará la consulta independentista aunque el Gobierno no lo autorice

- El 'president' quiere imitar el modelo de consulta que aplicó el Quebec
- Avisa de que sólo puede plantearán la consulta cuando la victoria sea segura

El presidente de la Generalitat, Artur Mas, ha asegurado este miércoles ante el Parlament que convocará una consulta sobre la autodeterminación de Catalunya aunque el Gobierno central no lo autorice.

"La consulta debe producirse en cualquier caso. Si puede ser por la vía del referéndum, mejor. Pero si el Gobierno da la espalda y no lo autoriza, debe hacerse igual.

El presidente catalán, además, ha dicho esperar que, llegado el caso de que Cataluña vote en un referéndum a favor de su independencia, España se comportará como un país "civilizado" y se abrirá a "negociar" la secesión.

En la réplica al presidente del grupo parlamentario de ERC, Joan Puigcercós, en la segunda jornada del debate de política general en el Parlament, Mas ha citado el caso de Québec para extraer dos lecciones de su proceso soberanista.

Mas ha recordado que, en una visita a este territorio, un ministro del gobierno quebequés partidario de la independencia le confesó que, tras dos fracasos casi consecutivos en referendos de autodeterminación, sólo se plantearía un nuevo referéndum cuando hubiese la garantía de "ganarlo bien", porque una nueva derrota "significaría el entierro de la causa soberanista durante décadas".

"Esto lo hemos de aprender", ha apuntado Mas, convencido de que una de las prioridades a partir de ahora será trabajar para que haya una "gran mayoría social" a favor de las tesis soberanistas.

Otro de los aspectos destacados del caso quebequés según Mas es que, de haber vencido el 'sí' a la independencia en alguno de sus referendos, el Estado canadiense no habría concedido

automáticamente la soberanía plena de Québec pero sí "habría abierto un proceso de negociación porque no habría podido obviar la voluntad democrática" de los quebequeses.

"Estamos en un entorno en el que en circunstancias normales todo el mundo debe sentarse a la mesa para negociar en qué condiciones se puede cumplir aquella voluntad democrática mayoritaria del pueblo. Esto pasa en los países civilizados del mundo. Y hemos de esperar que nuestro entorno sea civilizado una vez nos pongamos en un proceso de estas características", ha remarcado.

Articles sur Juan Villalonga:

Ayer y hoy de la España del pelotazo

PEDRO J. RAMIREZ 5

18/06/2000

A CIERTA por dos veces el abogado que recibió dinero de la cuenta a la que llegaron los 600 millones de Argentinia Trust cuando describe su acuerdo con Antonio Navalón como algo «vulgar y corriente». Ahí están los antecedentes de cómo, según ha relatado con todo detalle la víctima, le levantaron un dineral al alimón a Ruiz Mateos prometiéndole arreglarle lo suyo; o de cómo se repartieron la pasta gansa que las eléctricas destinaron a comprar voluntades para engrasar su fusión. Desgraciadamente, en la llamada «España del pelotazo» el enriquecimiento fulminante gracias al tráfico de influencias políticas y mediáticas llegó a ser un denominador común del paisaje.

Han venido a recordárnoslo esta semana tanto la comisión rogatoria llegada desde Suiza como la histórica sentencia de la Sala Tercera del Supremo sobre Antena 3 de Radio. La primera ha tardado tres años, la segunda seis. Sólo si sus consecuencias resultan pronto patentes podrá paliarse en parte la exasperante lentitud de la maquinaria judicial. En el caso Argentinia, toca averiguar el destino final del dinero enviado a Nueva York, depurar el flagrante falso testimonio prestado durante la vista oral y determinar si Mario Conde sigue siendo culpable de apropiación indebida aunque no se quedara una sola de esas pesetas, se convierte en inocente o puede ser incluso acusado, junto a los demás, de inducción al cohecho.

Por lo que se refiere a la anulación de la concentración radiofónica no existe otra forma aceptable de ejecutar la sentencia sino la desmembración inmediata de Unión Radio para restablecer el pluralismo ilegalmente conculcado. El antenicidio no fue sino un descomunal pelotazo que permitió de la noche a la mañana alterar el ranking de las ondas y sentar las bases del suculento negocio explotado por Polanco en los últimos años, a costa del derecho a la información de casi tres millones de españoles. Una vez más queda acreditado por los tribunales que llevábamos razón quienes quijotescaamente denunciarnos -los recurrentes fuimos ocho personas físicas- que el Gobierno de González amparaba un flagrante desafuero a cambio de obtener el rédito del pacto de los editores.

La melancolía del «pleitos tengas y los ganas» se acrecienta en este caso por la ausencia de Antonio Herrero, a quien el destino ha privado de la oportunidad de comprobar que su entusiasta ejercicio del derecho al pataleo no sólo se basaba en la razón sino también en la ley. Y se acrecienta además al constatar cómo, tras la denuncia de un nuevo escándalo que puede terminar dejando pequeños a todos los del pasado, la correlación de fuerzas es aun peor que la de entonces. Somos conscientes de que nos enfrentamos a una máquina de poder de recursos casi infinitos, manejada por personas con muy pocos escrúpulos y sometida a menores mecanismos de control de los que por mor del sistema parlamentario debía soportar el felipismo.

Todavía me parece estar viendo visiones cuando constato que aquel Juan Villalonga que hace bien pocos años promovía con pasión desde la Fundación FAES un manifiesto sobre la ética de la libertad, que debía servir de referencia ideológica al PP, es la misma persona que ahora abusa de todos los resortes de la mayor compañía española con arbitrariedad despótica, comprando voluntades, diseminando engaños y mentiras, corrompiendo a unos y otros por doquier, purgando con reiteración enfermiza a sus colaboradores y distinguiéndose, sobre todo, por una voracidad sin límites a la hora de engrosar su patrimonio por todos los medios y al mismo tiempo.

Tras haber vivido lo suficientemente de cerca la lamentable evolución de algunos de nuestros más notorios políticos, banqueros u hombres de negocios debería estar ya curado de espanto, pero nunca había sufrido una decepción personal como ésta. Tal vez porque jamás he conocido un caso de una persona tan patológicamente transformada por el descubrimiento de los privilegios del poder sin freno. Y no puedo dejar de hacerme la autocrítica por no haberme dado

cuenta de lo que se estaba gestando e incluso por haber tardado más de lo que debería en caerme del caballo.

Aunque por las mismas razones profundas que lo hicieron en el caso del general Galindo haya quienes finjan ignorar toda evidencia, la compra de opciones de Telefónica en enero del 98 por parte de Villalonga y el miembro del consejo de la compañía Alberto Cortina constituye un caso flagrante de utilización de información privilegiada, intolerable entre altos ejecutivos. Diga lo que diga la nota plagada de mentiras de la compañía, no hay cristiano que se crea que una alianza de la complejidad de la cerrada el 16 de febrero con WorldCom-MCI no había empezado a gestarse cinco semanas antes. Incluso El País, condicionado por las negociaciones para rematar los pactos entre Terra e Inicia y entre Canal Satélite y Vía Digital, aseguraba ayer que «los contactos se iniciaron en noviembre de 1997».

Así como en el orden penal debe primar la presunción de inocencia del imputado, la prioridad del Mercado de Valores es proteger al inversor de a pie, obligando a quienes pueden jugar con ventaja no sólo a ser honrados sino a parecerlo. De ahí que resulte gravemente inquietante la condescendencia con que el presidente de la Comisión, Juan Fernández Armesto, trató en su día a su tocayo. Han tenido que pasar más de dos años para que el mercado conozca a través de EL MUNDO un hecho tan relevante como que el presidente de Telefónica y su socio compraron opciones sobre títulos de la compañía, pretendieron mantenerlo en secreto, fueron instados a declararlo y se negaron a ello, prefiriendo deshacer su posición antes que afrontar el escándalo que se hubiera producido, sabiendo como sabían lo que iba a suceder con el amigo americano.

No se comprende bien cómo Fernández Armesto no contestó a la carta altanera y desafiante de Villalonga, con alusiones despectivas a «este país» que al parecer ya para entonces se le había quedado pequeño, con al menos la preceptiva amonestación por escrito. Tampoco se entiende ahora la confusa explicación de la CNMV según la cual se investigó «a fondo», pero «no se pudo demostrar» la información privilegiada. ¿Cuándo se realizó esa investigación? ¿Antes o después de que el 9 de marzo se hiciera pública la alianza? ¿En qué consistió la investigación? ¿Se requirió información a WorldCom-MCI? ¿Se tomó declaración a los testigos españoles de las negociaciones? O Fernández Armesto es capaz de despejar convincentemente esas incógnitas, o será inevitable que cuaje la versión de uno de sus colaboradores según la cual él creía -y llegó a aventurarlo de palabra- que el intento de Villalonga de adquirir títulos de la compañía recién privatizada podía contar con alto respaldo político.

Asegura la nota de Telefónica que, tras la conversación ahora conocida con Armesto en torno al 10 de enero, «Villalonga asumió la decisión de no realizar inversión alguna en valores que cotizan en la bolsa española». Ya sabemos que la firmeza de tal determinación le duró sólo unos días porque antes de que terminara el mes estaba ya comprando reposes y fecsas camino de un lucro de más de 200 millones en 60 días. La compañía debería aclarar este extremo y precisar además en qué medida esa «decisión» afectó a las transacciones de Villalonga en otros mercados diferentes de «la bolsa española». La pregunta es tan sencilla como ésta: ¿Está Telefónica en condiciones de asegurar formalmente que Villalonga y Cortina no han comprado o vendido desde entonces acciones de Telefónica o Terra en ningún mercado bursátil sin comunicarlo previamente a las autoridades?

El Partido Popular no es consciente de la dimensión de la bomba de relojería que tiene debajo del culo. Es lógico que Rodrigo Rato se sienta obligado a permanecer mudo. Pero el silencio de Javier Arenas si sigue prolongándose en el tiempo constituirá un error gravísimo. Para ocasiones así es para las que tiene sentido haber destinado a un peso pesado del partido a la Secretaría General. Arenas tiene el suficiente acceso al presidente como para saber hasta qué punto se siente herido en lo más íntimo por la conducta de Villalonga, hasta qué punto lamenta no haber vetado su nombramiento y, por supuesto, hasta qué punto son falsas las intoxicaciones de algún ex alto cargo, sobre reconciliaciones y acercamientos. Al margen de que alguna de las operaciones de Villalonga sea o no delictiva, al margen incluso de que constituyan una falta muy grave tipificada en el artículo 81 de la Ley del Mercado de Valores, está el plano de la opinión política. Ni por los modos, ni por las cantidades y los tiempos es éticamente tolerable que una persona cuyo nombramiento tiene al menos en parte un origen partidista se comporte de esa manera. ¿Qué hubiera dicho el PP si el protagonista de estas andanzas de Villalonga hubiera sido su antecesor Cándido Velázquez? ¿Es que acaso la «España del pelotazo» sólo era reprobable cuando cuajaba y se expandía bajo el felipismo e incluso quien repite protagonismo queda disculpado ahora por llevarse el calentito bajo el Gobierno popular?

Una casa dividida

PEDRO J. RAMIREZ 3

21/05/2000

LOGICAMENTE ofendido por el desaire de haber sido convocado a Madrid sólo para encontrarse con un Juan Villalonga virtual, incapaz de convencer a su consejo de que terminara de cazar un oso cuya piel ya se habían repartido, el máximo ejecutivo de la operadora holandesa KPN, Paul Smits, se tomó el desquite al diagnosticar el propio viernes 5 de mayo por la noche que «Telefónica es una casa dividida». No podía haber elegido una metáfora más embarazosa para alguien que, con el argumento de que él está «donde está el negocio», pretende convertir los Estados Unidos en el principal escenario de su actividad empresarial.

«Una casa dividida». Hasta los adolescentes norteamericanos más afectados por la galopante alergia universal al estudio de la historia y las humanidades saben que exactamente ésa fue la imagen utilizada por Abraham Lincoln en su famoso discurso de 1858 en Springfield para explicar por qué era imposible e insostenible la coexistencia entre los estados esclavistas y los abolicionistas. «A house divided against itself cannot stand»: «Una casa dividida internamente no puede mantenerse en pie».

Circunstancias personales al margen, el diagnóstico de Smits no pudo ser más certero. Con el agravante de que la votación sobre la malhadada fusión con su empresa puso de relieve que los dos bandos que pugnan en el seno de la compañía en la que tienen invertidos sus ahorros millones de familias españolas y de cuya marcha depende en gran medida la salud del conjunto de nuestro mercado de valores, no son en absoluto homogéneos. De un lado quedaron los representantes de los principales accionistas -BBVA y Caixa- y los consejeros más próximos por

su trayectoria y afinidades a la sensibilidad gubernamental -Alierta, Ariño, Carpio-; del otro, rodeando a Juan Villalonga cual guardia pretoriana ante el pueblo levantisco, los consejeros que o bien son a la vez altos ejecutivos en el equipo que rige la compañía, o bien fueron cooptados en calidad de independientes por el propio presidente, en una torcida aplicación del llamado código Olivencia. En buena parte de los casos se trata de amigos personales de Villalonga que, además, como revelaba no hace mucho Cinco Días, están haciendo negocios en estrecha asociación con Telefónica.

La precaria mayoría que aún sostiene al presidente de la compañía tiene, pues, la artificialidad de la endogamia, toda vez que la crisis ha puesto en evidencia el hábil equívoco urdido por Villalonga para obtener el puesto: Ybarra y Vilarasau ya saben que no cuenta con el apoyo de Aznar y Rato, y a la viceversa. Es cierto que con posterioridad a su nombramiento se completó la privatización de la compañía y que entre las obligaciones de su máximo ejecutivo destaca la de velar por los intereses de ese 90% de accionistas que ni forman parte del núcleo duro ni pueden sentirse representados por la anómala golden share del Gobierno. Pero bajo la apariencia de erigirse en paladín de todos ellos, lamentablemente, cada vez hay más indicios de que Villalonga sólo actúa de forma caprichosa y egoísta al servicio de sí mismo.

Es una desdicha que un hombre de sus extraordinarias cualidades, un personaje tan atractivo y seductor, un mánager de cuya perspicacia para entender las apuestas estratégicas claves del sector de las telecomunicaciones podíamos sentirnos orgullosos todos cuantos anhelábamos que el cambio político del 96 permitiera la modernización y regeneración de España, haya seguido una pauta de conducta tan decepcionante.

El principal pecado y origen de todos los males de Villalonga ha sido su desdén por el trabajo en equipo dentro de la compañía -purgando compulsivamente a sus mejores piezas y rodeándose de individuos dóciles envueltos en sospechas más graves que la de la ineficiencia- y sobre todo su absoluto desprecio por la búsqueda del consenso social fuera de ella. Una década después vuelve a repetirse el patético error del magnate que cree que la mejor manera de influir en los medios es adquirir buena parte de ellos y buscar simultáneamente todas las connivencias posibles con el resto. Deslumbrado por el fulgor cosmopolita de su propia estrella, Villalonga ha llegado a creerse por encima de una opinión pública que desde la altitud de vuelo de su lujoso avión privado percibe como cateta y provinciana.

El episodio de las stock options fue crucial tanto porque marca el punto de inflexión hacia su declive como porque revela esa sintomática pérdida de sensibilidad por el impacto medioambiental de sus actos. Desoyendo los más variados consejos públicos y privados, Villalonga se empeñó en embolsarse un dineral, abusivamente adquirido si se tiene en cuenta el origen de Telefónica y las circunstancias de su nombramiento. Parece que incluso esas cifras ya se le han quedado pequeñas, pero entre tanto en este valle de lágrimas que él cree haber abandonado hay un miembro del Gobierno de España que cada noche se desplaza a dormir a la residencia de un organismo oficial en Torrelodones porque, viniendo de provincias y careciendo de fortuna, el sueldo de ministro no le permite alquilarse un piso en condiciones.

Lo peor que le puede pasar a alguien es no entender por qué le pasa lo que le pasa. Es inaudito que Villalonga pensara que la objeción de Aznar a su macropelotazo de febrero se circunscribía a la incomodidad que podía producirle en función del calendario electoral y que, una vez salvado el escollo de las urnas, los supuestos escrúpulos éticos del presidente y quienes piensan como él se diluirían en el pragmatismo del business to business. Ahora su problema no es tanto el Gobierno o los accionistas de referencia como la percepción cada vez más extendida de que de su bien probada amnesia, de su estilo de gestión a base de fuegos artificiales y de su huida hacia adelante en la confusa adquisición de activos se derivan graves riesgos a medio plazo no sólo para el futuro de Telefónica sino para la proyección de la imagen de España en la comunidad financiera internacional. Estamos ante un caso flagrante de pérdida de credibilidad y el exagerado castigo de los mercados a una operación estratégicamente tan interesante como la adquisición de Lycos lo demuestra.

Fue inmediatamente después de decir lo de la «casa dividida» cuando en su discurso ante la convención del entonces llamado Partido Republicano -embrión del actual Partido Demócrata-Lincoln añadió aquello de que «este Gobierno no puede continuar permanentemente mitad libre y mitad esclavo». O sea que cuando las contradicciones son de fondo, las medias tintas siempre terminan dando paso a una clarificación por traumática que resulte.

En el caso de Telefónica, y teniendo en cuenta la correlación de fuerzas, sólo cabría esperar que los actuales accionistas de referencia forzaran la dimisión de Villalonga o, bloqueados por su resistencia numantina, terminaran abandonando la compañía, lo cual también tendría un efecto boomerang muy negativo para su presidente. Si Villalonga tuviera un ápice de sentido común evitaría esa guerra de desgaste y optaría por culminar su ciclo ahora que aún siguen pesando

elementos muy positivos en aspectos básicos de su gestión. Pero ni su personalidad ni su reciente trayectoria permiten albergar demasiadas esperanzas. Todo indica que por el contrario este feo asunto irá tomando, con el paso del tiempo, derivadas más graves

Principio de acuerdo entre el «núcleo duro» y Villalonga para su dimisión

RAMON MUÑOZ

25/07/2000

MADRID.- El núcleo duro de accionistas de Telefónica (BBVA y La Caixa) y Juan Villalonga han alcanzado un principio de acuerdo para su salida pactada de la presidencia mediante su dimisión voluntaria. Según fuentes de los accionistas, el cierre definitivo está pendiente de una última conversación prevista para hoy.

No obstante, el fallecimiento ayer de la madre de Villalonga, María del Pilar Navarro, puede condicionar la fecha del desenlace. La compañía ha anunciado que mantiene «de momento» la convocatoria del consejo de administración de Telefónica, para mañana.

Uno de los asuntos que plantea más dificultades para el cierre del acuerdo son las garantías de inmunidad legal que ha exigido Villalonga. Sobre este asunto, el núcleo duro se ha comprometido sólo a no realizar ninguna investigación interna a iniciativa propia.

Sin embargo, ha dejado claro que no se opondrá ni entorpecerá ninguna investigación que provenga de un mandato de la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV) o de la iniciativa de un juez.

Este ha sido el principal escollo para la salida pactada de Villalonga pero no el único. Los otros dos han sido la indemnización por su marcha de la compañía y la búsqueda de un sustituto de consenso.

En el primero de los casos, el acuerdo parece cerrado definitivamente. Villalonga tiene un contrato blindado que le garantiza siete años de indemnización en caso de despido improcedente. Teniendo en cuenta que en 1999 ingresó 530 millones de pesetas, la indemnización se eleva a 3.710 millones de pesetas, a los que habría que sumar la liquidación anticipada de las opciones sobre acciones que le corresponden del programa Top, que supondrían 820 millones adicionales. En total, alrededor de 4.500 millones.

En cuanto al sucesor, el candidato con más posibilidades es César Alierta, presidente de Altadis (antes Tabacalera). Su condición de consejero de la compañía desde hace más de tres años facilita notablemente la sucesión, al no requerir la unanimidad prácticamente absoluta de todos los consejeros, como ocurriría si se elige un sucesor externo.

En fuentes del núcleo duro descartan al ex ministro de Defensa Eduardo Serra, lo mismo que a Javier Echenique, vicepresidente de Telefónica en representación del BBVA, entidad de la que es máximo responsable de la división de Banca al por Menor.

Tanto los consejeros del BBVA y de La Caixa como los independientes están de acuerdo con la solución pactada, aunque han mostrado su disposición a dar a Villalonga un plazo de reflexión de hasta 48 horas si así lo solicita.

El desgraciado fallecimiento de la madre de Villalonga puede trastocar este calendario. María del Pilar Navarro murió a primera hora de la tarde de ayer en la clínica La Luz, de Madrid, tras

una larga enfermedad. En el momento de su fallecimiento, se encontraba acompañada por sus hijos y de los familiares más directos.

La madre de Villalonga, cuyo funeral tendrá lugar hoy, estaba casada en segundas nupcias con el oncólogo Severino Pérez Modrego. Guardaba una estrecha amistad con José María Aznar y su esposa, Ana Botella.

Articles sur les débats télévisés

DÉBATS TÉLÉVISÉS

1960: Kennedy éclipse Nixon

Grande première en 1960. Les débats télévisés entre les candidats à la fonction suprême font leur entrée dans le rituel de l'élection présidentielle américaine. Cette année-là, l'avantage va nettement au jeune John Fitzgerald Kennedy, face au pâle Richard Nixon.

Le premier débat télévisé entre Richard Nixon et John Fitzgerald Kennedy, le premier de l'histoire des élections présidentielles américaines, sera décisif. C'est la première fois que les électeurs ont l'opportunité de voir, face à face, l'alternative qui s'offre à eux... Et le contraste est frappant.

Nous sommes en septembre 1960. Le républicain Nixon, 47 ans, a l'expérience qu'il faut pour prétendre à la Maison-Blanche: ancien militaire, il entre en politique à la fin de la Seconde guerre mondiale, devient vice-président en 1955, et, à trois reprises, assume les fonctions présidentielles par interim. Face à lui, le démocrate Kennedy, 43 ans, incarne la jeunesse, le changement et l'optimisme.

Nixon convaint à la radio... pas à la télévision

Le débat tourne vite à son avantage. Qu'ils abordent les questions nationales ou internationales (lors des trois débats qui suivront), c'est l'image qui compte. Or, "en août, Nixon s'est blessé le genou, il a du passer deux semaines à l'hôpital. Lors du premier débat, il a dix kilos de trop, il est pâle. Il arrive au débat avec une chemise qui tombe mal et refuse d'être maquillé pour relever son teint. Kennedy, lui, a passé le début du mois de septembre à faire campagne en Californie. Il est bronzé, confiant et reposé", raconte le Museum of Broadcast Communications sur son site.

Débat présidentielle: En 1974, Giscard triomphe de Mitterrand

Pour le premier débat retransmis en direct à la télévision, François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing s'affrontent. Le duel, resté dans les mémoires grâce à quelques phrases du candidat de l'UDF, tourne à l'avantage de ce dernier

Face à François Mitterrand, VGE sortira la phrase restée célèbre : "vous n'avez pas le monopole du cœur" DR

1974. Pour la première fois, les Français peuvent assister en direct à l'affrontement entre les deux candidats à l'Élysée. Toutes les règles qui perdurent encore aujourd'hui sont créées pour l'occasion : le tirage au sort du premier à parler, la présence d'imposants chronomètres permettant de décompter précisément le temps de parole de chacun, la validation du réalisateur, des présentateurs et du décor par les équipes des deux participants. François Mitterrand, candidat du Parti Socialiste, et Valéry Giscard d'Estaing, de l'UDF (parti centriste disparu depuis).

Valéry Giscard d'Estaing prend l'ascendant

Rapidement, Valéry Giscard d'Estaing, visiblement plus à l'aise dans cet exercice que son adversaire prend l'avantage, en l'attaquant sur des points très précis de son programme et en le noyant sous une avalanche de chiffres. Et alors que François Mitterrand laisse son adversaire déployer son discours, VGE ne lui laisse aucun répit et répond du tac au tac à chacune de ses attaques. Le symbole de ce débat : la phrase, restée culte, "vous n'avez pas le monopole du cœur", prononcée par le candidat de l'UDF et qui souffle son adversaire socialiste.

Giscard crucifie également son adversaire en le présentant comme « *l'homme du passé, avec qui on ne peut pas parler d'avenir* ». « *vous ne parlez jamais du futur parce que vous ne pouvez pas en parler, parce que votre programme c'est la désorganisation de la France.* » Sept ans plus tard, François Mitterrand s'en resservira pour emporter le débat. Mais pour l'heure, il semble prendre coup sur coup sans réagir.

Prestation "catastrophique"

De l'aveu de son conseiller Serge Moati, François Mitterrand jugera plus tard sa propre prestation « *catastrophique* ». L'émission, suivie par 25 millions de téléspectateurs, est un franc succès, et fait passer le débat d'entre-deux tours du statut de tradition à celui d'innovation. Pourtant, tous les politologues s'accordent à reconnaître la victoire de Valéry Giscard d'Estaing, l'émission n'entraîne pas de raz-de-marée dans les sondages. Et le 19 mai, il l'emporte avec une toute petite longueur d'avance, 50,81 % des voix.

Al borde de la ruptura

ANABEL DÍEZ 25 MAY 1993

Las negociaciones entre el PSOE y el PP para regular el debate se prolongaron hasta el último minuto. El secretario de organización del PSOE, Txiki Benegas, y el vicesecretario general del PP, Javier Arenas, discutieron los pormenores durante toda la tarde de ayer en Antena 3 Televisión. El escollo surgió en el uso de la última palabra del debate. El PP propuso que Aznar empezara y que el final lo decidiera el azar lanzando una moneda al aire. Benegas se opuso tajantemente y reclamó para su líder la última intervención. Finalmente hubo acuerdo y Aznar empezó el debate.

El presidente del PP, sin embargo, puntualizó, antes de su última intervención, que González exigió hablar el último y que, pese a que eso podría incluso haber motivado la suspensión del debate, decidió que se celebrase en interés de los espectadores.

Felipe González pidió entonces al moderador, Manuel Campo Vidal, que desvelara algunos detalles de la negociación "porque tenían cierto interés". Campo Vidal explicó que eso supondría otro debate. González entonces le preguntó: "¿Cuántos debates se han celebrado en Antena 3?". "Cuatro", dijo Campo Vidal. "¿Y en cuántos los participantes han estado sentados?", siguió González. "Sólo en éste", reconoció el moderador. Se desveló así una de las exigencias del PP, que no quería dar la ventaja de la altura física a González sobre Aznar. El líder del PP, sin embargo, dijo ayer estar dispuesto a que el próximo debate, el 31 de mayo, sea de pie.

González y Aznar se reunieron antes del debate con sus *preparadores* durante gran parte del día de ayer. El presidente del Gobierno, con el ex ministro y miembro de la ejecutiva federal José María Maravall, y con la ministra Portavoz, Rosa Conde, que le acompañó a Antena 3, donde ya estaba Benegas. Aznar, con su grupo de asesores, varios de los cuales le acompañaron a la televisión: Rodrigo Rato, Javier Arenas, Miguel Ángel Rodríguez, Pedro Arriola y Ana Mato.

Aznar y González fueron recibidos en Antena 3 por un grupo de seguidores de Izquierda Unida que protestaban por la ausencia de su líder, Julio Anguita.

"Este tío aguanta un debate"

Crónica de la remontada de González en los cara a cara de 1993

IOSEBA ELOLA Madrid 24 FEB 2008

Felipe González entró desconcentrado y salió desconcertado. 24 de mayo de 1993, primer cara a cara televisado de la democracia, es una inesperada y desagradable sorpresa. Aznar le acaba de vapulear en el primer asalto, en Antena 3. Un total de 9.662.000 espectadores han asistido al debate entre un líder sobrado, que acude sin prepararse, confiando en su talento natural, y otro disciplinado, entrenado en el uso de mensajes cortos y certeros, con la lección bien aprendida. González sale por los pasillos de Antena 3 caminando junto a Manuel Campo Vidal (Antonio Asensio, presidente de la emisora, acompaña a Aznar) y le dice:

-Este tío aguanta un debate.

-Vaya que si lo aguanta.

La historia la cuenta Manuel Campo Vidal, el hombre que presentará mañana el primer cara a cara entre Zapatero y Rajoy, el mismo moderador de aquel primer duelo González-Aznar.

"Ha sido un desastre", le dijo González a Maravall del primer debate

A la mañana siguiente, González llama a José María Maravall, el hombre que ha escogido para que le asesore y acompañe en toda la campaña:

-Ciudadano, ¿qué te ha parecido el debate?

-Bueno, hay días que son mejores que otros.

-Ha sido un desastre. Hay que ponerse a trabajar para el siguiente.

La historia la cuenta Maravall, ex ministro de Educación y Ciencia. González nunca creyó en los mensajes artificiales, en la política enlatada. "Lo primero que tuve que hacer fue convencerle de que viera ese primer debate", asegura Maravall. "Él nunca se veía en televisión".

María Antonia Iglesias, entonces directora de Informativos de Televisión Española, califica aquellos debates como "el acontecimiento político de la legislatura". "Fue la primera vez que a Felipe le doblaba alguien", dice. ¿Explicaciones socialistas para la derrota del carismático líder?

1) La noche previa al cara a cara, regresando en avión de Canarias, el comandante anuncia que una puerta está mal cerrada cuando llevan una hora de vuelo. Deciden regresar, volando a baja altura ante el riesgo de despresurización de la cabina. El percance hace que González, ya con dos miltines a sus espaldas, llegue a Madrid a las cuatro de la mañana y no duerma muy bien. "Eso es una excusa, no influyó nada", contesta Miguel Ángel Rodríguez, coordinador de la campaña del Partido Popular. "Lo que ocurrió es que Felipe despreció a Aznar".

2) El entorno de González señala que un asesor, del que nadie da el nombre, le recomendó que menospreciara a su rival. "Tú ve de ganador, medio despreciativo, no le mires a la cara", eso fue lo que le dijeron, cuenta Txiki Benegas, negociador socialista de los debates televisivos junto a Eduardo Martín Toval. "Arenas y yo acabamos haciéndonos amigos después de darnos tantas tortas con tanta tenacidad", recuerda Benegas. Rodolfo Martín Villa era el otro representante del PP. "Los asesores eran como los que rodean al boxeador antes de que salte al ring", recuerda Luis Mariñas, moderador del segundo debate, en Tele 5, "ataca por aquí, no has sacado esto...".

Costó convencer a Valerio Lazarov de que el segundo debate fuera en su cadena. Quería emitir el primero. Benegas se jugó con él una cena a que se superaría la audiencia del de Antena 3. El 31 de mayo, seis días antes de las elecciones, 10.524.000 espectadores, un 75,3% de la audiencia, se sentó ante el televisor.

Mariñas recuerda las trifulcas entre asesores que le llegaban de la cabina de realización por el *pinganillo*. Bueno, por el medio *pinganillo*, el trozo de auricular que le quedaba, incrustado en la oreja. Era tal el ambiente de nervios, estuvo tan tensa la negociación de quién empezaba y quien cerraba, era tal la sensación de que las elecciones estaban en juego, que estaba nervioso hasta el apuntador. Y más concretamente, el encargado de colocarle el *pinganillo* a Mariñas. "Me metió una estocada como si fuera un toro", dice con su acento gallego, "estaba tan nervioso que me lo incrustó". Después de medio debate oyendo a medias las indicaciones del realizador Benito Valle, aprovechó la pausa para sondear entre las azafatas a ver si alguna tenía una pinza de depilar. Milagros de la televisión, había azafata con pinza de depilar para extraer el trozo "picudo".

Los primeros tres minutos del segundo debate, para el que Felipe González se estuvo preparando a conciencia, fueron clave, sostiene Maravall: "Había que hacer una llamada de atención que enseguida incrementara la audiencia". González acudió con una grabación, un

teletipo y documentación para desmontar uno de los argumentos utilizados por Aznar en la primera cita, en la que negó haber dicho que España había acudido a la cumbre europea de Edimburgo con actitud de pedigüenos. "Esos tres primeros minutos desmoralizaron mucho al contrario", dice Maravall. Miguel Ángel Rodríguez cuenta que Aznar vio cómo González acudió con tres montoncitos de fichas y, a las primeras de cambio, descartó dos y se centró en uno, el de los ataques al programa del PP. Una de las claves del cara a cara fue dejar claro que en el programa del PP no había propuestas para mejorar la situación de los desempleados, uno de los temas candentes.

Luis Mariñas añade que, además, el PP cometió un error estratégico. Al acabar el debate, Aznar se fue corriendo y no se paró a hablar con la prensa, dando así la sensación de que se iba enfadado porque había perdido. González, sin embargo, salió tranquilamente y atendió a los periodistas, con lo que consiguió que al día siguiente la prensa reflejara no sólo los resultados del cara a cara, sino sus opiniones al respecto. Miguel Ángel Rodríguez sostiene que había un pacto de no hablar con la prensa que no fue respetado.

Conseguir que no se abordara el tema de la corrupción, con asuntos como Filesa y el caso Ibercorp sobre la mesa fue otra de las claves, dice Mariñas: "Ahí los socialistas estuvieron muy hábiles en la negociación de los bloques".

Rodríguez mantiene que los debates le sirvieron fundamentalmente a Aznar, que se dio a conocer, que sentó las bases para, tres años más tarde, suceder a González. Para Maravall, el primero tuvo el involuntario efecto de que se viera que el PP podía ganar y movilizó al electorado socialista. Lo que María Antonia Iglesias califica de "efecto bumerán". Una tendencia que se apuntaló con la victoria de Felipe en el segundo: los debates contribuyeron, dice Maravall, a una subida de cuatro puntos en el voto socialista.

Aznar mantiene el suspense sobre el debate con González, pese al acuerdo firmado por sus partidos

- El líder del PP exige que TVE rectifique su línea informativa y sea neutral durante la campaña

EL PAÍS 29 MAY 1993

El Partido Popular está utilizando el debate televisivo del próximo lunes entre Felipe González y José María Aznar como un factor de guerra de nervios contra los socialistas, al utilizarlo como moneda electoral. Aznar declaró ayer en Vigo (Pontevedra) que tiene previsto acudir al segundo debate, ante las cámaras de la cadena privada de televisión Tele 5, pero planteó una exigencia previa: la televisión, pública "debe mantener unas reglas de juego y una neutralidad que hoy no existen", porque, según dijo, se ha convertido "en el último instrumento en la desesperación del Gobierno por aferrarse al poder".

El secretario de organización del PSOE, Txiki Benegas; el vicesecretario general del PP, Javier Arenas, y el director general de Tele 5, Valerio Lazarov, mantuvieron el miércoles una primera reunión, que tuvo ayer continuidad en un diálogo de cuatro horas tras las que se logró ratificar el acuerdo para celebrar el debate. Todavía no se ha entrado en aspectos políticos o de fondo, y las conversaciones se refirieron a los detalles técnicos, escenográficos y de posible distribución de temas, aunque el PSOE ya ha anticipado que quiere un debate "abierto", sin listado previo de contenidos. El PSOE mantiene sus dudas sobre el interés del PP por celebrar el *partido de vuelta*, después de la clara victoria de José María Aznar en el primer enfrentamiento. No obstante, el portavoz del Partido Popular, Miguel Ángel Rodríguez, manifestó ayer: "Si hurtáramos este debate a la sociedad española nos llamarían cobardes".

Dirigentes del PSOE insistieron en que "el debate está firmado y debe celebrarse, aunque el PP no para de plantear nuevas exigencias con el fin de boicotarlo", entre ellas el trato que reciben en la televisión pública. Los dirigentes socialistas temen que, a pesar del acuerdo ratificado ayer, los populares pongan una excusa en el último momento para suspenderlo, tal y como les están aconsejando sus "asesores norteamericanos".

Una de las cuestiones ya resueltas es que el debate se celebrará con los dos participantes sentados, como ya exigió el Partido Popular en el primer duelo, el pasado lunes en Antena 3, para no dar ventaja visual a la mayor estatura de González.

A favor de la celebración del cara a cara está el hecho de que "Aznar, aunque preferiría no correr riesgos, es consciente de que no tiene demasiados argumentos para suspender la revancha, después de que los sondeos le dieran triunfador en el primer encuentro", según fuentes socialistas.

Aznar, según su portavoz, está preparando ya el cara a cara del mismo modo que lo hizo antes del debate en Antena 3. "No suspende más actos que los imprescindibles, es decir, ninguno, porque la única variación es viajar el domingo por la mañana a Guadalajara, para tener libre la tarde, lo mismo que el domingo pasado, cuando el mitin se celebró por la mañana en Alcalá de Henares".

González suspende mítines

Felipe González, por su parte, dedicará más tiempo a preparar este segundo debate. No asistirá el domingo por la mañana al mitin que tenía previsto en Murcia para poder estudiarlo con más cuidado. Alfonso Guerra le sustituirá allí. Con idéntico propósito, el líder socialista ya había decidido aplazar su comparecencia en La Coruña durante la tarde del domingo.

José María Maravall, asesor de Felipe González y ex ministro de Educación, aseguró ayer que ignora la estrategia que pueda adoptar González el lunes. El presidente del Gobierno es quien "decide siempre cuál es la estrategia que debe seguir y cuáles son los contenidos de sus intervenciones". Respecto a lo ocurrido en el debate del lunes pasado, Maravall afirmó que no hay que subestimar "el aprecio de los ciudadanos por las buenas formas" [de González] frente al "truco televisivo" [de Aznar].

González, no obstante, va a mantener inalterada la columna vertebral de sus intervenciones en los mítines, sin tener en cuenta el mayor mordiente y la agresividad que le aconsejan desde su

partido. Así lo ha hecho en los mítines de esta semana de Oviedo y Toledo, aunque ayer reforzó sus críticas sociales al PP en el mitin de Cuenca, un acto en el que contó como acompañantes con el presidente de Castilla-La Mancha, José Bono, y el *número uno* de esa circunscripción, Virgilio Zapatero.

Aznar, vencedor por puntos

27/05/1993

Tres sondeos telefónicos publicados ayer en otros tantos periódicos han dado como ganador con distintos porcentajes a José María Aznar, en el primer debate televisivo de los dos principales líderes. El sondeo que da un triunfo más claro en favor del presidente del Partido Popular es el realizado por Demoscopia para El País. En concreto, señala que un cincuenta por ciento de las personas que vieron el debate en Antena 3 considera que José María Aznar fue el ganador del debate, frente a un 21 por ciento que apuesta por González y un nueve por ciento que considera que ninguno de los dos venció en el primer asalto del combate de los pesos pesados. La segunda encuesta más favorable al actual líder de la oposición es la publicada ayer en EL MUNDO y realizada por Sigma Dos, según la cual José María Aznar convenció al 49,8 por ciento, frente a un 28,4 que prefirió las explicaciones del secretario general del PSOE. Por último, el sondeo de La Vanguardia, realizado por Odecsa, muestra cómo los catalanes son los más escépticos respecto a la intervención a los líderes de los dos principales partidos. De hecho, este sondeo es el que menos porcentaje atribuye a Aznar y a González y el que más da a los que no se inclinan por ninguno de los dos. Así, según la encuesta de este periódico de Barcelona, a un 42,5 por ciento de telespectadores le convenció más la intervención de Aznar, un 18,4 prefirió a González y un 17,2 dice que ni uno ni otro. El partido de vuelta será el próximo lunes en Tele 5. Hasta entonces se publicarán los últimos sondeos en todos los periódicos del país, dado que el lunes es el último día en el que, según la Ley Electoral, pueden hacerse públicos los sondeos. No obstante, la Junta Electoral permitió ayer a Tele 5 realizar la misma noche del debate del lunes, más allá de ese tope legal, un sondeo telefónico entre los espectadores para conocer quién, en opinión de los españoles, es el ganador del combate definitivo. Entre tanto, los estados mayores de los dos partidos negocian ya la forma en que se producirá el debate, cómo se sientan, los temas que se tratarán, quién empezará primero o quién cerrará el debate, entre otros temas. Por ejemplo, según informó ayer Efe, la cadena ha propuesto que González y Aznar se sienten tras sendas

mesas, enfrentados. El moderador de este debate será el jefe de informativos de la cadena, Luis Mariñas. Esta misma información incluye un adelanto del decorado que se utilizará en este debate y que, frente a la sobriedad del azul de Antena 3, ha sido definido como «vanguardista».

González no salió en el TD del «día después»

FRANCISCO J. LOPEZ 13

27/05/1993

Antena 3 TV remitió ayer una nota pública para agradecer a los medios de comunicación la amplia cobertura que concedieron al primer debate entre González y Aznar. Prensa, Radio y Televisión se volcaron con el cara a cara, excepto dos cadenas: TVE-1 y La 2, ambas de Televisión Española. Además de obviar esa información, TVE adoptó el martes otra decisión: no sacar -por primera vez desde que se inició la campaña electoral- ni un solo segundo a Felipe González. El actual presidente convocó para ese día un mitin en Cádiz, por lo que resulta sorprendente que no apareciera, como es habitual, en los Telediarios. ¿Por qué el presidente no salió esta vez en pantalla? ¿Tuvo algo que ver con esa decisión el resultado de las encuestas sobre el vencedor del debate? ¿Son más importantes unas declaraciones de apoyo al PSOE de Miguel Bosé, ofrecidas por el Telediario 1? Sobre la aparición del cantante, la Junta Electoral Central acordó pedir las alegaciones oportunas al director general de RTVE. Como era previsible, Televisión Española tampoco ofreció ayer ni la más mínima información de las encuestas que publicaron sobre el debate los principales diarios españoles. Según el seguimiento especial realizado por EL MUNDO de todos los informativos del «día después» del cara a cara entre González y Aznar, TVE fue también la única televisión que no dedicó ni un solo segundo a informar de ese acontecimiento. Tanto las cadenas privadas como las autonómicas analizadas recogieron ampliamente en sus noticiarios las repercusiones del primer gran enfrentamiento televisivo. En contra de lo previsto, Antena 3 TV no fue la cadena que más tiempo se ocupó del «post-debate» en sus informativos. Telemadrid dio un total de 16 minutos y 28 segundos por los 16,09 de la cadena que dirige Manuel Campo Vidal. Tele 5, en sus dos ediciones de Entre hoy y mañana, ofreció un total de seis minutos y 54 segundos; el espacio Redacción de Canal Plus, un minuto y 57 segundos, y los tres Telenoticias de TV3, ocho minutos y 42 segundos. El pasado martes hubo otros debates, aunque no de la transcendencia del emitido por Antena 3 TV. La 2 trasladó a las 23.30 horas -hasta ahora los había ofrecido a las 21.30 h.- su Especial Elecciones sobre el estado del bienestar. Su audiencia fue la más baja de todos los especiales sobre elecciones celebrados hasta ahora. Respecto a la presencia en pantalla que obtienen los partidos políticos, la situación apenas ha variado. Los líderes del PSOE doblaron en tiempo -una vez más- a los del Partido Popular. Otro

aspecto destacable es el incremento de la presencia del CDS, cuyos minutos son similares a los que obtiene Izquierda Unida, a pesar de las diferencias entre las expectativas electorales de ambos

Tele 5 defiende los debates a dos entre González y Aznar

GEMA SANCHEZ NAVAS

03/02/1996

MADRID.- Luis Mariñas, director de Informativos de Tele 5, reivindicó ayer, durante la presentación de la programación electoral de la cadena privada, la necesidad de celebrar un debate «cara a cara» entre Felipe González y José María Aznar. «Aunque estamos abiertos a cualquier otra posibilidad, no es deseable bajo ningún punto de vista evitar una fórmula que ya se ha convertido en un clásico, y que fue refrendada por once millones de espectadores en la última campaña», dijo.

Al igual que hizo hace tres años, Tele 5 ha solicitado la organización del primero de los posibles «cara a cara» que, en el caso de acuerdo entre las fuerzas políticas, tendría lugar el jueves 15 de febrero, el mismo día que se inicia la campaña. Si las partes no aceptaran esta fórmula, Luis Mariñas, Miguel Angel Aguilar y Fernando Onega entrevistarían ese mismo día a Felipe González.

Mariñas reconoció la lentitud y dificultad de las negociaciones que Tele 5 mantiene con los diferentes partidos políticos. Estas se encuentran en el mismo estado de provisionalidad que el estudio que acogerá los diferentes programas especiales de la cadena privada. Un plató frío y aún sin terminar será el escenario de Hora límite. Especial elecciones, un espacio que incluirá entrevistas con los distintos líderes y debates monográficos, conducidos por Montserrat Domínguez, sobre paro, pensiones, impuestos, justicia, servicio militar, sanidad o estado de las autonomías.

Tele 5 ha querido también apostar por la innovación en un campo hasta ahora muy poco explorado. Para ello, organizará una serie de tertulias entre jóvenes, mujeres, intelectuales, famosos y alcaldes más representativos de cada partido. El otro debate será moderado por Vicente Vallés y estará abierto a la participación del público.

Asimismo, cada jueves se harán públicos sondeos realizados por Demoscopia sobre intención de voto y sobre el impacto social y la credibilidad de las propuestas de cada partido. En-tienda de campaña, un miniespacio de humor conducido por Javier Capitán, y El ojo avizor, una sección que se moverá entre bambalinas durante los mítines, completan la oferta de la cadena para esta campaña.

Para el próximo jueves, está prácticamente cerrado un debate sobre impuestos, déficit y Europa, al que acudirán Pedro Solbes, Rodrigo Rato y Martín Seco. El programa incluirá también una entrevista con José María Aznar y una tertulia con Esperanza Aguirre, Cristina Almeida y Pilar Rahola.

Tele 5 quiere hacer de la campaña electoral un espectáculo más, «el primer "show político" que se ha hecho en una televisión -añadió Mariñas-. No queremos limitarnos a la clásica entrevista, sino ir un poco más allá».

Autres:

Pedro J. Ramírez se apunta a la vuelta de Aznar

Hispanidad, lunes, 03 de septiembre de 2012

- El Mundo y Financial Times-Expansión, crean una pinza anti-Rajoy.
- Todo ello en vísperas del 12 de septiembre, cuando sabremos si Rajoy pide o no pide el rescate de España.
- Ese día, el Constitucional alemán decidirá sobre el MEDE, la última esperanza española... salvo que Rajoy cambie y acepte salirse del euro.
- En Moncloa ya han descartado la ayuda del BCE a la deuda española y la prima de riesgo vuelve a dispararse.

No pasa un día sin que Financial Times le arree un palo a Mariano Rajoy (*en la imagen*), exigiéndole que, por el bien de España (todo sea por la patria) don Mariano pida el rescate a Europa, es decir, se ponga a los pies de Alemania, tal y como ha ocurrido en Grecia, Irlanda y Portugal.

La misma línea sigue Expansión, porque aunque ambos económicos nada tienen que ver jurídicamente, se mantiene en el cordón umbilical-ideológico entre ambos diarios.

Pero el giro más sorprendente, y el que más preocupa en Moncloa, ha sido el de El Mundo, convertido ahora en el defensor del regreso de Aznar ante el "fracaso" de Rajoy.

El domingo Ramírez arreaba duro el pasado domingo 2 al 'fracasado' Mariano -llegaba mucho más allá que El País- y el lunes 3 se plantaba en la COPE para asegurar que estábamos abocados al rescate y "esto es la constatación de nuestro fracaso como nación". ¡Toma ya!

Entre FT y El Mundo-Expansión, han creado una pinza anti-Rajoy, precisamente en vísperas de que, en efecto, se sepa si don Mariano se rinde y pide el rescate lo que no sería consecuencia del fracaso de España como nación sino su causa inmediata.

Ante la rendición anticipada de Rajoy, la clave de si España será o no rescatada estriba en el Tribunal Constitucional alemán, quien ese día resolverá si el nuevo fondo MEDE no atenta contra la ley de leyes germana.

Y sí, Rajoy, que siempre rehúye la pelea, no está dispuesto a tender las mociones que llegan desde FAES, el refugio del expresidente donde existen partidarios de amenazar con la salida del euro... o ejecutar la salida del euro antes que convertirse en una colonia alemana, como nuevo país rescatado y a los pies de los caballos.

En Moncloa ya han descartado la ayuda del BCE a la deuda española y la prima de riesgo ha vuelto a dispararse. No es para menos, el titular de Finanzas alemán Wolfgang Schäuble ha vuelto a recordarle -o sea, a ordenarle- al presidente del BCE, Mario Draghi, que la entidad que presiden no puede comprar deuda soberana. Si fuera Alemania quien estuviera en problemas - como estuvo, según ha recordado el lunes Luis de Guindos, a lo mejor sí podría ayudar el BCE. Y claro, el bono a español a diez años ha vuelto a rozar el 7%.

Eulogio López

El mito de la caverna

FRANCISCO FRECHOSO 10

25/10/1989

LA ALEGORIA DE PLATON

Si, como relata el filósofo griego en «La República», dentro de la caverna sólo se percibía la realidad proyectada en sombras que la deformaban, es posible que desde fuera también se perciba una imagen distorsionada. ¿Es José María Aznar una visión real o solamente una débil sombra que proyecta Manuel Fraga? Ciertamente, la figura que tenemos delante está lo suficientemente difuminada como para no saber, a ciencia cierta, ante quién nos encontramos. Es de una generación que se dejó la piel en las luchas estudiantiles del tardofranquismo, pero no consta que participara en ninguna de ellas. Es el más joven de los candidatos -36 años- y el que teóricamente defiende ideas más conservadoras. Habla de solidaridad fiscal a un auditorio que nunca se ha distinguido por tal virtud. Defiende un plan nacional de repoblación forestal, pero rechaza el calificativo de «verde». Utiliza con desparpajo la palabra «progresismo» aunque procede del ala derecha de su partido. Comparte con su maestro el fervor por el modelo de sociedad americano, y sin embargo advierte que renegociaría el convenio bilateral en materia de

Defensa para, entre otras cosas, saber qué tipo de armas ocultan sus barcos cuando atracan en nuestros puertos, como cualquier pacifista. Defiende la ley del aborto en contra de sus propios compañeros y de él mismo, que lo consideran poco menos que un homicidio. Es católico practicante, de misa dominical, y en más de una ocasión se ha rodeado de asesores ateos. Votó a Adolfo Suárez en las elecciones de 1977 y ahora quiere arrebatárle el liderazgo del centroderecha. LLama «padre» y «maestro» a Manuel Fraga, a cambio de que no le robe un solo plano en la televisión.

LA FAMOSA AUSTERIDAD

Es el adalid de la austeridad, ha declarado la guerra a las «visas oro» y vive en un piso alquilado, pero -dicen sus rivales- adquirió apliques con ribetes de «pan de oro» para el baño de su despacho oficial. Asegura que no le preocupa la imagen, y que es Ana, su mujer, quien se encarga de comprarle las camisas de rayas y los trajes oscuros. Sin embargo, la oposición castellanoleonesa denunció la edición de miles de fotografías suyas financiada con dinero público. Presume de ser un celoso guardián de su vida privada y aleja cuanto puede a su esposa y a sus tres hijos -José María, Ana y Alonso- de su actividad pública. A pesar de ello, ha pedido a su mujer que le acompañe en cada acto durante el periplo electoral. Nació en el seno de una familia con una gran tradición periodística. Su abuelo fue director de «El Sol» y «La Vanguardia». Su padre, de Radio Nacional de España y de la cadena SER. El prefirió la tradicional carrera de Derecho y terminó de Inspector Fiscal. Es madrileño, de madre asturiana y padre vasco. Fue secretario general de AP en La Rioja y llegó a la presidencia de la comunidad de Castilla y León. Sus colaboradores más próximos le definen como una persona tímida, fría y seria. En campaña le hemos visto hacer chistes, bromear y sonreír cómicamente cuando su bigote charlotesco deja al descubierto una pronunciada dentadura. El mismo se ha llegado a definir como un corredor de fondo, aunque es un arriesgado conductor, apasionado por la velocidad. Un hombre culto, lee, sobre todo, libros de historia y de pensamiento, y escucha, cuanto puede, las canciones de Julio Iglesias. Sobre todo, presume de haber ganado en dos ocasiones a los socialistas, en 1982, en la provincia de Avila, y en 1986 en Castilla y León. Oculta que perdió dentro de su propio partido, ante Hernández Mancha, cuando se presentó en un equipo capitaneado por Miguel Herrero y Rodríguez de Miñón. ¿Quién de todos los posibles aznares es este Aznar? Sus electores querrán saber, por ejemplo, hasta dónde llega su celo de Inspector Fiscal y a quien, si a ellos o a otros, va a beneficiar más su prometida congelación impositiva.

EL AMIGO CUEVAS

Intentarán averiguar si es un seguidor del «capitalismo popular» de Margaret Thatcher, si en materia de derechos de los trabajadores se dejaría aconsejar por su amigo José María Cuevas, si se ha convertido al ecologismo y al pacifismo. Pensarán hasta dónde estaría dispuesto a ceder en un hipotético pacto con el duque, de qué servirá su amistad con los líderes de los minúsculos partidos regionalistas o por qué se empeña en llamar a la puerta de los nacionalistas Pujol y Ardanza, que siempre le dejan por el PSOE. Preguntarán, sin duda sorprendidos, si es verdad eso que dicen que ha dicho de que si fuera presidente del Gobierno no existiría el GAL. Alguno habrá, en fin, interesado en saber cómo sería el único canal de televisión pública que dejaría, cuántos mandos a distancia habría que tener en cada casa para tantas cadenas privadas como promete, hasta qué límite elevaría la velocidad máxima en carretera o el número de conciertos de Iglesias que subvencionaría cada año su ministerio de Cultura. Es de justicia reconocerle una cierta experiencia, la que no tenía Felipe González -como él insiste en recordar- cuando llegó al poder

en 1982. Y está claro que ha ganado a los socialistas, aunque Juan José Laborda sólo se asemeje a González en que ambos militan en el PSOE. Es de agradecer su talante amable y dialogante, que ha hecho olvidar a los periodistas aquellas tormentosas conferencias de prensa con su predecesor. Al fin y al cabo, se ha asomado a la puerta de la caverna, en la que yace el cadáver de Hernández Mancha. Si su imagen es sólo una proyección, continuará la leyenda. Si no, está en las mejores condiciones para acabar, de una vez, con el mito.

¿Habrá siempre democracia?

La crisis hace visibles las tendencias de nuestro sistema político. Asfixiado por múltiples restricciones, el poder representativo es crecientemente impotente. Poderes no elegidos democráticamente mandan mucho más

IGNACIO SÁNCHEZ-CUENCA 17 DIC 2010

Resulta quimérico pensar en un régimen político perenne, que sobreviva indefinidamente, al margen de cambios sociales y económicos. La democracia, como todas las demás formas políticas que le han precedido, en algún momento dejará de existir y será sustituida por un sistema distinto. ¿Qué puede venir a continuación? ¿Cómo se tomarán las decisiones colectivas? ¿Quién decidirá?

La pregunta puede parecer de imposible respuesta. ¿Acaso alguien puede osar saber lo que sucederá en el largo plazo? Probablemente no. Sin embargo, la mera especulación sobre ese

futuro incierto nos obliga a plantearnos cuestiones difíciles sobre el presente democrático. La crisis económica en la que nos encontramos nos da algunas pistas de por dónde puede evolucionar la democracia en el futuro. La crisis, en cierto sentido, ha hecho visibles algunas tendencias subterráneas que determinarán el sino de nuestro sistema político.

Mercados, agencias de calificación, tribunales constitucionales y bancos centrales llevan las riendas

A los gobernantes se les felicita cuando traicionan a sus electores y obedecen a los poderes económicos

Creo que las democracias desarrolladas que conocemos, las llamadas democracias liberales, se construyen sobre dos principios complementarios. Por un lado, el principio de igualdad política, en virtud del cual todos los ciudadanos, con independencia de su género, edad, etnia, riqueza, educación, etcétera, tienen el mismo derecho a participar en la vida política. Nadie puede ser discriminado por alguno de los motivos mencionados. La libertad de expresión, la libertad de reunión y el derecho de voto son manifestaciones claras del principio de igualdad.

Por otro lado, el principio de autogobierno, que establece que las decisiones colectivas han de tomarse en función de las preferencias de los ciudadanos y no en función del criterio de los sabios, los aristócratas, la divinidad o los poderosos. Teniendo en cuenta que los ciudadanos, casi siempre, se encuentran divididos y tienen ideas distintas sobre lo que debe hacerse, se recurre a la regla de mayoría, que es la regla que minimiza el número de gente que está en desacuerdo con la decisión adoptada. La cuestión es que, haya mayor o menor división en el seno de la sociedad, la decisión colectiva final se tome de acuerdo con lo que la gente piensa.

Ninguno de estos dos principios por separado, ya sea el de igualdad o el de autogobierno, es suficiente para justificar la democracia. El principio de igualdad, por ejemplo, es compatible con un sistema político en el que los cargos públicos se repartan por lotería o en el que se llegue a gobernante mediante oposición. Por su parte, el principio de autogobierno no requiere elecciones, siempre y cuando el gobernante actúe de acuerdo con los deseos de sus ciudadanos. La democracia es fruto del hermanamiento entre ambos principios: si todos los ciudadanos son iguales políticamente y las decisiones colectivas se toman en función de las preferencias individuales, lo que resulta son las democracias liberales de nuestro tiempo.

Pues bien, creo que la tendencia de nuestra época, agravada durante la crisis económica, consiste en ir abandonando paulatinamente el principio del autogobierno. Mientras que los derechos que garantizan la igualdad política se mantienen estables y tienen una solidez envidiable, las decisiones de los representantes políticos cada vez guardan una conexión más lejana con las preferencias individuales de los ciudadanos.

Esto no se debe necesariamente a que los políticos traicionen a sus electores. Más bien es consecuencia de la cantidad asfixiante de restricciones a las que está sujeto el poder representativo. Son tantas las limitaciones legales y materiales de los Gobiernos, que estos cada vez tienen menor capacidad para gobernar y llevar a cabo las promesas electorales por las que fueron elegidos.

Así, los Gobiernos han de actuar dentro de los estrechos márgenes que les dejan los tribunales constitucionales, los bancos centrales independientes, las agencias reguladoras y las instituciones supranacionales a las que deben obediencia. Y han de responder además a las presiones materiales de los mercados y los poderes económicos. En estos momentos de crisis, por ejemplo, los gobernantes de los países democráticos parecen contentarse con no ahogarse en la tormenta financiera, sacando la cabeza por encima del agua, pero sin conciencia de la dirección en la que les empuja la tempestad.

Es muy preocupante que en la esfera pública vaya cundiendo la impresión de que el buen gobernante, el hombre de Estado, es aquel que abandona los compromisos adquiridos con la ciudadanía y adopta, por "responsabilidad", medidas impopulares. Parece como si el certificado de buena conducta del gobernante se expidiera en función del grado de impopularidad de la política llevada a cabo.

La crisis nos señala, de forma muy cruda, cuál es la tendencia dominante: una desconfianza creciente hacia el poder representativo en beneficio de instituciones y centros de poder sin legitimación democrática. El principio de que las decisiones colectivas sean fruto de las preferencias ciudadanas está en franca retirada. El peso de los expertos y de instancias de poder no representativo, el prestigio de las decisiones impopulares y la desconfianza hacia los políticos ponen en serios aprietos el ideal del autogobierno.

Como en esas novelas de ciencia ficción que, pese a situarse en mundos remotos y lejanos en el tiempo, terminan aludiendo a nuestra condición presente, cabe imaginar un futuro en el que la

democracia haya evolucionado hacia un sistema caracterizado por el respeto a los derechos fundamentales de las personas y por el mantenimiento de ámbitos de libertad importantes. Una vez que se disfruta de la libertad, es poco probable que se renuncie a un bien tan preciado. La libertad es una conquista irrenunciable e irreversible. Pero en este mundo por venir, la libertad de cada uno no podrá apenas utilizarse para definir proyectos colectivos que se lleven a la práctica. Seguirá habiendo libertad de opinión, más incluso que antes si cabe, pero sin la posibilidad de que las opiniones de la gente sean el criterio a seguir en la toma de decisiones políticas.

No cabe descartar entonces que los Gobiernos dejen de ser representativos en algún momento. Eso no quiere decir que vayan a actuar siempre al margen del sentir mayoritario de la sociedad, pero si atienden a las demandas ciudadanas será en todo caso por cálculo o conveniencia, no porque el sistema político se construya en torno al principio de que las decisiones colectivas estén determinadas por las preferencias individuales. Con seguridad seguirán existiendo medios de comunicación libres, grupos de presión y toda clase de asociaciones, pero quizá no partidos políticos. En la hipótesis más favorable, se mantendrían las elecciones, pero los candidatos y sus plataformas de apoyo tratarían de destacar sobre sus rivales únicamente por su capacidad de gestión y no por sus diferencias ideológicas. Y si la integración supranacional continúa, la relación entre la ciudadanía y los decisores será cada vez más débil, como ya se aprecia en el funcionamiento de la Unión Europea.

El principio liberal seguirá ganando peso frente al principio democrático. Habrá, por tanto, algo parecido a un Estado de derecho, a escala supranacional probablemente, que garantice tanto los derechos individuales como el entramado institucional que requiere una economía capitalista global. En ese marco, la gente tendrá capacidad de influencia sobre todo en el ámbito local, donde podrían desarrollarse prácticas democráticas más puras que las que conocemos actualmente, pero sin que los cambios locales puedan en todo caso extenderse más allá, derivando en cambios sociales de mayor alcance.

El futuro que nos aguarda no creo que pase por Gobiernos despóticos o autoritarios. Sí, en cambio, por formas de dominación difusas y tecnocráticas, compatibles con el ejercicio de la libertad individual. Sería el triunfo del liberalismo, que siempre ha mantenido una relación incómoda y tensa con el principio democrático.

Ignacio Sánchez-Cuenca es profesor de Sociología en la Universidad Complutense y autor de *Más democracia, menos liberalismo* (Katz).

NO A LA MAYORIA ABSOLUTA

JAVIER TUSELL / CATEDRÁTICO DE HISTORIA CONTEMPORÁNEA. 4

26/10/1989

No solo a la altura del momento en que nos encontramos de la campaña electoral sino también desde el principio de la misma ha sido patente que la única cuestión que van a dilucidar los cercanos comicios es si el PSOE va a gobernar con mayoría absoluta o no. Se puede pensar que resulta un tanto miserable que quede en manos del electorado algo aparentemente de tan escasa trascendencia, pero es probable que todas las elecciones democráticas den lugar a tan escaso margen de opción. Es además, toda una sorpresa que hoy, en octubre de 1989, nos encontremos con esta alternativa. La fragmentación de la sociedad española y el propio sistema electoral hacen en principio que los gobiernos de mayoría parlamentaria absoluta fueran improbables, al menos en la óptica de 1977 ó 1979. En las primeras elecciones ni siquiera un partido que tenía resortes por completo inhabituales en un sistema democrático para lograr influencia social, consiguió esa mayoría. Visto con una cierta perspectiva fue positivo, que le faltaran votos en el Parlamento, porque eso obligó a un consenso constitucional que UCD quería pero respecto del que podían haber tenido tentaciones en sentido contrario. La victoria por mayoría absoluta en 1982 fue una consecuencia de lo que podría denominarse como el milagro de San Felipe González. Lo curioso de este suceso histórico es que el presidente actual tuvo en él una parte reducida. La mística del cambio (que, recordada hoy, produce cefalalgia instantánea) fue en los resultados de 1982 mucho menos decisiva que la furia suicida que sacudió a la UCD y al PCE. Si el autor del milagro renovó su mandato en iguales condiciones en 1982 y puede hacerlo ahora no es porque los españoles estemos convencidos de que es Carlos I, el Conde Duque de Olivares o cualquier personaje campanudo de nuestro pasado histórico sino por las insuficiencias de sus adversarios.

UN INSTRUMENTO

Lo Malo es que quien quiere parecerse a tan ilustres antecesores a veces resulta heredero directo de un cacique de la Restauración como era Romero Robledo. Ahí reside, ni más ni menos, la razón para pedir (al Cielo y al elector) que no provoque una nueva mayoría parlamentaria. La democracia no soluciona por si misma el problema de la mili, ni asegura que funcione bien la sanidad pública, pero proporciona un método para solucionar esos problemas y muchos otros. Cuando la democracia funciona mal se puede dudar honestamente de que las soluciones sean las mejores. La democracia no es más que un instrumento, pero de primerísima importancia. Aquí lo que sucede es que se nos ha averiado el aparato. En España las libertades no están en peligro, pero el sistema democrático está adulterado, en su práctica diaria, por vicios arraigados. Ni tan siquiera se puede achacar al socialismo como doctrina la culpabilidad de los mismos, pero sí a estos socialistas durante estos siete últimos años. El PSOE tiene el dudoso mérito de haber alterado significativamente lo que debiera ser un Parlamento destinado a servir para algo, un poder judicial verdaderamente independiente y un Tribunal Constitucional capaz de cumplir su función. El Gobierno actual ha seguido una política informativa con los medios de información privada y pública que, inspirada en Calígula, carece de la más mínima respetabilidad. Es posible que en la intimidad de su conciencia nuestros gobernantes se hayan preguntado muchas cosas a si mismos pero ninguna sobre el GAL. En una sociedad poco vertebrada el PSOE ha repartido tranquilizantes a mansalva y encima ha pretendido sustituir una tímida sociedad civil por un supuesto asociacionismo todo él con el carnet de identidad de Alfonso Guerra: a mi me parecía muy bien la Cruz Roja hasta haberla visto presidida por un presunto candidato socialista a la Presidencia andaluza. Dejar a los socialistas en minoría no es condición suficiente pero sí necesaria para que estas cosas cambien. El argumento gubernamental consiste en agitar el espectro de la inestabilidad pero es más bien risible. Un PSOE minoritario no va a tener problemas para pactar; a lo sumo tendrá lo que los franceses llaman «l'embarras du choix», en definitiva el exceso de posibilidades. Ni el más entusiasta partidario del PSOE puede imaginar tan siquiera la eventualidad de que los gobernantes socialistas, obtenida la mayoría absoluta, decidan algo tan lógico como autorizar la formación de comisiones de investigación en el Parlamento, dar las emisoras de frecuencia modulada a otros que no sean amigos sino simples profesionales o sencillamente descubrir que hay cuestiones que es mejor resolver con un cierto consenso entre todos. Como la mayor parte de los partidos el PSOE no aprende más que con el procedimiento de que el electorado le proporcione un susto o un capón. Las mejores declaraciones de Felipe González fueron las que hizo después del referéndum sobre la OTAN o tras la huelga general del 14-D.

PROPAGANDA

La mejor prueba de la necesidad de evitar la mayoría absoluta se tiene con solo reflexionar un poco acerca de la campaña electoral que ya va agonizando. El caso de la información de TVE es de tal desvergüenza que incluso debe haber un porcentaje elevado de votantes socialistas que estén de acuerdo en la existencia de un abuso. Hasta la propaganda institucional sugiere que España habrá de contar en el mundo, en el preciso momento en que el Presidente español se da una vuelta para charlar con el primer signatario de la nación más poderosa del mundo. Parece como si para esta gente para ellos sea un molesto ejercicio de ratificación que les hace perder el tiempo que ellos dedican a la Tarea Excelsa de Decidir por el Bien de Todos, que sólo ellos conocen. Si algún elector despistado ha llegado hasta aquí probablemente habrá adivinado que tampoco el autor de este artículo es muy entusiasta de otras opciones. Pero lo que sí me parece es que, aquí y ahora, siendo la política, sobre todo, la posibilidad de elección del mal menor, por la democracia española, por la regeneración de nuestro sistema político y por el propio PSOE, lo mejor es que no obtenga la mayoría absoluta.

SOMBRAS SOBRE LA DEMOCRACIA ESPAÑOLA

PEDRO J. RAMIREZ

28/10/1989

No va más. La suerte está echada. La Banca gana. La bola de la fortuna electoral se detendrá mañana en las casillas previstas por ese avisado croupier llamado Alfonso Guerra y el Partido Felipista obtendrá su tercera victoria aplastante consecutiva. Queda la incógnita de cuál será esta vez la magnitud exacta de sus ganancias, pero hasta los mirones más despistados saben bien que el monto acumulado le bastará y sobraré para seguir imponiendo su ley sobre el tapete. Con ésta ya son más las elecciones generales -1982, 1986, 1989- en las que el ganador se conocía de antemano, que aquellas -1977, 1979- en las que los votantes tuvieron la sensación de estar decidiendo de verdad el destino del país. A partir de mañana, conspicuos observadores

internacionales volverán a elogiar sin duda la «estabilidad» que los gobernantes socialistas han proporcionado a la democracia española, mientras el ciudadano objeto continúa su vía crucis de otoño, pasando del Colegio Electoral a la Delegación de Hacienda. El diezmo en el arca, el voto en la urna. Siete u ocho millones de sufragios útiles serán suficientes para que el conglomerado sevillanomonclovita perpetúe su hegemonía absoluta sobre una comunidad de más de treinta y cinco millones de personas. ¿Hasta dónde llegará el número de quienes, sintiéndose burlados por la inexorabilidad de toda ruleta trucada, continúen engrosando los tupidos batallones de la frustración, la indiferencia o el resentimiento hacia sus modernos faraones?

FRUSTRADOS TOQUES A REBATO

Por dos veces durante la pasada legislatura el felipismo tocó a rebato, apelando a la sociedad civil ante sendas situaciones límite (el conflicto estudiantil y la huelga del 14-D), y en ambas ocasiones comprobó estupefacto cómo sus teóricos contingentes de reservistas ignoraban impertérritos la causa del interés nacional. Démosle tiempo al tiempo y ya sabremos al doblar cualquier recodo cuál es la próxima línea de fisura de este edificio de arcilla, en cuyas habitaciones superiores hozan confiadamente los amos del país. Entre los más hábiles fabricantes de coartadas al servicio del Gobierno, destacan estos días quienes se quejan afectadamente de que el debate político durante la campaña electoral haya girado más en torno a cuestiones de procedimiento -que si las encuestas del CIS, que si el vídeo de los famosos, que si los fallidos cara a cara entre los candidatos- que alrededor de los problemas reales que la sociedad española tiene pendientes. Es una lástima que Aznar, Suárez o Anguita apenas hayan llegado a pasar del bosquejo de sus ofertas programáticas y continuemos sin saber si de verdad es posible reducir la mili, los impuestos, el número de ministerios y la cifra de parados. Lo que ocurre es que dos semanas y media no dan para nada, excepto para comprobar la muy soportable levedad de Carmen Romero o dejarse anegar por ese eficaz sentimiento de horfandad sobrevenida que desencadenó González con la hipótesis de su futura retirada. «Aténganse a la cuestión», se les ha dicho con severidad a los adversarios del PSOE cada vez que han parecido rebelarse. Tal y como Guerra concibe la «carrera» electoral, a la oposición le tocaría hacer siempre de liebre: es decir, tirar animosamente del pelotón para desvanecerse después y permitir al equipo de casa pulverizar sus propias marcas. En el mundo del deporte no faltan bochornosos ejemplos de quienes, viendo perdida la contienda, se aferran a cualquier pretexto para recurrir al «así no juego». Pero a nadie se le puede acusar de pejiguero por el hecho de que, antes de ponerse a darle patadas al balón, trate de aclarar por qué la portería del contrario es la

mitad de ancha que la propia. Lo de menos es que llegara incluso a explicitarse la desmesurada posibilidad de una retirada masiva de candidaturas. Lo de más -y en ello coinciden los lúcidos análisis publicados estos días en EL MUNDO por Jorge de Esteban, Javier Sádaba y, desde su octogenaria viveza intelectual, el profesor Aranguren- es que el prestigio del sistema político y la credibilidad del proceso electoral han disminuido notoriamente a los ojos de los ciudadanos. Con la misma celeridad con que anunció el vendaval antidemocrático para caracterizar las críticas suscitadas por su abuso del Mystère, el vicepresidente inició ahora la campaña acusando a sus antagonistas de «arrojar sombras sobre la democracia española». Hoy como ayer, su impostura recuerda el sofisma de los sudistas norteamericanos que, en la Guerra de Secesión, alegaban que era preciso mantener la esclavitud a efectos de preservar la libertad. Es la insaciable voracidad de la cúpula felipista en su empeño de controlar todos los resortes de la sociedad española -y no las voluntariosas críticas de quienes, faltos de la más elemental igualdad de oportunidades, perseveran en sus denuncias vanas- lo que proyecta inquietantes «sombras» sobre nuestra democracia. Después de la neutralización del Tribunal Constitucional, del Consejo General del Poder Judicial y, por supuesto, del Consejo de Administración de TVE, esta campaña ha traído consigo el recelo ante la composición, atribuciones y funcionamiento de la Junta Electoral Central.

LA CULTURA DEL SERVILISMO

La pasividad de sus componentes ante la desigual duración de las entrevistas que la televisión pública ha concedido a los principales líderes, sólo se explica, por ejemplo, dentro de una cultura de la resignación -o del servilismo- que en realidad hunde sus raíces en la bien poco democrática edad contemporánea de nuestra historia. ¿Es que Anguita, Suárez y Aznar tenían menos que decir sobre los problemas nacionales que González? ¿O acaso se suponía que hablarían más deprisa? Las referencias del presidente a la España de Carlos I -continuación de las que ya hiciera este pasado verano en la misma entrevista en la que prometió «por su honor» no tener ninguna relación con los GAL- han servido para subrayar el carácter eminentemente cesarista del felipismo. De ahí el desconcierto con que el anuncio de que ésta sería su última campaña fue acogido por sus propias huestes. Quien cree haber perdido su libertad para que los demás tengamos la nuestra bien tiene derecho, sin embargo, a liberarse de tan pesada carga. Como Carlos I cuando se retiró a Yuste o como Diocleciano -único antecedente histórico de rango imperial equivalente- cuando decidió cambiar la púrpura por el cultivo de su huerto. Es una lástima que González se haya negado en redondo a concretar plazos e intenciones, pues su

silencio da alas a la hipótesis de que, falto ya de entusiasmo, el faraón opte por empezar a enterrarse en vida en su pirámidepalacio. Puestos a sacar consecuencias positivas, quién sabe, sin embargo, si esta advertencia de que el liderazgo de González concluirá algún día no servirá para estimular el imprescindible debate que sobre la reforma de las reglas de nuestro juego político debe plantearse en el nuevo Parlamento. Está claro que la pérdida de la mayoría absoluta en la que durante siete años, al arrullo de la derecha económica, ha estado instalado el PSOE, también contribuiría de manera decisiva a que muchos despertaran de su cómodo, peligroso y lucrativo letargo.